



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

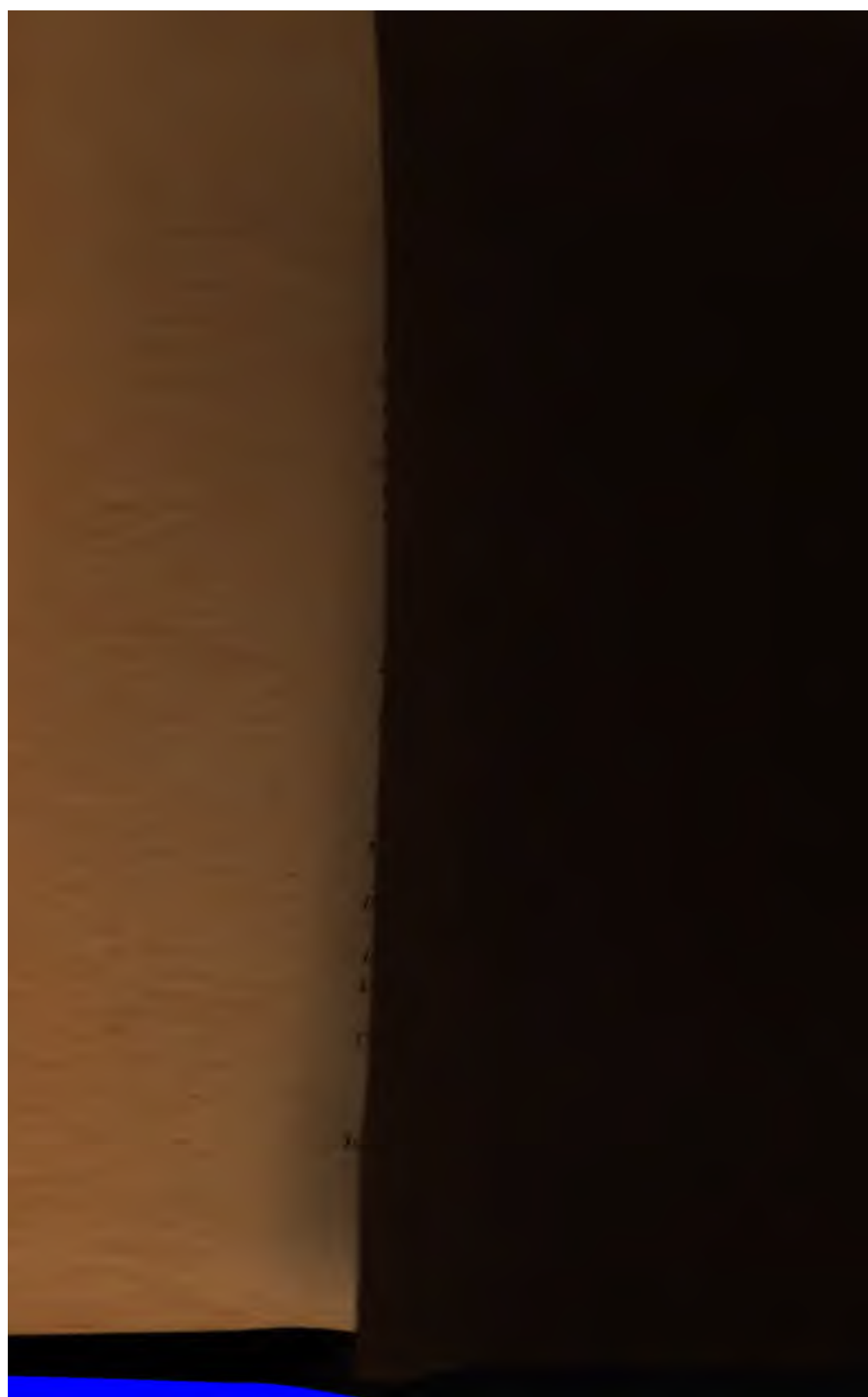
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

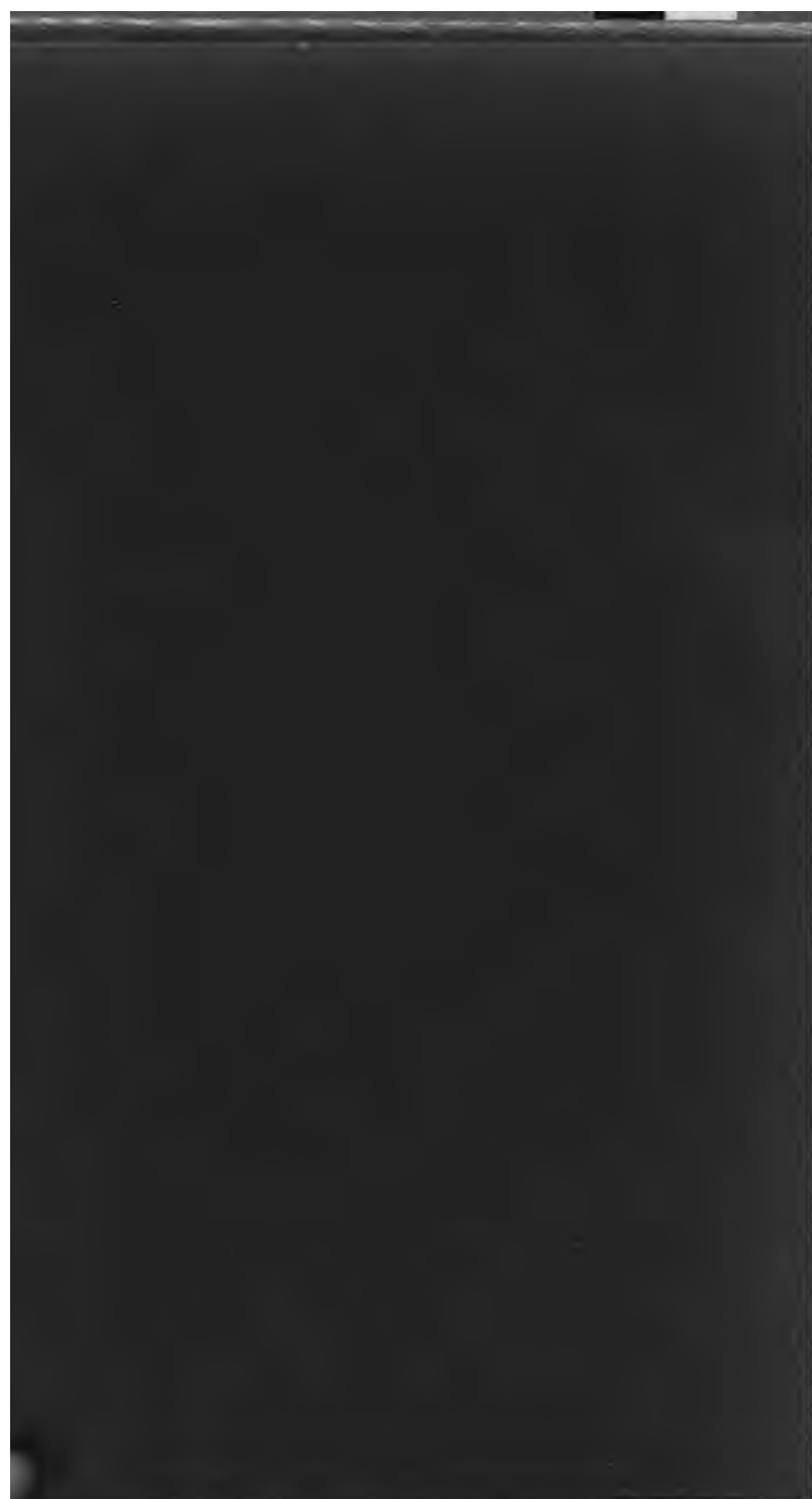
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 491796







AS.
162
.B81

BULLETIN

de la

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE



BULLETIN
de la
Société Académique
DE BREST

Reconnue d'utilité publique

(AOUT 1880)



DEUXIÈME SÉRIE - TOME XXXII



1906-1907



BREST

Imprimerie Commerciale de la *Dépêche*, 25, rue Jean Macé

1908



Bunning
Nijhoff
10-21-26
13603

CONFÉRENCES

Les Conférences de la Société Académique

La Société Académique a organisé, pendant l'année 1908, une série de conférences qui ont été très suivies.

Nous donnons ci-dessous les titres et une analyse succincte de ces conférences :

- 13 Janvier. — *Les origines du Romantisme* : LAMARTINE, par M. MERLANT.
- 20 Janvier. — *Les régions primaires* : LA BRETAGNE ; les côtes, les landes et les forêts, les bocages, par M. GUÉNIN.
- 27 Janvier. — VICTOR HUGO, *le poète*, par M. MERLANT.
- 3 Février. — LE LIMOUSIN, par M. GUÉNIN.
- 10 Février. — LES IDÉES DE VICTOR HUGO, par M. MERLANT.
- 21 Février. — LA CORSE, par M. GUÉNIN.
- 6 Mars. — LE RÈGNE DE LOUIS XIV, par M. CADIOU.
- 9 Mars. — ALFRED DE VIGNY, *poète philosophe*, par M. MERLANT.
- 13 Mars. — LE SATANISME A TRAVERS LES AGES, par M. FERRAND.
- 16 Mars. — POITOU & PICARDIE, par M. GUÉNIN.
- 23 Mars. — ALFRED DE MUSSET, par M. MERLANT.
- 27 Mars. — CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ART FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE, par M. MALAURIE.
- 3 Avril. — WATTEAU, par M. MALAURIE.
- 6 Avril. — LE THÉÂTRE DE JULES LEMAITRE, par M. MASSERON.
-

DISCOURS

Prononcé par M. le Docteur HÉBERT, Président

A LA SÉANCE D'OUVERTURE DES CONFÉRENCES

Mesdames, Messieurs,

En ouvrant cette série de conférences, dont vous avez pu lire le programme dans la Dépêche de Brest — toujours si accueillante aux communications de notre Société — je viens, au nom de notre compagnie tout entière, adresser nos remerciements à MM. les professeurs du Lycée qui veulent bien nous apporter leur précieux concours.

Deux d'entre eux — ceux-là précisément qui devaient se faire entendre les premiers — MM. Legaret et Dimhoff, ont dû quitter notre ville, il y a quelques jours à peine, par suite de mutations qu'ils ne prévoyaient pas devoir être si prochaines.

Nous leur adressons ici, ce soir, l'expression de nos regrets les plus vifs, en même temps que nous offrons nos meilleurs souhaits de bienvenue à MM. Merlant et Guénin, que nous avons, du moins, la bonne fortune de conserver parmi nous.

Nous espérons que leur exemple sera suivi l'année prochaine par certains de leurs jeunes collègues, empêchés cette année par un concours de circonstances, devant lesquelles nous avons dû nous incliner.

Mais pour que tant de généreux efforts ne restent pas infructueux, nous faisons un appel pressant à tous ceux

VIII

de nos concitoyens qui prennent quelque goût aux choses de l'esprit, et nous leur demandons très instamment de se joindre à nous et d'entrer dans les rangs de notre Société qui, fondée il y a 50 ans, s'est toujours et uniquement consacrée à l'étude des Lettres, à l'amour des Arts et au culte de la Science.

CONFÉRENCES

DE

M. MERLANT, Professeur au Lycée de Brest

LAMARTINE

M. Merlant a rattaché d'abord Lamartine à l'ensemble de ce romantisme, si décrié depuis que l'on s'est avisé de le faire passer par la méthode pathologique.

Puis, de la vie, de l'adolescence et de la première jeunesse du poète, le conférencier a dit ce qu'il fallait pour rendre son œuvre intelligible : enfance rêveuse, mais robuste et quelquefois révoltée; adolescence désœuvrée, pleine d'ennui; jeunesse agitée, incohérente, travaillée d'aspirations immenses et vagues, frappée enfin d'un grand chagrin — la mort d'Elvire — qui acheva de faire de Lamartine un poète.

M. Merlant a utilisé les dernières études faites sur Lamartine, pour retracer l'histoire romanesque et tragique de Julie Bouchaud des Hérettes. Mais, en dehors des influences sentimentales, il a fait voir que de fortes influences intellectuelles avaient déterminé ses croyances.

Après avoir montré le développement et les fluctuations de sa pensée religieuse, il a rapidement esquissé l'histoire de sa pensée politique, ses grands espoirs, sa foi au peuple, sa déception en 1848.

M. Merlant a conclu que Lamartine, idéaliste s'il en fût, croyant à la vertu des idées et au triomphe de l'esprit, a bien vécu, puisqu'au lieu de se complaire, comme tant d'artistes, dans une forme raffinée d'égoïsme, il s'est donné, avec une sincérité absolue, à une œuvre d'ensemble.

Victor HUGO ; le Poète

Dans cette conférence, M. Merlant n'a voulu envisager en Victor Hugo que l'imaginaire. Il l'a d'abord opposé à Lamartine, chez qui les choses sont suggérées plutôt que pensées.

Chez Hugo, elles prennent un relief violent, s'individualisent fortement, finissent par devenir hantise et hallucination.

Après avoir indiqué comment naissaient, dans l'esprit de Hugo, les mythes éclatants dont son œuvre est pleine, M. Merlant s'est attaché à montrer les divers degrés de l'imagination créatrice du poète; les personnifications de choses abstraites ou matérielles, qui deviennent des êtres sentant, réfléchissant et voulant; les images qui transfigurent l'objet où s'exerce la contemplation du poète, et qui traduisent la vie profonde dont il est le symbole passager; puis l'évocation de la vie sourde, tumultueuse qui s'agite partout : l'intuition divinatrice de l'ordre harmonieux qui régit la nature visible ou cachée; enfin, les vastes rêveries cosmiques où le maître de la magie verbale saisit l'immensité de l'espace et du temps et la ramasse en des images d'une richesse éblouissante.

Il restait à montrer, chez Victor Hugo, l'homme épris des aspects familiers et doux de la nature, l'aimant pour sa vertu éducative, pour son influence pacifiante et purifiante, pour la magnificence tranquille de ses horizons ou la grâce exquise de ses plus humbles créatures; enfin, l'homme qui, renonçant à toute plainte, ne veut plus être devant la nature que « l'encensoir intelligent et doux ». Et c'est par là que M. Merlant a conclu.

Les Idées de Victor HUGO

— La philosophie de Hugo, a dit en substance le conférencier, passe pour incohérente : son goût pour les sys-

tèmes hermétiques, son ignorance agressive à l'endroit de quelques grands penseurs modernes, et son érudition saugrenue, ses jongleries méthaphysiques et l'abondance de ses métaphores, mêlées d'énormes contre-sens, tout cela suffirait à le discréditer ; — et on lui en veut encore d'avoir changé.

Le poète qui écrivit :

Je suis fils de ce siècle, une erreur chaque année
S'en va de mon esprit, d'elle-même étonnée.

ne connut pas la fidélité aux doctrines et brûla ses anciens dieux avec allégresse.

Cependant, on peut dégager les traits essentiels et permanents de sa philosophie : sur le problème de la création de la finalité, de la responsabilité humaine, de l'âme et de Dieu, V. Hugo a eu des conceptions fixes, qui se retrouvent à travers son œuvre, malgré quelques contradictions.

Après avoir fait voir comment il a été amené à prendre devant ces problèmes, sous la pression des faits contemporains et sous l'action des événements de sa vie intime, l'attitude du « Songeur », M. Merlant a montré l'essai d'explication que Victor Hugo a proposé du monde : explication empreinte d'un profond pessimisme, d'un sentiment de la faute et de la perversité humaine si fort, qu'on pense quelquefois, en le lisant, à Pascal.

De la chute au rachat et à la réconciliation universelle des êtres avec Dieu, dans la pitié suprême, l'histoire du monde est un drame douloureux et tourmenté, qui ne se résout dans le pardon que par le miracle d'une inexplicable bonté.

Les déclarations d'optimiste délirant qu'on surprend d'ailleurs dans l'œuvre de Hugo, trahissent seulement, l'action exercée sur lui par les doctrines contemporaines, et, notamment, par la confiance au progrès grâce à la science, qui a rempli le XIX^e siècle. Mais, en son fond, la pensée de Hugo était pénétrée de pessimisme chrétien.

Alfred de VIGNY

M. Merlant a étudié les poésies d'A. de Vigny ; laissant de côté la question des influences littéraires, il a surtout voulu mettre en lumière le développement d'une belle pensée.

Par des rapprochements entre la correspondance ou le journal de Vigny et les plus beaux de ses poèmes, le conférencier a fait voir la dignité de cette vie recueillie, silencieuse et triste, le fond de tendresse active et de pitié qui demeurerait en elle, sous une apparence hautaine; les idées de Vigny sur les vulgaires hommes d'action, sur la mission propre du penseur ou du poète, sa conception de la nature, qu'il tâchait, et qu'il réussissait à détester, parce qu'il ne pouvait plus aller la contempler; enfin, ses amours mystiques faites de compassions pour la fragilité douloureuse des êtres changeants que sont les hommes, et d'apitoiement sur ce qui n'est qu'une fois ; son culte pour la poésie, « perle de la pensée. »

Tout cela a été analysé fort éloquemment par M. Merlant, qui a conclu que A. de Vigny, en qui finissait une race, n'a pas vécu en vain.

Alfred de MUSSET

Une conférence sur Alfred de Musset a brillamment terminé la série des causeries littéraires données par M. le professeur Merlant.

Après avoir montré son indépendance à l'égard de toute école littéraire, il a analysé sa sensibilité. Si les influences littéraires ont agi sur elle, ça été dans le sens de sa propre nature, et pour l'exalter, non pour la fausser.

Poète d'instinct, il a mis sa vie et son cœur dans ses vers ; il a écrit, comme il a voulu vivre, avec une fougue,

un emportement, une rage d'aller en tout jusqu'au bout et de scruter le fond de tout, qui ne se retrouvait à un tel paroxysme que chez Byron.

Il s'est jeté à tête perdue dans l'amour et dans le plaisir, il a eu le goût désespéré de la déception, avec une puissance d'illusion inépuisable. La vie n'a pas de juge plus âpre, plus violemment ironique, de négateur plus amer, ni d'amant plus naïf.

Il a remué toutes les fanges et il a adoré la candeur, et il y a cru. De la frénésie du mépris aux ravissements de la vénération, une telle âme ainsi ballottée aurait fini dans la folie, si Musset n'avait eu aussi cette gaieté d'esprit qui voilait souvent son cœur « saignant et désolé ».

M. Merlant a raconté, autant qu'il faut la connaître pour comprendre *Les Nuits*, l'aventure des amants de Venise, et, par contraste, il a peint la jeune fille telle que l'a vue Musset : romanesque avec tout ce que le mot implique d'ignorance exquise et de curiosité, ingénument coquette, rouée avec candeur et innocente avec malice, pleine d'ailleurs de raison délicate, de tendresse sérieuse et spirituelle.

CONFÉRENCES

DE

M. GUÉNIN, Professeur au Lycée de Brest

LA BRETAGNE

Ar-Mor, Ar-Coat, ces deux Bretagnes se ressemblent si peu, a dit en substance le distingué conférencier, que les gens de la côte hésitent à se rendre dans l'intérieur, pour eux, tout rempli de l'horreur des sombres âges, avant le christianisme.

Sur les côtes du Trégorrois et du Léon, à la mer toujours sombre, à l'horizon fermé d'un cercle d'éternels gémissements, les Sept-Iles, bêtes mystérieuses et malfaisantes, se déplacent pour engloutir des villes d'Is, toujours habitées sous les flots en furie. Puis, ce sont les côtes de Paimpol, dont tous les habitants ne songent qu'à trouver les intersignes d'une noyade en mer ; et les enfers de Plogoff, de Plougrescant, longés par des barques fantômes, parcourus éternellement par les noyés, aux cris lamentables et lointains.

Dans l'Ar-Coat, les ondulations tristes des montagnes du Saint-Michel et du Menez-Bré, tombeaux de Gwenchlan et du géant Gewr, neuf fois replié sur lui-même, voient célébrer les messes de trentaine, tandis que les landes, peuplées de morts, en train d'accomplir leur pénitence, sont parcourues par les chars de la mort.

L'horreur mystérieuse de cette région farouche, n'est que plus grande, si l'on descend en cette Bretagne du Sud aux forêts si riantes, aux rivières si bleues, parmi tous

les follets, les poulpiquets, les dames blanches et les morts eux-mêmes si facétieux et si gais.

Telles sont les trois Bretagnes, que le folklore permet de comprendre beaucoup mieux que la meilleure des descriptions.

LE LIMOUSIN

C'est le pays des auberges antiques, des pataches antédiluviennes, effroi du touriste ami de son bien-être, mais c'est aussi la contrée des vieux souvenirs et des traditions antiques; celles des « couvades » et des maris battus, promenés au son de toutes les casseroles du village.

Chaque bourg a son « meige » qui transplante les fièvres aux troncs des vieux chênes et punit les jeteurs de sorts, en criblant d'épingles le cœur d'un bœuf, en transperçant d'une lame acérée la prune d'une figure entrevue dans le clapotis d'une eau mystérieuse. Et parmi les pratiques les plus sinistres, n'est-ce pas encore le « marteilage du ventre », sur une enclume de forge, près d'un brasier fantastique, aux rugissements du meige-forgeron, ceinturé de rouge?

Dans ce Limousin, que tout dirige vers la magie noire, l'effroi des nuées et des tempêtes peuple les airs de « chasses galopines », précédées de milliers de chiens blancs et suivies des meneurs tout habillés de rouge.

Les « vents maudits » amènent sur les plateaux, couverts de neige, des bandes de loups, troupeaux dociles qui suivent, la gueule béante et « enclavelée », leurs meneurs. Enfin, ce sont les « berous » qui, pour la rémission de leurs péchés, parcourent en loups-garous, chaque nuit, le territoire de neuf paroisses, broyant sous leurs dents acérées et puissantes les malheureux chiens attrapés en route, etc., etc.

Puis, c'est en ce pays du « tourtou » et des « martines », l'émigration qui réduit aux seules femmes, aux seuls enfants, tous les villages d'un district.

Ce n'est pas la fortune que l'on va demander aux contrées lointaines, ce n'est qu'une bourse merveilleuse, toujours pourvue de quarante sous, tout neufs et tout luisants, racontent les auteurs des légendes et des féeries limousines, tant il est vrai que l'absence de poésie et le manque d'idéal de cette région si déshéritée se reflète en son folklore.

LA CORSE

La Corse est l'île des paradoxes, puisque c'est peut-être la seule de toutes les îles où l'on ait une profonde horreur de tout ce qui rappelle la mer; puisque, malgré ses villes fortes, isolées les unes des autres, il n'y a pas de nation plus pénétrée de ses droits et de ses privilèges.

C'est enfin cette Corse agricole et fertile, où le paysan ne vit pas du travail des champs abandonnés aux Lucquois, venus d'Italie et considérés comme des mercenaires, indignes du nom d'homme. Violents et pleins de préjugés, vindicatifs et susceptibles à l'excès, les Corses n'en constituent pas moins une forte race, fidèle à ses amitiés, si fière qu'elle n'a pas de mendiants, si hospitalière que la sauvegarde la meilleure, c'est encore la maison de son ennemi.

Dans ce cadre étrange, au milieu de cette nature sauvage et tourmentée, ce sont ces mariages si curieux, avec leurs courses à la fleur, les invocations aux sources, la distribution des mouchoirs brodés, et les lavages au vin de la jeune épousée. Puis, le soir du Vendredi-Saint, à Sartène, les pénitenciers blancs et noirs, entonnant le *Cate-naccio*, pieds nus et enchaîné, souvent un bandit qui expie

ses crimes par une aussi singulière pénitence, et le moine prêchant avec un Christ articulé, de grandeur naturelle, qui bénit d'un signe de croix la foule assemblée, fatiguée de ses psalmodies funèbres et de ses *Miserere*.

Indifférents à la joie, les Corses entourent, enfin, le dernier jour d'une mise en scène qui épouvante, et leurs *voceri* de mort naturelle sont comme la cloche qui chante à l'âme envolée, les adieux de ceux qui survivent, comme les gémissements du vent glacé qui se joue dans les feuilles mortes des bois.

Mais si le Corse est tombé sous le stylet et la balle d'un ennemi, c'est alors le *Caracolu*, dansé par les femmes échevelées, qui se déchirent le visage de leurs ongles; c'est le *vocero* de mort violente, pétri de sang et d'injures, où l'appel aux armes revient sans cesse en strophes rapides et débordantes de haine. Incapable de se venger, le Corse s'enfermera dans sa maison, dont il clouera les volets pour ne plus voir la lumière du soleil, ou bien s'il a pu se défaire de ses ennemis, il vivra dans le maquis ou sur le sommet des montagnes, de cette vie de bandit, que l'on a peut-être beaucoup trop poétisée. Même ainsi, s'il vient à succomber, il ne le fera pas sans grandeur et saura mourir comme le témoigne l'histoire du bandit Arrighi, réveillant le gendarme qui doit le tuer, dès que la lune permettra d'apercevoir le blessé caché dans le maquis.

Telle est cette Corse, emplie de fleurs et de soleil, mais toujours tragique et funèbre, avec ses hommes graves et sévères, ses femmes toujours vêtues de noir, et ses enfants qui ne savent jouer qu'à des jeux violents de bandits et de soldats.

POITOU & PICARDIE

Entre le massif armoricain et le plateau central, dit le conférencier, le Poitou offrit, de bonne heure, un séjour de prédilection, pour les conquérants de la Gaule, et plus tard pour les rudes seigneurs féodaux du ^xⁱ et du ^{xii}^e siècle.

De là, ces ruines, si belles dans leur délabrement que la région de Saintes nous offre en abondance ; de là, ces contes fantaisiques sur les puits, qui s'enfoncent jusqu'au centre de la terre, pour vous conduire en des châteaux de fer blanc, d'argent, d'or, habités par des princesses enchantées, par des lions et des boucs blancs.

Ces donjons, si massifs et si sombres, sont tous éclairés de lueurs mystérieuses, peuplés d'ombres invisibles qui servent des tables fantômes : l'on n'y entre que par les fenêtres, pour être pétrifiés par le regard d'un géant ; l'on n'en sort, qu'avec l'aveu de toutes ces fées poitevines, si nombreuses, les filles de Melusine.

Dans ce seuil du Poitou, les hommes de guerre, les brigands de grand chemin ont été remplacés au ^{xvi}^e siècle par les Espagnols et les Allemands des guerres de religion. Les protestants s'y sont établis, et les contes facétieux, dont les prêtres catholiques sont les héros, nous témoignent d'un changement radical dans l'ancienne religion de la province. Ce sont les curés qui se font voler par leurs paroissiens, tout en les absolvant ; ce sont les abbés qui se font donner des vaches, sous prétexte que Dieu rend au centuple les aumônes faites en cette terre, et se trouvent en fin du compte beaucoup plus pauvres qu'auparavant. Tous ces contes ne sont que la revanche des misérables sur l'homme de guerre, sur le brigand, et sur les gens de guerre de religion.

Cette malice poitevine ne se retrouve plus en Picardie, autre région secondaire, plus agricole encore. On se contente de bien vivre, en cette terre, où les plantes poussent leur tige jusqu'à la porte du Paradis, où les hommes ont

la force de cent quatre-vingt-seize personnes. Les ânes y font plus de louis que de crottes, et les tables se chargent de mets aussi fins que variés. Aussi les gendarmes ne sauraient-ils prendre les déserteurs, qui refusent de retourner au régiment, et la mort, les vieillards peu pressés de quitter cette terre de bénédictions et de bombances.

Nous sommes à côté des Flandres, le pays des processions de géants, la contrée des kermesses et des joyeuses ripailles illustrées si gaîment par le pinceau des Téniers.

CONFÉRENCE

DE

M. CADIOU, Administrateur Principal de la Marine, à Morlaix

Le Règne de Louis XIV

Dans cette conférence, ou plutôt dans ce réquisitoire contre Louis XIV, M. Cadiou nous a successivement dépeint la cour de Versailles où la noblesse, que le roi a juré d'abattre, est aux pieds du monarque; le clergé, soumis, jetant un voile indulgent sur les désordres de sa vie privée; la magistrature, à ses ordres et la police multipliant les lettres de cachet.

Le conférencier a ensuite montré le commerce enserré dans d'inextricables liens et l'agriculture ruinée par les droits qui grevaient le paysan et l'interdiction de la circulation des blés.

C'est, après, la suppression de certains états provinciaux et des libertés municipales que nous narre M. Cadiou en même temps que la révolte de Rennes : il nous l'a contée d'après la correspondance de Mme de Sévigné dont il signale la sécheresse du cœur. Suit un tableau des guerres du règne, toutes, selon lui, injustifiées et sans résultats appréciables.

Le conférencier a longuement insisté sur la révocation de l'Edit de Nantes, mesure néfaste au point de vue politique, atroce au point de vue de la liberté de conscience; l'attitude de la cour, du clergé, des littérateurs, à cette occasion, a été sévèrement jugée.

Puis vint le récit de la fin du règne humilié; le confé-

rencier n'est pas précisément tendre pour Mme de Maintenon « la fine mouche », qui, se refusant au règne éphémère de maîtresse, voulait placer son cœur comme on place son argent, dans la meilleure maison du royaume.

En terminant, M. Cadiou montre la France épuisée à la suite des guerres, la population diminuée, les disettes se multipliant.

« Il ne faut pas croire, conclut le conférencier, aux mensonges de Louis XIV, dit le Grand, que les lettrés et les gourmets de la phrase classique s'obstinent à regarder comme l'idéal du monarque parce qu'ils ne le voient qu'à travers les feux entrecroisés des génies de Racine et de Molière. A ceux qui persistent dans cette illusion, rappelons la parole d'un philosophe que le père Lacordaire répétait et jetait du haut de la chaire de Notre-Dame : « L'histoire abomine les dupes : elle les met au même rang que les coupables. »

CONFÉRENCES

DE

M. MALAURIE, Professeur au Lycée de Brest

Conditions générales de l'Art français au XVIII^e siècle

Cet art, dit M. Malaurie, a comme un caractère essentiel : l'émancipation. Au xvii^e siècle, le Beau que tout artiste doit reproduire, est celui qu'ont fixé les Anciens, qu'ont reproduit les Italiens. D'ailleurs, le maître du goût comme de toute chose, Louis XIV fixe ce qui est bien : et c'est le noble, « l'héroïque ». Molière, lui-même, dogmatise de la sorte ; et l'on ne fait que de l'antique.

Sans doute, les qualités françaises demeurent, et cet art Louis XIV est encore bien nôtre. Sans doute aussi, vers la fin du règne, des formes nouvelles tendent à s'introduire, surtout le *rococo italien*. Mais, dans l'ensemble, l'unicité du *beau* Louis XIV est entière.

Or, ce cadre, dès la Régence, est complètement brisé. L'art n'est plus que fantaisie, recherche libre. Il est, comme l'art athénien du iv^e siècle, comme l'art florentin du Quattro Cento, émancipé.

Une chose cependant le conditionne : c'est le goût du public. Or, le public du xviii^e marque un goût particulier pour le joli. Ce goût, il se manifeste d'abord dans le costume, exquis et spirituel, avec ses formes évasées et chiffonnées, dans l'apprêt que l'homme comme la femme donne à leur figure, la femme donnant un soin particulier

au maquillage qui est de rigueur, — dans les gestes qui sont travaillés et harmonieux; tous les jeunes gens prennent des leçons de maintien; la danse d'alors, le menuet, n'est qu'en jolis gestes; le grand plaisir est la promenade, élégante parade, qui revit pour nous dans les estampes de Gravelot, de Debucourt, surtout d'Augustin de Saint-Aubin.

Mais ce goût, du joli nous est rendu vivant par le décor familial qu'a voulu le XVIII^e et qu'il nous a légué : la maison, aux lignes simples et nettes, rehaussée de rares et discrètes sculptures; les petits appartements dont le boudoir est la pièce essentielle; le meuble à l'ébénisterie de bois de rose et d'acajou; le jardin, imité du parc anglais, mais tout affiné.

Aussi l'art est-il la perpétuelle préoccupation des gens du XVIII^e siècle.

Les salons sont universellement suivis; les artistes fêtés et riches.

Surtout, un souverain conduit tout ce monde d'artistes et amateurs, c'est la femme. L'art du XVIII^e a pour élément essentiel : le bibelot, qui est féminin.

Or, les artistes de ce temps ne se sont pas contentés de ce joli et de cette élégance; ils ont aspiré au grand Art, ont, par delà leur fantaisie, cherché d'édicter des règles. Et le jour où, grâce aux découvertes de Pompéi, il y a eu une nouvelle résurrection de la Beauté antique, ils se sont empressés de se mettre à nouveau à son école, que leur indiqua Winckelmann.

En 1785, le réformateur apparaît : c'est David dont le tableau (le serment des Horaces) a eu un succès inouï; la fantaisie et la volupté se sont envolées. Cinquante ans durant, on va fabriquer de la beauté selon les règles, sous la férule de David, puis de monsieur Ingres.

Il n'y a point à le regretter, puisque ce sont les artistes eux-mêmes du XVIII^e siècle qui l'ont voulu — et qu'il faut d'ailleurs ces transformations pour vivifier l'art. — Mais il est bien certain que, s'il y a des formes d'art plus

pénétrantes que celles-ci, il n'y en a nulle qui atteigne autant une sensibilité française. Il dispose dans la vie des relais de joie et de volupté, — où se voient et se revoient sans cesse la forme et la couleur, qui sont choses divines.

WATTEAU

Le conférencier expose d'abord la biographie de l'artiste en utilisant le Portrait que lût à l'Académie le comte de Caylus. De cette existence, il retient les traits généraux qu'elle marque du caractère de Watteau.

D'abord un goût aigu de l'observation. « Il était né caustique », nous dit-on; — puis une inquiétude continue, qui le fait sans cesse changer de gîte et l'empêche de se contenter de ce qu'il compose; — surtout une vocation absolue pour l'art et tout le métier de la peinture.

Il a quitté sa ville natale pour le satisfaire; il a adopté la misère à condition de se repaître de beauté.

De cette vocation procèdent encore toutes ses qualités sociales : l'insouciance, le désintéressement, la naïveté. Enfin, le trait le plus singulier, c'est la chasteté, accompagnée de piété qui, ainsi bizarrement alliée à ce culte de la volupté, font de cette âme une des plus délicatement maniées qu'on connaisse.

Ces nuances, ces diversités, son œuvre le reflètent. Il a d'abord été décorateur à l'école de Gillot et d'Audran. Les gravures tirées de son œuvre montrent cette première manière où déjà s'accuse la recherche de l'élégance dans les attitudes. Puis il a peint, sur les routes de Flandre, des soldats ; et, bien que ce fut la terrible année de Malplaquet, il n'en a retenu que le pittoresque. Après il s'est mis à l'école des maîtres de la couleur : Rubens, Titien, Véronèse, et les a imités.

Maître de son dessin et de sa couleur, il a alors combiné en groupes harmonieux et dans un coloris nuancé et riche tous les types jolis qu'il avait fixés dans ses innombrables sanguines. Ce sont toutes les exquises *Fêtes galantes*, aujourd'hui surtout, hélas! en Allemagne. Mais il s'est mis tout entier dans cet *Embarquement pour Cythère*, poème du rêve le plus délicat, expression du désir.

« En vestes zinzolines ou jupes de satin rose, ce sont nos illusions et nos désirs que Watteau conduit vers le ciel empourpré de l'amour. Et ceci suffit à le rendre immortel, puisque les illusions et l'amour sont immortels. »

CONFÉRENCE

DE

M. FERRAND, Publiciste

Le Satanisme à travers les âges

Le conférencier a d'abord fait l'historique de la religion du diable. Il nous l'a montrée avant Jésus-Christ, disséminée dans tous les peuples, sous différents noms, se manifestant par les mystères qui, quoique dédiés à de nombreux dieux, ne sont, en réalité, qu'un hommage au seul esprit du mal. Jésus-Christ vient donner à cette religion le coup de fouet qui l'a fait s'organiser. Pour résister au christianisme victorieux, les fidèles des dieux païens s'unissent, se groupent en une forte hérésie qui aura ses dissidents comme le christianisme même, ce qui est une preuve de vitalité, et nous transmettra, malgré les bûchers de l'Inquisition et de l'injustice laïque, l'héritage intact de sa foi et de ses cérémonies qui se pratiquent encore aujourd'hui.

Après avoir cité quelques recettes de sorciers, recettes médicales et de magie noire, M. Ferrand en arrive au rituel du satanisme.

Prenant comme type Gilles de Rays, le conférencier a montré comment un bon chrétien en vient, par besoin d'argent, à se faire le plus criminel sorcier. Rays, sans ressources, accueille Prélati, un prêtre italien démoniaque, qui lui promet que Satan lui apportera de l'or. De ce jour, ce ne sont qu'évocations, messes noires, envoûtements, dont M. Ferrand donne les mesures exactes, accompagnés d'égor-

gements d'enfants pour fournir le sang nécessaire aux conjurations, jusqu'à ce qu'enfin Gilles de Rays soit arrêté et brûlé à Nantes.

Ainsi se terminè cette étude qui nous a révélé, entre autres choses inconnues, l'existence parmi nous d'une religion d'horreur, comme aux plus sombres jours du moyen âge.

CONFÉRENCE

DE

M. MASSERON, Avocat au Barreau de Brest

Le Théâtre de Jules Lemaitre

Après avoir examiné comment M. Jules Le Maître a su exprimer, par les moyens propres à la scène sa philosophie et sa morale, après avoir montré sous quel jour il a vu nos mœurs et quelle est la technique dramatique de ce contempteur intrépide de « la pièce bien faite », M. Masseron a terminé sa conférence par ces mots :

« Les comédies de l'auteur des *Impressions de théâtre* ont toujours été reçues par le public avec une faveur marquée. Cependant, elles n'ont pas connu, que je sache, l'accueil enthousiaste de la foule. Leur succès très réel a toujours été discret comme le talent de celui qui les a écrites. Il vaut peut-être mieux qu'il en soit ainsi. Il est des applaudissements qui auraient froissé M. Jules Lemaitre : « Qu'ai-je donc fait, se serait-il écrié, pour mériter que ceux-là m'admirent ? »

Il ne convient pas de terminer par de grands mots ni de hasarder des comparaisons prétentieuses qui sont presque toujours fausses. On répète que notre époque de décadence où pullulent les talents de troisième ordre et où n'apparaît pas un seul homme de génie, où l'abondance de la production ne compense pas la médiocrité des œuvres, etc...

Cela est possible; ce n'est pas certain. De semblables doléances ont toujours été faites, et les morts qu'elles ont tués se portent assez bien. Nos jugements sur nos contemporains ne sauraient jamais être définitifs. Les autres non plus du reste.

Dans le maquis du théâtre contemporain, le temps, à pas sûrs et lents, fera son œuvre de conservation. Mais les pièces qu'il marquera de son sceau ne seront peut-être pas celles qui auront connu les plus bruyants applaudissements. Voulez-vous savoir quel fut le plus grand succès dramatique du xvii^e siècle? Ce ne fut pas *Polyeucte* qui fit un « four ». Ce ne fut ni *Andromaque*, ni *Iphigénie*, ni même le *Cid*. Ce fut le *Timocrate* de Thomas Corneille. Qui donc aujourd'hui a lu cette tragédie?

Je finirai en formant seulement un souhait. Je voudrais que, dans deux ou trois ans, il reste quelque chose du théâtre de M. Jules Lemaitre, parce que c'est une œuvre originale, et parce que celui qui l'a écrite est, à mon modeste avis, dût l'éloge lui sembler un peu gros, un peu banal, le plus véritablement français des écrivains contemporains, celui chez lequel se trouvent réunies les meilleures qualités de la race, celles dont nous avons le droit d'être fiers. »

DISCOURS

Prononcé par M. le Docteur HÉBERT, Président

A LA SÉANCE DE CLÔTURE DES CONFÉRENCES

Mesdames, Messieurs,

La conférence que nous venons d'entendre termine la série de nos soirées littéraires et je ne saurais trop remercier M. Masseron d'avoir réservé à notre intention son étude si intéressante et si documentée, sur le théâtre de M. Jules Lemaitre.

Et, maintenant, avant de prononcer la clôture de nos séances publiques, j'ai un double devoir à remplir.

C'est tout d'abord de dire à nos conférenciers combien nous leurs sommes reconnaissants d'avoir bien voulu mettre si généreusement au service de notre compagnie le précieux concours de leur vaste érudition, de leur parole éloquente, de leur enseignement éclairé. Grâce à eux la campagne qui s'achève a été particulièrement brillante, et chaque bataille livrée a été l'occasion d'un nouveau bulletin de victoire.

En second lieu, je dois remercier les personnes qui ont répondu avec tant d'empressement aux convocations qui leur ont été adressées. Leur affluence, leur attention, leurs applaudissements, en témoignant du plaisir qu'elles goûtaient à nos réunions, nous ont montré que notre entreprise répondait bien réellement aux aspirations des esprits cultivés de notre ville.

Les marques de sympathie que vous nous avez données nous engagent à redoubler d'efforts. Déjà nous nous som-

mes préoccupés de l'organisation de nos soirées pour l'année prochaine. Aux conférenciers que vous avez si justement applaudis et dont la collaboration nous est assurée pour l'avenir, doivent s'adjoindre de nouveaux talents, de nouvelles bonnes volontés. Nous avons décidé l'achat d'un appareil à projections du modèle le plus perfectionné; enfin, nous avons récemment mis à l'étude, avec l'espoir de le voir bientôt aboutir, un projet très important qui permettrait à notre Société de marquer dignement sa place dans le mouvement de décentralisation artistique et littéraire qui se dessine un peu aujourd'hui, même dans des villes de moindre importance que la nôtre.

Dès le mois d'octobre prochain, nous aurons l'honneur de vous soumettre notre programme et d'attirer plus spécialement votre attention sur les avantages réservés aux membres de notre compagnie.

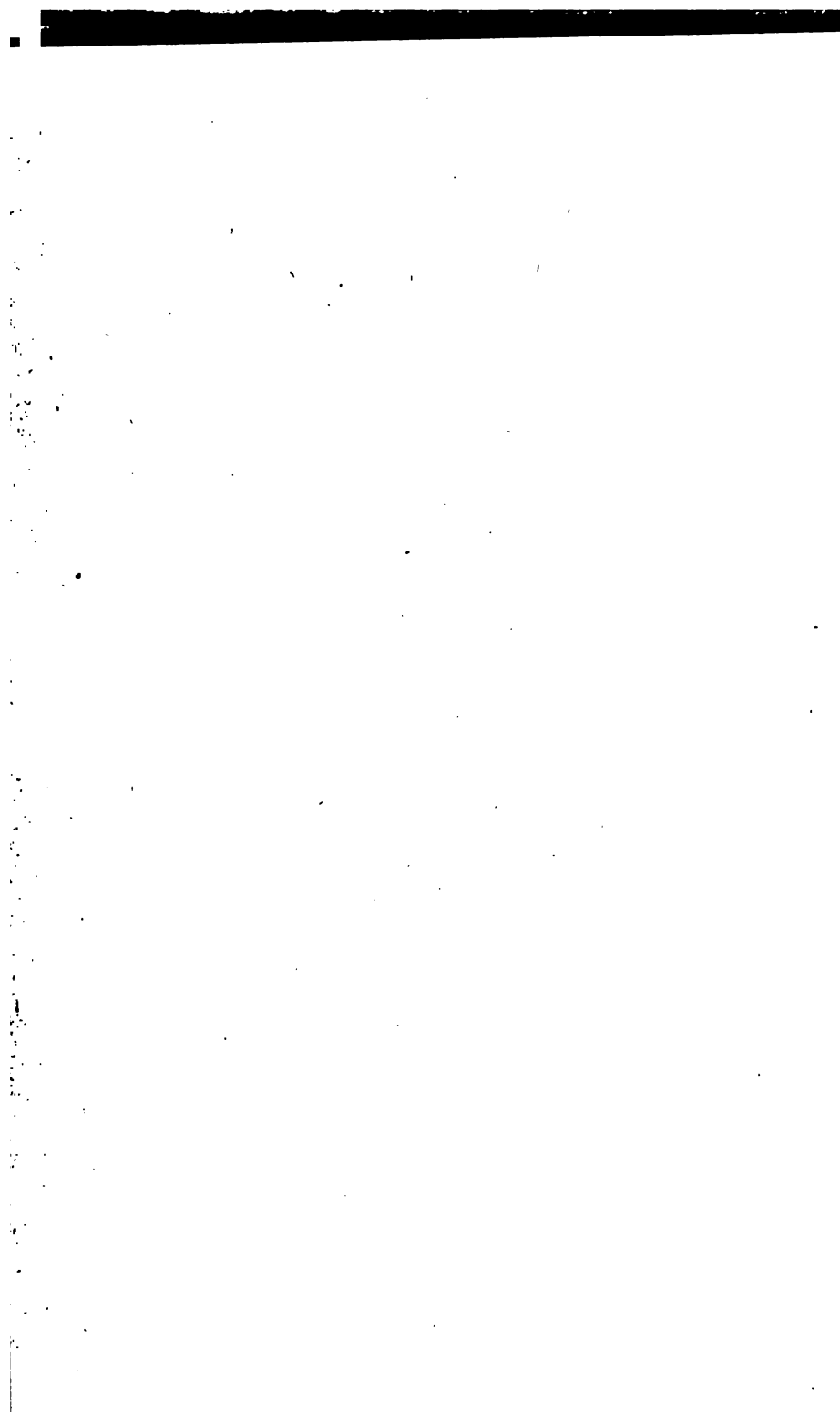
Cette année, nous avons largement distribué nos invitations, nous avons prouvé que notre Société se piquait de marcher avec son siècle et nous avons institué un vaste système de propagande. Nous vous avons montré ce dont nous étions capables; maintenant l'expérience est faite et, j'éprouve quelque fierté à le dire, elle nous a paru concluante.

Aussi sommes-nous certains que la plupart de nos invités auront à cœur de se joindre à nous et qu'ils voudront nous aider à réaliser notre vœu le plus cher : étendre le bon renom de notre Société aujourd'hui cinquantenaire et lui apporter de nouveaux éléments de longue vie et de prospérité.





MÉMOIRES



Le Collège Joinville

SES ORIGINES & SON PERSONNEL

(1839-1848)

I

Les écoles à Brest avant 1815

Malgré les efforts successifs de toutes les municipalités qui dirigèrent depuis 1690 la ville de Brest, malgré les désirs souvent formulés de ses habitants, notre grande cité maritime n'avait pas encore en 1839 de Collège, même communal.

Toutes les tentatives faites pour arriver à ce résultat avit échoué. Vainement, dès 1723, le sieur de Kerloch, Antoine Monjaret, ci-devant « maistre écrivain d'écolle, en « Paimpolle, et ayant régenté en seconde, au Collège de « Tréguier et autres lieux », essaya à créer un établissement d'enseignement secondaire, pour apprendre aux enfants « le français, le latin, à écrire et l'arithmétique. »

Il y fut bien autorisé par le lieutenant-général de police, mais son institution n'eut pas de durée, et elle succomba bientôt, faute d'élèves, et faute d'argent.

Plus tard, en 1740, un vieil officier de marine, Jean-Louis de Hennot, lieutenant des vaisseaux du Roy, et chevalier de Saint-Louis, laissa une fortune à la ville pour la création d'une école de Frères de la Doctrine Chrétienne.

Ce ne fut jamais qu'une école primaire, origine des écoles des Frères, qui, supprimées par la Révolution de 1789, ne reparurent qu'en 1822 pour disparaître encore en 1906.

Il n'y a pas à parler des écoles établies en 1793 par le citoyen Laignelot, représentant du peuple, chargé de l'instruction publique dans la ville de Brest. Ces écoles étaient dirigées par les instituteurs Sabatier et Bourson, qui pratiquaient un enseignement plus politique et révolutionnaire que littéraire ou scientifique.

Les plus grandes occupations des maîtres étaient d'apprendre à leurs élèves les chants de la *Marseillaise*, de la *Carmagnole* et du *Ça ira*, dont le texte servait de base aux pages d'écriture, aux dictées et aux exercices de style. En outre, ils profitaient de toutes les occasions pour aller manifester à leur tête, administrant, du reste, tout ce petit monde avec le plus complet désordre.

Au milieu de tant d'événements graves et par ces beaux jours de guillotine, on avait bien autre chose à faire que de songer aux lettres, aux sciences et à la direction des écoles.

Aussi les écoles publiques arrivèrent bien vite à la plus complète désorganisation, tandis que les écoles privées, s'écroulant comme des châteaux de cartes, se fermaient les unes après les autres.

C'est pourquoi le citoyen Tourot, nommé pour la seconde fois maire de Brest, par arrêté consulaire du 27 germinal an X (17 avril 1802), dût-il, sur les instances des habitants, s'occuper de réorganiser l'instruction publique dans la ville de Brest.

Pour arriver à ce résultat, il choisit parmi les membres du corps municipal une commission formée des citoyens Demontreux, Riou, Kerhallet, Bionard et Derrien, hommes compétents entre tous.

Cette commission écouta les propositions qui lui furent alors faites par le citoyen Bourson d'établir à Brest une école secondaire enseignant le français, le latin, les mathématiques, le dessin, la danse et une langue vivante, moyennant le concours de la commune.

La commission et le maire Tourot, après un sérieux examen, acceptèrent l'offre du citoyen Bourson, qui fut mis

à la tête des cours secondaires de la commune de Brest. On fit pour cela les réparations nécessaires à l'ancienne maison des Frères de la Doctrine Chrétienne, et le citoyen Bourson sut, heureusement en cette circonstance, modifier les méthodes d'enseignement qu'il avait appliquées en l'an II.

Cette école était à la place occupée actuellement rue Monge par l'école communale Bergot. On avait ainsi presque un collège.

C'est pourquoi, en 1804, en rendant au culte catholique l'église des Carmes, la municipalité crut devoir demander que les bâtiments de l'ancien couvent (aujourd'hui caserne d'Aboville) fussent consacrés à l'établissement dans un seul local, devenu Collège, des écoles secondaires municipales, mais le préfet répondit que le couvent affecté au service de la Guerre, ne pouvait changer de destination, étant absolument nécessaire au casernement des troupes.

Dans ces conditions, le maire Touroto renonça à créer le collège municipal projeté, et les écoles secondaires furent petit à petit complètement délaissées.

Les jeunes Brestois qui voulaient faire des études complètes, leur préférèrent bientôt deux écoles secondaires libres, situées : l'une à Lambézellec et dirigée par le citoyen Laurent, et l'autre à Landerneau, dirigée par le citoyen Pillet.

Dans la première, on enseignait le latin, le grec et la littérature française, les mathématiques jusqu'au calcul différentiel et intégral, l'histoire, la géographie, les langues anglaise et italienne, le dessin et le levé des plans, ainsi que la musique et la danse. Elle avait place pour quatre-vingt-dix pensionnaires et, comme on le voit, les études y étaient poussées très loin, puisqu'on y faisait des mathématiques spéciales.

L'école de Landerneau donnait un enseignement moins élevé, comprenant les langues française et latine, l'histoire, la géographie et les éléments des sciences. Elle pouvait recevoir soixante-dix pensionnaires.

En 1804 (an XII de la République), l'établissement d'enseignement secondaire le plus important de la région était l'Ecole secondaire communale de Quimper, qui avait remplacé l'ancien Collège des Jésuites créé en 1620. Elle pouvait recevoir trois cents pensionnaires. Cette école allait devenir, en 1811, Collège communal. Beaucoup de Brestois y envoyèrent alors leurs enfants.

En 1802, lors de la création de l'Université par Napoléon, la ville de Brest crut un instant avoir un Lycée. Cependant, le Premier Consul n'en créa tout d'abord que trois en Bretagne : l'un à Rennes (le 1^{er} messidor an XI), le second à Nantes (24 septembre 1803), et le troisième à Pontivy (Napoléonville), à la même date. Il établit dans ce dernier Lycée un certain nombre de bourses destinées aux enfants de la ville de Brest.

En 1811, les quarante-cinq Lycées éparpillés alors sur toute la France, étaient loin de suffire aux besoins de la population. Aussi, par un décret du 15 novembre 1811, l'Empereur résolut-il d'en élever le nombre à cent. Un de ces Lycées nouveaux devait être donné à la ville de Brest; on en avait la promesse Impériale.

Malheureusement les désastres de 1814 et de 1815, en renversant l'Empire, firent écrouler tous ces projets; et la ville de Brest se trouva dès cette époque sans Collège communal ni Collège royal.

II

Les écoles à Brest, de 1815 à 1839

Les écoles libres secondaires y suppléèrent tant bien que mal, et lorsqu'en 1827, l'amiral Roussin décida le ministère à rétablir une école navale à Brest sur le vaisseau l'*Orion*, à la place de l'école d'Angoulême supprimée, certaines de ces écoles n'hésitèrent pas à préparer des candidats pour la nouvelle école navale, qui fut remplacée par le vaisseau le *Borda*, en 1834.

C'est ainsi qu'il existait à Brest, en 1834, deux institutions de plein exercice, c'est-à-dire spécialement autorisées par l'Académie de Rennes, à pousser les études aussi loin que dans les Collèges de l'Université. Les jeunes gens qui se destinaient aux écoles polytechnique, navale, militaire ou forestière, y suivaient des cours spéciaux. La ville avait fondé dans chacune d'elles huit bourses d'externat, dont les titulaires étaient nommées au scrutin par les membres du conseil municipal.

L'une de ces institutions était l'institution Faure, fondée le 15 octobre 1833 par M. Faure, licencié ès sciences; l'autre, beaucoup plus ancienne, était la pension Lacombe et Goëz, devenue l'institution Goëz, qui devait arriver à une grande réputation par ses succès dans la préparation aux grandes écoles et particulièrement à l'Ecole navale.

Il faut y ajouter la pension Gouzien, plus spécialement littéraire et qui complétait un ensemble suffisant pour les besoins de la cité, renfermant un noyau de professeurs instruits et expérimentés, dont devait plus tard profiter le Collège Joinville.

Cependant, tout en répondant suffisamment aux besoins scolaires de la ville, et tout en jouissant d'une réputation justifiée par de nombreux succès, ces écoles n'offraient pas les caractères de durée et de solidité d'un établissement public dépendant de l'Université; leur prospérité tenait à tant d'influences qu'on ne pouvait la considérer comme inébranlable; elle se faisait l'une et l'autre une concurrence parfois fâcheuse. et elles étaient trop à la merci de la vogue et des événements.

Aussi l'opinion publique appelait-elle de tous ses vœux la création d'un Collège. Cependant, la difficulté était grande. Après avoir obtenu l'approbation ministérielle, qui était certaine, la municipalité hésitait à faire concurrence à des pensions anciennes, connues, munies de maîtres sûrs et estimés.

Il fallait, en outre, trouver un emplacement et cons-

truire un édifice, ce qui pouvait durer longtemps et retarder d'autant l'ouverture des cours.

C'est pourquoi la ville préféra-t-elle traiter avec les chefs d'institution et acquérir, en même temps que la location des édifices, le personnel de leurs écoles qui allaient lui fournir presque entièrement celui du nouveau Collège.

C'était aller au plus pressé, et l'on remettait à des temps plus propices la construction d'un collège monumental, spacieux, aéré et commode, réalisant tous les perfectionnements désirables, pour l'importance et l'avenir de la ville de Brest.

On se contenta des bâtiments déjà existants. Dans l'institution Faure, devenue pension Roudaut, rue Voltaire, on installe le Collège proprement dit, et dans l'ancienne institution Goëz, rue du Château, on établit l'école préparatoire aux grandes écoles de l'Etat.

III

Collège de Joinville

Le gouvernement et le grand maître de l'Université approuvèrent cette décision de la municipalité brestoïse, et le 29 janvier 1839 parut une ordonnance royale créant à Brest un Collège communal de première classe.

Une nouvelle ordonnance du roi Louis-Philippe, datée du 29 juin 1839 et rendue sur la demande du conseil municipal de la ville, donna à ce nouvel établissement le nom de Collège Joinville.

Il fut ainsi placé sous le haut patronage du prince de Joinville, fils du roi, et à cette époque capitaine de vaisseau dans la marine française.

M. D'ALBOISE DE PUJOL

Le ministre de l'Instruction publique mit comme principal à la tête de ce nouvel établissement d'enseignement secondaire, M. Alboise de Pujol, licencié ès-sciences mathématiques, et professeur au Collège royal de Bourbon. Quoique savant mathématicien, M. Alboise de Pujol était un écrivain distingué, il avait publié un certain nombre d'ouvrages littéraires, contes, romans, voyages, qui l'avaient fait connaître. De plus, il était excellent administrateur, homme du monde et orateur, sachant adresser aux élèves des paroles qui émeuvent et entraînent.

M. de Pujol avait donc toutes les qualités voulues pour remplir sa tâche avec succès.

Il sut, en particulier, donner, aux cours préparatoires aux grandes écoles, l'organisation qui a été conservée presque jusqu'à nos jours.

On réserva aux deux chefs d'institution Goëz et Gouzien, qui les acceptèrent, les chaires qu'ils possédaient dans leurs établissements licenciés, et l'on donna les mêmes préférences à ceux de leurs professeurs qui en manifestèrent le désir.

Par suite, le personnel enseignant fut recruté en partie parmi les professeurs des anciennes pensions que remplaçait le Collège Joinville, et à l'origine, en 1839, le personnel de ce Collège se trouvait ainsi constitué :

BUREAU D'ADMINISTRATION

Président : M. COCAGNE, sous-préfet;

Vice-Président : M. LETTRÉ, maire de Brest;

Membres : MM. PERROT, conseiller général et conseiller municipal; GRAVERAN, chanoine honoraire, curé de Saint-Louis; BOËLLE, commissaire du roi, près le tribunal maritime; NORMAND, secrétaire du bureau.

ADMINISTRATION

Principal : M. ALBOISE DE PUJOL, licencié ès-sciences :

Sous-Principal : M. ALLANIC, professeur de philosophie,
en remplit les fonctions ;

Aumônier : M. l'abbé CUZON ;

Econome : M. KOCH, en remplit les fonctions.

PROFESSEURS

MM. ALLANIC, licencié ès-lettres, régent de philosophie ;
GALLERAND, licencié ès-lettres, régent de rhétorique ;
GOEZ, bachelier ès-sciences, régent de mathématiques spéciales ;
LEDRET, licencié, professeur à l'école navale, régent de physique ;
FUSTEC, licencié ès-lettres, régent de seconde ;
RICHARD, licencié ès-lettre, régent de troisième ;
DE VILLIERS, DE LISLE-ADAM, bachelier ès-lettres, professeur d'histoire et géographie ;
DURAND, bachelier ès-sciences, professeur de mathématiques élémentaires ;
CHAUSON, bachelier ès-lettres, régent de quatrième ;
SOUBENS, bachelier ès-lettres, régent de cinquième ;
AUFFRET, licencié ès-lettres, régent de sixième ;
SAFFRÉ, bachelier ès-lettres, régent de septième.

COURS PRÉPARATOIRE

MM. CAROFF, bachelier ès-sciences, régent de sciences ;
GOUZIEN, bachelier ès-lettres, régent de langue française ;
LEVOT, bachelier ès-lettres, régent du cours de littérature.

COURS DIVERS

MM. INGRAMM, professeur de langue anglaise ;
KOCH, professeur de langue allemande ;
PLOMB, professeur de dessin ;
MALHERNE, professeur d'écriture et dessin ;
LÉCUREUX, professeur de musique vocale.

Médecin : M. le docteur LOUAGS-DUVEYER;

Dentiste : M. PIERRIT.

M. ALLANIC

Nous connaissons déjà M. Alboise de Pujol, principal du Collège Joinville. Son immédiat collaborateur fut alors M. Allanic, à la fois sous-principal et professeur de philosophie.

D'une vieille famille bretonne, dont beaucoup de membres ont appartenu à l'Instruction publique, M. Allanic naquit à Vannes, le 18 novembre 1805.

Il entra jeune dans le professorat, et parvint rapidement à la licence ès-lettres qui, à l'époque, était un grade bien plus rare que de nos jours.

Il était déjà professeur de philosophie au Collège de Saint-Pol de Léon, lorsqu'il vint à Brest en 1836, pour occuper la même chaire dans l'institution Goëz. Il conserva ces mêmes fonctions au Collège Joinville, dont il fut nommé sous-principal.

Comme tous ses contemporains, après avoir longtemps communiqué avec Voltaire et Rousseau, et goûté comme il convenait les poésies de l'abbé Delille, il fut ébloui par la magnificence littéraire et poétique de Chateaubriand.

Beau causeur et homme du monde, il fréquentait les salons de Brest, où l'on se piquait de littérature et dont il fut l'Apollon discret. C'est lui qui leur révéla Lamartine, alors à l'aurore de sa gloire, et leur fit connaître Victor Hugo. Cependant son activité ne se bornait pas au beau monde. Apôtre de l'instruction populaire, il fut un des premiers membres et un des membres les plus actifs de la Société d'Emulation de Brest, fondée en 1832, sous le nom de l'Académie de Brest. Il en devint président en 1848. Et il conserva cette fonction jusqu'en 1895.

Dans sa longue carrière, il avait rendu bien des services et remporté bien des succès au baccalauréat. Il avait conquis au concours le grade d'agrégé de philosophie; aussi sa nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur, en date du 7 août 1870, fut-elle justement applaudie par ses élèves et par ses concitoyens.

Il fut mis à la retraite à la date du 1^{er} octobre 1871. Le 5 août, le nouveau maire, M. Penquer, présida la distribution des prix. Avant de quitter le Lycée, M. Allanic prononça le discours universitaire, auquel le maire répondit. Ces discours empruntèrent à la gravité des événements un caractère exceptionnellement émouvant, tous les deux exhortant la jeunesse scolaire qui les entendait à se préparer à tous les dévouements et à tous les sacrifices pour travailler au relèvement de la patrie mutilée.

La Société d'Emulation, reconnaissante, lui avait offert une médaille d'or à l'occasion de son cinquantenaire de président. De plus, elle fit dresser son buste dans son salon d'honneur.

De grandes douleurs empoisonnèrent ses dernières années. Tous ses enfants l'avaient, en effet, précédé au tombeau, lorsqu'il mourut chargé d'ans en 1899, entouré de l'estime et de la vénération publique.

M. GOËZ

La première chaire de mathématiques du Collège Joinville fut, dès la création, confiée à M. Goëz, dont les succès comme chef d'institution préparatoire aux écoles avaient fondé la réputation.

M. Goëz (Joseph-Marie-Toussaint) était né à Carhaix en 1792. Il fit ses études mathématiques à la Faculté de Rennes, où il conquit ses premiers grades. En 1834, il fonda à Brest, en collaboration avec M. Lacombe, l'institution Goëz et Lacombe, qui avait pour but principal la

préparation aux grandes écoles et particulièrement à l'école navale. On en retrouve les palmarès de 1835 à 1839. Il en devint bientôt le seul directeur, M. Lacombe s'étant retiré.

L'institution Goëz fut longtemps le seul établissement scolaire préparant aux écoles spéciales, et il en est sorti un grand nombre d'élèves qui occupèrent des rangs honorables dans les carrières publiques. C'est pourquoi l'Université se fit un devoir de nommer M. Goëz, qui lui cédait son institution, professeur de mathématiques au Collège Joinville, et lorsque ce Collège fut érigé en Lycée, il y continua son enseignement jusqu'à son admission à la retraite.

M. Goëz était adoré de ses élèves. Son aménité souriante, sa parole engageante, cet enseignement affectueux, ce charme du maître qu'il possédait au plus haut point, lui attirèrent tous les cœurs. Il semblait n'aimer la science que pour la répandre jusqu'à ses derniers jours et la distribuer à tous.

L'Université reconnut ses services en le nommant officier de l'Instruction publique, puis chevalier de la Légion d'honneur. Le Lycée voulut aussi perpétuer son souvenir en faisant faire par un habile peintre, M. Cotté, son portrait, qui a été placé dans le grand parloir de l'établissement.

La ville, de son côté, témoigna sa reconnaissance envers son dévouement bien souvent désintéressé, en l'inscrivant au nombre de ses pensionnaires.

Il mourut à quatre-vingts ans, le 21 avril 1872. Deux discours, retraçant ses qualités de cœur et d'esprit, furent prononcés sur sa tombe : l'un par M. Allanic, son ancien collaborateur et collègue; l'autre par M. le docteur Penquer, maire de Brest.

Dans ces derniers temps, le nom de Joseph Goëz a été donné à l'une des places de la ville.

M. GOUZIEN

A l'origine du Collège de Joinville, M. Alain Gouzien, alors âgé de quarante-deux ans, fut appelé à l'enseignement de la langue française dans les cours préparatoires.

Il était né le 9 juin 1797, au Kédrineuf, commune de Plouhinec, dans le voisinage de Pont-Croix.

Voué comme M. Goëz à l'instruction publique, il fut autorisé par M. Vatimesnil, ministre et grand maître de l'Université, en vertu d'un arrêté du 29 juin 1829, à diriger, comme maître de pension universitaire, un établissement d'instruction secondaire, situé à Brest, n° 12, rue de la Mairie.

Il succédait ainsi à M. Quentin, chez qui il était à ce moment professeur, et qui avait lui-même, depuis plusieurs années, succédé à M. Roudaut.

Comme M. Goëz, il abandonna son pensionnat en 1839, à l'ouverture du Collège Joinville, pour accepter une chaire dans ce nouvel établissement.

C'était un grammairien émérite, et il avait publié une grammaire française et un recueil de dictées qui jouirent longtemps d'une réputation méritée.

Il possédait à fond la langue bretonne et on lui doit un choix de fables dans cette langue, recueil qui n'est pas sans valeur. Il s'associa à M. Goëz pour fonder, en 1832, l'Académie de Brest, devenue depuis la Société d'Emulation, et il fut à cette époque l'un des premiers organisateurs des cours d'adultes en France.

En 1846, il quitta le Collège Joinville pour reprendre et diriger pendant quelques années encore, l'institution d'enseignement secondaire qu'il avait abandonnée pour le Collège. Il y instruisit ainsi de nombreux élèves que sa méthode sûre et éprouvée y attirèrent chaque année.

Il mourut à Brest en 1870, le 2 décembre, désespéré de nos désastres, et laissant derrière lui une famille aussi

nombreuse que distinguée. Parmi ses fils, on peut citer l'élégant critique d'art et le fin compositeur de musique que fut Armand Gouzien.

M. FUSTEC

Comme M. Allanic et M. Goëz, M. Fustec, nommé professeur de seconde au Collège Joinville en 1839, devait se fixer à Brest et faire toute sa carrière universitaire dans ce Collège et au Lycée de Brest, qui le remplaça en 1848.

M. Fustec (Jean-Baptiste) était né à Rennes, le 28 juin 1807.

Il débuta, tout jeune, à l'âge de dix-neuf ans, comme régent de quatrième au Collège d'Ancenis. Il professa ensuite les deuxième et troisième aux Collèges de Ploërmel et de Vitré, puis la troisième et la quatrième au Collège de Lannion, dont il devint principal le 26 octobre 1835, en même temps qu'il y occupait sa double chaire. Nommé le 18 septembre 1839 régent de deuxième au Collège de Joinville, depuis Lycée de Brest, il y conserve cette classe jusqu'à sa mise à la retraite, le 6 octobre 1871, avec le grade d'officier de l'Instruction publique.

Fin lettré, épris de poésie, il fut un des nombreux admirateurs que Châteaubriand sut enchaîner à son char, par la magie éblouissante de son style et la transformation littéraire qui devait précéder le romantisme de 1830.

Cependant, malgré cette admiration pour le chantre d'Attala et des Martyrs, il était resté profondément classique.

Il se mêla en cette qualité aux luttes épiques qui agitérent les théâtres des grandes villes lors de l'apparition sur la scène des pièces de la nouvelle école. et il assista en combattant à la première d'*Hernani*. Il aimait fort à raconter dans ses cours de littérature les épisodes de sa jeunesse, récits qui donnaient ce jour-là un intérêt palpitant à son enseignement.

M. Fustec cultivait avec succès les muses latines et il était en même temps un helléniste remarquable. Comme professeur, il forma un grand nombre d'élèves, dont beaucoup sont arrivés aux plus hautes situations civiles ou militaires.

Il s'était, non seulement fait estimer, mais encore aimer d'eux et de leurs familles, et lorsque, le 8 août 1872, la mort l'enleva aux siens, après quarante-cinq années consacrées à l'enseignement public, une foule nombreuse et émue accompagna, au champ de repos, sa dépouille mortelle, voulant ainsi exprimer, dans un dernier adieu, toutes ses sympathies et tous ses regrets pour le vieux professeur.

M. KOCH

Parmi tous les professeurs qui inaugurèrent le Collège Joinville, la physionomie la plus originale fut certes celle du professeur d'allemand, M. Louis Koch. Avec sa rude et bonne figure germanique, son accent tudesque, son langage mi français, mi allemand, sa perruque roussie qui cachait mal ses cheveux blancs, sa haute stature, sa mise négligée, il réalisait bien le type étrange du vieux savant allemand, tel que peuvent le dépeindre les contes fantastiques d'Offmann.

Né à Lahr, grand-duché de Bade, en 1801, Louis Koch était fils d'un père Français, ainsi que le constata le jugement du Tribunal civil du 7 août 1848, qui, en vertu de l'article du Code civil : « Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français », lui donnait le titre et les droits de citoyen Français.

Après avoir servi quelque temps dans les troupes du grand-duc de Bade, il fit ses études et il prit ses premiers grades à l'Université d'Iéna ; puis forcé de quitter l'Allemagne, comme compromis dans une manifestation politique, il s'engagea dans la légion de Hohenloe, alors en garnison à Brest. Il y parvint au grade d'adjudant sous-

officier, qu'il possédait, au moment où les événements de 1830 amenèrent le licenciement de la légion.

Il entra alors comme professeur d'allemand à l'institution Goëz, il se fit recevoir en France bachelier ès-lettres et il obtint ensuite le diplôme de capacité pour l'enseignement de l'allemand. En cette qualité, il fut nommé professeur de langue allemande au Collège Joinville, le 18 septembre 1839. Il y enseigna jusqu'en 1848.

A cette époque, reconnu comme citoyen français par le jugement du Tribunal dont il a été question plus haut, il put en cette qualité être maintenu comme professeur d'allemand au Lycée national de Brest, et il resta dans sa chaire jusqu'à sa mise à la retraite en 1876.

Il habitait, rue de la Voûte, une maison isolée, enfoncée dans la verdure au fond d'un jardin qu'il cultivait avec l'aide d'un jardinier. Il se livrait, dans cette solitude, à l'élevage des poulets et il s'adonnait avec passion au jardinage et à la culture des plantes rares. On admirait, dans ses serres très bien montées, des sensitives et des gobe-mouches, qui intéressaient au plus haut point les élèves appelés chez lui par des répétitions.

A sa retraite, il se retira presque à la campagne avec ses fleurs et ses poulets, à Messidou, où il mourut en février 1881.

Il était, par sa femme, apparenté à Victor Hugo, et jusqu'à sa mort, il conserva avec le grand poète les relations les plus intimes.

Son fils (Louis Koch) fut comme lui professeur d'allemand; il prit sa retraite étant dans un grand Lycée de Paris (Saint-Louis ou Louis Le Grand). Il allait souvent visiter Victor Hugo. Le grand poète l'aimait beaucoup et l'accueillait toujours avec joie. En mourant, il légua à son jeune cousin un certain nombre de meubles précieux, d'autographes et de dessins faits par lui.

Lorsqu'il s'agit d'organiser un Musée de souvenirs dans

l'ancien logement habité par Victor Hugo dans sa jeunesse, place des Vosges, autrefois place Royale, Louis Koch s'y s'y employa avec un dévouement touchant. C'est pourquoi on ne fit que lui rendre justice en le nommant conservateur du nouveau Musée.

M. AUFFRET

A côté de M. Koch, professait dès l'origine du Collège Joinville, M. Jacques Auffret, qui y occupa successivement les chaires de troisième et de cinquième.

Jacques Auffret était né à Mespaul (Finistère), le 5 mai 1801. Il avait fait toutes ses études au Collège de Saint-Pol de Léon.

Ses parents le destinaient à la prêtrise. Il était, par suite, entré au séminaire. Mais, au bout d'une année, ne se croyant pas une vocation assez solide, il le quitta pour le monde. Il vint à Brest passer l'examen du baccalauréat, fut reçu et se décida à entrer dans l'enseignement.

Il fut admis, comme professeur de troisième, dès sa fondation, dans la pension Lacombe et Goëz, le seul établissement d'enseignement secondaire un peu sérieux qu'il y eut alors à Brest. Elle devint, à la mort de M. Lacombe, l'institution Goëz, si connue pour sa préparation à l'école navale.

Pendant cette période, M. Auffret fut reçu licencié ès-lettres. Par suite, lors de la création du Collège Joinville, il y fut nommé régent de la classe de cinquième.

Il avait épousé, quelques années auparavant, la fille aînée d'un savant de premier ordre, fort connu par ses travaux sur les calculs nautiques et les tables de navigation, M. Charles Guépratte, astronome, licencié et docteur ès-sciences, directeur de l'Observatoire de Brest.

Tout en étant professeur au Collège Joinville, M. J. Auffret était à la tête d'une institution particulière qui prenait comme internes un nombre limité d'élèves. Ces élèves suivaient en qualité d'externes les cours du Collège.

M. Auffret contrôlait leur travail et il fortifiait, par des leçons particulières, ceux dont les progrès laissaient à désirer.

Grâce à cet appui, ils arrivaient presque tous au baccalauréat.

Beaucoup de ces élèves ont percé. On peut citer entre autres, M. le Sénateur Delobeaup ; mais l'un des plus brillants de tous, fut certes le fils aîné de Jacques, le docteur Charles Auffret, devenu inspecteur général du service de santé de la marine. Anatomiste et chirurgien habile, écrivain médical distingué, supérieur même parmi les spécialités chirurgicales, inventeur que la gouttière qui porte son nom a fait connaître partout en Europe, tel est le docteur Charles Auffret. Il est en même temps un collectionneur émérite et un critique d'art de valeur. On lui doit une biographie illustrée des frères Ozanne aussi complète qu'intéressante et pittoresque.

Il avait un frère, Emile, reçu à quinze ans à l'école navale qui, enseigne de vaisseau, succomba à vingt-deux ans à peine, atteint de fièvre jaune, à Carmen (Mexique) 1862.

Quand le Collège de Joinville fut devenu Lycée de Brest, M. Jacques Auffret, après deux années de professorat dans cet établissement, fut nommé à un Lycée du Midi. Il préféra rester en Bretagne pour se consacrer à sa famille, au centre de ses intérêts.

Il donna sa démission et reconstitua son institution libre, qui resta florissante et renommée, jusqu'au jour où il la quitta pour prendre un repos bien gagné par plus de quarante années d'enseignement. Après une heureuse et robuste vieillesse consacrée à l'affection des siens, il mourut à l'âge de soixante-quinze ans, en décembre 1876.

C'était un érudit et un travailleur. Il écrivait à ses amis des lettres fort intéressantes. Il en a laissé à ses fils quelques-unes pleines d'humour, écrites d'une plume très nette, d'un style nerveux, très correct, à petites phrases parfois incisives.

C'était aussi un celtisant. Il versifiait au besoin en langue bretonne. Il rivalisait sur ce point avec son intime ami, Alain Gouzien. On peut dire que, pendant toute la durée du Collège Joinville, ces deux maîtres se partagèrent la jeunesse brestoise. Jacques Auffret se consacra entièrement à sa noble tâche, souvent même avec le plus absolu désintéressement. Il sut donc cultiver à la fois les belles lettres et l'humanité bienfaisante.

M. CAROF

A côté de ces noms, nous devons citer celui de M. Carof, qui, devenu aveugle, dut quitter l'enseignement public, pour continuer en leçons particulières, avec un succès marqué, l'enseignement des mathématiques.

Il suivait sans efforts apparents les raisonnements et les calculs de ses élèves; et il les guidait clairement, sans y voir, dans les calculs les plus compliqués et sur les figures les plus difficiles.

Si ses yeux s'étaient éteints, son intelligence était, semble-t-il, devenue encore plus lumineuse.



MM. Plomb, Malherne et Lécureux représentaient au Collège l'enseignement des beaux-arts.

M. Plomb, fin dessinateur, était prédestiné par son nom aux arts du crayon, M. Malherne avait un joli talent de peintre à la gouache et à l'aquarelle, et il était le fournisseur attitré d'œuvres gracieuses pour toute les loteries de la ville. Quant à M. Lécureux, il était l'Orphée qui dirigeait tous les concerts, il avait des cours dans tous les pensionnats, sans compter ceux qu'il organisait chez lui. Lui aussi comptait son fils, un maëstro du clavecin, parmi ses plus brillants élèves.

Au Collège Joinville, puis au Lycée de Brest, il était arrivé à donner une certaine valeur à la musique religieuse formée par les élèves et dont il avait la direction.

Personne, parmi ceux qui suivirent ses leçons de 1848 à 1862, n'a oublié les fameux concerts donnés à la chapelle le Vendredi-Saint, et où les familles accouraient en foule.

D'habiles amateurs de la ville y secondaient par leur talent, la bonne volonté et les efforts des chœurs chantés par les élèves de la musique religieuse et dirigés par M. Lécureux.

Nous ne dirons rien des autres professeurs dont le passage au Collège Joinville fut plus rapide et le rôle moins important. Nous remarquerons seulement que, pendant quelques années, l'histoire y fut enseignée par M. de Villiers de Lisle-Adam, un des parents du célèbre écrivain, auquel les habitants de Saint-Brieuc ont élevé, il n'y a pas bien longtemps, un monument glorieux.

M. PESLIN

M. Alboise de Pujol quitta le Lycée de Brest en 1844, après cinq années de principalat. On le chargea d'organiser le Collège d'Aumale à Lorient. Il fut remplacé peu après par M. Henri Peslin, licencié et docteur ès sciences mathématiques. C'était un savant de premier ordre. Il était né à Cuves (Manche), le 9 mai 1803. Il avait été tout d'abord maître d'études au Collège d'Avranches (Manche). Il enseigna ensuite les mathématiques aux Collèges de Saint-Pol de Léon, de Vannes, de Rennes et de Lorient. Il fut alors nommé principal du Collège Joinville, puis, en 1848, proviseur du Lycée de Brest, qu'il quitta en 1854, pour devenir professeur à la Faculté des sciences de Rennes, où il resta jusqu'à sa retraite, le 4 décembre 1869. Il mourut peu après, le 13 août 1870.

Inauguration du Collège Joinville

(17 OCTOBRE 1839)

L'inauguration du Collège Joinville fut un grand événement pour la ville de Brest. On la célébra par une série de fêtes, ouvertes par une brillante messe en musique.

Après cette messe du Saint-Esprit, dite à l'église Saint-Louis, et à laquelle assistèrent toutes les autorités de la ville et un grand nombre de parents et d'élèves, le sous-préfet de Brest, président du conseil d'administration, se rendit à la salle de la Bourse, qui avait été élégamment décorée pour la circonstance avec des fleurs, des palmes et des drapeaux.

Dans cette salle se trouvait déjà la musique de la garde nationale et un nombreux public.

Alors, entouré du maire, en grand costume ; de M. Graveran, curé de Saint-Louis ; de M. l'amiral Grivel, préfet maritime ; de M. Lacrone, député de Brest ; des membres du conseil d'administration et du conseil municipal, etc., le sous-préfet fit donner lecture des pièces officielles qui instituaient le Collège Joinville sous le patronage du « Prince ».

Il exprima ensuite les regrets de ce dernier, retenu loin de France par son service et ses devoirs d'officier de marine, de ne pouvoir présider lui-même une inauguration qui lui allait au cœur.

Le principal, M. Alboise de Pujol, prit alors la parole.

Dans un éloquent discours, il célébra les bienfaits de l'éducation, de l'instruction et de la vertu, et il montra aux élèves quels avantages allaient découler pour eux de l'établissement du Collège ; combien de Brestois illustres leur avaient tracé la voie à suivre ?

La ville de Brest, dit-il en terminant, compte sur vous pour soutenir sa gloire toujours croissante de siècle en siècle.

Le maire répondit en annonçant la création, par la marine, d'un certain nombre de bourses aux cours de l'école navale.

Après la séance, tous se rendirent aux fêtes populaires organisées en cette occasion, et jamais, dit le journal auquel nous empruntons ces lignes, une foule plus nombreuse et plus animée ne se pressa dans les rues de Brest.

IV

Construction d'un nouveau collège

L'insuffisance des bâtiments et du mobilier consacrés au Collège Joinville était évidente. Cette installation n'était, du reste, que provisoire et, dès 1840, la municipalité brestoise s'occupait sérieusement d'acquérir un terrain bien situé, pas trop coûteux et suffisant pour y édifier un Collège digne du nom de Joinville, de l'importance de la ville, du nombre des élèves et des cours qui s'y professaient.

En 1841, la ville de Brest put se rendre propriétaire d'un terrain de cent mètres de long sur trente mètres de profondeur, ayant sa plus grande façade sur la rue Voltaire, et limité latéralement par les rues de la Rampe et d'Aiguillon, pour se fermer en arrière sur les terrains militaires dits du Petit-Couvent.

Après avoir examiné plusieurs avant-projets de divers architectes, la commission des travaux publics, présidée par le maire, chargea M. Mortier, architecte à Paris, de construire sur le terrain voulu un établissement d'instruction secondaire pouvant recevoir 400 élèves, dont 150 internes.

Le prince de Joinville, désirant participer à la construction d'un édifice dont il était le parrain, offrait le cabinet de physique, le maître-autel, les vitraux et les ornements sacrés de la chapelle.

Le conseil municipal, dans sa séance ordinaire de 1845,

vota 510.000 francs pour la construction des édifices, 32.500 francs pour l'achat de terrain et quelques milliers de francs pour le règlement des contrats de vente. On y ajouta une dizaine de mille francs pour travaux complémentaires et 80.000 francs pour l'acquisition du mobilier scolaire.

En 1857, dans son ouvrage sur la ville et le port de Brest, M. Magado, évaluait à 685.000 francs la valeur immobilière du Lycée de Brest, qui avait ajouté une cour sans édifices au Collège Joinville.

A l'époque de cette reconstruction, il y avait peu de Collèges neufs en France ; la plupart des Lycées de Napoléon, devenus par la suite Collèges royaux, avaient été installés dans d'anciens couvents, vidés par la Révolution, plus ou moins délabrés et en général d'une distribution absolument défectueuse. On s'en contenta, avec de maigres réparations, sans beaucoup chercher le confortable, et surtout sans songer au luxe des grands Lycées du XX^e siècle.

C'est pourquoi le Collège construit par M. Mortier qui, aujourd'hui, nous paraît pauvre, sombre et triste, comparé alors aux édifices de même nature et surtout à ceux qu'il remplaçait, fut, en 1846, considéré comme une perfection. L'opinion des contemporains est unanime à cet égard.

Il est certain que du moment que la nécessité de faire bon marché forçait à rejeter toute prétention décorative, et étant donné qu'en principe l'établissement devait renfermer un maximum de 400 élèves, l'architecte avait tiré de l'emplacement réduit et de l'argent dont il disposait le meilleur parti possible.

En résumé, les grands services et la surveillance se trouvaient bien centralisés, le proviseur et le censeur étaient à même de rayonner facilement dans toutes les parties de l'édifice, les mouvements scolaires étaient simples, les classes élevées et d'une surveillance facile pour le professeur, les dortoirs suffisamment aérés. En 1846 on n'en demandait pas davantage.

V

Transformation du Collège Joinville en Lycée

Au mois d'août 1847, le Collège complètement terminé, meublé et tout battant neuf, était remis par l'architecte, M. Mortier, et l'entrepreneur, M. Mer, au maire de la ville de Brest, M. Lettré. Il devait être inauguré, pour la rentrée des classes d'octobre 1848, en présence du prince de Joinville, son parrain, quand, au mois de février, éclata la Révolution, qui renversa Louis-Philippe et établit la deuxième République.

La municipalité brestoise profita des événements pour négocier avec le gouvernement de la République et obtenir la transformation en Lycée de son Collège communal. Cette transformation eut lieu par un décret du 18 septembre 1848 et l'Etat en prit solennellement possession le 30 octobre 1848 dans une cérémonie imposante.

Il y eut profusion de guirlandes, de feuillages et de drapeaux. Toutes les autorités y assistèrent en grand costume, il y eut une superbe messe de Saint-Esprit en musique et des discours émouvants et applaudis. Mais personne ne parla du prince, qui avait tant fait pour son Collège de prédilection. Le nom de Joinville était mort et bien mort : *Væ victis!*

Cependant, si le nom du Collège avait disparu dans sa transformation en Lycée, l'esprit et l'âme en survécurent longtemps.

Pendant bien des années encore, le personnel resta le même. Le principal, M. Peslin, devint proviseur; ce fut le seul changement. Les vieux maîtres, tous Brestois sinon d'origine, au moins d'adoption, et presque tous Bretons, continuèrent les traditions acquises et les succès accoutumés. Ils étaient fixés à Brest, Connus des familles et des élèves, et inspiraient à tous la plus complète confiance. Presque tous finirent leur carrière au Lycée de Brest.

Plus tard seulement les mutations se précipitèrent, beaucoup de jeunes et brillants professeurs considérèrent ce Lycée lointain, perdu dans une ville maritime, dont les ressources et les mœurs n'avaient rien d'universitaire, comme une étape inévitable pour atteindre dans leur voyage à travers les Lycées de province, la grande résidence rêvée, Paris, terme de leurs pérégrinations.

Ainsi fut constitué le Lycée de Brest avec les matériaux et le personnel du Collège Joinville.

A ce moment, le nouveau Lycée possédait environ 350 élèves, dont 102 pensionnaires et 12 demi-pensionnaires répartis en quatre études.

Le personnel enseignant était formé ainsi qu'il suit :

ADMINISTRATION

Proviseur : M. PESLIN, docteur ès sciences;

Censeur : M. WARTEL ;

Aumônier : M. l'abbé LÉON;

Econome : M. JACQUIN;

Surveillant général : M. COURTOIS.

PROFESSEURS

1° Mathématiques pures et appliquées :

MM. GRILLET, LENGIER, GOEZ, AYRAULT, RAYNEL.

2° Sciences physiques et naturelles :

M. LERAS.

3° Lettres :

MM. ALLANIC (philosophie) ; TACHET (rétorique) ;
FUSTEC, RICHARD, D'HENNIN, SOUBENS, AUFFRET,
PÉTHIOT, MAURIG, SAFFRÉ, HAYS, GUELLANT.

4° Langues vivantes :

MM. KOCH (allemand); BALCAM (anglais).

5° Arts d'agrément :

MM. PLOMB (dessin); MALHERNE (écriture); LÉCUREUX
(musique et chant).

A. DE LORME.



G. GUENIN

L'ÉVANGÉLISATION DU FINISTÈRE

(VI^e SIÈCLE)

Comment le christianisme s'est-il introduit à l'extrémité de la péninsule armoricaine, c'est ce qu'il est fort malaisé d'établir aujourd'hui. Ainsi que l'a justement fait remarquer Mgr Duchêne, dans son compte rendu sur le premier volume de M. de la Borderie (1), les vies des saints ne sauraient guère nous renseigner. Les hagiographes ont du, nous dit-il, conserver plus d'une tradition intéressante sur les circonstances de l'émigration bretonne en Armorique ; et, d'autre part, ces saints, ou du moins ceux qui ont fait sur le sol armoricain des fondations importantes, ont dû se rencontrer avec les chefs civils et militaires du pays. On peut donc s'attendre à ce que ces chefs soient mentionnés dans les légendes hagiographiques avec les principales divisions politiques du pays qu'ils gouvernaient, et l'on peut aussi tirer ces conclusions fort vraisemblables que tel saint est le fondateur de tel établissement monastique, que telle ou telle localité a conservé de lui un souvenir particulier, que telle autre a rentré ou rentrait, à l'époque du biographe dans la mouvance du monastère principal. En tenant enfin compte des habitudes chères aux écrivains celtiques, on peut aussi considérer comme dignes d'attention les généalogies des saints et les

(1). — Rev. hist. LXVI, 1, p. 182.

traditions sur leur patrie et sur leur famille. Au-delà, on n'est plus en sûreté.

M. F. Lot, à son tour, a renchéri sur ce jugement quelque peu sévère, au point de ne vouloir attribuer aucune valeur à la plupart des vies de saints bretons, postérieures, il est vrai, de plusieurs générations. Sans cependant abonder dans le sentiment de M. de la Borderie, qui se sert si volontiers de documents du XII^e et du XIII^e siècle pour le VI^e, il est permis de se demander s'il n'y a pas à tirer de nos vieux bréviaires et des vies des saints, antérieures au IX^e siècle, des renseignements plus abondants et plus précis que ne veulent bien le supposer Mgr. Duchêne et M. Loth. Il nous semble que la note juste est celle que donne M. Loth, quand il écrit à propos de la vie de saint Pol Aurélien, qu'elle date du IX^e, tout en présentant des formes indubitables du VI^e. « Ceci devrait donner
« à réfléchir à certains hagiographes qui confondent
« critique et scepticisme. Le scepticisme *à priori* en
« ce qui concerne les vies des saints armoricains
« est aussi peu scientifique que la crédulité
« *à priori*. » (1).

L'emploi des vies de saints se justifie donc, pourvu qu'il soit fait avec prudence et qu'on l'appuie de témoignages historiques et linguistiques. Les recherches de M. Loth ont, en effet, prouvé « que si l'émigration et la prise de possession d'une partie considérable de l'Armorique a été rapide, le roman, en pleine zone actuellement bretonnante, a dû résister assez longtemps encore. On peut affirmer hardiment, écrit le savant celtiste, d'après l'étude des noms de lieux gallo-romains, que les Bretons, à

(1). — Loth. Les mots latins dans les langues britton. Dans ann. de Bret. 1891, p. 69.

« la fin du vi^e siècle, occupaient à peu près comme
« surface la zone où nous les trouvons établis à la
« fin du ix^e, mais, ce que n'ont pas vu ceux qui se
« sont occupés de la question, c'est que, dans l'inté-
« rieur de cette zone bretonnante, il y avait des îlots
« romans et que le roman a dû survivre assez long-
« temps. » (1) La linguistique permet ainsi de s'ex-
pliquer la façon dont le christianisme s'est implanté,
de même que l'étude de la formation des paroisses
et des autres lieux consacrés (2).

Malheureusement, le clergé breton ne se retrouvant plus dans tous ses vieux bréviaires, s'est empressé de remplacer les saints armoricains par des saints français, pour peu qu'il y ait eu la moindre ressemblance dans les noms. Le patron de Camaret, Riec, s'est vu déposséder par saint Rémi, et saint Bonaventure a même failli l'expulser de la petite chapelle, dans laquelle on l'avait relégué. A Locquirec, Guévroc ou Kirec, n'a pu se défendre contre saint Jacques le Majeur; et de même, le patron primitif de Plouguerneau, saint Ké, contre le pape et martyr saint Caius. En 1867, l'ami de saint Ké, le pieux solitaire Querrien, n'a-t-il pas, à cause d'une bien vague similitude de nom, été chassé par saint Chéron (3), sur l'initiative de son recteur. Dans ces conditions, il est inutile d'insister pour montrer que l'histoire du christianisme en Bretagne est une étude hérissée de difficultés. Nous ne saurions avoir la prétention de

(1). — Loth, les langues romanes et bretonnes en Armorique. (Rev. celtique, xxviii, p. 375.)

(2). — La coïncidence des noms romans en ac et la persistance du paganisme, dans le bassin de Châteaulin, est à signaler.

(3). — Cf. à ce sujet les plaintes très justifiées des plus récents éditeurs de l'ouvrage d'Albert Le Grand; pages 42, 43, 567, etc.

donner les résultats, auxquels nous sommes parvenus, comme étant de ceux qui n'appellent pas après eux de nombreux correctifs.

I

La date et les causes de l'évangélisation

I. — M. de la Borderie, dont l'imagination ne fut pas l'un des moindres défauts, s'est fait un jeu d'assigner sa vraie date à chacune de ces émigrations, qui, de Cornouaille et de Cambrie, s'abattaient aux v^e et vi^e siècles sur les côtes armoricaines. Il est impossible de construire un système plus rigoureux et plus logique que celui de M. de la Borderie, mais, pour les besoins de sa cause, l'auteur est obligé d'accumuler les invraisemblances et de multiplier les tours de force. C'est ainsi qu'il dédouble les deux tierns bretons Rhiwal et Waroch, si maladroitement, qu'il se fit accuser par l'abbé Duchesne « d'altérer sciemment l'orthographe » du nom de Rhiwal pour en faire ce Rhigall, que saint Briec s'en fut trouver. Les légendes hagiographiques ne connaissaient qu'un seul comte Rhiwal, M. de la Borderie place son Rhigall à l'extrême fin du v^e siècle et son Rhiwal dans les premières années du vi^e siècle (1). Il en est de même pour le grand chef du Vannetais, le comte Waroch. Trouvant ce prince dans plusieurs légendes comme celles de saint Gurthiern et de saint Méen, s'obstinant, d'autre part, à faire mourir en 532 (2) saint Guénolé, le contemporain de saint Gurthiern et de Gradlon-Mur, M. de la Borderie ne fut pas embarrassé par les dates fort précises que Grégoire de Tours assignait aux guerres de Waroch (578-594). Sans le moindre doute, on se trouvait en présence de deux personnages bien distincts :

(1). Cf. Rev. historique LXVI, I, p. 182 et 199, et de la Borderie (Hist. de Bret., I, p. 580).

(2). — Nous montrerons plus loin qu'il faut singulièrement abaisser la date de la mort de saint Guénolé.

Weroc I^{er} (500 à 550 environ), le père de Trifine et de Conoc, et Waroch, le fils de Macliau (577 à 594 environ) (1). Par suite de cette chronologie, il a fallu plus d'une fois allonger l'existence des saints armoricains du vi^e siècle, au point de faire de plusieurs d'entre eux de véritables centenaires (2). Nous ne saurions accepter le système chronologique de M. de la Borderie, parce qu'il est beaucoup trop précis et que les données hagiographiques vont même jusqu'à le contredire.

Eginard, dans un passage relatif à l'année 786 (3), a raconté comment les Bretons se sont établis en Armorique. Une très grande quantité d'entre eux, nous dit-il, que les Angles et les Saxons avaient chassés de la Bretagne, s'établirent aux confins les plus extrêmes de la Gaule, sur les territoires des Venètes et des Curiosolites. Ce témoignage, auquel on n'a pas accordé toute l'importance qu'il mérite, est pour nous conforme à la réalité (4). Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la valeur des assertions d'Eginard est des plus grandes, et qu'il écrit, à une époque antérieure à la plupart des vies de saints armoricains, que nous possédons aujourd'hui. L'Armorique aurait été colonisée, tout d'abord, par des Bretons insulaires, qui se seraient dirigés vers le Vannetais et longtemps après vers la baie de Saint-Brieuc. Cette dernière n'aurait été peuplée d'émigrés

(1). — De la Borderie, I, p. 580.

(2). — De la Borderie, I, p. 475, note 4.

(3). — Mon Germ. Histo., édit. in-folio de Pertz, I, p. 169. Voici ce passage: *Nam cum ab Anglis ac saxonibus Brittaniam insula fuisset invasa, magna pars incolarum ejus in ultimis Galliae finibus Venetorum et Curiosolitarum regiones occupavit...*

(4). — M. Loth a prouvé de nouveau, dans son étude déjà citée (R. celt. xxviii), que le Sud de l'Armorique jusqu'à la Loire (Morbihan et Loire-Inférieure) a été plus fortement bretonnisé que le Nord. Les émigrations ont été considérables de 425 environ à la fin du vi^e siècle, si bien que le Breton Riothime peut envoyer 12.000 hommes au secours de l'empereur Anthémios, en l'année 470. Cf. à ce sujet Sid. Apoll., I, 7 et III, 9. Nous prouverons dans un travail ultérieur que Rhigall et Budoc ne débarquent sur nos côtes que dans les premières années du vi^e siècle au plus tôt.

grants que seulement dans les premières années du vi^e siècle, alors que la prise de possession du Vannetais remonterait, à ce qu'il semble, aux années 430-450. Ce serait vers 530, ou même plus tard, que le Finistère septentrional, autrement dit le Léon, aurait vu débarquer sur ses côtes des chefs bretons et des prêtres, chassés les uns par les Saxons, les autres par le désir de vivre en ermites, loin du monde et de leur patrie. La Cornouaille n'aurait été évangélisée que plus tard, encore par saint Corentin et saint Gurthiern, après saint Pol et saint Tugdual. Telles sont, d'après nous, les données chronologiques de l'émigration bretonne en Armorique.

L'étude des noms de lieux confirme notre thèse. Si le Finistère ne fut occupé par les Bretons qu'après le Vannetais et le pays des Curiosolites, c'est que les Romains y étaient encore très nombreux. M. Loth montre que les Bretons ont accepté le nom d'Ouessant, alors qu'il était en pleine évolution romane et que les noms gallo-romains des domaines ruraux en *ac* sont encore assez nombreux, dans tout le département. On peut citer, dit-il, les paroisses de Yuliac, ancien nom de Tréméven, près de Quimperlé, de Brit-hiac, de Briec pour Briac, de Mellac, et, dans le canton de Daoulas, d'Irvillac, sans parler de Scrignac, près de Huelgoat. Il existe aussi des noms de villages: en Landunvez, Poul-Callac ; en Plabennec, Callac ; en Audierne, Parc-Cadillac ; en Landeleau, Lanzignac ; en Trémaouézan, Mes-Tignac. Le mot villare a donné le nom de paroisse de Guiler, et, de plus, il y a dans un très grand nombre de communes des guiler avec le sens de sortie du bourg, de place publique ; à l'île de Batz, le guiler est un terrain vague servant de place. Il existe une paroisse de Beuzit, en vieux breton *busit*, du latin *busitum*; de nombreux Faouët, dérivés de fagétum, des Peumerit, qui remontent à pomaritum (1). Il y avait donc de nombreux îlots romans, fort rapprochés le long des côtes, ou

(1). — Loth, Rev. celt. xxviii, p. 374-375 ; à ajouter Milizac, en Plabennec.

mieux groupés aux points dangereux du littoral, de même qu'ils s'échelonnaient autour de Carhaix et Quimper, que l'on sait avoir été de grandes stations à l'époque gallo-romaine. Cette remarque est d'autant plus importante, que M. Loth a montré la rareté des noms en *ac* dans la région de Dol et tout le long des côtes (1). D'autre part, le byzantin Procope nous parle d'une grande quantité de villages de pêcheurs et de laboureurs sur les côtes armoricaines, en face de la Bretagne. Sujets des Francs, sans pour cela payer le moindre tribut, ces paysans et ces marins étaient obligés de passer les morts, arrachés de leurs logis par une force mystérieuse qui les entraînait vers la grève. Ce qu'il faut retenir, c'est que le contemporain des saint Guénolé et des saint Pol croyait à l'existence d'une foule de petites agglomérations humaines, pressées justement sur le long des côtes du Finistère (2). C'est pour cette raison et parce que les côtes étaient dangereuses, hérissées d'écueils, rongées par les vagues en furie, que les pirates saxons, qui ont incontestablement ravagé tout le littoral de la Manche, au point de s'établir dans les îles de la Loire, ne paraissent pas avoir exercé leurs pirateries sur les côtes ossismiennes.

Une population gallo-romaine, encore très considérable aux débuts du VI^e siècle, avec de petits villages et de grandes villes, des côtes beaucoup moins favorables que celles des Venètes et des Curiosolites : telles seraient les causes pour lesquelles le Finistère ne fut bretonnisé qu'après le territoire des Venètes et celui des Curiosolites. Ce qui tendrait à le prouver, c'est que les légendes hagiographiques, comme nous le verront bientôt, témoignent d'une résistance acharnée de l'élément gallo-romain, toujours païen, contre ces émigrés bretons, venus en

(1). — Loth. L'émigration bretonne en Armor, p. 196-199. Parmi les noms romains, il faut encore mentionner celui de l'île de Sein (Sena) et la station de Vinetilis, sans doute Audierne, à moins que ce ne soit simplement Belle-Ile.

(2). — Procope. De bello gothico. iv. 20.

grande partie pour répandre l'évangile dans l'Armorique encore idolâtre. Les mêmes difficultés n'ont-elle pas été rencontrées par saint Malo, quand il entreprit de christianiser la région de Corseul, que ni Tudual, ni Samson n'avaient pu convertir avant lui ?

II. — On peut dès lors se demander comment il se fit que le Finistère, jusqu'à ce moment délaissé, devint tout à coup l'une des régions les plus favorables à l'émigration bretonne ? Quoi qu'en dise M. de la Borderie, il n'y a pas seulement les invasions saxonnes à mettre en cause, car il est établi qu'en l'année 491, les Saxons ne tenaient encore que les régions actuelles du Kent et du Sussex (1). M. Loth avait déjà prouvé que les envahisseurs n'entrèrent directement en contact avec les Domnonii et les Cornubii, qui fournissent en Armorique le gros des émigrants que seulement au début du VI^e siècle. De 495 à 520, Cerdic, le fondateur du royaume de Wessex, n'est pas encore très puissant : il n'a tout d'abord que cinq grands navires à son débarquement (495) sur les plages voisines de Southampton, se renforçant ensuite des bandes de son compatriote Porta et des survivants de la grande défaite du mont Badon (2). Cerdic ne peut faire autre chose que des razzias jusqu'en l'année 520, date de la bataille qui lui permit de se donner le titre de roi. Entre temps, il avait reçu les bandes de ses neveux Stuf et Whitgar, ce qui lui permit de refouler et de subjuguier les peuples indigènes des comtés actuels de Dorset et de Somerset. C'est en suivant les grandes voies romaines que Cerdic et ses bandes s'avançaient jusqu'aux approches du pays de Galles, « ravageant presque toute l'île d'une mer à l'autre, sans « épargner les églises et détruisant presque entièrement la religion chrétienne (3) ».

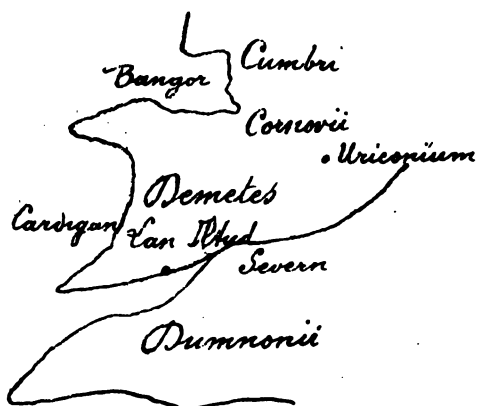
Les Bretons des régions dévastées étaient, comme tous

(1). — Bède, Hist. eccl., I, p. 15.

(2). — Bède la place en 494 et les annales de Cambrie en 516.

(3). — Année 511. Les deux mers auxquelles Bède fait allusion ne sauraient être que la Manche et la mer d'Irlande.

les peuples qui habitent les terrains primaires, isolés dans leurs bocages, partagés en une multitude de tribus : ils n'en étaient pas non plus arrivés à la phrase urbaine, puisque la seule ville importante était Exeter, et que l'on ne pourrait guère en citer que trois autres. Les inscriptions antiques, les ruines de villas et les voies romaines, les pierres sculptées sont toutes excessivement rares, si bien que ces Bretons de l'extrémité sud-ouest de l'Angleterre actuelle ne pouvaient offrir de grandes résistances aux bandes de Cerdic et de ses compagnons. Ils avaient donc un



état social et politique comparable à celui des Gaulois, au temps de la conquête de César. Quoiqu'il en soit, refoulées sur les Domnonéens, ces peuplades s'accumulaient dans un pays sans grandes ressources, exposé, d'autre part, aux razzias de Cerdic. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner si tous les clans Domnonéens « s'embarquaient » tumultueusement, sous la conduite de leurs principaux « seigneurs, les uns plus tôt, les autres plus tard, selon « qu'ils étaient plus ou moins pressés, plus ou moins « épouvantés (1). » Il n'était pas besoin d'une délibé-

(1). — Dom le Gallois, apud la Borderie, I, 254.

ration générale de la nation tout entière, d'une résolution concertée dans un conseil commun de tous les cantons, pour que l'émigration se fît vers les côtes armoricaines. Ce serait donc à partir de l'année 508, époque de la bataille de Natanlag (1), ou mieux à la suite de la grande bataille de 520, qu'il conviendrait de placer les premières émigrations du Finistère. Toute la baie de Saint-Brieuc et les côtes du Vannetais étant au pouvoir des Bretons, il fallait bien s'installer dans le pays des Ossimii, au détriment de la population gallo-romaine. La vie de saint Goueznou qu'Ingomar écrivit au ^x^e siècle, d'après d'autres vies plus anciennes aujourd'hui perdues, donne les invasions saxonnes comme étant la cause d'émigrations nombreuses et notamment du saint et de ses compagnons. De là, une première catégorie de chefs bretons émigrés, fondateurs de plous, préparant la venue des moines et des prêtres créateurs de lanns.

C'est, en effet, vers la même époque que sortent les moines, non pas de la Domnonée, mais du pays de Galles. Bien que la vie de Goueznou, qu'écrivit Ingomar, prétende que saint Pol et saint Tutwal aient été chassés par les Saxons, il est permis d'en douter. Uriconium (Wroxeter) n'est détruite que dans la première moitié du ^{vi}^e siècle, et il ne semble pas qu'il y ait eu, pour le pays de Galles, des ravages comparables à ceux de la Domnonée, que, Saxons et Irlandais (1), ne cessent de se disputer. Le monastère de Lan-Iltud, sur le bord septentrional de l'estuaire de la Severn joue le plus grand rôle dans cette deuxième série

(1). — Il y serait mort 20.000 Bretons.

(2). — Baring Gould (Ann. de Bret., xv, p. 556) montre, en effet, que les Irlandais ont occupé la Cornouaille du Nord-Est, le Devon, et même l'extrémité de la péninsule entre 489 et 510. M. Loth fait remarquer (Ann. de Bret., xv, 289-81) que Baring Gould s'est exagéré l'importance de ces établissements irlandais, dont il ne trouve aucune trace dans le pays. Il se pourrait cependant que les Irlandais aient inquiété les Gallois, contribuant à leur émigration.

d'émigrations bretonnes. Pol Aurélien, Samson, Lunaire, Magloire, Tudwal, tous ces moines-évêques, tous ces missionnaires, ne sont-il pas les disciples des maîtres qui professaient au grand monastère des bords de la Severn? Or, les hagiographes sont tous d'accord sur le véritable motif de ces émigrations, c'est la piété seule, le désir de se mortifier qui poussent ces Gallois à se détacher de toutes les affections de ce monde, à délaisser leurs clans et leurs familles pour le Christ. Mais aussi ce qui facilite ces départs vers les côtes sauvage de Gaule et d'Armorique, et ce que l'on ne dit pas, ce sont les fantaisies d'une race aventureuse, que tant de récits épiques et mythologiques entraînent vers les pays de paix et d'éternelle jeunesse, où le corps ne se flétrit jamais.

Quoi qu'il en soit, du monastère de Lann-Iltud, sortirent Magloire et Samson, venus de la Démétie; Pol Aurélien, Meven et Malo, originaires des bords de la Severn. C'est probablement à la discipline monastique de Lan-Iltud que l'on doit ces moines-évêques comme saint Pol et saint Samson, comme le grand fondateur du Var-Trecor, saint Tudual. Tous ces Gallois sont de grands organisateurs de paroisses, très différents des autres saints cambriens pour lesquels l'érémisme paraît la plus grande des vertus, le plus impérieux de tous les devoirs. Ce n'est pas de Lan-Iltud que viennent les grands ermites et tous ces Irlandais, qui peuplèrent les solitudes de la Cornouaille et du Léon comme Maudez, Efflam, Guirec, Briac, les compagnons des saint Pol et des saint Tudual, comme Ronan,

(1). — Nous n'hésiterions pas à attribuer à Iltud lui-même et à ses successeurs l'idée de ces missions armoricaines. Nous savons que, sur l'exemple et sur l'exhortation d'Iltud, grand nombre de monastères surgirent au pays de Galles et que les petits rois gallois tenaient à honneur d'envoyer leurs fils aux écoles monastiques. Il est donc tout naturel de supposer qu'Iltud et ses successeurs ont eu l'idée d'étendre à l'Armorique ce qu'ils avaient fait en Angleterre, dans les pays que n'avaient pas encore ravagé les Saxons. D'ailleurs, presque toutes les légendes hagiographiques s'accordent sur la nécessité de convertir l'Armorique en partie païenne.

Vougay, Senan, Conogan et tant d'autres que l'histoire connaît à peine. Mais si nombreux que soient les Irlandais, ainsi que l'a remarqué M. Loth, il ne semble pas qu'il y ait à parler d'émigrations irlandaises, tous les saints de cette nationalité paraissant entraînés par les moines de Lan-Iltud, de Lan-Carvan et des autres monastères de Cambrie.

L'ascétisme, telle serait la cause principale de toutes ces arrivées, bien plutôt que le désir d'éviter les Saxons et leurs guerres.

III. — Dans quel ordre ces émigrations se sont-elles succédées, c'est ce qu'il importe de rechercher? Dans son premier chapitre, tout historique, dit M. de la Borderie (1), « la fille de l'île de Bretagne (parva soboles) installée en « Armorique se transporta sur le continent *tempore non* « *alio quo gens barbara saxonum maternum possedit ces-* « *pitem*, c'est-à-dire que l'émigration bretonne commence « au moment où commence aussi la prise de possession de « la Grande-Bretagne par l'invasion saxonne, après les premières victoires des Saxons sur les Bretons, de 455 à 460. « Donc, d'après Wrdisten, les débuts de l'émigration bretonne se placent vers 460... Au moment où ces événements s'accomplissaient, le chapitre II de Wrdisten nous « montre Fracan émigrant en Armorique, vers 460, « Gwenolé naissant l'année suivante, c'est-à-dire en « 461. » L'argumentation de M. de la Borderie pêche par la base, tout d'abord parce qu'il est impossible de traduire possédait par un présent, et que le biographe, s'il eut voulu désigner les commencements de la conquête, se serait servi de termes beaucoup plus précis, ne prêtant pas à l'équivoque. D'ailleurs, en admettant le sens que M. de la Borderie s'efforce de trouver, en supposant que Wrdisten ait eu l'intention de parler des débuts de la conquête saxonne, il faudrait au moins placer la naissance de Guénolé dans les premières années du v^e siècle, ainsi

(1). — Hist. de Bret., I, p. 325.

que paraît le démontrer M. Thurneysen (2). M. de la Borderie établit, d'autre part, que Guénolé mourut plein de jours en 532, le 3 mars, le mercredi de la première semaine de Carême, et s'appuie sur l'autorité de Dom Lobineau et du R. P. de Smedt (Boll. nov. I, 670-671). La triple indication chronologique doit se compléter d'une autre, celle du cycle de 84 ans adopté par les Celtes, ce qui ferait tomber la mort de saint Guénolé soit en 520, soit en 583, 594 et même en 667. Il est possible, en se servant de certaines vies de saints d'éliminer quelques-unes de ces dates, puisque le biographe de saint Corentin le fait vivre au temps de saint Guénolé, et que dans un très vieux bréviaire, celui de Saint-Brieuc, le fondateur de Landévennec, serait allé se faire sacrer, dans la ville de Tours, en compagnie de saint Corentin et de saint Tudi. Certaines leçons de ce bréviaire ajouteraient encore saint Malo, parmi les saints armoricains qui vivaient au temps de Guénolé (1). Si Malo fut chassé de son diocèse dans les premières années du VII^e siècle, il est impossible de faire naître saint Guénolé à la date choisie par M. de la Borderie. C'est ce que l'on peut encore démontrer en se servant de la vie de saint Gurthiern et de ce que nous savons du prince breton Warroch. Dans un chapitre que M. de la Borderie n'hésite pas à déclarer interpolé, sans en donner de preuves bien valables (2), le biographe de saint Guénolé nous dit que Gradlon, Corentin, Guénolé, et, Tudual, avant eux, étaient « les quatre piliers » sur lesquels reposaient les terres élevées de la Cornouailles (3). Or, saint Gurthiern

(1). — Englische studien, xxii 1895-2. En se servant des traditions bretonnes, qu'il estime beaucoup plus vraisemblables que celles de Bède, M. Thurneysen place aux environs de l'année 410 les premières pirateries des Saxons. Si *possedit* avait le sens de commencer à posséder et si le raisonnement de M. de la Borderie était fondé, saint Guénolé serait né vers 411 et mort vers 532.

(2). — Loth. Emigr. bretonne, p. 208.

(3). — Histoire de Bretagne, I, 322.

(4). — Vita saint Guénolé. II, 19 ; édit. de la Borderie, cartul de Landévennec, p. 82.

reçoit du bienfaiteur de saint Guénolé. Gradlon-Mur, l'emplacement du futur Quimperlé, et de Waroch, qui fit tant de mal aux Francs de 577 à 594, le canton de Vénéac. Gradlon, Waroch, Gurthiern vivaient par suite à la même époque que saint Corentin, saint Tudy, saint Guénolé, à des dates beaucoup plus rapprochées de nous que ne le prétend M. de la Borderie (1). La fondation de l'abbaye de Landévennec remonterait à la seconde moitié du vi^e siècle, et la mort du saint à l'année 616.

Voilà déjà quelques synchronismes qui nous permettent de remettre à sa date l'évangélisation de la Cornouaille armoricaine, mais l'on peut également, par le moyen de la vie de saint Guénolé, se rendre compte que la christianisation du Léon ne lui fut antérieure que de quelques années. Le biographe de saint Guénolé, au chapitre 19 que nous avons déjà cité, énumère les « quatre piliers de la Cornouaille, en faisant bien remarquer que Tudual est mort le premier, quelque temps avant Gradlon, Guénolé et saint Corentin. M. de la Borderie n'admet pas qu'il s'agisse du fondateur du grand monastère de Val-Treger et déclare même qu'il « n'a aucune relation avec « Gradlon, Corentin et Guénolé, aucun rapport avec la « Cornouaille. Il consacre toute sa vie, tous ses efforts à la « Domnonée, il est entièrement et exclusivement démno- « néen, comme l'autre exclusivement cornouaillais. Le nom « de Tudual ou Tutual n'étant pas rare chez les natures « celto-bretonnes, vous concluez de là naturellement que « ces deux Tudual sont deux personnes distinctes (2) ». Les traditions des paroisses s'opposent aux assertions de M. de la Borderie, et le culte de Tudual est encore répandu dans

(1). — M. Ramé, dans le Bulletin des trav. hist. et scientif. (1882, p. 433), conclut fort justement du passage de la vie de saint Guénolé, cité plus haut, que Gradlon, Corentin, Guénolé devraient être postérieurs à 550. En calculant le jour de Pâques d'après la formule de Delambre, il est impossible d'assigner pour date à la mort de saint Guénolé l'année 532. Il n'y en a qu'une seule, l'année 616.

(2). — De la Borderie, hist. de Bret., I, p. 560.

toute la Cornouaille. Il suffit de citer les paroisses et chapelles de Cambrit, Landudal, Cléden-Cap-Sizun, Plouhinec, ce qui est d'autant moins étonnant que le saint traversa jadis toute la partie du Léon, où Tudual est encore le patron de Saint-Pabu, de Saint-Tugdual, de même qu'il y possède des chapelles à Plougasnou, Plougonver. La Cornouailles n'était pas tellement séparée du Léon (1), que Tudual n'y ait jamais été, d'autant qu'il se déplace volontiers et qu'en retrouve des traces de son passage jusqu'aux bords de la Rance. Le Tudual, dont il s'agit dans la vie de saint Guénolé, n'est autre que le fondateur du Val-Trecor, dont le disciple Kirec, tourmenté par la passion de la solitude, s'enfonce au plus profond du Léon, dans la forêt Douna (2). C'est là que saint Pol Aurélien le découvre et qu'il l'emmène pour en faire son conseiller, ce qui montre suffisamment que le premier évêque du Léon et que le fondateur du Val-Trecor étaient des contemporains. Comme Tudual fut en rapports avec Deroch, le fils de Riwal (3), que lui-même quitta ses disciples entre 553 et 564; que l'on sait, d'autre part, qu'en 549 Samson se rendait à Paris auprès du roi Childebert, pendant que Teliau le remplaçait à son monastère de Dol, on obtient de la sorte une nouvelle série de saints armoricains vivant à la même époque : saint Pol, saint Tudual, saint Lunaire, saint Samson. Ils seraient donc plus anciens que saint Corentin, saint Guénolé, saint Gurthiern, de Cornouaille, les contemporains des Gradlon et des Waroch, de la fin du vi^e siècle dans la première moitié.

En résumé, l'extrémité du Léon nous semble occupée au vi^e siècle par des émigrations de chefs bretons, qu'avaient chassés les Saxons et les Irlandais, qui s'abat-

(1). — Nous montrerons plus loin que Tudual a parcouru ainsi que ses disciples la région de Carhaix.

(2). — Albert Le Grand, édit. 1837, p. 34, note 3.

(3). — Vita I, p. 1. La Borderie, les Vies anc. de Tudual, p. 12. Ce Riwall est le premier Breton qui vint d'outre-mer.

taient sur la Domnonée. La voie étant ouverte, les moines de Lann-Iltud et des autres monastères gallois, peut-être parents des Bretons émigrés (1), s'empressent de quitter leurs cellules pour ces contrées lointaines, où il y avait tant d'âmes à conquérir. Ce fut vers 530 que saint Pol, saint Tudual et saint Samson s'embarquent sur des curaches (2), précédant peut-être d'une vingtaine d'années les ouvriers qui sortaient de la Cambrie pour travailler, à leur tour, au salut de la Cornouaille. C'est ainsi que de proche en proche s'avançaient les pionniers du Christ, du nord vers le sud, et que les raisons historiques, les causes géographiques s'ajoutaient les unes aux autres, dans cette évangélisation du Finistère, qui se place après celle du Vannetais et celle de la baie de Saint-Brieuc. Mais, peut-être, est-ce trop de logique pour des événements qu'il est si difficile de classer et d'expliquer, que de prétendre pour de Léon à plus d'ancienneté que pour la Cornouaille dans l'histoire du christianisme armoricain?

II

La conquête du Léon

I. — Entre les vastes estuaires de l'Aber-Wrach et de l'Aber-Béniguet, on constate l'existence d'une famille émigrée de Domnonée. Avec ses clients et de nombreux serviteurs, le chef de plou, Tugdon, s'installe dans la péninsule comprise entre les deux rivières Bazlananda et Doëna, sur les confins du plou Dener. Rien n'est prouvé qu'il ait résidé dans une petite ville fortifiée, le Castellum Col-

(1). — Ce serait le cas de Tudual, de saint Pol, de saint Brieuc.

(2). — Barques de cuirs appelées aussi curuches et transformées par les légendes en auges de granit.

lobii (1), sur l'emplacement de laquelle se dresse aujourd'hui Castel-Poullouk, dans la presqu'île actuelle de Ploudénéer. Le propre du Léon (2) semble établir une certaine corrélation entre l'émigration de Tugdon et la mort de sa femme, peut-être s'agit-il d'une catastrophe provoquée par les envahisseurs de la Domnonée. Ce qui est certain, c'est que Tugdon s'embarque avec toute sa famille, ses fils Majan et Goueznou, sa fille Tugdonia, et qu'ils emportent assez de richesses pour pouvoir les donner aux pauvres de Ploudénéer, quand ils auront l'intention de se faire ermites les uns et les autres. C'est un plou qui émigre avec tous ses chefs et les biens que l'on peut emporter; ce n'est pas un chef de clan, que la passion de la solitude entraîne loin de sa famille et de sa patrie. Toutes les circonstances se réunissent pour faire du départ de Tugdon quelque chose d'involontaire et de forcé.

Les légendes hagiographiques sont muettes sur les raisons pour lesquelles Tugdon, Maïan et Tugdonia renoncèrent à la vie qu'ils avaient jusqu'alors menée. S'il fallait en croire le vieux bréviaire du Léon, les saints auraient distribué tout ce qu'ils possédaient et seraient partis, chacun de leur côté, vers des solitudes diverses (3), pour mieux servir le Christ. Il se pourrait que ces termes

(1). — Ceci résulte, pour M. de la Borderie, de la vie de Saint Goueznou, qui paraît être des premières années du XI^e siècle, et que l'on trouve dans la Borderie, *historia Britonum*, p. 93-94. *Oratorium edificavit in finibus plebe Denarti inter Bazlanandam et Doënam fluvios, quibbus parochia illa ex utroque latere circumfluitur marinis fluctibus intermixtis ; Maianus vero exaltera parte maris brachii, quod utrique loco interjacet, duobus fere stadiis a Castello Collobii ; Tudona soro in plebe Abennoca... Goeznoveus ultimus in loco qui Landa dicebatur.* Rien dans le texte cité n'indique que le Castellum Collobii ait été la demeure de Tugdon.

(2). — *Apud Boll.*, octobre XI, p. 686, *Matre puer orbatus (Goeznoveus), patrem Tugdonium in Minorem usque secutus est. una cum Majano fratre et Tugdonâ sorore.*

(3). — *Facultatibus in pauperes primum erogatis, in varias solitudines partes ab invicem distracti sunt, quo liberior Christo inservirent.*

imprécis nous cachent l'hostilité des gens de la contrée, peuplée de païens et de mauvais chrétiens, comme nous le verrons plus tard (1), ou que peut-être les Bretons émigrés n'aient pu s'établir au milieu des Gallo-Romains, peu disposés à se laisser déposséder par des gens venus d'outre-mer. Quoiqu'il en soit, Tugdon reste dans la péninsule (2) et son fils Majan se contente de passer la rivière pour s'installer dans les environs de la chapelle actuelle de Loc-Majan, à deux stades de Castel-Poullouk. Tugdonia, beaucoup plus aventureuse, descend la Douëna et s'enfonce dans les profondeurs de la forêt (3) qui s'étendait sur le territoire de Plabennec (Plebe-Abennoca). Ce n'est que plus tard que Goueznou suit l'exemple de toute sa famille, car il attend la mort de son père (4) pour se rapprocher de sa sœur et se retirer à Landa, aujourd'hui Lan-Goueznou, sur la lisière de la forêt Douna. Majan et Goueznou, de même que Tugdon et sa fille, ne seront pas des saints, toujours en quête de solitudes, d'âmes à conquérir ou de fidèles à convertir (5), l'influence de Majan ne se faisant guère sentir qu'à Plouguin, sur la petite rivière qui baigne Loc-Majan, et la zone d'action de Goueznou se bornant au triangle formé par Guipavas, Plabennec et Gouesnou (6).

(1). — Nous établirions, dans un travail ultérieur, que le paganisme existait en Bretagne, mais qu'il y avait surtout des chrétiens revenus aux superstitions païennes.

(2). — La vie de Saint-Goueznou, dans le passage que nous avons déjà cité, paraît formelle sur l'emplacement de l'oratoire de Saint-Tugdon. Il ne semble pas qu'il soit mort à Guipavas comme le veut Miorcec de Kerdanet, apud Albert Le Grand, p. 659, note 5, et la chapelle de Saint-Tugdon a très bien pu n'être n'être qu'un oratoire élevé par Goueznou en mémoire de son père.

(3). — Il s'agirait de la forêt Douna, dont le nom rappelle celui de la rivière.

(4). — Acta S. Guesnovei, lect. 1. Boll. oct. xi, p. 691.

(5). — A la vie cénobitique s'entend.

(6). — Goueznou semble avoir été plus jeune que son frère et que sa sœur et sa légende le met en relation avec Conomor, que Grégoire nous mentionne à propos d'événements de l'année 550. Il en résulterait donc que Tugdon vint en Armorique au moins vers l'année 525, sinon plus tard.

Vers la même époque, au dire de M. de la Borderie, à deux ou trois lieues plus au sud que l'Aber-Benoît, un autre chef breton s'établissait à Lanrivoaré. C'était Romael et sa femme Lætitia, dont le nom latin ne serait que la traduction du breton Levenez. Leur fils était ce fameux Guenhaël que saint Guénolé vit un jour en train de jouer dans la cour de son père et que le fondateur de Landévennec avait emmené avec lui ; l'enfant n'ayant même pas voulu prévenir sa mère d'une vocation si subite, que saint Guénolé n'y croyait même pas. Il faut retrancher cet épisode de la période à laquelle nous avons assigné l'émigration de Tugdun, puisque nous avons établi que saint Guénolé ne mourut qu'à l'extrême fin du vi^e siècle, vers 616, Guenaël, son successeur à l'abbaye de Landévennec, ne saurait être né que dans la seconde moitié du siècle, et son père qui s'appelait Romelius ou Romalius, a peut-être un nom trop gallo-romain pour être un breton d'outre-mer. Il en serait de même de sa mère Lætitia, ce que ne s'est pas dissimulé M. de la Borderie, puisque cet auteur se crut obligé de dire à ce sujet que beaucoup de Bretons portaient des noms gallo-romains. Pour toutes ces raisons, l'on ne saurait comprendre Romalius parmi les chefs de plous qui seraient venus s'installer au début du vi^e siècle en pleines forêts du Léon et que l'église a depuis canonisés.

Mais il en est tout autrement du breton Glaudan et de sa femme Gologuen. D'après la vie de saint Goulven, si romanesque et ne possédant pas grande valeur, tant elle est reculée des événements qu'elle raconte, leur barque aurait été séparée par un coup de vent de la flottille dont elle faisait partie. Elle s'échoue au fond de l'anse de Plouider, sur un rivage désert, couvert de forêts, dans un pays où les habitants ne sont guère accueillants. Gologuen, qui se trouve dans une situation fort intéressante, ce qui prouve, entre parenthèse, la hâte avec laquelle on s'embarquait tant le péril était pressant, n'obtient même pas l'eau qu'elle demanda. C'est tout au plus si le gallo-romain

consent à montrer à Glaudan le sentier qui mène au ruisseau, tandis que Gologuen accouche de celui qui sera plus tard saint Goulven. Le Breton se perd, tant la forêt est épaisse. Après avoir marché tout le jour, il se retrouve le soir au point d'où il était parti, mais Gologuen est sauvée, parce que Dieu fait sourdre, à la prière du mari, la fontaine merveilleuse de Saint-Goulven. Emigré en ces parages, quelques années après, un riche Breton veut faire de l'enfant son héritier, mais Goulven se retire au désert, sur une plage toute marécageuse, et s'y bâtit une cellule de pierre, basse et carrée, pour y faire pénitence toute sa vie (1). Il n'en sort que pour processionner, faire de longues stations à trois croix dressées per lui dans les profondeurs de sa forêt, et que l'on croyait encore, en 1837, être celles de Prat-ar-Vern, d'ar-Draon et d'ar-Gouerron. Peut-être faut-il voir dans ce riche Breton, qui n'a pas d'enfants, le fondateur du plan voisin d'Enéour, où des émigrés comme Ioncor cultivaient la terre.

Sur des barques de cuirs, les curachs, d'autres émigrés prenaient terre à l'embouchure du Léguer, sous les murs de la forteresse du Yaudet, où s'était cantonné le chef que la vie de saint Eflam (2) appelle le tyran de la cité. Eflam et sa jeune femme, Enora, débarquent entre les claies d'une pêcherie gallo-romaine et s'établissent avec leur compagnon Gestin dans la forêt, qui représente aujourd'hui la paroisse de Plestin. Bientôt, les émigrés se convertissent, c'est-à-dire qu'ils se font moines, et près de la demeure

(1). — Vita saint Goulven : 1, 2, 3. (Mém. Soc. d'Emul. des Côtes-du-Nord, xxix, p. 216-250.) Cette vie paraît au plus tôt du XII^e siècle, mais l'histoire de Glaudan, si archaïque, dut être copiée sur des documents très anciens. Autrement, ces détails ne correspondraient plus au XII^e siècle, qui ne pouvait les imaginer.

(2). — Cette vie ne remonte guère qu'au XII^e siècle, mais les détails qu'elle fournit sont trop archaïques pour avoir été imaginés à cette époque. Cf. vita S. Eflam. (Ann. de Bretagne, VII, p. 289 et sq. 5-19). La remarque précédente conserve toute sa valeur.

d'Efflam (1), Enora se construit un oratoire, dont elle sortait que pour aller prendre, chaque matin, les instructions de son mari. Jamais Efflam n'ouvrit sa porte à celle qui avait été sa femme; jamais il n'habita dans la même cellule avec les moines qui s'étaient groupés autour de lui. Laissant Efflam en la demeure qu'il chérissait, ses compagnons d'exil se dispersent, s'établissent sur toutes les grèves voisines, mais à peu de distance, de manière à « prendre leur réfection » et se réunir les jours de fêtes (2) sous les yeux de leur abbé, l'ancien tiern Efflam. C'est toujours cette idée, chère à Goueznou, qu'il ne faut absolument et sous aucun prétexte laisser pénétrer de femmes dans un monastère d'hommes, idée qui est celle des saints du second ordre, ainsi que l'a suffisamment établi Stubbs.

A côté de ces Bretons qui paraissent n'avoir formé que des bandes peu nombreuses, il en est d'autres comme le cambrien Withur, qui semblent avoir été les chefs d'une véritable émigration. Il aborde au temps de Childebert I^{er}, puisqu'il entre en relations avec lui, dans l'estuaire de Bazlanant (3) sans qu'il soit possible de préciser la date et le lieu de son débarquement. Avec ses compagnons, Withur se dirige vers le sud, et l'un des chefs de famille qu'il avait avec lui s'en sépare pour fonder le plou Telmedou, aujourd'hui Ploudalmézeau. Le Cambrien rencontra les mêmes difficultés que Tugdon, et rebroussant chemin vers l'est, il forme un certain nombre de plous jusqu'à la ri-

(1). — Efflam se serait retiré près du rivage dans uneasure en ruines qu'il avait trouvé au beau milieu de la forêt, dans un lieu que le biographe appelle Donguel.

(2). — Vita saint Efflam, p. 17 et 11. Saint Efflam n'est guère honoré que dans la région de Plestin, à Morlaix, Carnoët, Languélan, Lescoët, Péder nec.

(3). — La vie de saint Pol Aurélien raconte le débarquement de Withur et nous retrace son histoire jusqu'à son arrivée dans l'île de Batz. Elle date de 884 et fut écrite par Wrmonoc (cf Rev. celt. v, p. 417-458). D'après les renseignements du biographe et les synchronismes, rien ne s'oppose à la date choisie par M. de la Borderie.

vière de Morlaix. C'est là qu'au bord de la mer, dans une région toute hérissée de rochers, le plou Meinin ou Amcinim (1) paraît avoir été le dernier de ceux que Withur ait établi sur son passage. Les fondations intermédiaires ne sont pas désignées par le biographe de saint Pol, mais elles semblent avoir été assez nombreuses pour que Withur ait obtenu de Childebert I^{er} le titre de comte. Pourquoi réside-t-il en pleine île de Batz, c'est ce nous ne pouvons savoir, peut-être était il plus en sûreté que dans un plou du littoral, peut-être avait il été tout simplement attiré par les constructions s'élevant encore dans cette île. La résidence de Withur est assez importante pour qu'il ait auprès de lui des copistes, qui lui reproduisent des Evangiles, et les Bretons émigrés avec lui sont assez bons chrétiens pour supplier Pol Aurélien, quand il viendra visiter Withur, de s'occuper de la religion chrétienne, n'existant pour ainsi dire pas en cette contrée (2). Les deux hypothèses sont possibles : Withur a profité de villas gallo-romaines en assez bon état pour lui permettre d'installer les différents services de sa cour, et le comte a, sans doute, été repoussé par les gens du littoral, encore païens, dans l'île de Batz. Il se peut que le silence du biographe, sur les plous intermédiaires entre l'Aber-Béniguet et la rivière de Morlaix, ne soit dû qu'à la destruction des établissements bretons par les gallo-romains du voisinage. La chose est d'autant plus plausible que Withur ne paraît jamais avoir exercé la moindre autorité sur le littoral, malgré le titre qu'il a sollicité de Childebert pour essayer, sans doute, de s'imposer dans la contrée. D'autre part, saint Pol s'avance en pleine région déserte, sans trouver d'autre habitant qu'un porcher, et son biographe lui fait détruire des temples d'idoles en insistant sur le caractère violent de sa prédication (3). Pour toutes

(1). — Vie de saint Pol, Rev., p. 440 et sqq.

(2). — Boll., mars II, p. 116. Cf aussi le parag. 46 de cette vie sur la résidence de Withur à l'île de Batz.

(3). — Boll. p. 62 ; *destructis vero templis in cultu daemonum fabricatis*.

ces raisons, la résistance païenne nous paraît certaine dans la région voisine de l'île de Batz.

Ainsi, dans la première moitié du *vi*^e siècle, Goueznou, Majan, Goulven, le comte Withur, Efflam sont arrivés en Léon. Leurs émigrations, qui nous paraissent si précipitées, c'est le désir de fuir les Saxons et peut-être les Irlandais qui les explique. Mais de ces Bretons, venus d'outre-mer, les uns, fatigués de la vie, qui ne leur a guère causé que déceptions et catastrophes, s'enfoncent au plus profond des forêts; les autres, repoussés par les gens de la côte, se cantonnent autour de leurs chefs dans l'île de Batz, où le comte Withur occupe ses loisirs à méditer dans un Peniti, à copier dans sa chambre les Evangiles. Les jalons sont posés en attendant la venue des grands ouvriers, les véritables créateurs de la vie religieuse en pays Léonais.

II. — Pendant que tout ces événements s'accomplissaient, un jeune moine du monastère de Lan-Iltud se distinguait au point que l'abbé lui confia la direction d'une douzaine de religieux et que le roi du comté actuel de Glamorgan voulut en faire un évêque. Passionné pour la solitude dans laquelle il avait passé plusieurs années de sa jeunesse, Paul Aurélien s'enfuit au plus tôt vers ces côtes armoricaines, où se réfugiaient tant de ses compatriotes. Accompagné des douze religieux de sa communauté : Iahoevius (Iaoua), Tigenmaglus, Toseocus, Site-redus, Gellocus, Bretowenus, Lowenanus, Chielus, Bolus, Winniavus (1), Woednovius-Towoedocus, Toetheus-Tochicus, Hercanus-Herculanus, du diacre Decanus et du maître des moines Quonocus-Toquonocus (2), Pol emmenait avec lui douze laïques, de la plus illustre naissance, ses parents, car ils étaient tous ses neveux et ses cousins (3).

(1). — Wirnianus, dans Anal. Boll, I, p. 234. C'est probablement le Wornian, fondateur du Plouguerneau.

(2). — Probablement saint Thégonnec.

(3). — Vita saint Paul, XI (Rev. celt., p. 436). La vie de Wrmonoc se trouve dans les Anal. Boll. I, p. 208-258, et dans la Rev. celt., V, p. 413-440; les Boll. en ont publié une autre plus abrégée dans le 2^e vol. de Mars, p. 111-120.

Le biographe n'a pas cru devoir conserver leurs noms, mais il est au moins facile d'en retenir un, celui de Wivehinnus, le fondateur de Plouvien, près de Lesneven. Cette émigration sera décisive pour le Léon, car suivant la remarque de Wrmonoc, tous les disciples du saint ont été célébrés par leurs vertus et tous ont mérité d'avoir des églises sur leurs tombeaux et sous leur patronage. Dans les litanies de saint Vougay, dont le manuscrit remonte au xi^e siècle, on voit, en effet, les noms de Guidnou et de Teconoc, dans lesquels il faut reconnaître les deux compagnons de saint Pol, Woednovius et Toquonocus.

Ce fut en 513 ou 525, d'après M. de la Borderie (1), beaucoup plus tard selon nous, que saint Paul aurait abordé dans l'île d'Ouessant, dans un endroit que le biographe appelle Portus-Boum. Il établit son lann au milieu des roseaux, près d'une source abondante, sur l'emplacement de Lampaul, mais n'y reste que fort peu de temps, probablement chassé par le manque de vivres, l'île étant incapable de nourrir une bande aussi nombreuse que celle de Pol, à moins qu'il ne faille tenir compte des habitants d'Ouessant. Wrmonoc prétend qu'une voix divine ordonne au saint d'aller prêcher la foi chrétienne aux idolâtres du Léon, et c'est pour cela qu'il débarque à l'île Melon, près du rocher du Cheval-Noir, *Amach-Du* dans le langage des gens du voisinage (2). C'est, en effet, dans le pagus Agnensis que saint Pol va commencer ses travaux apostoliques, mais il semble qu'il ait eu de vagues renseignements sur la présence de son parent Withur. Peut-être savait-il qu'il se trouvait dans ses contrées, à moins qu'il n'y ait eu une

(1). — Hist. de Bret., p. 343 et 263. M. de la Borderie explique ces deux dates par un singulier subterfuge, une erreur typographique.

(2). — Il convient d'insister sur la précision topographique du récit de Wrmonoc, ce qui permet d'attribuer une assez grande valeur aux assertions du biographe, bien qu'il ne vive qu'à la fin du ix^e siècle. Il est peu vraisemblable de faire aborder le saint dans l'anse de Portsall comme le veut M. de la Borderie, à cause de la présence de l'îlot de Roch-Du.

corrélation entre les deux émigrations, sans quoi l'on ne s'expliquerait guère que saint Pol se soit aussitôt dirigé vers les bois de Telmédou, c'est-à-dire dans les environs d'un plou fondé par des compagnons de Withur (1). Pol restera deux ans sur le territoire de Ploudalmézeau, où son cousin Pierre s'établit à demeure, sur le canton de Ker-Ber, dont le nom rappelle ce premier établissement. La colonie bretonne de Withur se trouvait ainsi singulièrement renforcée, et les moines se dispersaient tout autour, comme Jaoua, dont la petite hutte de branchages fut quatre fois détruite par un taureau sauvage, dans une forêt voisine de Ploudalmézeau (2). C'est à ce moment que nous placerions l'émigration de Carenkinal, parent de saint Pol et venu comme lui du pays de Penohen, en Cambrie. D'après le légendaire de Plouarzel, Carenkinal était accompagné de laïques et de moines, dont l'abbé était Arthmaël. Il serait descendu vers l'estuaire de l'Aber-Béniguet, peut-être appelé à la rescousse par saint Pol, qui achevait l'évangélisation de la contrée et qui l'aurait dirigé plus au sud, dans la direction de l'île Melon. C'est là que saint Armel, pour lui donner son nom français, aurait fondé l'établissement monastique, auquel Plouarzel doit aujourd'hui son nom (3). La proximité de Lampaul, à très peu de distance de Plouarzel, et la date assignée par les légendes biographiques à la venue de Carenkinal sont autant d'indices qui viennent à l'appui de notre hypothèse. C'est d'ailleurs de cette façon que Tugdual procéda dans le Trécorrois, et

(1). — *Rev. celt.*, v, p. 37-38.

(2). — *Vita saint Paul*, II, p. 13 (*Rev. celt.*, v. p. 439-440).

(3). — La vie de saint Armel que donnent les *Boll.*, août II, p. 298-299, est extraite du bréviaire de Saint Malo de 1489. Le bréviaire de Saint Pol donne une vie plus longue, mais beaucoup plus légendaire; elle se trouve dans Ropartz, notice sur Ploërmel, 163-174. Saint Armel, né vers 482 ? serait mort en 552, et c'est au besoin d'ascétisme qu'il faudrait attribuer sa venue, ainsi que celle de Karenkinal, postérieure à celle de saint Pol. En tout cas, Saint Armel paraît avoir joué le plus grand rôle dans cette partie du Finistère, si l'on en juge par le nombre de ses chapelles que l'on trouve même en Cornouaille, Ergué-Armel, Plobannalec, Tréguennec, Tréméoc.

nous ne voyons pas pourquoi les mêmes effets n'auraient pas procédé des mêmes causes.

L'idée que nous émettons aurait d'ailleurs l'avantage de rendre beaucoup plus vraisemblable le nouveau départ de saint Pol. Pour remplir sa mission, dit M. de la Borderie, la mission où l'avait appelé la voix divine, il fallait, s'il était possible, s'entendre avec le prince, le pouvoir quelconque qui régnait le pays. Pour le découvrir, saint Paul entreprend son voyage tout le long du littoral, jusqu'au plou Rocheux, à l'est de l'île de Batz, puisque pour s'y rendre le saint dut se servir d'une voie romaine, qui le ramena vers l'ouest (1). Il est beaucoup plus simple de penser qu'après avoir organisé ses petits monastères, dans toute la région comprise entre Ploudalmézeau et les plous d'Armel et de Carenkinal, saint Paul fit, une seconde fois, ce qu'il avait déjà fait en Cambrie. Après avoir établi ses disciples dans une contrée, dont il assure ainsi la vie religieuse, il s'en va plus loin et continue l'œuvre, à laquelle il n'a plus besoin de présider. Son séjour à Ploudalmézeau, en admettant qu'il n'ait pas encore entendu parler de son parent Withur, dut certainement lui faire savoir que le tiern cambrien n'était pas très éloigné. C'est en suivant les voies romaines que saint Pol se rendit auprès de son cousin, par Tréglonou, non loin duquel des ruines assez considérables et des trésors de monnaies des III^e et IV^e siècles ont été découverts. De là, par Kérilien, Lanhouarneau, Berven, le saint et ceux qui l'accompagnaient trouvèrent un oppidum, avec des murs en terre d'une très grande hauteur, un petit château d'antique structure. Les seuls habitants étaient une laie allaitant ses marçassins, un

(1). — Histoire de Bretagne, p. 343.

L'itinéraire de saint Pol est d'autant plus vraisemblable que ses disciples s'égrènent tout le long d'une ligne, qui coïncide avec des voies romaines. C'est également le long d'une voie romaine que l'un des compagnons de Pol s'est enfoncé jusqu'à Saint-Thégonnec, dont le nom rappelle l'ermitage qu'il a fondé. Desjardins, dans sa Gaule romaine, a suffisamment montré que le christianisme s'est tout d'abord répandu le long des voies romaines ; il ne saurait en être autrement pour la Bretagne. — Vita II, 20 (Rev. celt., 442-43).

essaim d'abeilles dans le creux d'un arbre, un taureau sauvage, un ours et quelques autres bêtes de ce genre (1). C'est dans les environs de ce castel en ruine que saint Pol fit la rencontre d'un porcher de Withur et qu'il fut conduit par lui dans l'île de Batz, où les deux cousins s'embrassèrent avec effusion.

Paul mit son monastère dans l'île de Batz, laissant au Castel-Paul, dans la vieille forteresse gallo-romaine, quelques-uns de ses disciples. Les vies de saint Paul ne contiennent pas le moindre renseignement sur les travaux apostoliques de saint Pol dans cette nouvelle région, mais il semble que les chrétiens de Withur et des plous du continent se soient inquiétés d'être livrés à eux-mêmes. Non contents d'avoir quelques moines autour d'eux, ils voulaient un évêque pour les tirer de leurs erreurs et les guider sur le chemin de la vérité. « Tous les peuples de « cette contrée, dit Wrmenoc, voyant qu'ils étaient privés « de la religion chrétienne presque tout entière, allèrent « avec leur chef Withur supplier Paul d'accepter l'épiscopat, afin de lui donner la force nécessaire pour convertir « à la vérité tous ceux qui étaient dans l'erreur, pour leur « imposer les mœurs prescrites par la vraie religion et « pour rétablir les droits de l'église et du sacerdoce ». Dans ce curieux passage, il ne s'agit, comme l'a justement remarqué M. F. Lot, que d'anarchie religieuse, le paganisme n'étant pas en cause, mais nous ne saurions être d'accord avec ce savant sur le peuple d'une autre race, à laquelle fait allusion la vie de saint Paul qu'ont éditée les Bollandistes (1). Il est incontestable qu'il s'agit de gallo-romains restés païens, car le biographe de saint Paul parle de temples consacrés aux idoles et peut-être de gens qui se refusent à se convertir et contre lesquels il fallut sévir.

Les seuls détails que Wrmenoc nous ait conservé, ce

(1). — Boll, mars II, p. 116 : *Populus diversit generis.*

(2). — *Destructis vero templis in cultu dæmonum fabricatis... quosdam autem violentes districtè feriendo corripit, omnes tandem convertit ad veræ fidei unitatem.* Vita, xx (Rev. celt. p. 452).

sont des constructions d'églises et de monastères, qu'il n'a malheureusement pas désignés, mais qu'il est possible de connaître, dans une certaine mesure, en se servant du nom des saints qui ont accompagné saint Pol. Il se peut que Brouennou, sur les bords de l'Aber-Béniguet, ait été l'ermitage de Bretowen ; que Plouguerneau, non loin de là, ait été fondé par Wirnian, de même que Pluvien, tout près de Lesneven, par Vivehinnus, l'un des parents du saint, et Saint-Thégonnec, près de Landivisiau, par Toquonocus. De l'autre côté de la rivière de Morlaix, Plouézoch rappellerait enfin ce Toseocus, dont le surnom était, au dire de Wrmonoc, Sitered. C'est ainsi que tout le Léon se couvrit d'ermitages, vers lesquels affluaient d'autres émigrants, comme saint Vougay, qui, de Lanvéoc, remonte par la rivière de Landerneau, et s'installe dans une forêt, près de Lesneven, avec plusieurs autres solitaires. Tous ces petits lanns auxquels il attache son nom (Lampaul-Plouarzel, Lampaul-Ploudalmézeau, Lampaul-Guimiliau, Mespaul), tous ces plous, dont les fondateurs ont été ses parents et ses moines, saint Paul ne cesse de les visiter, très différent de ces anachorètes, fixés toujours à la même place, absorbés dans leurs prières et la contemplation, les yeux perdus dans les profondeurs célestes. M. de la Borderie a donc parfaitement apprécié la mission de saint Paul quand il lui donne « avant tout « un caractère de propagande et d'organisation religieuse « très déterminé » et qu'il le montre toujours par monts et par vaux, toujours itinérant, toujours agissant, prêt à accepter tous les fardeaux, toutes les exigences pour le triomphe de l'Evangile dans un pays à demi-païen (1).

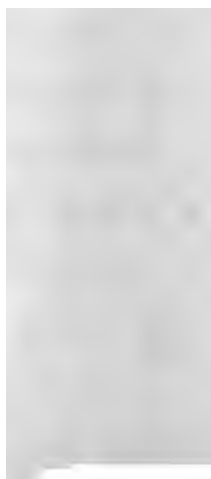
(1). — Il est inutile d'insister pour démontrer que l'histoire imaginée par Wrmonoc, pour vaincre les résistances de saint Paul à l'épiscopat ne tient pas debout : le subterfuge de Withur n'aurait d'égal que la naïveté du saint et celle de Childebert. Il faut complètement rejeter ce chapitre XIX (Rev. celt. 450-452).

C'est probablement à l'imitation de la vie de saint Pol que le biographe de saint Armel, pour expliquer les voyages du saint au cœur de la Bretagne, imagine de le faire partir pour la cour de Childebert, où les vertus du solitaire de Lesneven l'auraient fait appeler. L'in vraisemblance est par trop grande.





Handwritten text, mostly illegible due to blurring and orientation. It appears to be a list or series of notes written vertically along the left side of the page.



III. — Au moment où Saint Pol fonde son évêché vers l'année 530, date généralement admise, mais qu'il faut sans doute reculer de quelques années, toute la côte du Léon se trouvait occupée, à l'exception de la pointe actuelle du Conquet et de la région comprise entre Morlaix et Bréhat. C'est à saint Tugdual qu'il appartiendra de combler ces deux lacunes dans l'évangélisation du Finistère septentrional. Sorti du monastère de Lan-Iltud comme saint Pol le fit avant lui, il se dirigea comme lui vers les côtes situées en face d'Ouessant. Si des causes géographiques, la direction des vents et des courants n'expliquent pas le trajet de saint Tugdual, on ne peut en chercher la raison que dans les données fournies au nouveau missionnaire par son abbé de Lan-Iltud. Il est probable, étant données les relations commerciales qui, de tout temps, ont existé entre la Gaule, la Bretagne et l'Irlande, que les émigrés n'avaient pas entièrement rompu les liens qui les attachaient à la mère patrie. Au VII^e siècle, les missionnaires de la Frise, de même que cent ans auparavant saint Colomban, tous faisaient savoir de leurs nouvelles aux couvents qu'ils avaient volontairement délaissés. Il serait étrange que les Bretons du VI^e siècle se soient comportés autrement, et l'on peut imaginer, sans crainte de se tromper, l'existence de rapports entre les moines cambriens de Lan-Iltud et ceux de leurs frères qui s'étaient exilés en Armorique. C'est vers 525-530, à la nouvelle peut-être des succès de Pol, que Tudual partit avec soixante-douze religieux, nombre mystique choisi par les apôtres. Avec tous ces moines, des serviteurs et des laïques s'étaient embarqués, parmi lesquelles Pompaïa, la mère de Tudual, avec sa fille Seva, et la veuve Maëlhén, qui lavait le linge et les habits des moines.

Les barques émigrantes s'échouèrent dans l'anse des Blancs-Sablons et Tudual (1) établit son lann au bord de

(1). — Nous possédons trois vies de saint Tudual, dont la plus courte est attribuée par M. de la Borderie au disciple du saint, Louénan, et daterait, par conséquent, du VI^e siècle. M. F. Lot, dans ses études sur les saints de Bretagne, la place au

l'une de ces nombreuses petites rivières qui se jettent dans la baie du Conquet. Ce serait aujourd'hui l'église de Tref-Babu (1) (Trébabu) qui faisait alors partie du plou Macoër et se trouvait sous l'autorité de Deroch, le fils de Rhiwall et le parent de Tugdual (3). M. de la Borderie estime que le saint rejoignit ses compatriotes entre 525 et 530, il faut peut-être reculer cette date, pour accepter celle de Dom Lobineau (3). Après quelques années de séjour à Trébabu, son monastère pouvant se passer de lui, Tudual remonte à l'Ouest à la recherche de nouvelles contrées à convertir. Comme la partie centrale de la péninsule était évangélisée depuis que Gouesnou, Pluvien, Guimiliau étaient devenus autant de centres d'où rayonnait le christianisme, Tudual était obligé de se rabattre sur les contrées situées à l'Est du Léon. Il est probable qu'il s'entendit avec saint Pol puisque ce dernier choisit comme conseiller l'un des disciples de Tudual, et que, parmi les domaines de Val-Trecor, se trouve mentionné Trépompé (4), en la paroisse de Sainte-Sève, nom de la mère de Tudual. C'est sur la rive droite du Kefleut, la rivière de Morlaix, que l'activité du saint s'est particulièrement exercée et qu'il sème partout la parole de Dieu (5),

début du x^e siècle, et l'abbé Duchesne au ix^e siècle au plus tôt (cf. Anal. Boll. viii, 158-61 et Fastes épiscop. ii, 387-88). Elle n'en contient pas moins des renseignements assez précis sur les contrées parcourues par le saint et les donations qu'on lui fit.

(1). — Le mot de Pabu répondant à Pab ou à Pap, titre porté par les évêques ou les abbés des grands monastères, s'est, dans l'usage, tout spécialement lié au nom de Tudual. La Borderie, hist. de Bret., i, 356.

(2). — Il faut noter la similitude qui existe entre saint Pol, cousin de Withur, et saint Tudual, cousin de Deroch. S'il n'y a pas ici l'un de ces nombreux lieux communs de l'hagiographie, ces parentés ont dû singulièrement aider les saints dans leurs travaux apostoliques.

(3). — D'après Dom Lobineau, édit. Tresvoux (Paris Méquignon, 1836), p. 179, Tudual n'aurait débarqué qu'en l'année 545.

(4). — Commune de Morlaix.

(5). — Vita iii, 6. Edit. de la Borderie, p. 27. La vita (i a, 2. p. 12-13 dit : *...deinde venit ad pagum Castellum et ibi invenit multa parrochias ; deinde ad pagum Civitatis et ibi invenit similiter multas parrochias...*

recevant beaucoup de paroisses des grands, qu'il avait éclairés des lumières de la foi. Tudual aurait ainsi visité tout le pays entre Morlaix et Lanmeur, le Pou-Castel, et toute la région de Morlaix à Carhaix, le Pou-Caer, autrement dit le pays de la cité (1), avant d'aller fonder son second monastère, celui du Val-Trecor. C'est aux voyages du saint que l'on doit aujourd'hui les chapelles consacrées à Tugdual dans les paroisses de Plougasnou, Plougonven et Plounévez-du-Faou.

Les disciples de Tudual, beaucoup plus nombreux que ceux de saint Pol, essaient dans toute la partie que leur maître s'est réservée. Le pseudo-biographe de Tudual, saint Louénan, est honoré dans quelques paroisses du littoral, dans une zone comprise entre Morlaix, Plouaret et Lannion, notamment à Ploulech, et c'est aussi dans cette région que se sont établis Guirec (2) et douze autres moines du Val-Trecor. Tudual les envoie pour aider probablement Louénan, son disciple bien-aimé, et Guirec choisit près de Lanmeur l'emplacement actuel de Kerfeunteun; puis il s'enfuit au plus profond du Léon, dans une vallée, que saint Pol ne tardera pas à visiter. Le saint devient le conseiller de l'évêque, mais il meurt bientôt après dans le environs de l'année 550 (3). Il semble donc que Tudual ait attaché la plus grande importance à cette région de Plestin-Lanmeur et qu'il se soit efforcé d'y faire pénétrer l'Evangile par le moyen de ces petits monastères, autour desquels viennent se grouper les populations éparses de la contrée. Un autre disciple de Tudual, saint Maudez, paraît aussi, dans une mesure impossible à déterminer, s'être occupé des mêmes régions. Les chapelles de ce saint, bien

(1). — Carhaix était donc encore un très grand centre, la ville par excellence de tout le Finistère.

(2). — Appelé aussi Kirec, Guevroch.

(3). — Cf D. Lobineau, I, 107. Kirec serait allé se réfugier au plus profond de la forêt Douna, dans une paroisse voisine de Plabennec. Hanté déjà par l'amour de la solitude, il avait quitté ses moines de Kerfeunteun et s'était construit un ermitage à Locquirec.

que fort répandues dans tout le Finistère, sont plus fréquentes dans les environs de Carhaix et de Morlaix que partout ailleurs. Sur un total de quinze chapelles de saint Maudez (1), il en est cinq qui s'échelonnent autour de Morlaix, à Cléder, Guerlesquin, Pleyber-Christ, Plestin, sans parler de la paroisse de Hanvic, dont le saint abbé de Trécor se trouve être le patron. A Sibiril, près de Saint-Pol de Léon, et plus à l'est, à Lesneven, les traces du disciple de Tudual sont encore à signaler, mais elles se font de plus en plus rares pour devenir plus abondantes autour de Carhaix. A Guiscriff, Landeleau, Lannédern, Ployé, de nouvelles chapelles portent à onze le total des oratoires consacrés à saint Maudez, et l'on pourrait peut-être y joindre la paroisse d'Ederne, sur l'une des routes qui partaient de Carhaix vers les rivages du sud de l'Armorique. Louénan, Kirec et Maudez, tels seraient, avec Tudual, leur maître et leur directeur, les apôtres du Pou-Castel et du Pou-Caer, les évangélisateurs de Morlaix et de Carhaix.

IV. — Vers le milieu du VI^e siècle, toute la partie septentrionale du Finistère, et la région la plus occidentale du pays des Curiosolites, étaient donc conquises au christianisme. Les moines et les ermites n'avaient guère pénétré que jusqu'aux monts d'Arrée, qui semblent leur avoir opposé des obstacles infranchissables à cause de leurs granits, de leurs marécages et de leurs forêts. Par le Léguer et les petites rivières qui se jettent dans l'Aulne et l'Aven, il était possible, d'autre part, de descendre dans le bassin de Châteaulin, mais les forêts s'étendaient à l'ouest de l'Aulne et la grande sylvie centrale commençait aux approches de Carhaix. C'est tout au plus s'il existait une bande étroite de défrichements, au centre de laquelle se dressait la grande station romaine, et c'est précisément dans cet espace assez restreint que s'élèvent les chapelles de

(1). — La vie de saint Maudez (Soc. Emul. Côtes-du-Nord, xxviii, p. 203), dit ceci : *...peragratīs minoris Britannia superbus partibus, magna populū caterva comitatus qui salubribus ipsius sermonibus obtemperabāt, Vita* I a, 5.

saint Maudez. Les montagnes et les forêts avaient donc empêché les disciples des Pol et des Tudual de pénétrer dans la Cornouaille, que les saint Guénolé et les saint Corentin devaient évangéliser dans la seconde moitié du VI^e siècle (1).

III

L'évangélisation de la Cornouailles (2)

I. — Le voisinage des Cornoviens et de la ville de Corisopitum, dans l'île de Bretagne, sur les rives de la

(1). — Une preuve de plus, à l'appui de notre thèse, que la colonisation du Léon ne se fit que dans le second tiers du VI^e siècle, c'est que la plupart des émigrés paraissent appartenir à ce que Stubbs appelle le second ordre des saints et qu'il place entre 533 et 599. *Stubbs, Councils and doc*, II, 292.

Ce second ordre est caractérisé, dit-il, par la séparation complète des sexes, par la création de monastères d'hommes, dont les femmes sont rigoureusement exclues. Dans le premier ordre, au contraire, des prêtres séculiers sont accompagnés de femmes qui les servent, comme on le voit pour Louocat et Catihern. Il est incontestable que Tugdon, Majan, Goueznou, Goulven, Efflam ont tous les traits qui paraissent à Stubbs, caractéristiques du second ordre, et qu'il en est ainsi pour la plupart des compagnons de saint Pol et de saint Tudual.

(2). — La Cornouaille, à ce moment, était dévastée par les incursions des Saxons, probablement de ceux qui, sous le commandement de Chillon, avaient assiégé Nantes vers 496. On lit, en effet, dans la vie de saint Meloir, que l'on place au XII^e siècle, une tradition des plus vraisemblables : « Il y eut chez les Bretons d'outre-mer un homme appelé Iaun, de très noble famille, et surnommé la Règle, parce qu'il appliquait très justement aux individus des deux sexes les préceptes de la loi divine. Ayant appris que, par suite de la désolation causée par les ravages des Frisons et de leur duc de Corsold, notre Cornouaille d'Armorique était déserte, habitée presque uniquement par les bêtes sauvages, et toutefois féconde en miel, en chevaux, en bétail et en gibier, cet homme traversa la mer avec une grande flotte. Il occupa ce pays, s'y installa avec ses compagnons et le mit en culture. » Cité par la Borderie, I, 373. En faisant les plus expresses réserves sur le légendaire Corsold et sur la date de l'émigration d'Iaun Reith, il importe de retenir que la Cornouaille était déserte et pillée par des pirates, mais qu'elle était assez renommée pour sa fertilité, chez les Bretons d'outre-mer et de l'Armorique.

Tyne, voisinage que nous voyons peu de temps après transféré dans la péninsule armoricaine, sur les rives de l'Odet, ne permet pas de douter, d'après M. de la Borderie (1), que la colonie cornovienne de Pons-Aelii et les Corisopites insulaires n'aient émigré en même temps en Armorique, et cela très probablement d'assez bonne heure... C'est vers 470-475 que l'on peut placer l'exode des Corisopites et des Cornoviens de la Tyne et leur arrivée sur les bords de l'Odet. Avant eux, si la pointe sud-ouest de la péninsule armoricaine avait eu quelques émigrés bretons, c'était des isolés, tout au plus des chefs de plous comme Rhigall, Fracan, Conothec. Ce sont probablement ces petits chefs que la liste informelle dite Catalogue des Comtes de Cornouailles représente par ses trois premiers noms: Ruvelen, Murmarc'hou, Riwelen, Marc'hou, Congar. Le quatrième nom — Gradlon Mur — est celui du fondateur du petit royaume ou comte de Cornouailles, en qui l'on doit voir aussi le chef de l'émigration bretonne, venue des bords de la Tyne et du mur de Sévère. Tel est le système de M. de la Borderie (1).

Comme l'a si bien montré l'abbé Duchesne, cette théorie ne peut se soutenir, parce qu'elle est fondée sur la similitude de nom qui existerait entre la ville des Cornuvii et celle de Quimper. Ce que M. de la Borderie croit être Corisopitum, à six lieues et demie de Newcastle, se trouve être Corstopitum, dont les variantes ont été Costopitum, Constopitum, Corstopitu, Corstopilum. Il n'y a pas eu de Corisopitum, sur un promontoire, entre deux rivières, et, par suite, de Corisopites, pressés par les Pictes et les Saxons, venant au confluent de l'Odet et du Stéir fonder le Corisopitum qui serait aujourd'hui Quimper. Comme l'avait déjà remarqué M. Loth (2), le nom de Corisopitensis n'apparaît dans aucune vie de saint, ce qui ne permet de supposer rien autre chose qu'une émigration de Cornubii.

(1). — Histoire de Bretagne, I, 311.

(2). — Loth, *Emigr. bret.*, p. 61.

Il se pourrait que les premiers émigrants (1) aient été ces Riwelen et ce Congar du Catalogue des Comtes de Cornouailles, dont les noms rappellent, à s'y méprendre, ceux des Rhiwal de la baie de Saint-Brieuc, ce qui les ferait sortir peut-être du même pays, à moins qu'ils n'aient été du même clan et ne se soient séparés en pleine mer. Il est encore possible que ces premiers émigrants aient été submergés par un flot d'exilés Cornovii, sortis de la Grande-Bretagne au cours du vi^e siècle, sous la conduite du roi Gradlon, et qu'ainsi la Cornouailles ait apparue comme à ce moment, plus au nord, la Domnonée. Il faut donc rejeter complètement ce que raconte M. de la Borderie sur ces Corisopites insulaires, gardant un doux souvenir de leur ville, sur un promontoir baigné par la Tyne et par la rivière de Core, la relevant dans une situation semblable au confluent de l'Odet et du Stéir.

Nous avons essayé d'établir que Gradlon vivait au temps des Guénolé, des Gurthiern, des Malo, c'est-à-dire à la fin du vi^e siècle, ayant pour voisin l'un des ennemis les plus redoutables que les Francs aient jamais rencontré dans ces régions, le comte Waroch. Il en résulte qu'il faut singulièrement reculer les dates de M. de la Borderie et qu'il faut placer tous ces personnages après Tudual, mort selon toutes vraisemblances entre 553 et 564 au plus tard. C'est ce que la vie de saint Guénolé permet encore de soutenir, lorsque son auteur explique les raisons pour lesquelles Fracan fut obligé d'émigrer (2). Les Saxons ont

(1). — Peut-être Iaun Reith et Budic. Un prince de ce nom fut en relation avec Macliau, le comte-évêque du Vannetais, vers 565. Il se pourrait que Budic ait été l'un des petits chefs que Gradlon réduisit plus tard à l'état de vassal, car il semble bien gouverner toute la Cornouaille.

(2). — *Quam bene candelis splendebant culmina ternis
Cornubice proceres cum terri celsa tenebant
Rura vel ima regens Gradlonus jura teneret, etc.*

Tel est est le passage dont nous nous servons pour ces synchronismes. (Anal. Boll, vii, p. 230-231).

(2). — Cette vie de Guénolé, écrite par Gurdestin, moine de Landévennec, fut écrite aux environs de l'année 884. Incomplète dans les Bollandistes, Mars i, p. 256-261, elle est, au contraire, tout entière dans les *Analecta*, vii, p. 167 et suiv.

envahi l'Angleterre, qu'ils ont en leur pouvoir, ce qui oblige à s'exiler, pour des contrées à l'abri des guerres, une grande partie des Bretons, qui ne veulent pas se soumettre à l'étranger. Puis, c'est une peste subite qui jonche de cadavres les campagnes épargnées et contraint les malheureux survivants, échappés au glaive des Scots et des Belges, à se retirer bien loin de la mère patrie sur les côtes armoricaines (1). Ces événements, sur lesquels Gurdestin ne s'explique pas en termes précis, qu'est-ce autre chose, sinon l'établissement des Angles au nord-est et la grande peste (2) de l'année 547, date de la fondation du royaume de Northumbrie par l'angle Ida ? (3). C'est aussi vers cette époque que les Saxons, commandés par Cynric, le fils de Cerdic, remportent la grande victoire de Scarobyrig et qu'ils infestent, sur les frontières de la Cambrie, les pays de Guent, d'Ergyng et de Powys. A ce moment, la ville d'Uriconium, Wroxeter, est entièrement détruite par eux (4).

Tous ces faits se groupent comme Gurdestin les a placés, puisque l'établissement des Angles et la peste jaune semblent se succéder et qu'ils ont été suivis d'un renouveau des incursions saxonnes. Dans les Scots, de la vie de saint Guénolé, il est aisé de trouver ces Angles qui chassaient devant eux les Cornovii ou du moins les derniers restes des soldats cornoviens ; dans les Belges, l'hagiographe entend sans doute les Saxons, que l'on savait s'être établi jadis au Nord du Rhin et qui détruisirent toutes les villes cornoviennes aux approches du pays de Galles. Telles seraient, d'après nous, les raisons pour lesquelles la Cornouailles reçut des émigrés, la côte de la Domnonée

(1). — Vita Winwaloë, 1, Anal., p. 175-176.

(2). — C'est la fameuse peste jaune qui fait périr le roi Maglocun que les Annales des Cambrie placent en 547 et celles de Tigernac en 550 (Mon. hist. brit. p. 831, note b).

(3). — M. H. brit. (chron. anglo-saxonne), 304 et sqq.

(4). — M. H. brit. (chron. saxonne, année 552-556), p. 713-714.

étant tout entière occupée. C'est vers le milieu du vi^e siècle, que se place l'arrivée des Cornouaillais, de Gradlon-Mur, sans qu'il soit possible de déterminer la date précise de sa venue, tandis que l'on peut assigner à Fracan l'année 547 comme celle qui le vit débarquer dans la région des Curiosolites (1). Ce qui montre encore que Gradlon-Mur et Fracan étaient des contemporains, c'est qu'ils paraissent avoir eu tous les deux à repousser les attaques des pirates saxons quelque temps après leur débarquement en Cornouaille et Domnonée. Chassés une dernière fois par Fracan, les Saxons reviennent si nombreux, que les mâts de leurs navires étaient aussi pressés que les arbres d'une forêt. Guénolé renouvelle, en faveur de son père, le miracle de Josué (2), pendant que Gradlon, de son côté, poursuivait jusqu'au beau milieu de la Loire des pirates saxons, dont il tuait cinq chefs (3), revenant en Cornouailles avec les cinq bâtiments qu'il avait capturés et les richesses qu'il avait acquises au cours de ces combats. Comment se fait-il que Grégoire de Tours, dans son Histoire des Francs (4), parle justement des Saxons et de leurs pirateries vers les années 570-575? Tous ces faits, rapprochés les uns des autres, toutes ces légendes dégagées de leurs éléments merveilleux, tout concorde à placer Gradlon et Guénolé dans la dernière moitié du vi^e siècle. Les ravages de la peste, les désastres des Angles et des Saxons, voilà les véritables causes de cette troisième (5) série d'émigration qui devait faire de la Cor-

(1). — Vita s. Guénolé, Anal. Boll. vii, livre 1^{er}, chap. 2, p. 176.

(2). — Albert Le Grand, vie de Saint-Guénolé, p. 60-61.

(3). — Vita s. Guénolé, Anal. Boll. vii, p. 228.

(4). — Grégoire de Tours, v. 27.

(5). — Nous admettons et prouverons ailleurs que le début du v^e siècle vit se produire l'émigration du Vannetais, que la baie de Saint-Brieuc ne fut christianisée que vers 520-530 : ce seraient là nos deux premières évangélisations. A la seconde et se confondant avec elle, appartiendrait celle du Léon. Le passage d'Eginhard, auquel nous avons fait déjà allusion, comprendrait

nouaille une contrée plus chrétienne encore que la Domnonée des saint Pol et des saint Tudual.

II. — Quelque temps après son arrivée, Fracan avait eu Guénolé, son troisième fils, et l'avait, à la suite d'un orage où il avait failli périr, consacré à Dieu. Le jeune enfant, conduit au monastère de Budoc, y reste jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et, suivi de ses condisciples, il en sort pour aller fonder son abbaye de Landévennec (1). En plaçant aux environs de 547 l'émigration de Fracan, il semblerait que le monastère ait été créé vers 570, ce qui laisserait encore près de vingt-cinq années à Guénolé, que son biographe fait mourir plein de jours, si la date de la mort est celle de 594. Nous avons montré,

dans le territoire des Curiosolites, non seulement la région des Rhiwall, des Fracan, mais encore celle des Tudual et des saint Pol. A cette seconde christianisation, il faudrait ajouter l'évangélisation de la région de Dol avec saint Samson. A la troisième émigration se rattacherait la christianisation de la Cornouailles, celle du Vannetais Waroch, les flots chrétiens n'y ayant été que fort peu considérables au v^e siècle, et dans le Nord, les tentatives de saint Malo dans la région de Corseul.

Ce qui prouverait encore qu'il faut attribuer au second tiers du vi^e siècle la plupart des émigrations bretonnes du Léon, c'est le passage suivant de Procope. (de bello goth, iv, 20). « L'île de Bretagne est habitée par trois nations très nombreuses : les Angles, les Frisons, les Bretons... ; elles ont une telle abondance d'hommes, que, tous les ans, un grand nombre d'entre eux quittent l'île avec leurs femmes et leurs enfants. « Ils émigrent chez les Francs, qui leur assignent pour demeure la partie la plus déserte de leur empire. » L'historien Byzantin parle à ce sujet d'une ambassade franque que l'on sait par Grégoire de Tours (gl. mart., i, 31), s'être faite de 534 à 539, et c'est probablement à ces députés francs que Procope a pris ce renseignement bizarre et peu vraisemblable. Quoi qu'il en soit, nous avons une date à retenir, ainsi que l'impression des Francs sur les émigrations qui se succédaient tous les ans. Le passage de Procope viendrait encore à l'appui de notre thèse.

Enfin, dans Grégoire de Tours, iv, 4, ce passage : *Nam semper Britanni sub Francorum protestate post obitum regis Clodovchi fuerunt et comites seu reges appellati sunt*, semble indiquer que les Bretons ne se sont guère installés qu'après l'année 511.

(1). — *Vita metrica* II, S.; Anal. VII, p. 256.

plus haut, que la véritable époque de la mort du saint était l'année 616, ce qui concilie beaucoup mieux les assertions du biographe, en donnant à Guénolé près de soixante-dix ans. En tout cas, de l'embouchure du Trieu les douze apôtres se dirigèrent vers le sud-ouest, à l'aventure, en suivant la chaîne d'Arrée qu'ils ne paraissent pas avoir franchi (1). C'est à cause des fondations de Tudual et de saint Pol qu'ils marchent vers l'ouest, cherchant toujours une solitude qu'ils ne trouvent pas assez profonde, descendant de plus en plus vers la mer, qu'ils rencontrent à l'embouchure de la rivière du Faou. Après trois années passées dans la petite île de Tibidi, que battaient sans cesse des vents furieux, qui ne laissaient aux moines que des herbes sauvages, des racines et un peu d'orge, Guénolé et ses compagnons, voyant au-delà des flots une côte chargée de bois, s'y installent, « dans un lieu très doux, très agréable, le premier à voir chaque année les fleurs s'ouvrir, le dernier à voir tomber les feuilles. » Ce fut le lann de Guénolé, le monastère de Tewennoc, forme correspondante et familière de Winwaloë, aujourd'hui Landévennec (2). Guénolé s'y livre à des austérités extraordinaires (3), ne mangeant que du pain d'orge, auquel il fait mélanger pour lui des cendres, récitant cent cinquante psaumes, qu'il fait suivre de plus de trois cents génuflexions, mais n'oubliant pas cependant qu'il a des conversions à faire, des contrées à évangéliser.

Les disciples que nous connaissons par les légendes hagiographiques et par le cartulaire de Landévennec, s'établissent tout autour du maître. En remontant vers le Nord, Martin et Walay s'arrêtent auprès d'Irvillac, mais Conogan

(1). — Les chapelles dédiées à saint Guénolé, jalonnaient peut-être dans le Léon l'itinéraire du saint, comme Saint-Guénal, près de Landivisiau. Il se pourrait aussi que le saint ait erré dans la partie la plus occidentale, à Lanrivoaré, où se placerait sa rencontre avec son futur successeur, Guénaël.

(2). — Vita II, 3 et 4 ; anal. p. 216-217, et surtout 5.

(3). — Vita II, 10 et 11.

va beaucoup plus avant, jusqu'à Landerneau ; vers l'est, la pénétration devient plus aisée, parce qu'il suffit de descendre l'Aulne. C'est ainsi que saint Idunet s'installe à Châteaulin et que saint Deï choisit Lothey, non loin de son compagnon. Il semble que ce soient ici les premières conquêtes du monastère de Landévennec, dont les débuts ne furent pas sans être troublés par les incursions des païens du voisinage. En ce temps là, il y avait un seigneur, Catmagl, dont les trois fils ne vivaient que de rapines à la pointe nord-ouest de la presqu'île de Crozon. Ayant souvent entendu parler des richesses de Landévennec, ils arrivent tous les quatre à minuit, et pendant que l'un d'eux garde le bateau, les trois autres ne trouvent dans les celliers que des monceaux d'orge et de blé. Furieux de n'avoir pas découvert tout l'or et tout l'argent qu'ils supposaient caché, les brigands n'en chargent pas moins les sacs qu'ils ont apportés de toutes les provisions des moines. Succombant sous le poids, les voleurs se font prendre par Guénolé, qui se dirigeait avec ses moines vers la mère après l'office de prime (1), et cette aventure est l'occasion de la conversion du païen Roscanvel, l'un des trois fils de Catmagl. Pour qu'un fait de ce genre ait pu se produire, il fallait que l'abbaye fût à ses débuts, que les bâtiments des moines aient été peu considérables et que l'on ne sût pas encore dans le pays ce qu'étaient ces étrangers, les soldats du Christ et de saint Guénolé (2).

Bientôt la renommée du saint s'étend au loin et les dons affluent de tous côtés. Gradlon, qui exerçait alors sa royauté d'un cœur farouche, serait venu chercher les enseignements de Guénolé, et ayant reçu sa bénédiction, il se serait adouci et aurait gouverné très pieusement son royaume (3). En d'autres termes, Gradlon-Mur aurait entendu parler du saint, et comme il n'en existait guère en Cor-

(1). — Vita II, 23 et sqq.

(2). — Boll. Mars I, p. 225 ; vita Saint Win.

(3). — Aux disciples du saint, il faut ajouter Gozien, Harnul, Petran, Berthwald, Ethbin.

nouailles, il aurait essayé de se le concilier par des visites et par des donations. Les chartes du cartulaire de Landévennec, dit M. de la Borderie, fabriquées au commencement du XI^e siècle sont apocryphes, mais leurs indications topographiques sont bonnes et les lieux marqués pour avoir appartenu au roi Gradlon peuvent être considérés comme ayant fait, aux temps les plus anciens, partie de la Cornouailles (1). Il est possible qu'il y ait une certaine corrélation entre les donations que Gradlon fit en Briec, à l'occasion de la mort de son fils Rivelen, des trois trefs de sa propriété de Guodmoch (2) et l'évangélisation des pays situés au pied des Montagnes Noires par les disciples de Guénolé. On constate, en effet, que Wigon est à Trégourez; que Tanvoud et Rasian se partagent les cantons de Coray, de Scaër et du Faouët; que saint Rioc s'occupe des contrées situées autour de Lanriec, non loin de Concarneau (3). L'abbaye de Landévennec prend donc une part des plus importantes à la christianisation de la Cornouailles, et c'est ainsi que Guénolé mérite l'éloge de Wrmonoc. « Il était le « plus illustre de tous, — il s'agit de Corentin de de « Gradlon, — et par son activité prodigieuse, la hauteur « transcendante de ses vertus, il justifiait sa prérogative de « père des moines. »

III. — Pour peu que l'on examine attentivement la situation des contrées que les disciples de saint Guénolé se sont réservées, il est impossible de ne pas être frappé de cette circonstance que les régions situées au pied des Montagnes-Noires et s'étendant autour de la baie de Douarnenez ont été laissées à l'écart. C'est là que se trouvait la

(1). — Gradlon aurait ainsi fait concession de terres dans la presqu'île de Crozon, à Briec et surtout dans les communes actuelles de Saint, de Gourin, de Langonnet et près de Pontivy à Neuillac.

(2). — Tref Les. Tref Dugdual, Tref Marchoc. La plupart des noms de terre qui y sont situés, y existent encore.

(3). — Pour Rioc, cf Boll. févr. II, p. 602; pour Conogan, Boll. oct. VII, p. 37.

grande forêt de Nemet, qui s'étendait jusqu'au pied du Ménez-Hom et couvrait tout le pays du Porzay, la Cour-du-Bois, formant un grand canton triangulaire entre le bas cours de l'Aulne, la montagne de Loc-Renan et la baie de Douarnenez. Les loups y étaient nombreux, et les habitants, des païens endurcis, ainsi qu'en témoigne la vie de saint Ronan, débarqué vers le milieu du vi^e siècle, d'Hibernie et venu de l'Aber-Ildut, en longeant toutes les côtes du Finistère, se fixer sur les pentes de la montagne qui porte aujourd'hui son nom. Ceux qu'il instruisait ne pouvaient être chrétiens, puisque « Jésus-Christ se servit « du saint pour verser la lumière de vérité, si bien que « ceux qui l'écoutaient rendaient mille grâces à Dieu d'avoir « fait, dans la région de mort qu'ils habitaient, briller « pour eux la lumière. (1) » Peut-être les moines de Landévennec ont-ils échoué dans leurs tentatives pour pénétrer dans cette forêt, laissant à de plus aventureux qu'eux le soin d'y convertir les païens. La vie de saint Ronan s'étend sur ses démêlés avec Keban, la jeune femme de son disciple le plus cher, jalouse du saint parce qu'il a fait un moine de son mari. Elle répand partout le bruit que, chaque année, à la nouvelle lune, l'ermite se change en loup pour égorger les hommes et les moutons ; puis elle séquestre, en un coin de sa maison, une petite fille que Ronan aurait mangé dans un de ses accès de lycanthropie. Gradlon, mis au courant de l'affaire, enchaîne l'ermite et l'attache au milieu de sa cour à un poteau, lâchant contre lui deux dogues terribles d'une force extraordinaire, tout prêts à déchirer de leurs dents furieuses tout homme ou toute bête contre lesquels on les excite. L'épreuve tourne à la confusion de Keban, et Gradlon s'excuse auprès du saint (2). M. de la Borderie a parfaitement raison de voir, en cet épisode, l'un des incidents qui nous révèle la lutte du paganisme et du christianisme dans ces régions où

(1). — Vita s. Ronani, 4-5. Cette vie très proluxe et fort diffuse est publiée d'après un manuscrit du ix^e siècle, dans catal. Codd. hag. lat. bibl. Paris, I, 438-458.

(2). — Vita s. Ronani, 6 et 7.

saint Guénolé a dû se défendre contre les entreprises des fils de Cutmagl.

C'est dans cette forêt de Nemet que se trouvaient encore deux ermites que Gradlon découvrit au beau milieu d'une chasse, Primaël et Corentin (1). Les traditions de son église font de ce dernier un Breton, le fils d'un émigré, ce qui est d'autant moins impossible, que c'est bien le cas de saint Ronan venu, comme on l'a vu, de l'Aber-Ildut. De ces deux solitaires, Primaël était infirme, accablé par l'âge, tandis que Corentin, beaucoup plus jeune, jouissait d'une robuste santé. Le vieil ermite devait aller chercher de l'eau bien loin, Corentin n'avait qu'à prendre auprès de son rocher le poisson merveilleux dont la chair repoussait au fur et à mesure qu'elle était coupée. C'est ce miracle qui aurait amené Gradlon à faire de Corentin, l'ermite de Plomodiern, le premier évêque de Quimper, celui qui, « dans sa haute dignité, dans la splendeur dont « l'environnait le corps sacré du Christ, apaisait la soif « du peuple, en lui distribuant le breuvage précieux de « la foi. Il mérita d'être appelé le premier des contem-
« platifs, car, voué à la plus profonde contemplation, à « la vie la plus austère, il fallait pour le tirer du désert les « plaintes des églises. Avec soin et diligence, il les exami-
« nait, rendait aux peuples une paix solide et retournait à « la vie d'où il s'était arraché (2). » De même que pour Landévennec et saint Guénolé, Gradlon s'est efforcé d'attirer Corentin, mais s'il parvient à en faire un évêque, il ne peut l'empêcher de retourner dans ses forêts. L'érémisme est la maladie dont souffre la Cornouailles, mais c'est la faute des temps. Tous ces saints cambriens sont d'une époque où le meilleur moyen de gagner le ciel c'est encore de s'isoler du monde, de se tuer d'austérités, trop heureux d'échapper aux embûches des païens et des chrétiens. On

(1). — Alors que De Plaine croit la vie de saint Corentin du ix^e siècle (cf Soc. arch. Fin. XII, 118-53), l'abbé Duchesne, *Fastes* II, 370, l'admet avec juste raison, comme étant plus reculée.

(2). — Saint Winwal, II, 19.

peut toutefois essayer de se faire une idée des centres où l'influence de Corentin s'est tout particulièrement exercée. La zone du Finistère, où les chapelles et les statues du saint paraissent les plus abondantes, est sans contredit celle du littoral entre la partie de Penmarc'h et l'embouchure de l'Ellé, avec une seule interruption, celle de la baie de Concarneau. Le groupe de Penmarc'h, Plomeur, Pont-l'Abbé est isolée par la partie de la côte où Tudy, s'est installé vers la même époque ; puis, à l'est de l'Odet, le culte du saint reparaît à Saint-Ivy, Melgven, Pont-Aven, Riec, Moëlan, Clohars-Carnoët. A son tour, la forêt de Nemet est toute encerclée d'une foule de localités où le culte de saint Corentin s'est tout particulièrement conservé : c'est d'abord Esquibien, Pont-Croix, Beuzec-Cap-Sizun, Meilars, Pluguffan, Penhars, Kerfeunteun, Landrévarzec. Enfin, il conviendrait de tenir lieu des relations et amitiés entre saint Guénolé et saint Corentin pour expliquer la présence du culte de Corentin dans toute la vallée de l'Aulne : à Châteaulin, Pleyben, Plonévez-du-Faou, Landeleau, Poullaouen, Berrien, Scrignac, etc. Il ne restait donc de véritables lacunes que sur quelques points du littoral (1) et dans toute la région qu'arrosaient l'Isole et l'Ellé.

III. — Quelque temps après Gradlon-Mur, et pour des raisons toutes autres, Gurthiern, fils d'un petit roi de la Bretagne du nord (2), arrivait en Cornouailles. Il avait, dans

(1). — Saint Tudi, contemporain de Guénolé et de Corentin, paraît avoir joué comme ses deux autres compagnons en sainteté, le plus grand rôle dans la propagation de la foi catholique (cf. *vita s. Corentini*, 10, Soc. arch. Fin., XII, p. 132). La légende l'envoie se faire sacrer comme Corentin et Guénolé à Tours, mais il n'en revient qu'avec le titre d'abbé, qui est également celui que reçoit Guénolé. Tout ce que l'on sait de saint Tudi, c'est qu'il fonde un grand monastère, aujourd'hui Locudy, en face d'une île, où le saint paraît s'être retirée, l'île Tudy. A ajouter au culte de saint Corentin, Pouldergat.

(2). — Il semble bien plutôt qu'il soit originaire du pays de Galles et des parties septentrionales de cette contrée. La vie de saint Gurthiern, dans le cartulaire de Sainte Croix de Quimperlé, édit. L. Maître, 3-7, est un document sans valeur. Encore une fois, il n'y a à retenir que la généalogie du saint, les traditions sur sa famille et son départ, etc.

une bataille, tué son neveu, qu'il aimait à la folie, et pour se punir de ce meurtre involontaire, il se plongeait chaque nuit dans une rivière aux eaux glacées, coulant au fond d'une gorge abrupte où il s'était caché. Découvert par les gens que son père envoyait à sa recherche, il s'enfuit à la pointe de la Cornouailles anglaise et monte sur un bateau qui le dépose à l'île de Groix. Le roi Gradlon, auquel on a parlé de ses austérités, le fait bientôt venir sur le continent, lui donne, au confluent de l'Isole et de l'Ellé, le lieu d'An-Aurot et le petit plou de Bei, ce qui sera l'origine de Quimperlé. Gurthiern devient bientôt si célèbre, que le comte du Vannetais, Waroch, lui dépêche trois de ses principaux machtierns : Guedgwal, Catuoth et Codur, pour qu'il vienne débarrasser un plou des vers blancs qui l'infestent. En reconnaissance de ce service, Waroch donne à Gurthiern le canton de Vénéac, dans une enclave du Blavet, et le saint devient bientôt assez célèbre pour bâtir deux monastères, celui de Sainte-Croix à Quimperlé et un autre dans l'île de Groix. A deux lieues de Quimperlé, le prieuré de Douëlan lui était encore dédié, et les actes de l'abbaye font, au ^x^e siècle, mention d'un cimetière de Saint-Gurthiern. La renommée du saint s'étant, sans doute, propagée jusque dans son pays natal par le moyen de ces commerçants qui se rendaient du Vannetais en Cornouailles anglaise (1), la fille d'un roi de Cambrie, Brochan, sa parente, Ninnoc (2), arrive avec quatre évêques-abbés, des prêtres et des diacres. Ce serait une émigration de sept grands navires, commandés par Gwrkentelu et sa femme Guenargant, qui se serait abattue sur les bords de Laïta, dans la région de Plomeur. Ainsi se trouvait complètement évangélisée la Cornouaille dans les premières années du ^{vi}^e siècle, entre 585 et 590.

(1). — C'est sur une barque de ce genre que Gurthiern était venu.

(2). — La vie de saint Ninnoc (Boll. juin 1, 408-411) et (cartul. de Sainte-Croix, 15-27) ne date que du ^{xii}^e siècle, et n'a guère plus de valeur que celle de saint Gurthiern.

Gradlon-Mur a donc joué le plus grand rôle dans toute cette histoire, puisque nous l'avons vu faire appel à saint Gurthiern, saint Corentin, saint Guénolé, et c'est peut-être là la raison pour laquelle ce roi de Cornouailles est devenu si légendaire. Ce serait quelque chose de comparable à ce qui s'est passé pour Charlemagne, et la légende d'Is et celle de l'entrevue de la maison de Warhen (1) ne feraient que marquer la place éminente tenue par le roi Gradlon dans l'imagination populaire. La perfide Dahut ne serait-elle autre chose que la personnification du paganisme vaincue par l'entremise de saint Guénolé, et, la mission des trois saints francs : Florent, Médard et Philibert, la preuve que Gradlon « avait reçu de Dieu la force de détruire la race des païens avec le glaive du Seigneur ? ». En tout cas il est significatif que Charlemagne demande à Gradlon de soulager les Francs dans leur opprobre et leur misère en sa qualité de destructeur du paganisme et plus significatif encore que saint Corentin et saint Guénolé aient assisté à l'entrevue des ambassadeurs francs, venus pour solliciter le secours du plus chrétien de tous les rois.

Enfin, c'est à ses missionnaires que le diocèse de Cornouailles devrait sa conformation si singulière, partant de l'embouchure de la Laïta, suivant l'Elle jusqu'à sa source, coupant le Blavet au-dessus de Mellionec pour aboutir à Neuillac, Hémoustoir et atteindre les sources du Leff. A l'ouest, il ne dépasserait pas la rade de Brest, atteignant l'embouchure de l'Elorn, et au nord les Monts-d'Arrée, comprenant ainsi dans le diocèse de Quimper la plus grande partie du Finistère et des Côtes-du-Nord jusqu'au Leff, avec quelques communes du Morbihan que Gurthiern avaient obtenues de Waroch et Guénolé, de Gradlon. Tels seraient les résultats de l'œuvre entreprise, sans s'en douter, par les trois grands saints de Cornouailles sous les auspices du grand chef, venu d'outre-mer, le roi Gradlon-Mur.

(1). — Cf. de la Borderie, *Hist. de Bret.*, I, 324.

IV

Les derniers saints

Il ne faudrait cependant pas s'imaginer que les diocèses de Léon et de Quimper aient été séparés parce que les Montagnes d'Arrée semblent avoir été l'obstacle contre lequel sont venus s'arrêter les disciples de Pol et ceux de Guénolé. Au ^{vi}^e siècle, surtout à l'époque de ces formations de paroisses et d'évêchés, rien n'est fixé, tout s'enchevêtre, d'autant que les saints armoricains se déplacent volontiers et que les forêts se pénètrent les unes les autres. D'autre part, les émigrations ne sont pas encore terminées, bien que saint Colomban soit à la veille de diriger sur les bords du Rhin et dans les déserts de la Suisse les nombreux Irlandais et Gallois qui vont l'accompagner et peupler ses monastères de Luxeuil et d'Annegray. Il en résulte l'apparition de quelques retardataires, venus les uns de la Bretagne, les autres de l'Irlande, tandis que des ermites du Léon et des abbés de Cornouailles s'en vont au loin porter le renom des solitaires armoricains. Après les grands ouvriers, les saint Pol et les saint Tudual de la Domnonée ; les saint Guénolé, les saint Corentin et les saint Gurthiern de la Cornouailles, il y a place pour d'autres saints, mais les Hernin, les Herbot, les Hervé, les Ténénan n'ont pas l'ampleur et la majesté de tous ces fondateurs de lanns, de tous ces créateurs de Landévennec, de Sainte-Croix et de tant d'abbayes célèbres. Placés entre les deux séries que nous nous sommes efforcé d'établir, ils ont embrouillé l'histoire de cette évangélisation, parce qu'on ne voyait guère comment les replacer parmi cette multitude innombrable de saints, et parce que, sortis du Léon, les uns se fixaient en Cornouailles, tandis que les autres prenaient le chemin contraire.

(1) Très vieux et très fatigué, saint Pol Aurélien se fit remplacer dans les fonctions actives de l'épiscopat par des

successeurs qu'il se désigne, les choisissant parmi ses disciples et ses parents, suivant l'habitude des abbés de la Bretagne et de la Cambrie. Saint-Pol ne s'en réserve pas moins le gouvernement de ses lanns, la direction de son diocèse, mais la fatalité s'acharne après lui, tous les coadjuteurs qu'il se donne disparaissent après quelques mois d'épiscopat. C'est tout d'abord son disciple bien-aimé Johevius, saint Jaoua, puis Tighernomagl, qui n'exerce l'épiscopat que pendant un an, et Ketomeren, que Judual, le chef de la Domnonée, vient installer solennellement. Saint Paul put alors se retirer dans son grand monastère de l'île de Batz pour y mourir dans un âge très avancé, vers les années 572-573 (1). Il semble donc que les premiers évêque de Saint Pol aient été des anachorètes, sans doute parce qu'il fallait à la tête des monastères des gens capables de les administrer, et parce que la vie érémitique était la plus digne de toutes celles qu'un Breton put embrasser. C'est pour cela que, vers la fin du vi^e siècle, on arrache saint Goulven de son Péniti pour en faire un évêque du Léon, charge dont il se démit au plus vite. De peur d'être repris, il s'enfuit au plus profond de la marche gallo-franque et se cache dans le bois de la Motte-Mérioul, l'un des coins les plus sauvages du diocèse de Rennes (2).

Les vides que produisaient tous ces appels étaient au plus vite effacés par d'autres volontaires, et toujours les solitudes du Léon se peuplaient d'ermites. C'est ainsi que Ténénan ou Tinidor (3) pénètre au moment où saint

(1). — Vita s. Paul (Rev. celt., v, 19-20, p. 453).

(2). — Guillot. de Corson, Pouillé. Hist. de l'arch. de Rennes III, 517. D'après Albert Le Grand, Goulven aurait été sacré vers l'an 602, mais l'on n'est guère renseigné sur ce saint, du moins comme évêque. Son culte paraît organisé dans les environs de l'abbaye de Landévennec, à Dirinon, Hanvec, Edern, ce qui ne peut s'expliquer que par des circonstances peut-être accidentelles. Aucune tradition ne mentionne le passage du saint dans ces localités.

(3). — D'après de la Borderie (Hist. de Bret. I, 496.

Goulven était à Saint Pol, par le goulet de Brest, et que, remontant l'Elorn, il s'établit au lann Tinidor, aujourd'hui Landerneau. « C'était un désert jusqu'alors inaccessible, « inculte, tout entouré de broussailles et de fourrés » ; entre les deux forêts de Beuzit et de Talamon, peuplées d'innombrables bêtes sauvages. Bientôt, la renommée du saint s'étend au loin et tous les gens du Léon s'adressent au pieux solitaire, que l'on vient à son tour chercher dans sa forêt pour le mettre, bien malgré lui, sur le siège épiscopal de saint Pol Aurélien. Souvent, il revenait à son ermitage, s'y délassait des soucis de ce monde et repartait ensuite pour sa ville épiscopale, s'il fallait en croire ses biographe. Saint Ténénan aurait lutté contre les pratiques superstitieuses des habitants de la contrée retournés au paganisme, à la suite d'un retour offensif des Saxons (1). Cette légende, que rapporte Albert Le Grand, n'a peut-être aucun fondement historique, mais on y rattache la création de l'église de Lesquelen, près de Landerneau.

Ainsi, l'histoire du Léon, dans les derniers temps du vi^e siècle, ce n'est autre chose que le dépeuplement des ermitages au profit du siège épiscopal qu'avait autrefois illustré saint Pol Aurélien. C'est aussi la conquête de la grande forêt de Douna, dont Goueznou et sa sœur Tugdona n'avaient pénétré que la lisière la plus occidentale. Dans la seconde moitié du vi^e siècle, cette « Forêt profonde » vit arriver saint Vougay (Vochevus, Saint-Vio) qui, chassé de Penmarc'h, s'était avancé jusqu'à Lanvéoc pour remonter l'Elorn et, de là, s'arrêter non loin de Plouzévédé. C'est peut-être à la même époque que la mère de saint Hervé, Rivanone, s'était retirée dans cette forêt, non loin de l'école monastique, que saint Urfold, son parent, tenait entre Plouvien et Plabennec. Dans la paroisse actuelle de Bourg-Blanc, il existe un village de Saint-Urfol, dont le nom n'est autre chose que la forme populaire d'Urfold, avec une

(1). — Aucun texte ne mentionne de Saxons à cette époque sur les côtes franques.

chapelle sous l'invocation de ce saint et même le sarcophage (?) de cet émule des Iltud et des Budoc. Ce serait peut-être l'emplacement de cette école, à laquelle préside Hervé (1), pendant trois ans, et qu'il délaisse, comme l'avait fait son cousin Úrfold, parce qu'elle était trop fréquentée et qu'elle l'empêchait de faire son salut, tant elle lui donnait de tracas et le détournait de la vie contemplative. Avec ses disciples, le saint se dirige vers l'est, et fonde à Lanhourneau, sur les possessions d'un pauvre homme, un monastère-école non moins fameux que celui de Lann-Úrfold (2) ; c'est de là qu'il sortira plus tard pour évangéliser la grande forêt centrale qui couvrait à ce moment tout l'intérieur du département actuel des Côtes-du-Nord. Peut-être convient-il aussi d'admettre les chapelles de Saint-Hervé que l'on trouve à Lanrivoaré, à Plouguin, à l'ouest de Plabennec, comme étant dues aux voyages que le saint et quelques-uns de ses disciples ont accompli dans ces régions, que les autres ermites du Léon ne paraissent pas avoir parcourues. Le culte de saint Hervé s'est, en effet, localisé entre Saint-Renan, Ploudalmézeau, à l'ouest ; Plouescat, Plouzévé, Landivisiau, à l'est. Le reste du Finistère ne comprenant guère que les chapelles de Crozon, de Combrit et de Gourin, où le saint ne joua qu'un rôle très secondaire.

L'histoire religieuse du Léon présente ainsi ces deux traits qui paraissent s'exclure : l'affluence des solitaires au siège épiscopal et la venue continuelle de nouveaux anachorètes, il semblerait que l'on tourne dans un cercle sans fin, mais il n'en est rien, les conquêtes se poursuivent et les forêts se défrichent. La Doune n'a plus guère de ces vallées profondes, ni Goueznou, Tugdunia, Rivanone, Úrfold, Vougay où pouvaient vivre les uns près des autres, sans se douter de leur présence pourtant si rapprochée. En Cor-

(1). — Vita s. Hervei (Mém. Soc. Emul. des Côtes-du-Nord, xxix). Elle est du XII^e siècle, mais on peut se servir des traditions, dont la couleur est d'ailleurs des plus archaïques.

(2). — Vita s. Hervei, 6-19.

nouailles, il n'en est pas ainsi : le travail est toujours abondant pour qui veut s'y prêter, et de grands espaces sont encore à conquérir, ne serait-ce qu'à l'intérieur du bassin de Châteaulin.

II. — Le premier successeur de saint Guénolé, l'abbé Guenhaël, ne paraît pas avoir eu l'humeur de son prédécesseur. Sa légende (1) nous le représente comme étant l'un des moines qui ont peut-être le plus vagabondé de toute cette époque. Il aurait passé trente-quatre ans à courir toutes les îles de Bretagne et d'Irlande, ce qui est des plus invraisemblables, et ce n'est qu'après cette intervalle qu'il songe à son abbaye de Landévennec. Il veut y revenir, mais il y renonce et part, seul, ou avec cinquante disciples, dans une barque, toute pleine de livres et de reliques. Il fonde en Cornouailles trois monastères, que le biographe ne saurait nous désigner, et, du continent, le saint abbé s'en va dans l'île de Groix, y passer plusieurs années encore. Il meurt enfin dans un nouveau lann, qu'il a fondé près de l'embouchure du Blavet, et qu'il est vraisemblable de lui attribuer, car plus tard Nominoë relèvera ce sanctuaire, en rebâtissant sur le tombeau de Guenaël un très beau et très grand monastère. En réalité, Guenaël s'est contenté de passer dans la région du Blavet, laissant à d'autres le soin de diriger l'abbaye de Landévennec, qu'il trouvait sans doute, trop affairée, trop bruyante pour un véritable solitaire. Les voyages qu'on lui prête en Angleterre ne proviennent que d'une similitude de nom, saint Guenaël ayant peut-être un homonyme en Irlande et dans le pays de Galles.

L'abbaye de Landévennec ne paraît pas, à la fin du vi^e siècle, avoir joué grand rôle dans la conquête du bassin de Châteaulin. Un abbé Judul, peut-être l'un de ceux qui faisaient l'intérim du monastère pendant les absences de

(1). — La vita I a, d'après les Boll. novembre 1, serait de la fin du viii^e siècle, et la vita II a de la fin du ix^e. — Cf. sur ces voyages fantaisiques, la vie II, p. 12-14, Boll., p. 676-77.

Guenaël, essaya de reprendre les traditions de saint Guénolé. Il envoie dans la paroisse de Brasparts, Joava, que son biographe confond, sans aucun doute, avec le disciple de saint Pol, Johevius. Il en fait, en effet, le neveu de l'évêque, ce qui ne s'expliquerait guère, si l'on admet la date que nous assignons à la fondation de Landévennec et ce qui ne permet pas de supposer l'absence complète de relations entre les gens de saint Pol et ceux de saint Guénolé (1). Toujours est-il que, non loin de Brasparts, à Kerare-Rove, le « toparque » du Faou était furieux de voir tous ses voisins et, ce qui le touchait davantage, la plupart de ses colons, se convertir aux prédications de Joava. Le moine priait, menaçait au besoin, et les païens s'entendirent sur la nécessité pressante de chasser les chrétiens du canton. Un jour que Judul était aller visiter son disciple, une foule innombrable se glisse aux alentours du petit monastère, en brise les portes et pénètre dans l'oratoire, où le service divin se célébrait. Le prêtre qui était à l'autel, Thadec, est massacré de la main du « toparque », qui se réserve encore Judul et l'abat d'un coup d'épée, pendant qu'il s'enfuyait à toutes jambes. Les autres moines sont massacrés, Joava seul échappe, mais cette catastrophe ralentit le zèle des abbés de Landévennec pour l'évangélisation de cette contrée restée païenne (2).

C'est à l'initiative individuelle, et non plus à l'abbaye, qu'il convient de rapporter les succès éclatants de la région de Carhaix. Déjà les disciples de Tudual s'étaient avancés par le Guer et le cours supérieur de l'Aulne jusque dans les environs de cette ville si considérable qu'elle avait fait appeler tout ce pays le Pou-Caër. D'autre part, les

(1). — Aucune légende hagiographique ne laisse supposer que les deux saints soient entrés en relations, ce qui n'aurait pas manqué d'être, si Landévennec était antérieur à Saint-Pol de Léon. Le contraire ayant eu lieu, la chose devient toute naturelle.

(2). — Vie assez ancienne, dans Boll. mars 1, p. 138, chap. 3-4.

disciples de Guénolé s'étaient arrêtés non loin de Château-neuf, de telle sorte qu'il restait entre les deux séries d'itinéraires quelques vides à combler. C'est à saint Herbot qu'il était donné d'évangéliser cette contrée, où le paganisme s'était réfugié. Il cherche des lieux solitaires, mais on le bat au point de le laisser presque mort ; il veut élever sa petite cabane entre des rochers, on l'en chasse en lançant contre lui des chiens (1). Souvent le saint est obligé de se défendre contre les femmes, qui l'accusent d'empêcher leurs maris d'ensemencer leur champ et de faucher leurs prés. On lui dérobe ses vêtements, on lui jette des pierres, on incendie sa hutte, rien n'y fait ; l'ermite continue ses prédications, bien que les femmes courent après lui, criant comme des chiennes enragées. Saint-Herbot est l'un des saints les plus honorés du Finistère et son culte se localise tout autour de l'Aulne et de ses affluents. On rencontre ses chapelles et ses statues à Plouguer et à Carhaix, mais l'activité du saint s'est exercée non loin de Brasparts, ce qui explique la mauvaise volonté des habitants que le paganisme n'avait pas encore délaissés. A Derrien, au Huelgoat, à Loqueffret, à Collorec, à Plonévez-du-Faou, le vaillant ermite a ses statues, qui rappellent sans doute les anciens combats livrés par ce soldat du Christ. Il semble qu'il ait réussi non loin de ce Brasparts, où le « toparque » du Faou mit en fuite Joava, de même qu'il paraît avoir parcouru les régions où Ronan faillit périr des embûches de Keban. Le péril l'attirait, et c'est peut-être là ce qui explique toutes ces statues du saint si répandues au sud de l'Aulne, à Saint-Goarec, à Leuhan, à Tourch, à Briec, sans parler de Cast, de Plonévez-Porzay, de Saint-Nic et de toute la région de Douarnenez. Saint-Herbot nous paraît donc avoir joué le plus grand rôle dans toute cette partie du Finistère, et c'est lui qu'il convient, selon toutes vraisemblances, de surnommer l'apôtre de la Cornouailles centrale. C'est parce qu'il semble réussir

(1). — Bolland, juin iv, append. 23.

là où d'autres ont échoué, qu'il faut le mettre après Judul et Jaova, vers l'extrême fin du VI^e siècle (1).

Ainsi, tandis que le Léon n'avait plus que ses forêts de Douna, la Cornouailles cachait encore des païens entre les Monts-d'Arrée et les Montagnes-Noires. La lutte était depuis longtemps terminée dans les contrées des saint Pol et des saint Tudual, qu'elle ne faisait que commencer dans la Cornouailles des Guénolé et des Ronan. Entre les monastères de Quimperlé et l'évêché de Quimper, entre les petits ermitages des disciples de Tudual et de Guénolé, entre la grande abbaye de Landévennec et les nombreux lanns de saint Pol, les partisans du polythéisme ne cessaient d'être enfermés. Le cercle allait toujours se rétrécissant, malgré la résistance qui se faisait toujours de plus en plus violente. La victoire n'était cependant pas douteuse parce que les païens étaient entourés, qu'ils ne formaient qu'une petite île battue des flots toujours montants du christianisme. Et c'est sur le massacre de Brasparts, sur le martyre de saint Herbot qu'il convient d'arrêter cette histoire du christianisme, parce qu'ils en sont à la fois les pages les plus belles et les plus dramatiques.

G. GUENIN.

(1). — En même temps que saint Herbot, saint Hernin conquerrait à l'Evangile les régions situées à l'Est de Carhaix. Il se peut que sa tâche ait été facilitée par les prédications et les travaux saint Herbot, en même temps que par la douceur des habitants, dont la plupart étaient chrétiens. Un seigneur donne à saint Hernin les terres où se trouve aujourd'hui Locharn, et c'est dans la zone comprise entre Gourin, Carhaix, Rostrenen et Callac que le culte du saint s'est localisé.

Les Sites et les Monuments naturels

DES ENVIRONS DE BREST

EXTRAIT d'un rapport adressé au Préfet du Finistère par M. A. Delorme, membre de la Commission pour la conservation des plus beaux Sites du Finistère.

Les pieds baignés par l'Océan, la ville de Brest domine la grande rade. Tout autour de la cité guerrière et maritime s'étagent des collines fortement découpées par de nombreux vallons dont les ruisseaux s'écoulent dans la mer. Cependant, à droite et à gauche de l'embouchure de la Penfeld, les côtes enserrent la rade. A gauche, vers Landerneau et Châteaulin, tout est calme, bleu et riant. A droite, au contraire, tout devient de plus en plus grave, austère, immense et menaçant. Au loin, c'est l'Océan sur lequel s'ouvre le Goulet comme une porte gigantesque.

Un pareil cadre est bien fait pour contenir les sites les plus variés et les plus pittoresques.

Cette étude a pour but d'en signaler les plus remarquables.

Tout d'abord, nous désignerons le séduisant et gracieux ensemble formé par le viaduc du chemin de fer de l'Ouest, à *Kerhuon*, les collines boisées qui l'encadrent, le bassin dans lequel se reflètent ses superbes arceaux et les bois environnants.

Il serait bien dommage d'en voir dessécher l'anse et dépouiller de leurs riches frondaisons les coteaux qu'elles embellissent.

Non loin de là, au passage de *Plougastel*, se reflètent dans la mer de hauts et magnifiques rochers, semblables à d'antiques forteresses démantelées. Avec leur encadrement de bruyères et de verdure, ils constituent un ravissant paysage plein de saveur et de charme.

Dans la baie de *Bertheaume*, le rocher de ce nom, élevé de 67 mètres au-dessus de la mer, est séparé de la terre ferme, à marée haute, par un canal d'environ 50 mètres de largeur. L'ancienne forteresse de Vauban, aujourd'hui démantelée, couronne ce rocher d'une façon pittoresque qui donne un attrait tout spécial au rude et sauvage paysage dont elle se détache sur les flots.

Nous signalerons, aussi, les ruines de l'abbaye de Saint-Mathieu, à côté du phare. Ces ruines complètent d'une façon vraiment poétique le sauvage accueil qui finit, en ce point, la terre de France.

Puisque nous sommes aux sites maritimes, nous ne pouvons oublier l'anse, le château de *Dinant* et le cap la *Chèvre*, les pointes et les grottes du *Toulinguet* et la grande jetée du port de *Camaret*, que son vieux château bronzé rend si pittoresque.

Que dire du merveilleux paysage formé par les replis de l'Aulne se jetant à *Landévennec*, dans la rade de Brest, avec les ruines de l'abbaye, ses jardins, ses bois et ses rochers découpés en reliefs grandioses et fantastiques.

A l'est de Brest, nous avons à admirer l'ensemble si séduisant formé par l'église, le château, le calvaire et les bois de *Pencran*, d'où l'on découvre un des plus beaux panoramas que l'on puisse rêver.

A un autre point de vue, il serait désolant que l'on fit disparaître le peu qui reste des ruines du château de *Joyeuse Garde*, enfouies au plus profond des bois entre Landerneau et La Forest.

Du reste, la vallée de l'Elorn est fertile en ravissants paysages en sites curieux et séduisants. Nous nous bornerons à énumérer et à admirer les ruines du château de *Roch-Morvan*, dominant le petit village et la ravissante église de *La Roche-Maurice*.

Et plus au-delà, le merveilleux cadre formé de sapins, de hêtres, de chênes, de rochers, de bruyères et de vieux moulins qui entourent les ruines de la jolie chapelle de *Pont-Christ*, envahie aujourd'hui par le lierre et la mousse.

Quel contraste entre ce gracieux et riant paysage et l'aspect grandiose et sauvage de l'*Anse de Portsall* couronnée par les ruines imposantes du *Château de Trémazan*.

Dans cette région, en proie aux fureurs des vents, les bois et les arbres sont rares ; les blocs rocheux semblent sortir du sol et s'accumuler par moments en murs gigantesques, ou chercher à arrêter sur les bords de la mer les vagues déchaînées qui viennent s'y briser.

Aussi, combien paraissent gaies et superbes, les grandes avenues, les futaies verdoyantes qui encadrent, non loin de là, les ruines chères aux touristes du château de *Kergroa-dès (Rauquelaure)*, dressant majestueusement dans un site merveilleux les restes de ses splendeurs passées.

Tous ces paysages sont, nous devons le dire, en dehors des trois cantons de Brest.

Ceux-ci sont, en grande partie, couverts par les constructions de la ville et de la banlieue, et ils laissent peu de place à la vraie campagne.

Cependant, près de *Bohars*, on peut admirer la superbe position dominant la pittoresque vallée et tous les terrains environnants, sur laquelle a été bâti, de nos jours, le château de *Kerguiliau*, propriété de M. le baron Didelot.

C'est également dans cette situation superbe que s'élève, près de Guilers, la très belle propriété de *Kéroual*.

De magnifiques avenues d'arbres de diverses essences, mais où croissent, surtout, des hêtres et des chênes, entourent l'antique demeure. De toutes les belles allées qui sillonnent le parc, on jouit, dans tous les sens, de points de vue captivants.

Nous pouvons encore citer parmi les sites les plus charmants des environs de Brest, la vallée chère aux peintres et aux dessinateurs, qui, de *Pont-Cabioch* conduit au vieux manoir de *Kermerrien*.

Enfin, à la limite de la commune de *Saint-Pierre Quil-*

bignon, se trouve la baie de *Sainte-Anne du Portzic*, qui attire tant de promeneurs dans la belle saison. Cette baie est bornée au nord par un délicieux vallon, bordé de taillis, au milieu duquel serpente un ruisseau. Des falaises escarpées en ferment les deux côtés. Celle de l'est, terminée par le fort et le phare du Portzic, est dominée par un fouillis de verdure abritant l'antique manoir des Rodelles et la chapelle de Sainte-Anne.

Arrêtons-nous dans cette énumération peut-être un peu longue. Il y aurait sans doute beaucoup à y ajouter.

Sur cette pointe finale, qui termine la France à l'ouest, la nature a été prodigue de ses magnificences et de ses graces ; elle y réunit les grandioses splendeurs de l'Océan, les aspects les plus sauvages de la terre granitique fortement remuée, et les épanouissements les plus radieux d'une végétation faite de charme, de douceur et de mélancolie.

A. DE LORME.



Brest pendant la Révolution

DOCUMENTS INÉDITS

PUBLIÉS PAR

L. Esquieu & L. Delourmel

CORRESPONDANCE DE LA MUNICIPALITÉ

AVEC LES

Députés de la Sénéchaussée de Brest aux États-Généraux
et à l'Assemblée Constituante

(1789-1791)

Les députés de la Sénéchaussée de Brest aux États-Généraux de 1789, MM. Legendre et Moyot, avaient promis à leurs électeurs de les tenir au courant de tout ce qui allait se passer dans l'assemblée des trois ordres, et, par arrêté du 10 mai 1789, la municipalité avait décidé la création d'un *Bureau de correspondance*, chargé de centraliser les lettres des députés et d'y répondre.

Ce bureau, séant à l'Hôtel de Ville, était tenu chaque semaine par un officier municipal, selon le roulement du tableau de service ; six électeurs lui étaient adjoints pour la rédaction des réponses.

Les membres du Bureau de correspondance se réunissaient tous les jours de courrier, à huit heures du matin, pour la transcription, sur un registre, des lettres des députés et l'examen des nouvelles à insérer

dans un bulletin imprimé, dont le recueil fut publié depuis le 12 mai 1789, jusqu'à la clôture de l'Assemblée Nationale, sous le titre de *Bulletin de la correspondance de la députation du Tiers-Etat de la Sénéchaussée de Brest*.

L'ouverture du Bureau, de dix heures du matin à midi, et de trois heures à six heures du soir, permettait aux citoyens avides de nouvelles de prendre connaissance du Bulletin, dont un certain nombre d'exemplaires étaient remis à chaque corporation et distribués dans les campagnes.

Le registre des lettres des députés était également mis à la disposition du public qui, ainsi qu'on le verra plus loin, ne s'en contenta pas toujours et suspecta parfois et les renseignements de ses représentants et la fidélité de la municipalité à les lui transmettre.

La fermentation des esprits était extrême et tant de publications venaient ajouter au trouble, tant de bruits contradictoires circulaient !

Les lettres de Legendre ont été analysées dans « La Révolution française » (1).

Nous nous occuperons ici des réponses adressées aux députés en ne retenant de cette correspondance, inscrite sur deux gros registres des archives municipales de Brest, et qui s'étend du 8 mai 1789 au 22 mars 1791, que les passages les plus intéressants pour l'histoire de notre ville, c'est-à-dire le récit des événements régionaux et locaux et, accessoirement, les réflexions suggérées par les événements qui se déroulaient à Versailles et à Paris. Celles-ci démontrent l'état d'esprit de ceux qui assistèrent à l'éclosion de la

(1). — Correspondance de Legendre, député de la Sénéchaussée de Brest aux Etats généraux et à l'Assemblée constituante, documents inédits publiés par A. Corre et L. Delourmel. (La Révolution française, 14 décembre 1900, 14 janvier 1901).

Révolution et l'on remarquera qu'au fur et à mesure des conquêtes populaires sur l'ancien régime le ton monte, sans toutefois aller jusqu'à la frénésie qui caractérise d'autres villes.

Au reste, les députés de Brest ne cessèrent de recommander à leurs compatriotes la plus grande modération et si la Municipalité se laissa parfois gagner par la nervosité ambiante, on peut voir que généralement elle réussit à empêcher de grands malheurs.

Il est du devoir des historiens de constater que si les Bretons s'abandonnèrent plus tard au lamentable flot de cruauté qui ravagea tout le pays, ce ne fut qu'à la suite d'excitations venues de Paris. La présence de délégués sanguinaires fut néfaste à notre cité comme à tant d'autres.

ABRÉVIATIONS

BULL. — *Bulletin de la Correspondance de la Députation du Tiers-Etat de la Sénéchaussée de Brest*, imprimé à Brest, chez R. Malassis, en 1789, 1790, 1791.

CONS. GÉN. — *Procès-verbaux des séances du Conseil général de la Commune*, 1789 à 1795. Brest 1895. — 2 volumes in-8°.

CONS. MUN. — *Procès-verbaux des séances du Conseil Municipal*, de 1790 à nos jours. Publication commencée en 1894 et comprenant actuellement 8 volumes in-8°. Le premier volume contient les procès-verbaux de 1790 à 1793.

CORR. — Correspondance autographe de Le Gendre et Moyot, députés, conservée aux archives municipales de Brest. (Série LL. 46).

CORRESPONDANCE DE 1789

Les trois premières pièces inscrites sur le registre prouvent que les débuts du Bureau de Correspondance furent mouvementés : le souffle de la Liberté pénétrait partout ! Le 8 mai 1789, M. Le Guen aîné, Maire, écrivit à Le Gendre de « nous adresser, autant qu'il vous sera possible, *de préférence de droit à ma personne comme Maire* et premier officier municipal en exercice, tous les détails que vous jugerez de nature à nous intéresser ». Le 16, M. Guesnet, 1^{er} échevin, traça au-dessous de la copie de cette lettre une vive protestation à ce sujet « parce que cette recommandation est contre le vœu très sage de la municipalité, et, j'ose le dire, du public même ». La ville et communauté de Brest s'empessa de les mettre d'accord en précisant, par une délibération du même jour, que les dépêches et paquets de MM. les députés devaient être adressés à *MM. les Commissaires du Bureau de Correspondance, à l'Hôtel de Ville*. C'est à cette occasion que l'on adjoignit six électeurs à l'officier municipal de semaine.

A Messieurs Le Gendre et Moyot

20 mai 1789.

.....
Les Recteurs de l'évêché de Léon n'étaient pas actuellement à s'apercevoir de la faute qu'ils avaient faite en refusant de nommer deux députés aux Etats Généraux (1) ;

(1). — Le diocèse de Léon fut le seul des neuf de la province à s'abstenir de nommer les députés qui étaient attribués au clergé du second ordre. Quant au haut clergé, le défaut de nomination de ses députés a été général dans les neuf évêchés de Bretagne. (*Bull.* p. 2.)

ils ont bien senti, mais trop tard, qu'on ne les avait pas assemblés pour délibérer, mais pour nommer deux députés, la honte les empêchait de revenir sur leur longé, nous pensons que la nouvelle injonction qu'on leur a faite de nommer leurs députés les soulage d'un grand fardeau (1).

Nous ne connaissons pas la protestation du Parlement de Bretagne qui ne doit être sans doute qu'une copie littérale de celle du clergé et de la noblesse.

.....

29 mai 1789.

.....

Nous croyons devoir vous prévenir que l'ordre de la Cour que vous nous aviez annoncé devoir être donné aux curés de Léon de nommer ses deux députés n'est pas encore ici connu, ordre qui cependant nous aurait paru d'autant plus sage que la nomination de ces députés était le vœu général du clergé du second ordre de cet Evêché, manifesté par la nomination faite dans la première assemblée de ce clergé des électeurs dont les pouvoirs étaient bornés à choisir ces députés et qui étaient sans qualité pour délibérer sur la question de savoir si on députerait ou non.

.....

1^{er} juin 1789.

.....

Nous voyons en général avec satisfaction la contenance de la Chambre des Communes dans les débats qui ont eu lieu

(1). — Cette injonction fut faite le 10 mai. (*id.*)

jusqu'à ce jour, et nous en espérons bien pour l'avenir. Une grande question se prépare : celle de la manière de délibérer. On doit s'attendre aux plus grands efforts de la part du clergé et de la noblesse, pour perpétuer la coutume établie dans les Etats provinciaux d'opiner toujours par ordre. Mais vous sentirez combien ce mode de délibération tend à maintenir l'aristocratie, qui dès longtemps pèse sur le Tiers-Etat ; et sans doute vous vous opposerez avec toute l'énergie qui vous est connue, Messieurs, à la propagation de l'aristocratie !

MM. les curés de Léon nous paraissent tous disposés à vous aller seconder. Du moins avons-nous reconnu ces dispositions dans le clergé de Brest. Il ne s'agit donc plus que d'avoir un nouvel ordre du roi pour autoriser la députation.

Nous vous savons un gré infini de l'intention que vous nous témoignez, Messieurs, de refuser dorénavant toute invitation à manger chez les ministres (1).

.....

8 juin 1789.

.....

Nous vous adressons ci-joint les numéros 4, 5, 6 et 7 de notre Bulletin. Ce dernier vous prouvera que nous n'avons pas été indifférents sur ce qui regarde MM. les députés bre-

(1). — A la suite d'une invitation du Comte de Montmorin, chez lequel se rendirent Le Gendre, Moyot et 25 autres, « curés compris, et nous avons eu raison. M. Palasne, seul de sa députation et toute la députation de Quimper ont refusé et aussi ont eu raison. La province n'a point voulu prononcer sur cet article, et néanmoins, pour avoir encore raison, je ne me rendrai pas, ni Moyot, aux invitations des autres ministres. » (*Corr.*). — Le Gendre aurait bien dû nous dire la raison de tant de raisons. MM. les ministres auraient-ils prétendu enchaîner les députés par une trop grande affabilité et les catéchiser à la faveur de la « chaleur communicative des banquets ? »

tons dans la *Gazette de Leyde* (1). Nous le répétons : si vous n'aviez pas de M... et M... parmi vous, vous ne seriez point compromis, vous voyez que vous avez un intérêt direct à leur expulsion.

19 juin 1789.

.....

Il est malheureux que la vérification des pouvoirs ait entraîné tant de difficultés (2) et que les contestations survenues aient encore retardé la constitution des Communes (3). Nous ne croyons pas que vous ayez déjà pressenti le Bureau sur les objections faites aux députés de Rennes et de Nantes sur la régularité de leurs pouvoirs, en ce qu'ils sont subordonnés à la ratification des Etats de la province (4). Notre avis particulier serait que la majorité des pouvoirs étant purs et simples, cette restriction doit être regardée comme non avenue, ou ne pas tirer à conséquence, deux bailliages ne pouvant pas faire la loi à tous les autres.

.....

(1). — On lit dans le *Bulletin de la Correspondance* (n° 7, p. 31) : Nous avons vu, avec autant de surprise que de mécontentement, la diatribe que le gazetier de Leyde s'est permise dans le supplément de sa feuille, n° 42, en attribuant aux députés de la Bretagne l'indiscrétion de seconder toutes les motions de M. de Mirabeau et en nous imputant la prétention de former une cabale démocratique. Nous allons nous occuper des moyens de réclamation contre l'inconsidération de ce gazetier, qui a préféré de satisfaire la malignité, à la vérité et à la justice qu'il aurait dû rendre à nos procédés et à nos sentiments, par une interprétation toute différente.

(2). — L'Assemblée Nationale se divisa en 20 bureaux de 30 membres chacun pour hâter cette opération. (*Bull.* p. 45, 52.)

(3). — L'abbé Siéyès proposa d'établir sous le nom d'*Assemblée Nationale*. (*Corr.* 16 juin.) Sa motion fut adoptée le 17 juin, par 50 voix contre 90. (*Bull.* p. 60.)

(4). — Cette restriction, dans laquelle on vit l'introduction d'une sorte de *veto* provincial dans l'Assemblée, souleva de nombreuses récriminations. (*Bull.* p. 52.)

24 juin 1789 (1).

.....
Tous nos compatriotes désirent qu'il soit pris dans votre Assemblée un arrêté qui fasse connaître ceux qui désertent la bonne cause, pour faire la cour aux privilégiés (2) ; ce moyen nous paraît propre à les faire rougir, à empêcher d'autres de les imiter et à former une masse capable de résister à tous les aristocrates.
.....

17 juillet 1789.

.....
Nous vous engageons à donner beaucoup plus de liberté à vos réflexions et aux détails des faits que vous nous transmettez. Vous ne devez pas douter de notre prudence et de notre circonspection. Nous n'avons garde de vous compromettre ; nous y avons personnellement le plus grand intérêt. Du reste, nous ne vous dissimulons pas que chaque courrier apporte à Brest une infinité de nouvelles, les unes plus étranges que les autres, et qu'il ne paraît pas que la police du Gouvernement apporte le moindre obstacle à leur circulation.
.....

3 juillet 1789.

Messieurs, nous avons reçu ce matin des mains de MM. les Commissaires des jeunes citoyens de cette ville.

(1). — Le 20 juin, l'Assemblée trouvant les portes de l'Hôtel des Menus-Plaisirs consignées, se retira au Jeu de Paume de la rue Saint-François. Cet événement si important n'eut pas d'écho au Bureau de correspondance de Brest.

(2). — L'abbé Maury s'éleva contre les prétentions du Tiers-Etat, « oubliant qu'il a été et qu'il est encore dans cette classe. » (Corr. 16 juin.)

vosre Bulletin n° 17 (1) que vous avez cru devoir leur adresser directement pour les mettre à portée de devenir les premiers organes de l'intéressante nouvelle de la *Réunion des trois ordres*. Les motifs qui vous ont déterminés à prendre ce parti sont développés, de la manière la plus touchante, dans la lettre particulière qui accompagnait l'envoi de votre Bulletin. Nous ne pouvons qu'applaudir au sentiment de justice et de reconnaissance qui vous a portés à rendre cet espèce d'hommage au patriotisme que nos jeunes concitoyens ont montré dans le péril de la chose publique.

Nous aurions seulement désiré, Messieurs, que vous nous eussiez adressé, sur une feuille particulière, le *retentum* qui termine votre Bulletin et qui est relatif au projet d'amener la noblesse de Bretagne, ainsi que les deux curés de Léon, à se réunir à l'Assemblée Nationale. Les motifs qui vous ont inspiré ce projet étaient assez délicats pour exiger que cette confiance fut concentrée dans le sein de MM. les électeurs. Au reste, Messieurs, nous les convoquons pour demain pour avoir leur avis sur votre proposition. Vous recevrez par le courrier de lundi, le résultat de ce qui aura été délibéré à cet égard.

Vous recevrez également, par le même ordinaire, un compliment de félicitations de MM. les électeurs à l'Assemblée Nationale ; l'exemple des électeurs et des communes de Paris, ainsi que de quelques baillages de province nous a déterminés à manifester de la manière la plus authentique les sentiments que nous inspirent la conduite et les divers arrêtés de cette auguste Assemblée. Depuis le 17, inclusivement, vous serez priés, Messieurs, de lui faire agréer l'expression de notre admiration et de nos hommages (2).

Pour revenir aux détails contenus dans votre Bulletin, nous ne saurions vous peindre, Messieurs, toute l'allégresse qu'a répandue, ici, la nouvelle de la réunion des ordres, nous

(1). — Par lettre du 27 juin, en réponse à une adresse des Jeunes citoyens brestois.

(2). — Cette adresse à l'Assemblée Nationale, envoyée le 2 juillet, est reproduite dans le *Bulletin* n° 19, p. 113.

n'osions espérer qu'elle fut si prompte et si complète ; grâces soient à jamais rendues au noble refus des Gardes françaises ; c'est à cet incident à jamais mémorable dans nos fastes, que nous sommes peut-être uniquement redevables de cette heureuse Révolution.

Puissiez-vous avancer désormais à grands pas dans la carrière du bien public et revenir ensuite décorés du rameau civique, recevoir parmi nous le tribut de la reconnaissance la plus méritée.

8 juillet 1789.

.....
Nous vous renouvelons, Messieurs, la prière que nous vous avons déjà faite de mettre à part ce que vous pourrez avoir de particulier à nous mander, et que vous ne jugerez pas devoir être rendu public, parce que nous serons dorénavant obligés de présenter vos lettres en originaux, le plus grand nombre de ceux qui viennent en prendre lecture sur la copie transcrite sur le registre à ce destiné ne voulant pas s'y référer, persuadés qu'on cherche à les tromper lorsque nous refusons de leur montrer vos propres lettres, que nous sommes dans l'intention de leur montrer, à l'avenir, pour les satisfaire.
.....

10 juillet 1789.

.....
Nous sommes ici tourmentés comme des damnés par un public avide de nouvelles qui va jusqu'à nous soupçonner de cacher celles que vous pouvez nous envoyer (1). Dans cette position, Messieurs, pouvons-nous nous dispenser de vous instruire des murmures de nos concitoyens que nous avons

(1). — Cette avide curiosité du public était bien compréhensible : Le *Bulletin* publié à Brest avait, dans son n° 20, parlé de troubles à Paris (p. 116.)

comme vous la plus grande envie de satisfaire. Nous pouvons vous assurer, avec vérité, que nous ne vous rendons qu'une très petite part des tracasseries que nous éprouvons, et encore est-ce bien plus la nécessité que notre propre mouvement qui nous y ont déterminé.

.....
Vous savez vraisemblablement, Messieurs, que les électeurs du bas clergé de Léon s'étaient convoqués pour une seconde assemblée, dont l'objet était de nommer des députés, mais ne s'étant rassemblés qu'au nombre de six, il n'a pu être pris aucune délibération.
.....

20 juillet 1789.

Messieurs, nous avons reçu, dans la nuit du 18 au 19, la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 13. Les maux qu'elle nous trace ne sont rien auprès de ce que nous avons appris : des têtes ensanglantées, des femmes évanouies au milieu de soldats acharnés, des citoyens cherchant à satisfaire leur vengeance, voilà le seul tableau qui se présente à nous. Mais le croiriez-vous, Messieurs, ce spectacle, tout accablant qu'il est, nous a tirés d'une perplexité plus grande encore. Nous frémissions pour votre liberté ; le fruit de vos travaux s'évanouissant avec elle, des fers humiliants semblaient déjà vous menacer. Ne croyez cependant pas que nos cœurs fussent avilis par la crainte ; le danger que vous braviez avec tant de noblesse augmentait en nous l'espoir d'en partager la gloire. Tous les Bretons, tous les Français ne formant qu'une famille avaient les yeux fixés sur l'Assemblée Nationale et n'y voyaient que des pères tendres dont les vertus réclament nos secours et notre admiration.

Ce sentiment nous anime plus que jamais, Messieurs, il s'accroît en proportion de vos efforts de plus en plus nécessaires : car quelle que puisse être votre fermeté, quel que soit l'amour du monarque pour son peuple, si les troupes se retirent, vous n'aurez abattu que le plus faible de vos

ennemis : l'artifice cruel, la cabale perfide, ces hydres à mille têtes toujours renaissantes, parviendront à dénaturer vos droits, à éluder vos preuves savantes et invincibles.

Nous ne vous prions pas de redoubler d'ardeur, ce serait mettre en doute la reconnaissance de vos concitoyens, à l'instant qu'ils versent des larmes d'attendrissement; lorsque la raison aura fixé son empire à la Cour, vous volerez de victoire en victoire, la nation vous devra bientôt sa liberté et son bonheur.

Mais, Messieurs, un rayon d'espoir vient tout à coup luire à nos yeux. De ville en ville, les Maires de la province nous ont fait passer une copie où aucune signature n'est relatée. Il y est dit que le Roi s'est présenté à l'Assemblée Nationale, avec l'assurance que les troupes allaient quitter la Capitale ; que MM. Villedeuil et Barentin sont renvoyés, en un mot que les Etats-Généraux jouissent d'une satisfaction qui ne sera jamais interrompue.

Cette nouvelle flatteuse a d'abord causé une joie universelle, mais des observations turbulentes en ont aussitôt détruit les bons effets, en assurant la fausseté d'un événement si heureux et si mal prouvé

Actuellement la maison de ville est remplie de militaires et de citoyens de toutes les classes, on regarde comme fausses la séance royale et ses bienfaisants résultats, on parle de s'armer. Le corps de marine, les régiments en garnison ici et à Rennes sont impatients de frapper ; les gens de campagne proposent leurs services à l'ombre des drapeaux qu'ils se choisissent.

Vous sentez, Messieurs, que cette effervescence, toute favorable qu'elle puisse paraître, a alarmé les officiers municipaux et les électeurs. Ils s'occupent aujourd'hui de la formation d'un Conseil (1) qui puisse calmer les esprits sans détruire l'harmonie qui règne entre le soldat et le

(1). — Un « Conseil général et permanent de police et discipline » fut établi, à Brest, sur l'initiative du maire Branda et commença à fonctionner le 21 juillet 1789. Ses délibérations ont été imprimées en 1895.

bourgeois, et il est vraisemblable que cet établissement rétablira la paix.

Nous recevons à tous moments des déclarations solennelles des divers régiments ; mais nous ne prendrons sur nous d'en envoyer à Paris ou aux différentes garnisons, qu'en conséquence des avis de notre Conseil.

Nous vous..., etc.

22 juillet 1789.

Messieurs, nous avons reçu, hier, à neuf heures et demie du soir, vos trois lettres des 14, 15 et 16, elles nous ont fait d'autant plus de plaisir qu'en nous conduisant insensiblement de l'incertitude du monarque à sa résolution définitive, nous avons joui de tout le bonheur que vos efforts nous préparent. Une lettre que M. le baron d'Escot, breton, a apportée en poste (1) de notre Capitale, a comblé tous nos désirs. Elle nous apprend tout ce qui a été arrêté par le Roi, cependant vous nous rendez un service important en nous donnant vous-mêmes les détails, parce que les bourgeois et soldats réclament avec instance qu'on leur fasse au moins voir votre signature, ne croyant à aucunes nouvelles qu'à celles qui viennent de vous.

Nous vous avons dit que l'effervescence était grande à Brest ; nous vous assurons que malgré l'excellence de tous les Bulletins et l'authenticité que vos lettres leur ont donnée, les esprits sont plus que jamais montés. Le Conseil, dont les règlements vous seront communiqués, a pu seul éloigner les désordres dont nous sommes menacés. Les desseins peu couverts des militaires jettent l'alarme parmi leurs chefs qui désirent la paix. En effet, Lorient, Rennes, Nantes, ont déjà été témoins de ce dont la troupe et la jeunesse réunies sont capables. Elles ont fait prisonniers les commandants de ces garnisons, se sont emparé des châteaux et des magasins à poudre, ou du moins si ces détails ne

(1). — Envoyé des Etats-Généraux, il était parti de Paris le vendredi 17 et se présenta à l'Hôtel de Ville de Brest le 20. (*Bull.* p. 176, 182.)

sont pas vrais dans tous leurs points, il en est sur lesquels on ne peut avoir aucun doute.

Nous croyons donc, Messieurs, que l'Assemblée Nationale pourrait, devrait même prendre en considération cette affaire importante ; nous la soumettons à vos avis particuliers et nous vous prions de nous les faire passer ; seulement veuillez observer que la Bretagne est sur le point de s'armer, que les paysans proposent de se rendre dans les villes avec armes et munitions, que tous les jeunes gens et citoyens quelconques s'enrégimentent, que les militaires ne connaissent plus de discipline, qu'enfin si, ici, les coups n'ont pas été portés, il a fallu des efforts continuels auxquels on offre jour et nuit une résistance effrayante. Il est sans cesse question de communiquer avec les commandants. L'Hôtel de Ville a un corps de garde qu'il a fallu former, nous sommes comme dans une ville assiégée.

La joie devrait éclater parmi nous et nous ne dormons plus dans la crainte d'un réveil affreux. Mais, Messieurs, pourquoi sommes-nous obligés d'ajouter à vos travaux, pourquoi jetons-nous le trouble dans des cœurs qui à peine commencent à jouir ? C'est à présent, surtout, que nous apprécions l'état où les malheurs ont dû vous plonger, n'ayant pas vos pouvoirs et ne pouvant guère convaincre par la raison, nous réclamons de vous l'un et l'autre, parce qu'il résultera plus de lumière et plus d'effets.

24 juillet 1789.

Messieurs, les détails que vous nous donnez sont bien consolants pour la Nation. Ceux que nous avons à vous envoyer concernant la sénéchaussée calmeront également vos inquiétudes pour vos concitoyens de Brest.

Depuis huit jours, comme nous vous l'avons dit, l'alarme était générale et l'effervescence extrême. Un mot de plus, le carnage, l'incendie ravageaient la cité, vous nous voyez en proie à la terreur, au désordre, et, peut-être, c'était fait de la ville, si la prudence ne l'avait secourue.

Nous avons établi un Conseil général pour remédier aux

maux présents et parer aux maux plus grands encore dont nous étions menacés, vous recevrez incessamment un procès-verbal de la constitution de ce Conseil et de ses premiers règlements (1). Une milice nationale se forme parmi nous (2) et s'empare de la connaissance de tous les troubles qui surviennent pour en référer à une commission intermédiaire, qui, à son tour, en réfère au Conseil général. De là renaissent la tranquillité et le bon ordre qui en est la source.

Hier, le Conseil a jugé à propos d'envoyer la cocarde nationale aux différents chefs militaires de la ville (3). Elle a d'abord été refusée sous de spécieux prétextes, mais tendants à nous faire une déférence flatteuse ; à peine, en effet, les députations faites aux commandants ont-elles été de retour à l'Hôtel de Ville qu'ils sont venus demander la cocarde et l'arborer parmi nous. Leur présence a été accompagnée d'effusions de cœur les plus touchantes ; et on s'est juré une amitié fraternelle.

La même scène s'est renouvelée ce matin : le clergé de la ville étant venu nous complimenter et unir publiquement ses sentiments aux nôtres.

Nous avons l'honneur de vous informer que le clergé de Léon s'est assemblé récemment et qu'il ne s'y est trouvé que six électeurs ; mais nous sommes persuadés que les

(1). — Ce Conseil était formé de 100 membres dont il proclama l'inviolabilité : 19 officiers municipaux, dont 6 électeurs ; 21 autres électeurs, 51 députés des corps, communautés et corporations, 9 députés militaires, dont 4 pour les bataillons composant tant le régiment de Normandie que celui de Beauce et des 5 divisions du corps royal des canonnières-matelots. Dix comités, destinés à siéger à l'Hôtel de Ville, de 24 heures en 24 heures, jour et nuit, furent constitués, chacun d'eux étant ainsi formé : 2 officiers municipaux, 2 électeurs, 5 députés des corporations, corps, communautés, 1 militaire de terre ou de mer. (*Cons. gén.*, 1, p. 5 et 6.)

(2). — Les comédiens de Paris ayant joué un rôle important dans les événements du 14 juillet, ceux de Brest furent des premiers à demander leur enrôlement dans la milice. (*Cons. gén.*, p. 24.)

(3). — *Cons. gén.*, 23 juillet., p. 42, 43.

dispositions actuelles des esprits vont tout ramener dans le plan que vous avez en vue.

Vous connaissez notre respect et notre attachement.

28 juillet 1789.

.....
Notre dernière lettre vous a rendu compte de l'union intime qui règne entre les citoyens de toutes les classes de cette ville depuis l'heureuse nouvelle qui a tranquillisé la Nation sur le sort de ses représentants et de ses droits et des dispositions faites par le Conseil général des habitants de Brest pour célébrer un événement aussi consolant qu'inattendu ; hier, à onze heures du matin, les électeurs de campagne, réunis à l'Hôtel de Ville aux membres du Conseil, se sont rendus ensemble à Saint-Louis ; tous les corps, communautés et corporations sont arrivés successivement à la paroisse, où l'on a chanté une messe solennelle en action de grâce de vos succès inespérés. A quatre heures de l'après-midi, tout le monde s'est rendu dans le même ordre à l'église pour entendre le *Te Deum* et assister aux prières réitérées à cette occasion pour la conservation des jours précieux de notre bon Roi ; ensuite, le cortège s'est rendu sur l'esplanade du Château pour allumer le bûcher qu'on y avait préparé. Cette place était couverte d'un peuple immense : les milices ordinaires, considérablement augmentées par la réunion et le concours des anciens militaires et de nos jeunes et braves concitoyens, tous en armes, formaient le coup d'œil le plus intéressant et, en même temps, le plus imposant. Cet appareil d'une milice libre, nationale et guerrière, aurait fait trembler les partisans de la cabale aristocratique, si nous n'avions eu la précaution de les rassurer en les invitant, avant-hier, à arborer la cocarde nationale, signal d'union et de paix pour tous les citoyens (1).

Nous avons, etc.

(1). — *Cons. gén.*, 25 juillet., p. 49.

29 juillet 1789.

.....
Nous avons aussi vu, avec beaucoup de plaisir, que son Eminence le Cardinal de Rohan va être admis dans l'Assemblée et qu'alors vous serez plus à portée de traiter des intérêts de nos concitoyens, créanciers de la banque du prince Guéméné.

Il nous est arrivé, ce matin, un courrier dépêché par le Bureau de la correspondance de Nantes, relativement aux avis que vous nous avez donnés conjointement avec les autres députés de la province, sur le danger dont est menacé le port de Brest. Ces Messieurs nous offrent un corps de volontaires pour venir à notre secours à la première réquisition. Vous verrez par la réponse faite aux députés bretons que l'on prend ici toutes les précautions capables de nous mettre à l'abri de toute surprise de la part des mal intentionnés et des ennemis de l'Etat et de la Nation, et, qu'à cet égard, nous sommes à peu près rassurés (1).

Nous sommes, etc.

31 juillet 1789.

Messieurs et chers députés, nos lettres des 28 et 29 de ce mois vous auront sans doute tranquillisés sur notre situation et sur le sort de notre arsenal ; nous continuons à prendre les précautions que les circonstances prescrivent et nous comptons que le Conseil sanctionnera aujourd'hui les articles que nous lui avons présentés, tendant à accélérer les préparatifs et les dispositions urgentes pour une défense vigoureuse. L'objet de notre motion tend à faire armer de suite les batteries de la côte, à former des compagnies dans toutes les paroisses et un dépôt d'armes à Saint-Renan, pour les distribuer, à la première alerte, aux habitants des campagnes et les mettre en état de se porter en armes par-

(1). — *Cons. gén.*, 30 juillet, p. 60. Prétendu complot dénoncé par Jean-César Siviniant, greffier en chef de la marine. — Sur l'ordre du Comte d'Hector, trois bâtiments appareillèrent pour aller éclairer les côtes de Bretagne. (*Bull.*, p. 192.)

tout où leur présence sera jugée nécessaire, elle renferme plusieurs dispositions dont l'énumération serait trop longue.

.....

Nous avons reçu ce jour votre lettre du 25, par laquelle nous voyons avec peine qu'on a beaucoup exagéré le trouble, ou pour mieux dire, l'émotion momentanée qui avait été occasionnée par les nouvelles désastreuses du renvoi de M. Necker et de l'explosion de la Capitale ; depuis, nous sommes assez tranquilles, si nous en exceptons une émeute très vive, dont l'issue a été funeste à M. Le Large (1) ; le lendemain, il a pris le parti de quitter Brest et tout est tranquille ; nous espérons que le calme continuera. Le Conseil a fait imprimer et afficher plusieurs ordonnances et avis sages et vigoureux qui contiennent l'effervescence des esprits (2).

Nous vous donnerons exactement avis de tout ce qui se passera, et nous vous engageons derechef à éloigner toute espèce d'inquiétude sur les prétendus dangers qui nous menacent.

3 août 1789.

Messieurs, vous êtes actuellement instruits par le courrier extraordinaire que nous vous avons dépêché, des précautions qui ont été prises pour mettre le port de Brest à l'abri de toutes trahisons (3).

Nous vous prions, avec instance, de renouveler la demande que nous avons faite, de M. le Comte d'Estaing pour

(1). — M. Le Large avait été dénoncé par les Commissaires des Jeunes Citoyens, comme ayant, à plusieurs reprises, « tenu des propos injurieux au Tiers-Etat en général, taché, par des conseils pernicieux, de porter les chefs à des actes de violence, et calomnié, d'une manière indécente, les habitants de Brest, sans même épargner le sexe. » L'accusé se présenta au Conseil, affirma, sous serment, l'inexactitude de ces dires et fut reconduit chez lui. (*Cons. gén.*, 27 juillet, p. 58.)

(2). — Règlement de police en 29 articles ; nomination de Commissaires de quartiers. (*Cons. gén.*, 30 juillet, p. 69 et 77.)

(3). — *Cons. gén.*, 31 juillet, p. 83.

commander le port et la ville (1). En attendant une décision de l'Assemblée Nationale, nous prenons toutes les sûretés possibles, de concert avec les généraux de terre et de mer ; on a mêlé les gardes bourgeoises avec les militaires de terre et de mer, et les postes sont partout renforcés. Pour les lier davantage, nous avons exigé d'eux un serment dont vous avez ci-joint la formule et qu'ils présenteront demain (2). Il serait à désirer que l'on pût connaître les auteurs du projet infâme qui vous a inspiré, ainsi qu'à tous tant d'effroi (3). S'il nous est permis de vous donner un conseil, c'est de les dénoncer, sur le champ, au Tribunal créé par votre Assemblée pour l'instruction des crimes de lèse-nation.

Nous avons, etc.

6 août 1790.

Nous sommes par ce courrier privé de vos lettres, mais nous ne sommes pas moins tranquilles sur le sort de l'Etat,

(1). — Demande faite le 31 juillet. Le Comte d'Estaing répondit le 4 août à MM. Le Gendre et Moyot, et le 5 août au Conseil général, il déclinait fort poliment l'honneur qui lui était fait. Le Roi désigna à sa place le Comte de Thiard. (*Bull.* n° 33, p. 252.)

(2). — Voici cette formule, dont l'auteur est M. Siviniant : Nous jurons d'être fidèles au Roi et à la Nation. — Nous jurons de respecter la Religion, le Culte et ses Ministres. — Nous jurons de ne jamais porter les armes contre les Citoyens, avec lesquels, au contraire, nous déclarons contracter une union défensive et offensive contre toutes atteintes que quelque Puissance que ce soit porterait ou voudrait porter aux droits sacrés de la liberté individuelle et de la propriété. — Nous jurons que nous n'inquiéterons directement ni indirectement aucun individu, soit civil, soit militaire, de quelque rang, grade, état et condition qu'il soit, pour raison de l'union formée avant ce serment avec les Citoyens. — Nous jurons de nous soumettre aux lois, tant civiles que militaires, qui seront adoptées et sanctionnées par l'Assemblée Nationale, selon leur forme et teneur. — Nous jurons que nous défendrons, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, la puissance, la gloire et la prospérité du Roi et de la Nation.

(3). — Un complot contre le port de Brest avait été dénoncé par le Duc de Dorset, Ambassadeur d'Angleterre, à M. de la Luzerne, Ministre de la Marine, dans les premiers jours de juin. Cette affaire ne paraît avoir été qu'une mystification. (*Cons. gén.*, 6 août, p. 116.) — Levot, *Hist. de Brest*, III, p. 198.

nous faisons nos efforts pour imiter votre zèle patriotique concernant notre cité.

Nous ne devons pas vous laisser ignorer que le serment dont nous vous avons fait passer la formule par le dernier courrier a été prêté hier par tous les corps civils et militaires, il en sera dressé procès-verbal dont nous vous enverront copie aussitôt qu'il sera imprimé (1). Cette cérémonie s'est faite solennellement et loyalement, surtout par les cinq divisions du corps royal des canonniers-matelots et par leurs chefs, MM. les Comte d'Hector et Chevalier de Marigny. Nous voudrions pouvoir rendre le même témoignage de M. le Comte de Murinay, mais la vérité exige de nous de vous dire qu'il s'est prêté de très mauvaise grâce à cet acte de conciliation. Le mécontentement était général, et il est à craindre qu'on ne le force de quitter Brest (2). Il serait à désirer, Messieurs, que dans cet instant de grande effervescence, vous n'interrompiez pas d'un seul courrier votre correspondance, un seul mot de vous tranquillise et rassure beaucoup plus les esprits que toutes les lettres et nouvelles particulières. Nous ne vous dissimulons pas que pour prévenir les murmures du public et surtout de la troupe, nous avons été obligés de composer un Bulletin que nous avons puisé dans les différents papiers, journaux et gazettes que nous nous sommes procurés. Ce n'est pas un reproche que nous entendons vous faire, mais c'est la paix que nous cherchons à établir par tous les moyens possibles.

Nous sommes, etc.

7 août 1789.

Messieurs, nous n'avons reçu qu'aujourd'hui la lettre que vous nous avez adressée le 31 juillet et qui eut dû nous parvenir par le dernier courrier.

Nous vous faisons passer ci-joint une lettre du Comité

(1). — *Cons. gén.*, 31 juillet, p. 86; 4 août, p. 96; 6 août, p. 98.

(2). — *Cons. gén.*, p. 99; *id.*, p. 114. Le Conseil se contenta « de se venger par le mépris des procédés de M. de Murinay. »

en activité, qui vous charge de demander la communication du mémoire d'inculpation que les Généraux de terre ont dû présenter au ministère contre les citoyens de cette ville.

Le Comité précédent nous a aussi recommandé expressément la motion qu'ont faite, au Conseil général, MM. les militaires, au sujet de la prolongation de congé qu'on exige d'eux, après le terme de leur engagement. Ils demandent avec raison et justice à être congédiés aussitôt l'expiration de leur congé. En effet, la conduite contraire est un abus d'autorité, une infraction au traité, et, enfin, un véritable esclavage. Vous sentirez, comme nous, la justice de cette réclamation, et nous nous flattons que vous l'appuierez de tous les effets de votre zèle, soit dans l'Assemblée Nationale, soit dans les bureaux du Ministère, au cas que vous jugiez que l'affaire n'appartienne qu'au pouvoir exécutif.

Au reste, la tranquillité est parfaitement rétablie dans la ville, et nous n'avons plus à craindre d'émotion populaire.

Nous, etc.

P.-S. — Nous joignons ici un extrait de délibération du Conseil général, relatif aux soupçons élevés contre les gentilshommes bretons (1).

12 août 1789.

Messieurs et chers compatriotes, vos lettres du 5 et du 7 de ce mois ont été reçues avec la satisfaction la plus vive et la mieux sentie, l'enthousiasme patriotique a gagné tous les cœurs en apprenant les heureuses nouvelles que vous nous annoncez. Nous laissons gémir les aristocrates qui sont encore entachés de la rouille du préjugé et nous nous livrons à la joie que nous fait goûter la réunion des sentiments de l'Assemblée Nationale ; notre félicité est d'autant plus

(1). — *Cons. gén.*, 6 août, p. 116. Le bruit courait que les officiers gentilshommes bretons de Brest étaient les auteurs du complot dénoncé par l'Ambassadeur d'Angleterre.

grande que nous avons le bonheur d'avoir fourni dans notre province un digne président de cette auguste Assemblée (1).

Le choix fait des nouveaux ministres ne nous laisse aucun doute sur les dispositions bienfaisantes de notre bon Roi ; cependant, nous voyons avec surprise, que la place de Garde des Sceaux est donnée à un archevêque (2), tandis qu'il est constamment reconnu qu'elle doit toujours être occupée par un jurisconsulte ; nous eussions désiré qu'elle eût été accordée à un membre des Communes, pour confirmer l'opinion actuelle que le mérite l'emportera désormais sur la naissance.

.....

Nous nous flattons toujours que M. le Comte d'Estaing se rendra à nos instances et aux vôtres ; nous attendons avec impatience la décision du Souverain et vous remercions bien sincèrement de vos démarches (3).

Malgré le trouble et les inquiétudes irréparables des alarmes causées dans cette ville, il ne s'y passe aucuns fâcheux événements, grâce à la surveillance de nos bons citoyens, mais nous ne pouvons encore diminuer les précautions sans courir le risque de voir reproduire les dangers que nous avons courus.

La demande des sous-lieutenants de vaisseaux qui vous a été adressée par le dernier courrier nous paraît de toute justice et nous ne doutons pas qu'elle ne soit favorablement accueillie, nous n'avons pas besoin de vous les recommander.

Vous êtes invités, Messieurs, à prendre en considération

(1). — Le Chapelier, député de Rennes. Les Jeunes Citoyens de Brest s'empressèrent de lui envoyer une adresse de félicitations, le 10 août (*Bull.* n° 34, p. 258), imitant en cela le Conseil général dont l'adresse partit le même jour. (*Bull.* n° 34, p. 249.)

(2). — L'archevêque de Bordeaux.

(3). — Le Conseil n'avait pas encore reçu la lettre de Le Gendre, du 10 août, dans laquelle celui-ci disait : « Il est enfin décidé que M. le Comte d'Estaing ne peut ou ne veut pas aller à Brest. » Le Comte d'Estaing sollicitait simplement « le titre vraiment glorieux de fusilier *vétéran* dans votre bourgeoisie. » (*Bull.* n° 33, p. 254.) On verra que Brest ne se découragera pas.

la requête qui a dû vous être adressée par cet ordinaire, de la part des compliqués dans l'affaire des toiles (1), qui viennent d'être élargis provisoirement ; et à supplier S. M. d'user de clémence à leur égard.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

17 août 1789.

Messieurs, nous avons l'honneur de vous adresser une expédition en forme de la délibération que le Conseil a pris le 16 de ce mois sur la requête du sieur Samson, qui se réclame contre l'évocation de l'instance d'entre lui et les officiers de la Majorité de la place (2).

Les motifs et l'objet de cette délibération sont si recommandables par eux-mêmes, que nous croyons devoir suffire de vous les présenter pour exciter votre intérêt le plus sensible et le plus vif au succès de la réclamation.

Nous avons l'honneur, etc.

19 août 1789.

.....
Nous aurions mêlé nos applaudissements aux vôtres, si les circonstances nous avaient permis de prendre part à la

(1). — L'affaire des toiles semble avoir beaucoup préoccupé l'opinion qui était sympathique aux accusés. Voici de quoi il s'agissait : En janvier 1788, le *Bon Succès*, navire danois, était venu à la côte à Guissény. Les paysans du voisinage l'avait immédiatement pillé selon l'usage. Quantité de toiles provenant du butin avaient été vendues, et, parmi les acheteurs, figuraient quatre marchands de Brest : Claude Rollet, épicier ; Jean Bernicot, chapelier ; Jean Devaux, fripier, et Jérôme Lebon, épicier. Ils furent incarcérés au château. Leur procès, instruit à l'extraordinaire, était pendant au moment où éclata la Révolution. Bernicot avait réussi à s'évader de sa prison. Le Bureau de Correspondance revient plusieurs fois sur cette affaire. (*Cons. gén.*, 23 juillet 1789, p. 41 ; 18 février 1790, p. 348.)

(2). — *Cons. gén.*, 14 août, p. 118.

fête patriotique qui a été célébrée à Versailles (1), consacrer à jamais la mémoire de ces événements et déférer au nouveau Henri (2), le titre précieux de Restaurateur de la Liberté française.

Nous avons vu aussi, avec une satisfaction inexprimable, que le compte rendu précédemment à l'Assemblée, par M. le Comte de Clermont-Tonnerre, de l'émission du serment fédératif et national, prêté réciproquement à Brest par le Conseil général des citoyens et par les troupes de la garnison, ayant déterminé l'Assemblée à décréter une formule de ce même serment pour tous les militaires du Royaume, nous aurions lieu de penser que la ville de Brest a été la première à fournir l'exemple d'une démarche dont l'adoption a paru devoir fixer l'attention de l'auguste Assemblée ; au reste, nous ne tarderons pas à vous faire parvenir des exemplaires du récit que l'un des secrétaires du Conseil a été chargé de rédiger, pour constater les circonstances relatives à la prestation de ce serment ; nous espérons que cette lecture vous inspirera quelque intérêt et dispensera Brest d'une nouvelle prestation.

Nous avons été si occupés, ces jours derniers, qu'il nous a échappé de vous prévenir à temps des démarches faites par le clergé de Léon pour la nomination de ses deux députés.

.....
Nous sommes chargés de vous transmettre la reconnaissance du Conseil pour toutes les peines que vous vous êtes données auprès du Ministre de la Guerre, à l'effet de dé-

(1). — Le 13 août, l'Assemblée Nationale se rendit près du Roi et lui décerna le titre de : *Restaurateur de la Liberté française*, qui fut accepté. Ensuite, un *Te Deum* fut chanté en « grande musique » dans la chapelle du château. (*Bull.* n° 35, p. 267 ; *id.*, n° 36, p. 276.)

(2). — Un brave curé qui appartenait à la députation accompagnant le Roi dans son voyage à Paris le 17 juillet, trouva que le rapport dressé par cette députation manquait d'intérêt et crut devoir y ajouter : « Henri IV, deuxième du nom, a assiégé la ville de Paris, l'a prise d'emblée, le cœur à la main. » (*Bull.* n° 25, p. 180.)

couvrir s'il lui avait été adressé par nos Généraux de terre, un mémoire contre les citoyens de Brest, nous sommes charmés, plus par amour pour la paix que pour notre intérêt personnel, que les Commandants ne se soient pas portés à une démarche de cette nature (1).

Nous acceptons avec empressement votre proposition de faire constater, par écrit, que le Ministre des Guerres a donné l'ordre de faire cesser, sans délai, les motifs de plaintes militaires sur la non expédition des congés à l'expiration du terme du service (2). Nous serions bien aise de pouvoir procurer cette satisfaction à nos concitoyens, les militaires de terre et de mer de Brest.

Dieu veuille que l'exemple des gentilshommes bretons du Comité nantais soit adopté par le reste de la province, nous verrions avec le plus vif intérêt cette annonce de la réunion prochaine avec tous les membres de la Grande Famille (3).

Les officiers gentilshommes bretons de terre et de mer, en garnison à Brest, n'ont pas, en effet, adressé dans le temps leur mémoire justificatif à M. le Président de l'Assemblée Nationale, il est très présumable qu'ils répugnaient à une matière aussi délicate, avec un Président qui appartenait à l'ordre des Communes et qui avait signalé son courage patriotique dans les troubles de la province, mais, enfin, ces gentilshommes se sont expédiés et nous ont informés qu'ils ont fait partir leurs paquets par le courrier de lundi (4).

Nous sommes, etc.

(1) et (2). — *Corr.*, 19 août.

(3). — Les nobles de l'évêché de Nantes avaient rétracté leur serment de résistance prêté à Saint-Brieuc, et déclaré faire adhésion complète à tous les décrets de l'Assemblée Nationale, en réitérant leur abandon de tous privilèges. (*Bull.* n° 35, p. 267.)

(4). — Le Chapelier avait affirmé à Le Gendre qu'il n'avait reçu aucune communication de ces officiers. Ceux-ci avaient fait imprimer le 7 août, une lettre soi-disant envoyée à l'Assemblée Nationale. Dès le 5 août, le Comte d'Hector avait écrit au Ministre de la Marine pour les disculper. (*Bull.* n° 35, p. 270.)

24 août 1789.

Messieurs, nous ne devons pas vous laisser ignorer que nous venons, enfin, de former un corps de milice nationale d'environ 4.000 hommes, divisé en six bataillons, dont un de jeunes citoyens ; les officiers de Brest sont déjà reçus, ceux du côté de Recouvrance vont l'être incessamment. M. le Comte d'Estaing a été proclamé Colonel général, c'est un honneur que nous devons à son patriotisme, nous lui en donnerons avis incessamment et nous vous supplierons de joindre vos sollicitations aux nôtres pour l'engager à accepter ce témoignage de notre respect et de notre attachement pour un si digne chef (1).

La nomination des officiers a souffert de grandes difficultés par la multiplicité des prétentions, on a cru devoir choisir dans toutes les classes pour éviter les réclamations, cependant il s'en élève aujourd'hui, les uns prétendent que les places d'officiers doivent être amovibles, les autres que cela ne peut être sans nuire au bien du service et sans occasionner à chaque élection de nouveaux troubles.

Il a été présenté, au Conseil de cette ville, un mémoire de la part de ceux qui veulent l'amovibilité, on vous le fera passer incessamment, avec l'avis contraire, pour les mettre sous les yeux de l'Assemblée Nationale qui, sans doute, s'occupera des règlements nécessaires à la formation des milices bourgeoises, et, en même temps, décidera si ou non les officiers seront amovibles.

Nous avons adopté l'uniforme écarlate, parements et revers noirs, distinction que nous avons cru nécessaire *pour classer la nature de notre service*, et nous avons arrêté que les officiers porteront les épaulettes en or selon leur grade, *conformément au règlement de Paris* : la plus grande partie a déjà arboré cet uniforme du consentement

(1). — On voit que le Conseil ne s'était pas laissé décourager par le précédent refus du Comte d'Estaing. Cependant, si celui-ci eut accepté cette nouvelle offre, il se fut trouvé sous les ordres du comte de Thiard, son inférieur en grade. (Corr., 30 août.)

du Conseil de la ville. Mais nous sommes instruits que les officiers militaires des autres corps, mécontents de cet arrêté, ont formé le projet d'obtenir qu'il nous soit défendu de le porter, on nous a même dit qu'ils devaient expédier dans le jour, à l'Assemblée Nationale, un courrier extraordinaire pour obtenir d'elle une décision favorable; nous nous hâtons de vous en prévenir afin que vous en détourniez l'effet et que vous demandiez une décision (1).

Nous vous observons que cette marque de distinction est nécessaire plus à Brest qu'ailleurs, d'abord pour en imposer à l'aristocratie, et ensuite pour faire germer dans les cœurs patriotiques le désir de mériter, par leurs services, cette honorable distinction qui sera le seul prix de leur dévouement.

Quelques citoyens réclament aussi contre cet uniforme parce qu'il est trop coûteux, et proposent d'en prendre un conforme à celui de Paris, nous ne voyons pas la nécessité à ce que tout le Royaume adopte un uniforme pareil, et nous croyons même que si cela était, nécessairement les manufactures réclameraient contre, parce que cela entraînerait leur ruine.

Cependant nos officiers ne peuvent ni ne doivent abandonner l'uniforme qu'ils ont adopté que d'après la décision formelle de l'Assemblée Nationale.

.....

31 août 1789.

.....
La semaine dernière, une ligue redoutable s'était ici formée contre notre Conseil et la Municipalité ; il ne s'agissait rien moins que de casser ce Conseil et de le faire

(1). — *Cons. gén.*, 14 août, p. 120 ; 18, 22, 24, 26 août. — « Nous approuvons que vous n'ayez pas modelé votre uniforme sur celui de la milice de Paris : la singerie n'est venue que trop à la mode, et le temps est venu où chaque cité doit se gouverner par ses propres vues. » (*Corr.*, 30 août.)

remplacer par les chefs de cette cabale. Jugez, nos chers amis, entre les mains de qui aurait été la sûreté publique. A une assemblée très nombreuse, tenue aux Carmes par ces gens, il fut fait des motions les plus incendiaires les unes que les autres ; enfin, nous avons été assez heureux pour déconcerter cette cabale, nous joignons ici un imprimé qui vous fera connaître le sort qu'elle a éprouvé, et par le premier courrier vous recevrez un imprimé d'un décret relatif à toutes assemblées, cabales, etc., rendu de suite par le Conseil (1).

Hier, le serment national ordonné par le Roi, a été prêté en la présence du Conseil par MM. les militaires de terre et de mer, nous avons été partout comblés d'égards, de politesse, d'honneur, en un mot, le chef de terre a réparé ses premiers torts (2).

Si nous n'avons pas eu l'honneur de répondre à M. le Comte d'Estaing, c'est pour avoir en même temps l'occasion de lui donner un nouveau témoignage de notre estime particulière pour ses vertus militaires et son zèle patriotique, et le prier d'accepter la place de Colonel général dans notre Milice nationale. Avant de lui faire cette prière, nous avons cru devoir attendre que le corps des officiers de cette milice fut formé, ce qui n'a eu lieu qu'hier. Notre lettre à ce Général sera aujourd'hui mise à la poste.

Nous devons vous faire part qu'après avoir créé en faveur de M. le Comte d'Estaing la place de Colonel général, nous avons reçu la lettre du Conseil général de Rennes, qui, nous annonçant avoir déclaré M. le Marquis de la Fayette pour le Commandant général de leur Milice nationale, nous témoignait le désir que nous prissions ainsi que les autres villes de la province le même parti ; vous ne doutez pas combien nous eussions désiré pouvoir nous rendre au vœu de MM. les Rennais, mais d'après ce qui avait eu lieu la chose était impossible.

.....

(1). — *Cons. gén.*, 28 août, p. 136. — *Bull.* n° 40, p. 314.

(2). — *Cons. gén.*, 28 août, p. 139. — *Bull.* n° 39, p. 306.

Sans date, mais vers le 10 septembre 1789.

Messieurs, nous avons vu avec peine, par la lettre dont vous nous avez honorés le 1^{er} de ce mois, que l'Assemblée Nationale a été menacée d'une insurrection populaire ; cependant, le parti des nobles continuant à remuer, il n'est pas étonnant que le peuple s'agite, dans la crainte de redevenir esclave. Mais il est à désirer qu'il ne sévisse jamais contre ses ennemis reconnus, que par le ministère des lois.

L'effervescence du Palais-Royal s'étant répandue dans les provinces, avec l'alarme qui l'a causée, notre ville a ressenti l'un et l'autre, nous attendons avec grande impatience la solution de la question que vous traitez maintenant, c'est-à-dire celle de la sanction royale. Vous trouverez le résultat de nos réflexions à cet égard dans notre adhésion à l'arrêté de Rennes. Cette adhésion exprime le vœu, non seulement des citoyens de Brest, mais encore de tous les Bretons en général (1). Nous attendons plus impatiemment encore le grand œuvre de la Constitution, ce doit être, en effet, la charte de notre liberté, tout ce qui précède ne ressemble qu'à des conférences préliminaires.

Il n'a pas été possible, jusqu'à présent, de vous adresser le mémoire que vous demandez, relativement aux compliqués dans l'affaire des toiles, il faut préalablement voir la procédure, et M. de Coatiogan, qui a promis de la communiquer, n'a point encore eu le temps de remplir cet engagement (2).

.....

M. le Comte de Thiard est arrivé ici hier ; on dit qu'il se propose de n'y rester que jusqu'au 17. Nous ignorons encore quelles sont ses dispositions à l'égard des citoyens.

Nous sommes, etc.

(1). — *Cons. gén.*, 6 septembre, p. 147. — *Bull.* n° 42, p. 330.

(2). — M. Lunven de Coatiogan, Procureur du Roi à l'Amirauté, était le magistrat qui avait requis les poursuites.

Du 10 au 12 septembre 1789.

.....
 Vos réflexions sur l'arrêté de Rennes diffèrent beaucoup des nôtres, comme vous l'avez pu voir par notre envoi du 10. Nous ne pouvons vous dissimuler qu'elles ont été peu goûtées des personnes qui ont assisté à la lecture de votre lettre, et le Comité ne laissait pas d'être nombreux quoiqu'il fut déjà minuit et plus, tant on était inquiet du résultat des délibérations sur la sanction royale ! Il s'en faut bien qu'encore aujourd'hui le calme soit rétabli et vous rendrez un signalé service à la Sénéchaussée en lui faisant connaître, le plus tôt possible, la détermination de l'Assemblée Nationale. Nous sommes étonnés du silence que vous gardez sur ce qui s'est passé dans la Chambre des provinces à la réception de l'arrêté de Rennes et nous aurions désiré l'apprendre autrement que par le Bulletin de cette Capitale. Nous vous demandons en toute grâce d'appuyer surtout contre le *veto* absolu (1).
.....

Nous vous avons annoncé, par le dernier courrier, l'arrivée de M. le Comte de Thiard ici (2) : le Conseil s'empressa de lui faire visite et l'alla même attendre chez le Comte d'Hector à la descente de voiture. Cette honnêteté, ainsi que celle d'envoyer l'élite de la jeunesse au-devant de lui à Landerneau, paraissent avoir été médiocrement senties du Commandant de la province, qui n'a rendu sa visite au Conseil qu'au bout de quatre jours. Encore semble-t-il n'y avoir été déterminé par des insinuations secrètes à la suite de murmures populaires. Le ton qu'il eut dans l'assemblée ne fut rien moins que celui qu'on attendait de lui. Il s'exprima constamment avec hauteur, parla dédaigneusement des officiers de la Milice nationale de Brest et finit par insulter le Conseil en lui demandant : Ce qu'il avait donc fait depuis son établissement.

(1). — *Bull.* n° 42, 43, 44.

(2). — *Cons. gén.*, 9 septembre, p. 155, 157.

On désirait avoir des pièces de campagne pour exercer les canonniers de la Milice nationale, il a constamment refusé (1) et même par écrit, comme vous le verrez, à la demande ci-jointe. Il a renvoyé au Ministre de la Guerre ou à l'Assemblée Nationale et peut-être va-t-il faire en sorte que l'un comme l'autre recours soit inutile. Dans cette crainte, nous vous prions, Messieurs, d'être nos appuis auprès des représentants de la Nation et de répondre pour nous du bon usage de l'artillerie demandée. Vous sentirez que quatre pièces de campagne seraient insuffisantes pour des gens mal intentionnés dans un arsenal aussi garni que celui de Brest. Vous vous rappellerez, en outre, combien sagement la Municipalité a usé des moyens de force qui lui ont été accordés jusqu'à ce jour.

On mande que la Normandie et le Maine sont approvisionnés de sel pour trois ou quatre ans au moins, et que dans la seule ville de Fougères il descend chaque jour trois à quatre mille Normands ou Manceaux qui, avec chevaux et charrettes, s'en retournent chargés de ladite denrée, sans payer aucun droit, les commis n'osant se présenter.

.....

Nous n'avons pas reçu les remerciements que vous annoncez de la part de M. d'Estaing. La Milice nationale fait bénir ses drapeaux dimanche et prête serment de fidélité (2).

.....

14 septembre 1789.

La sanction royale, selon notre manière de voir, ne peut être que l'adhésion ou l'attache de Sa Majesté à vos décrets,

(1). — *Cons. gén.*, 9 septembre, p. 157.

(2). — La bénédiction fut faite en l'église Saint-Louis, le 13 septembre, par M. Floch, recteur de Brest, qui prononça un discours reproduit dans le *Bulletin* n° 45, p. 350. La lettre suivante décrit la cérémonie.

et son *veto* doit être absolument rejeté, si nous ne voulons pas redevenir esclaves (1).

.....

La députation ou apparition des généreuses citoyennes de Paris dans votre auguste Assemblée, et l'offrande qu'elles lui ont faite, nous remplit d'admiration; elle est bien capable d'élever l'âme et d'inspirer le désir de les imiter (2). On a fait, hier, la bénédiction de nos drapeaux avec toute la pompe et la dignité qu'exige une aussi belle cérémonie, qui était effectivement de la plus grande beauté pour la bonne tenue de notre Milice et l'ordre que nos Officiers-Majors y avaient mis. A la sortie de l'église, les drapeaux ont été portés et escortés chacun par un détachement de leur bataillon respectif, sur l'esplanade du Château où la troupe, rangée en bataille sur quatre faces les attendaient. Le Conseil s'y est rendu et le serment, dont la formule était de jurer de bien et fidèlement servir pour la défense de nos concitoyens, pour le maintien de la paix et contre tous les perturbateurs du repos public, a été prêté

Nous vous adressons un exemplaire des adresses des dames et demoiselles de Brest qui ont rempli la souscription patriotique pour le paiement des drapeaux et l'habillement des tambours de la Milice nationale, ainsi que le discours de M. le recteur, lors de la bénédiction des drapeaux (3).

(1). — Le Gendre était d'un avis tout différent de celui de la municipalité de Brest. Il écrivait le 13 septembre : « Nous disons que si l'arrêté de Rennes du 2, tel qu'il est conçu et les adhésions qu'il a obtenues sont le vœu général de tous les Bretons, il ne reste d'autre parti à prendre en Bretagne que de révoquer toutes les députations, d'assembler les Etats particuliers et d'y concerter la Constitution bretonne. Nous n'oserions pas étendre nos regards sur l'avenir que cette séparation préparerait, mais c'est la perspective effrayante qui s'offre à la suite d'un mouvement. »

(2). — On les imita, en effet, comme on le verra plus loin.

(3).. — *Bull.* n° 45, p. 349, 350. La Milice nationale de Brest était composée d'environ 4.500 hommes « dont une très grande partie s'est distinguée dans la dernière guerre, soit dans les troupes

Il nous revient de tous côtés que l'on se prépare à faire partir les deux régiments de Beauce et de Normandie qui sont en garnison ici. Nous sommes trop attachés les uns aux autres pour nous séparer dans ce moment-ci et nous vous prions instamment de veiller à ce que ces ordres ne soient point donnés. Nous pensons même que l'on ne doit changer dans le Royaume aucun régiment sans le consentement de l'Assemblée Nationale et des Municipalités des places dans lesquelles ils sont en garnison.

Nous vous envoyons par ce même courrier six exemplaires des doléances des maîtres et autres canonniers des classes du département de Brest, en faveur desquels nous vous demandons vos bons offices.

16 septembre 1789.

Nous avons l'honneur de vous faire passer six exem-

réglées de terre et de mer, soit sur les vaisseaux et les corsaires. Les compagnies de grenadiers ne le cèdent à aucune de celles des régiments de France. » (*Loc. cit.*)

Les jeunes citoyens brestois remercièrent ainsi les jeunes citoyennes du drapeau dont elles leur avaient fait présent :

Quoi ! vos mains qui jamais n'ont donné que des chaînes,
Vos mains... les mains de la beauté,
Nous offrent en ce jour, aimables Citoyennes,
Le Drapeau de la Liberté !
Ah ! recevez, objets charmants
Avec la plus grande indulgence
La plus positive assurance
De nos justes remerciements :
Oui, ce don précieux, de votre bienveillance,
Cet aveu de vos sentiments,
A fait naître dans tous nos rangs,
Respect, amour, reconnaissance.
Loin de nous, à jamais, la fatale pensée
D'illustrer notre nom par de cruels combats ;
Mais, si dans sa rage insensée,
L'ennemi nous forçait d'affronter le trépas,
Alors nous envierions l'heureuse destinée,
De vaincre sous vos yeux ou mourir en soldats !

Cette pièce est signée : *Un fusilier de la 5^e C^{ie} du bataillon des Jeunes Gens.* (*Bull.* n° 47, p. 365.)

Le *Bulletin* publia également d'autres pièces sur le même sujet.

Le 3 décembre, la souscription fut réglée : le drapeau des Jeunes Citoyens coûtait 131 livres 10 sols. Cette somme répartie au marc la livre sur chaque « souscrivante » mettait le montant de sa quote-part à 12 sols. (*Bull.*, p. 662.)

plaires de notre décret concernant la votation d'un don gratuit et notre adresse à l'Assemblée Nationale à laquelle nous vous prions de la présenter (1).

21 septembre 1789.

.....
Nous vous faisons passer..... 12 exemplaires du règlement de notre Conseil, concernant le don gratuit et patriotique qu'il a voté par délibération du 9 de ce mois, pour subvenir au besoin pressant de l'Etat. Vous vous chargerez, sans doute, avec plaisir, de présenter cet arrêté à l'auguste Assemblée, et de faire valoir de tout votre zèle ce témoignage authentique de notre confiance en ses travaux et de notre dévouement à la chose publique (2).
.....

Nous ne pouvons vous dire encore quelle sera l'opinion du Conseil, relativement au refus que vous avez fait de

(1). — *Cons. gén.*, 9 septembre, p. 148. — Le 17 septembre, une lettre signée : *Une femme de la classe ordinaire de la ville et sénéchaussée de Brest*, parvint au Conseil avec une boîte contenant divers bijoux. L'anonyme disait agir « à l'imitation de nos vertueuses Citoyennes de Paris », et exprimait l'espoir d'être imitée à son tour. Un membre du Comité, poète audacieux, écrivit cet impromptu :

Qui que tu sois, adorable inconnue
Toi dont nous admirons la générosité,
Bienfaisante Divinité,
Tu fuis, en vain, la gloire qui t'est due :
Je vois ton nom voler à l'immortalité.
Ah ! pour te rendre un juste hommage,
Que ne suis-je doué d'un sublime talent ;
De l'admiration je t'offrirais le gage,
L'esprit applaudirait, le cœur serait content.
Mais si celui que j'offre en un si doux moment,
N'est pas du Dieu des Vers le séduisant langage,
A ton cœur généreux il plaira davantage :
C'est le tribut du sentiment.

(*Bull.* n° 47, p. 362.)

(2). — La présentation fut faite le 2 octobre à l'Assemblée. Le Gendre écrivait à cette date : « L'Assemblée Nationale a accueilli avec satisfaction, ce règlement de nos concitoyens qui était bien fait pour provoquer à l'admiration générale. » (*Corr.* n° 64.)

mettre sur le Bureau notre arrêté d'adhésion à celui de Rennes, touchant le *veto* royal.

Nous pensons en notre particulier que l'improbation qu'a excitée l'arrêté de Rennes n'était pas un motif pour ne pas faire valoir le nôtre. C'eut été, au contraire, prêter une nouvelle force à ce premier arrêté et il y eut peut-être de la délicatesse à braver les murmures pour voler généreusement au secours des bons citoyens de notre Capitale dont les principes sont certainement avoués par le droit public. Nous croyons, d'ailleurs, qu'un député ne peut jamais encourir aucun blâme lorsqu'il n'est que l'interprète du vœu de ses commettants (2).

Permettez-nous de rappeler à votre souvenir la malheureuse affaire des toiles, vous en connaissez assez les détails pour être en état de rédiger vous-même le mémoire à présenter à M. le Garde des Sceaux pour obtenir des lettres d'abolition, nous ne pouvons faire ce mémoire que sur la vue des charges et informations et nous n'avons pas encore pu parvenir à voir la procédure.

Le sieur Samson nous invite à vous prier de voir le Ministre de la Justice pour la dernière fois et s'il se refuse à retirer et annuler l'arrêt d'invocation surpris dans son affaire, à intéresser sur le champ l'Assemblée Nationale, conformément au vœu qu'en a déjà manifesté le Conseil.

.....

25 septembre 1789.

.....

Nous avons encore à l'arrivée du courrier, un concours prodigieux de monde à l'Hôtel de Ville. Les terribles visites annoncées par M. Geny Darcy ont répandu l'alarme dans

(1). — Plusieurs villes et communes de Bretagne avaient adhéré à l'arrêté de Rennes contre le droit de *veto* royal. Le *Gen-dre* défendit toujours, en termes très dignes, l'indépendance d'opinion des députés qui ne devaient, en tous cas, se préoccuper que du sentiment de la majorité des électeurs. (*Corr.*)

toutes les classes et surtout parmi ceux qui sont à la solde du Roi.

Les mauvaises nouvelles nuisent au don gratuit. Les souscriptions viennent très lentement. Il y a eu à cette occasion des mouvements au bagne. Les forçats ont eu aussi la prétention de souscrire. Vous avez ci-joint leur adresse au Comité en activité à ce sujet : il a fallu leur promettre que leur vœu serait présenté à l'Assemblée Nationale (1).

Nous n'avons reçu aucune lettre de M. le Comte d'Estaing (2).

Nous vous remercions des soins que vous vous êtes donnés pour arrêter et faire surseoir la procédure criminelle concernant l'affaire des toiles (3). Ce sursis est très favorable aux accusés et nous paraît préférable à des lettres d'abolition.

.....

28 septembre 1789.

Messieurs, les nouvelles plus satisfaisantes que vous avez bien voulu nous donner les 21 et 22 de ce mois ont un

(1). — « Nous n'avons reçu qu'hier vos deux lettres ensemble, des 25 et 26 septembre. Nous mettons sous les yeux de l'Assemblée Nationale la résolution louable des forçats, dont il aurait convenu de nous procurer l'adresse par original. Nous ne doutons pas qu'elle ne soit touchée des intentions vertueuses de ces victimes que la loi a privées de la vie civile, mais peut-être, par ce motif, se bornera-t-elle à leur accorder le tribut mérité de son admiration. » (*Corr.*, 3 octobre. — *Bull.* n° 56, p. 433.)

(2). — Ecrite le 22 septembre, elle n'était sans doute pas encore parvenue à Brest : « Messieurs, agréez l'hommage de mes remerciements et de mon acceptation ; le titre de fusilier vétéran aurait suffi pour m'honorer ; je le sollicitais comme une récompense, vous m'avez accordé une grâce, j'en sens tout le prix. Elu chef de la Milice nationale de Brest et de Versailles, j'ai l'honneur d'avoir reçu une grande marque de confiance de la part de deux villes qui contiennent tout ce que la Nation a de plus précieux, etc. (*Bull.* n° 51, p. 395.)

(3). — Un des points sur lesquels on s'appuyait pour obtenir la suspension de cette affaire était la restitution en nature ou en valeur d'une partie des objets indûment possédés par les inculpés.

peu ralenti l'effervescence qui règne dans les esprits ; nous ne vous dissimulerons point que nous appréhendions beaucoup d'en recevoir de mauvaises, car peut-être les têtes exaltées se seraient livrées au désordre.

Nous avons reçu, avec votre paquet, celui de M. le Comte d'Estaing et nous avons remis la lettre du Ministre y contenue à M. Ganot qui nous a dit être tout disposé à délivrer les canons accordés. Nous vous faisons nos sincères remerciements des soins et embarras que vous avez pris pour cet objet (1).

M. le Comte de Thiard s'était déjà porté, mais après les plus pressantes sollicitations, à nous délivrer deux canons ; (2) il doit partir incessamment, on fixe l'époque de son départ à demain ; le public désire que ce soit plus tôt que plus tard, car il est généralement mal vu ici.

Le don patriotique commence à prendre faveur depuis votre dernière lettre ; les précédentes nouvelles qui avaient affligé les bons citoyens avaient paru suspendre leur ardeur (3).

Nous avons l'honneur d'être, etc.

30 septembre 1789.

.....
Nous ne pouvons rien vous dire, aujourd'hui, sur la demande du Ministre des Finances tendant à l'impôt de la quatrième partie des revenus du Royaume, le Conseil géné-

(1). — Voir lettre précédente. Avec l'autorisation du Roi et sur l'ordre du Comte de La Tour du Pin, M. Ganot, directeur de l'artillerie de Brest fit délivrer quatre pièces de canon du calibre de quatre. (*Bull.* n° 51, p. 395.)

(2). — Deux pièces, l'une de douze, l'autre de seize, avaient été montées sur le parapet du rempart de Recouvrance pour l'instruction des canonniers bourgeois. (*Cons. gén.*, 12 septembre, p. 160.)

(3). — Le montant des souscriptions, tant celles réalisées que non encore réalisées était, du 21 au 30 septembre, de 21.719 liv. 3 s. 10 den. (*Bull.* n° 52, p. 406.)

ral est convoqué pour demain matin... (1). Nous présumons bien que cette demande de M. Necker souffrira difficultés tant que la Constitution sera interminée. Elle fera d'ailleurs beaucoup de tort au don gratuit dont les souscriptions sont ouvertes.

Vous avez sans doute vu MM. Branda et Rivoal qui sont actuellement à Paris, nous n'avons pas encore eu de leurs nouvelles depuis leur départ.

Nous sommes sincèrement affectés de l'indisposition de M. Le Gendre et désirons qu'il se rétablisse promptement.

5 octobre 1789.

Messieurs et chers députés, nous étions dans la plus vive inquiétude sur l'état de la santé de M. Le Gendre qu'un gros rhume avait obligé de passer quelques jours de congé à la campagne. Votre lettre du 29 du mois dernier nous a rassurés, et les détails très étendus auxquels M. Le Gendre s'est livré ne laissent pas douter qu'il ne se soit bien trouvé d'avoir, pour quelques jours, échangé l'air méphitique de la salle de l'Assemblée contre l'air vierge des prairies.

Cette lettre était attendue avec une impatience difficile à exprimer, nous avions déjà un pressentiment que le plan de M. de Necker avait été adopté de confiance par l'Assemblée Nationale, votre lettre nous en a pleinement convaincus (2). Le public qui était ici préparé à ce grand événement en a appris la confirmation avec résignation et nous osons même dire avec disposition à s'y conformer sans trouble ni convulsion.

.....

(1). — *Cons. gén.*, 1^{er} octobre, p. 171. Le Conseil déclara qu'il n'y avait lieu à délibérer et chargea le Bureau de Correspondance de faire observer au surplus à MM. Le Gendre et Moyot, que l'Assemblée Nationale ayant décrété illégaux les mandats impératifs, la défense de Brest de délibérer sur l'impôt avant la Constitution était sans effet.

(2). — *Corr.*, 1 et 2 octobre.

Les souscriptions patriotiques continuent, mais elles se font de loin en loin. Nous avons aujourd'hui, tant en espèces qu'en soumissions exigibles, une valeur environ de 25.000 livres à la disposition de l'Assemblée ; nous concevons bien que le décret du 26 septembre pourra ralentir la ferveur de nos souscripteurs. Cependant, nous sommes déterminés à adresser aux campagnes de la Sénéchaussée des exemplaires en langue bretonne de la motion de Kérilis et de l'arrêté du Conseil du mois dernier.

.....

7 octobre 1789.

.....

Vous recevrez, avec la présente, une lettre de M. Collot-Berranger, votre ami. Le Bureau de Correspondance ne peut que joindre ses sollicitations à celle de ce bon citoyen pour le succès de la réclamation dont il s'est chargé au nom des créanciers de la maison de Guéméné (1).

.....

9 octobre 1789.

.....

Nous réunissons en ce moment toutes nos réflexions sur le banquet de Versailles (2), nous le regardons comme

(1). — Le Bureau de Correspondance apprit un jour, avec satisfaction, que le cardinal de Rohan avait été élu député. MM. Le Gendre et Moyot pourraient ainsi le joindre facilement et obtenir satisfaction pour un certain nombre de leurs électeurs... Cette affaire durait encore en 1792. Voir Levot : *Hist. de Brest*, III, p. 374.

(2). — « Un repas de corps a été donné par les Gardes du Roi, jeudi, où, après une abondante vinaison, on a sacrifié tous les sentiments du patriotisme. On a fait entendre les cris échauffés de : *Vive le C. d'A.*, etc. On avait successivement projeté, hier et avant-hier, de venir répéter ce scandale dans nos séances » (*Corr.*, 3 et 5 octobre. — *Bull.* n^{os} 56 et 57, p. 433 et 439.) Paris intervint et alors se déroulèrent les événements qui aboutirent au départ du Roi pour la Capitale, le 7 octobre, et à la translation de l'Assemblée Nationale.

une orgie de conjurés ; et beaucoup de détails qui nous ont été transmis par des lettres particulières nous confirment dans cette idée. Nos appréhensions se réveillent et deviennent plus vives d'après l'expérience du passé. Nous vous prions instamment de recueillir tous les renseignements possibles sur les suites de cette coalition aristocratique et de nous les envoyer sans délais, pour pouvoir nous conduire avec connaissance de cause. Nous sentons bien que l'hydre de l'aristocratie n'est pas entièrement détruite et qu'il en reste encore quelques têtes jusque dans le sein de l'Assemblée et dans les Conseils du Roi. Nous croyons beaucoup que les Saint-Priest, les La Tour du Pin et un grand nombre d'autres sont infestés du venin du monstre.

L'arrivée clandestine du régiment de Flandre à Versailles et les réformes nombreuses qui se font en ce moment parmi les soldats des divers régiments des garnisons nous paraissent autant de manœuvres dirigées contre la Liberté naissante et encore mal assurée. Nous vous prions surtout de prendre ces réformes dans la plus sérieuse considération. Elles dépouillent sans motifs et, qui pis est, avec des circonstances diffamantes, une infinité d'hommes du seul état qui les faisait subsister, ces malheureux dépourvus de toutes ressources peuvent devenir autant d'instruments voués à l'aveugle fureur des aristocrates.

.....

12 octobre 1789.

.....

Les malheurs que vous annoncez sont grands, sans doute, mais ils pouvaient avoir des suites bien plus fâcheuses encore. Quand les aristocrates cesseront-ils donc de machiner contre la Patrie ? Heureusement jusqu'ici leurs menées sourdes ont tourné contre eux et ils ont été les victimes de leurs conjurations, mais indépendamment de ceux qui ont trouvé dans la mêlée la peine due à leurs forfaits, en y

perdant la vie (1), pourquoi ne pas punir légalement, comme criminels de lèse-Nation tous ceux qui ont participé à l'horrible complot qui menaçait l'Assemblée Nationale ! Il faut des exemples pour arrêter les méchants et la Nation ne sera jamais tranquille que lorsque l'on l'aura purgée des monstres qui la désolent et qui en méditent la ruine. Que doivent devenir les gardes du corps et les officiers du régiment de Flandre à jamais deshonorés aux yeux de la Nation ? Ils iront sans doute en pays étranger traîner leur malheureuse existence, puisse leur sort dévoué à l'infamie effrayer ceux qui avaient encore envie de les imiter.

On nous assure qu'il se fait des réformes de toutes les troupes de France, on les effectue à Brest, en ce moment, dans le corps royal des canonniers-matelots de la Marine. Quelle est l'utilité présente de cette réforme ? Serait-ce l'économie ? Que ne jette-t-on plutôt les yeux sur la liste nombreuse des officiers généraux, maréchaux de camp, etc., etc., qui n'ont jamais rendu et qui ne rendront jamais aucuns services à l'Etat ; ne serait-ce pas plutôt un projet médité pour faire beaucoup de malheureux afin de fomenter le désordre ; n'y verrait-on pas les derniers efforts de l'aristocratie expirante. En effet, quel temps choisit-on pour ces réformes ; l'hiver, saison sans ressources et pendant laquelle on ne peut voyager. Et qui, pour le plus souvent, réforme-t-on ? Celui sans état qui a besoin du service et qu'on réduit au désespoir en lui ôtant le seul moyen qu'il avait de vivre honnêtement. On refuse au contraire le congé, même en payant, à ceux qui ont des professions, dont les bras seraient rendus à l'agriculture et aux autres arts. N'est-ce donc pas à l'Assemblée Nationale de statuer sur les réformes, comme sur l'augmentation de l'armée ?

On a voulu aussi réduire nos ouvriers du port à trois jours par semaine, notre Intendant s'y oppose, et cela fait

(1). — Sept Gardes du Corps furent égorgés presque sous les yeux du Roi, alors qu'ils se rendaient à discrétion. (*Corr.*, 6 octobre. — *Bull.* n° 57. p. 443.) Le Gendre ajoute que quatorze gardes périrent.

honneur à son cœur ; il serait affreux d'ôter à tant de malheureux pères de famille qui travaillent à 20 ou 30 sols par jour, pendant que ceux qui veulent les priver de leur subsistance ont des appointements énormes, et dont la plupart ne font rien.

.....
Les grenadiers nationaux réunis de Brest et de Recouvrance donnèrent, hier, un repas de corps aux grenadiers de Beauce et de Normandie et à deux hommes de chaque compagnie de la Marine. Mais ce repas avait un tout autre but que celui de Versailles.

Nos grenadiers reçurent, vendredi dernier, pour leur capitaine honoraire, M. Rhedon de Beaupréau, qui parut en être flatté.

Nous craignons que la disette des grains ne se fasse aussi bientôt sentir à Brest. Les Vivres de la Marine n'en ont plus pour le service courant que jusqu'à la fin du mois. Le sieur Durant, qui en est le directeur, n'attend qu'une seule cargaison et encore craint-il que les mauvais temps n'aient détournés la destination du navire ; ses commettants le chargent de s'en approvisionner le plus qu'il pourra dans nos environs : d'où peut provenir cet embarras de circulation de cette denrée de première nécessité ? Les Anglais, qui ont répugné de se prêter ouvertement à la destruction de notre port, n'agiraient-ils pas sourdement avec nos autres ennemis pour une plus grande entreprise, le bouleversement du Royaume, en sacrifiant des millions pour y mettre la famine ? Cette réflexion que vous avez faite, sans doute, mérite l'attention des Etats-Généraux.

Afin de prévenir le manque absolu de blé aux services de la Marine, le Conseil général de cette ville a député douze de ses membres pour aller dans les campagnes voisines se procurer le grain suffisant pour pourvoir aux premiers besoins (1).

(1). — *Cons. gén.*, 11 octobre, p. 183 et suivantes.

14 octobre 1789.

.....
Nous vous avons marqué, dans notre dernière, qu'on avait eu l'intention de réduire les ouvriers du port à trois jours par semaine, il paraît qu'on ne suivra pas cette marche, on a préféré celle d'en congédier une partie ; on en a renvoyé, hier, 100 ou 150. Il serait bien à désirer que le Comité qui s'occupera du département de la Marine prenne en considération l'état de ces pauvres ouvriers qu'on occupe en été et qu'on renvoie l'hiver. Si on retranchait également sur les appointements de ceux qui ordonnent ces congédiements, ils seraient sûrement plus sensibles sur le sort de ces malheureux.

Quant aux réformes dans la Marine, on s'est pris d'une manière extraordinaire pour les effectuer : on offre des congés à ceux dont on a envie de se défaire, et, rendus chez eux, on leur enverra des congés absolus tels quels.

.....

16 octobre 1789.

.....
Nous avons éprouvé, hier et aujourd'hui matin, une effervescence parmi les citoyens qui pouvait avoir des suites fâcheuses et qui, heureusement, s'est terminée mieux que nous osions l'attendre. Avant-hier, entre sept et huit heures du soir, un officier de Marine sortit de la Comédie entre les deux pièces ; au détour de la rampe qu'il voulait descendre, il rencontra deux bourgeois, dont un tambour de la Milice Nationale ; ce dernier, ayant la pipe à la bouche, se détourna pour regarder l'officier, qui, se croyant offensé par la curiosité de cet homme et peut-être par l'odeur de la fumée de tabac, lui décocha un soufflet. Ce tambour aurait probablement riposté : mais cet officier ouvrant sa redingote laissa voir une croix de Saint-Louis, que le tambour, ancien militaire, respecta, pensant, comme il l'avait tant de fois éprouvé dans la troupe, qu'il n'avait aucune réclamation à faire.

Malheureusement pour cet officier, deux autres citoyens avaient vu de loin l'affaire et obligèrent le tambour à en faire sa plainte au Comité en activité. Cette déposition fut reçue, mais l'officier était toujours inconnu ; à force de recherches on découvrit que c'était M. de Menou, fils nous croyons, du Commandant du Château de Nantes. Sur le champ, députation vers M. le Comte d'Hector qui avoua qu'on lui en avait fait le rapport et promit satisfaction. Le Comité se serait probablement contenté de la détention de cet officier à l'*Amiral*, cette satisfaction ne parut pas satisfaisante au public : on voulait des excuses. En conséquence, nouvelle députation vers M. le Comte d'Hector qui promit de lui en faire faire le lendemain. Cette seconde réponse parut échappatoire et l'on présuma qu'elle tendait à faire évader l'officier pour terminer par là l'affaire. Le soir, au déclin du jour, nombre de bourgeois armés s'attroupèrent et demandaient qu'on s'assurât dès l'instant de M. Menou. Lors, M. le Comte d'Hector s'expédia et envoya M. de Marigny, à la tête de quelques jeunes citoyens, chercher M. Menou, en rade, où il s'était réfugié, pour le conduire à l'*Amiral*. Dès qu'on sut qu'il y était, chacun se retira tranquillement chez soi.

Ce matin, le Conseil général s'étant assemblé à la Chapelle de la Congrégation, M. de Marigny, seul, est allé à l'*Amiral* prendre notre prisonnier et l'a conduit, en passant par la grille du bagne, devant le Conseil, escorté cependant par un détachement de la Milice nationale pour écarter la populace. Rendu devant ce tribunal, il a voulu articuler quelques mots de défense. — Vous avez tort, Monsieur, lui a dit M. de Marigny. Abattu par cette apostrophe, il a convenu de tout et a fait des excuses au tambour. Ces excuses ont été écrites et il les a signées. Cela fait, M. de Marigny a embrassé le tambour. Alors tout le monde a paru content et il est retourné par où il était venu, il a été plus exposé, à son retour, au ressentiment de la multitude, mais heureusement il n'est rien arrivé de fâcheux.

Le Conseil, avant de se séparer, a envoyé informer

M. d'Hector de la manière dont le tout s'était passé. Ce Général a dit à la députation : Le Conseil est satisfait, Messieurs, le public paraît l'être, mais le corps de la Marine ne l'est pas, j'ai, en conséquence, donné ordre qu'on reconduise M. de Menou à l'*Amiral* (1).

19 octobre 1789.

Messieurs, nous avons reçu, hier matin, votre chère lettre du 12 ; nous voyons avec douleur que des considérations particulières, des appréhensions pusillanimes et, sans doute, des intentions malfaisantes retardent les travaux de la Constitution, de même que ceux relatifs à la finance. L'aliénation des biens ecclésiastiques tendrait, il est vrai, à consolider cette dernière, mais la situation de l'Etat semble exiger un ordre de choses que personne ne devrait interrompre, et, d'ailleurs, si l'emploi et la distribution des biens de l'Eglise appartiennent à la Nation, combien cette vérité n'éprouvera-t-elle pas d'entraves ? S'il était un motif qui pût faire diversion, ce serait l'organisation des assemblées provinciales et municipales. En effet, celles-ci ont plus que jamais besoin d'un règlement décisif, en proie aux efforts d'un peuple impatient, elles éprouvent, chaque jour, les maux qu'enfante l'anarchie, et attendent, comme un don du ciel, le jour où leurs décrets seront respectés.

Ce désir de tous les membres du Conseil peut être étayé

(1). — *Cons. gén.*, 15 octobre, p. 194. — L'affaire de M. de Menou, major de vaisseau, eut un écho à Paris. Un journal de la Capitale, les *Révolutions de Paris*, inséra dans son numéro 16, une lettre datée de Brest, 28 octobre, qui « portait non seulement l'empreinte de la malignité et de l'imposture, mais même tendait à flétrir injustement cet officier, à donner une idée désavantageuse du caractère des habitants de Brest et à compromettre la justice du Conseil. » Celui-ci protesta vigoureusement contre l'importance d'insulte à la Nation donnée à un simple incident réglé à la satisfaction des parties. (*Cons. gén.*, 16 novembre, p. 23. — *Bull.*, p. 569 et suiv.

Au moment de l'« incident », on lui trouvait plus de gravité...

d'un exemple frappant ; le détail est dans la lettre précédente (1).

Il paraît que les députés de la Sénéchaussée de Saint-Brieuc sont de retour. Lamballe a fait un arrêté qu'il nous a fait passer, dans lequel il désapprouve cette démarche, en demandant qu'on remplace ces Messieurs et que désormais l'Assemblée Nationale s'oppose à un départ aussi inattendu de ses membres. Nous pensons que le Conseil de Brest approuvera leur arrêté, car il n'est pas un de nous qui ne fut pénétré de douleur, si les députés, sur qui tout le monde a la plus entière confiance, revenaient chez eux à l'instant où on s'y attendrait le moins.

Nous sommes depuis quelque temps dans la crise la plus affreuse relativement aux grains. Les Vivres en manquent absolument, et les troupes et les ouvriers du port et les forçats sont sur le point de manquer de pain ; heureusement que le Directeur des Vivres s'est adressé au Conseil qui a député dix de ses membres pour faire des approvisionnements à quinze et vingt lieues à la ronde (2). Ces Messieurs, partis depuis quelques jours, ont eu des succès et ont déjà versé dans les magasins du port de quoi subvenir aux besoins de quelque temps. Nous vous faisons cette observation désagréable, parce que les régisseurs de la compagnie des Vivres ont mis dans cet approvisionnement une négligence, une inertie qui ont paru suspectes à tous les Brestoï ; bien plus, cette disette a singulièrement fait augmenter le blé qui s'est payé 21 livres à Brest et 30 livres à Gouesnou, et il serait bien avantageux que ces régisseurs

(1). — « Autant nous avons de satisfaction d'apprendre que vous ayez réprimé le procédé violent de M. de Menou, autant nous voyons avec sollicitude que le peuple ait exigé de porter la réparation trop loin. Nous n'avons pas besoin de vous faire part de nos réflexions, elles portent sur des raisons locales que vous avez très bien appréciées. De la modération et de la prudence, nous vous en supplions, le salut public en dépend et tous nos efforts doivent se diriger vers l'ordre. » (*Corr.*, 25 octobre.)

(2). — *Cons. gén.*, 11 octobre, p. 183 ; 13 octobre, p. 189, 190 ; 15 octobre, p. 193, 195, etc.

fussent réprimandés de manière à ce qu'ils eussent, à l'avenir, plus de surveillance et de bonne volonté. Il est inouï que le port soit sans blé et encore plus affreux que ce soit dans ce moment.

Nous avons, etc.

21 octobre 1789.

Le temps et la circonstance ne permettant pas de transcrire la lettre en entier, nous nous contentons d'en rapporter un précis :

Accusé la réception de sa lettre par ce courrier et lui annoncé les troubles de Tréguier et Lannion et le départ de ce jour de notre petite armée combinée (1).

26 octobre 1789.

.....
M. Gillard a dû vous mander ce que nos députés, pour un achat de grains ont été sur le point d'éprouver à Lannion, le départ de notre petite armée pour cette ville et l'intention où l'on était d'arrêter M. Cadiou, alloué (2), et quelques bandits furieux. Nous recevrons, aujourd'hui, le détail de ce qui s'est passé à l'arrivée de la troupe qui a séjourné à Morlaix. Ce dernier endroit, Landerneau, Pontrieux, La Roche-Derrien et Lesneven, ont encore fourni des détachements qui ont formé un compte de 1960 hommes. Il est bon de vous dire, Messieurs, que la Municipalité et la Commune de Lannion avaient député vers nous deux citoyens honnêtes qui se présentèrent au Comité à l'instant du départ des troupes et que le procès-verbal de ces deux assemblées, en convenant du traitement affreux qu'avaient essuyé (3) MM. Demontreux, Guilhem, Berranger, Lehir,

(1). — *Cons. gén.*, 20 octobre, p. 196.

(2). — Le sieur Cadiou, alloué de la juridiction, était connu à Lannion sous le nom de *Président du Peuple*.

(3). — Les députés furent, paraît-il, victimes de voies de fait et furent obligés, sous « menaces de mort infâme et cruelle », de signer une déclaration d'abandon du blé acheté par eux, au bénéfice de Lannion.

Bernard et Chevalier, demandaient des secours en faveur des braves gens et surtout de M. de Rivoulan que la populace menaçait hautement ; ainsi nos troupes, prises dans tous les corps en garnison ici devenaient doublement utiles à Lannion. Aussi y ont-elles été grandement accueillies. La Municipalité, habillée de noir, est allée presque dans la grand'route et a complimenté nos députés, du nombre desquels était M. Le Bronsort, qui a répondu, l'armée étant derrière. La Milice de Lannion s'est réunie à cette ambassade et l'on a bientôt été convaincu que la canaille avait intimidé les bons Lannionnais qui s'étaient cachés tandis qu'on maltraitait nos Messieurs, obligés d'abandonner treize charrettes de blé.

Après cette cérémonie, la troupe a été logée et le Conseil de Lannion s'est assemblé. Mais M. Cadiou, qui n'avait pas craint d'accompagner la députation, était déjà entre les mains de nos soldats et cachait l'énormité de sa conduite sous le prétexte que la fureur du peuple devait la rendre moins coupable. Il a dit que, frémissant à la vue du danger que nos Messieurs couraient, il n'avait trouvé d'autres moyens de les soustraire qu'en leur faisant signer un acte d'abandon. Cependant on l'a conduit chez lui et on lui a donné une garde de quarante hommes, commandée par un officier.

On a aussi arrêté quatre ou cinq autres personnes, parmi lesquelles on doit remarquer un boucher, qui, lors de l'émeute, ne cessait d'aiguiser son couteau avec lequel il menaçait de près nos chers compatriotes ; et c'est vraisemblablement d'après divers interrogatoires et comparutions que M. Cadiou et ses agents seront ou emmenés à Brest ou laissés paisibles à Lannion. Dans toute cette affaire, ce qui nous paraît très difficile à résoudre, c'est de savoir qui payera les frais de notre expédition militaire.

Le vœu général est que ce soit Lannion, mais beaucoup opinent pour que les biens de M. Cadiou soient responsables du tout. Quoi qu'il en soit, cette détermination sera subordonnée aux preuves, et il paraît qu'à cela près des prisonniers dont le sort est incertain, tout se passera avec beau-

coup d'aménité. L'armée sera à Morlaix mardi prochain et nous la recevrons probablement vendredi.

Il semble, du reste, que toutes les municipalités d'alentour aient approuvé notre démarche, car toutes ont proposé de joindre des troupes aux nôtres ; on est même forcé d'envoyer à Landerneau pour faire retourner cinquante hommes du régiment de Rouergue et un corps de milice que Quimperlé a détachés pour la même opération (1). M. le Comte de Moynier, seul, nous a témoigné des inquiétudes et a mis en question si nous étions autorisés à réclamer des troupes pour une expédition en dehors de la Sénéchaussée. Mais M. Desandrouin, Commandant du Génie, et en qui nous avons beaucoup de confiance, a trouvé la décision du Conseil fort sage et c'est vraiment une consolation pour tous. D'ailleurs, la disette est plus effrayante à Brest que dans tout autre endroit (2), et il fallait mettre un terme à des actes d'autant plus violents que l'Assemblée Nationale n'a rien négligé pour les détruire.

Nous laissons à votre prudence, Messieurs, ou d'informer l'Assemblée de tous ces faits, ou d'attendre pour cela que le procès-verbal imprimé vous soit parvenu.

Nous vous observons seulement que les Ministres et M. de Thiard ont été instruits par nos chefs militaires et qu'il serait peut-être utile d'arrêter leurs plaintes si elles existent. Nous ajoutons, pour que vous ne soyez pas surpris, que notre armée était accompagnée des quatre pièces que vous nous avez fait obtenir. Au reste, cette résolution a déjà produit son effet, puisque le peuple de Daoulas, où un de nos députés, pour le même objet, a été menacé et frappé, vient de faire savoir que les blés achetés seront délivrés dès qu'une personne connue se présentera pour les faire partir (3)

(1). — *Cons. gén.*, 25 octobre, p. 209.

(2). — L'Intendant de Rochefort fit offrir, à Brest, le 23 octobre, de lui céder des grains dont il s'était assuré dès le mois de juillet, dans les évêchés de Tréguier et de Léon. (*Cons. gén.*, 25 octobre, p. 211.)

(3). — *Cons. gén.*, 24 octobre, p. 206 ; 31 octobre, p. 217.

Puisse, Messieurs, vous prouver cette catastrophe désagréable et coûteuse, combien les régisseurs des Vivres de la Marine sont blâmables et vous engager à les citer au tribunal de la Nation (1). Les registres du Directeur, examinés depuis l'époque de juillet dernier jusqu'à ce jour, prouvent bien qu'il leur a souvent fait part de sa situation ; mais toutes leurs réponses sont celles de gens qui se sont peu inquiétés du malheur qui pouvait nous arriver, et il semble qu'ils aient oublié que leurs magasins doivent toujours être approvisionnés pour les vaisseaux de guerre. Bien plus, M. Lambert, leur commissionnaire à La Roche-Derrien leur a mandé vingt fois que les approvisionnement étaient urgents, sans avoir pu obtenir de réponse.

Puisse aussi vous prouver la même catastrophe quelles suites fâcheuses a entraînées le mandement de l'Evêque de Tréguier, il est certain que dans tous les autres Evêchés, nos députés ont été bien reçus et secourus, tandis qu'à Tréguier et environs, Monseigneur s'est fait un parti qui jette tous les bons citoyens dans une alternative cruelle (2). Il ne fallait rien moins qu'un corps de troupes nombreux pour protéger le transport du grain qui est acheté dans cet arrondissement et qui doit nécessairement passer par Lannion et Tréguier.

28 (?) octobre 1789.

.....
L'opinion que l'Assemblée Nationale a conçue du mandement de l'Evêque de Tréguier a semé la joie parmi tous nos concitoyens (3), mais elle sera bien plus vive si le Châ-

(1). — « Nous ferons, dès demain, les plus vives représentations au Ministre, contre l'engourdissement et la lenteur affectés des approvisionnements du munitionnaire. » (*Corr.*, 25 octobre.)

(2). — Le mandement de l'évêque de Tréguier avait déjà attiré l'attention de l'Assemblée Nationale qui s'en occupa pendant que Le Gendre et Moyot étaient allés à Paris pour choisir un logement. (*Corr.*, 16 et 20 octobre.)

(3). — La *Correspondance* de Le Gendre est malheureusement muette à ce sujet, nous avons déjà dit que les députés de Brest étaient absents lors de la discussion.

telet ajoute à la lettre circulaire du Président une punition directe et immédiate. Ce prélat, réellement, semait du désordre dans son diocèse et ses effets pèsent encore sur nous.

Lannion, d'abord effrayée par nos troupes, a trouvé dans leur modération des moyens de refus au remboursement de toutes les dépenses que l'insurrection de son peuple a occasionné. Cependant, les députés de ces Municipalités circonvoisines qui avaient fait partie des détachements sont réunis à Lannion, et, après de longues discussions, ont fait un arrêté envoyé ici et dont voici la substance :

1° Approbation des démarches faites par le Conseil de Brest ;

2° Payement des frais de l'armée par le Gouvernement et demandé à l'Assemblée par les Députés des Municipalités présentes ;

3° Eloge de la conduite des Députés de Brest qui accompagnent l'armée ;

4° Retraite des troupes, après l'approbation du Conseil de Brest ;

5° Dénonciation, par la Municipalité de Lannion, au Lieutenant-Prévôt de Saint-Brieuc, des coupables, fauteurs et instigateurs, etc. ;

6° Confédération avec la Municipalité de Lannion et les autres de la province, représentées dans cette ville par leurs députés.

A peine cet arrêté est-il parvenu ici, que le Conseil s'est assemblé et a arrêté :

1° Que la Municipalité de Lannion serait sommée de payer provisoirement les frais de l'armée, sauf à elle de recourir vers qui de droit, entre autres vers les biens des coupables ;

2° Qu'en cas de refus, la Municipalité de Brest protestera contre et en informera l'Assemblée Nationale ;

3° Qu'on retirera les troupes.

Ce dernier article a souffert beaucoup de difficultés et n'a passé qu'à la pluralité de 29 voix contre 30. Nos troupes sont donc encore à Lannion et ne pourront guère en partir

que vendredi, parce que le courrier (M. Gillard) qui portera ce décret ne partira que ce soir et n'arrivera dans cette ville que demain soir.

Dans toutes les circonstances, de quels frais sera chargé celui qui payera ? Sera-ce au prix de l'étape du soldat en route, ou en raison des dépenses extraordinaires qu'une milice nationale a dû faire ? Vous voyez, Messieurs, que notre résolution nécessitée par le besoin et favorable aux décrets de l'Assemblée Nationale, devient malgré cela une source de débats dont vous êtes priés de vous pénétrer, parce que, sans tarder, vous recevrez les décrets et procès-verbaux concernant l'affaire de Lannion.

Vous recevrez aussi le décret de notre Conseil contre les régisseurs des Vivres de la Marine, à la tête desquels paraît être M. Doumer. Dans notre opinion, ce serait vraiment à ces Messieurs de payer tout ce qui est relatif à l'affaire de Lannion.

Ce décret que vous serez autorisés à présenter à l'Assemblée Nationale, donnera toute l'étendue possible à cette disposition ; quant au sujet premier concernant Lannion, veuillez vous rappeler que la Commune et la Municipalité de cette ville nous ont envoyé des Députés chargés de pouvoirs et réclamant des secours militaires (1).

Prière à nos Députés en faveur du sieur Joubert, fils d'un vitrier de Paris, afin que ce dernier annule la lettre de cachet en vertu de laquelle ce jeune homme a été arrêté (2).

(1). — Des députés de Lannion avaient demandé, à Brest, 1.200 fusils pour mettre les côtes du pays à l'abri des incursions des habitants de Jersey et de Guernesey, ces îles étant « actuellement peuplées d'une foule de gens sans aveu émigrés de France. » Ils sollicitaient également l'envoi de quelques canoniers habiles pour servir les pièces dont la ville était munie. (*Cons. gén.*, 4 août, p. 97.)

Les fusils demandés furent accordés par M. de Murinay. (*Cons. gén.*, 14 août, p. 120.)

(2). — Les lettres de cachet avaient été supprimées le 23 juin, dans la séance de l'Assemblée tenue en présence du Roi. (*Bull.*, p. 76, 86 et 460.)

30 octobre 1789.

.....
Avec quel plaisir n'avons-nous pas vu que l'Assemblée Nationale allait enfin s'occuper avec constance de l'organisation des assemblées municipales ! C'est réellement le travail le plus important ; celui sans doute qui rétablira l'ordre et le calme dans tout le Royaume. Nous pensons même que dès qu'il sera fini, et que l'exécution aura lieu, la loi martiale deviendra absolument nulle.
.....

Le décret contre les régisseurs des Vivres desquels vous avez entrevu la conduite coupable, vous mettra peut-être à même d'agir contre eux avec plus d'efficacité et nous attendons le retour de notre armée pour y mettre la dernière main. Cette armée part aujourd'hui de Lannion, les blés viennent avec assez d'abondance et sans obstacle, mais les frais qu'un envoi assez considérable de troupes a nécessités nous laisse dans une incertitude accablante. Le Conseil tient toujours à ce que Lannion y soit forcé. Lannion refuse de payer. Nos forces ne peuvent cependant pas agir sans détruire la haute idée que la modération brestoise a dû faire naître dans toutes les provinces. Ce sera donc à l'Assemblée Nationale à décider... Nous vous répétons, au reste, que si Lannion parvient à anéantir nos prétentions fondées, le vœu général de nos concitoyens est que les régisseurs des Vivres supportent le fardeau des démarches faites pour eux et que leur blâmable ou criminelle inertie a rendus indispensables.

Vous nous aviez annoncé une lettre de M. le Garde des Sceaux à M. Coatigou, à l'effet de cesser toute poursuite contre les détenus pour l'affaire des toiles, avec assurance que le Domaine en payerait les frais. Le chef de la Justice a seulement marqué aux juges de l'Amirauté de suspendre cette poursuite, et quoi que ce dernier ait été invité à écrire pour réaliser sur tant de malheureux les bienfaits que vous aviez sollicités et annoncés, il n'est parvenu aucune réponse. Vous êtes donc priés, Messieurs, de déterminer le Garde

des Sceaux à une décision si favorablement conçue et si mal exécutée.

.....
On demande si, en vertu de la loi martiale, nous devons faire faire un drapeau rouge (1).
.....

2 novembre 1789.

.....
Notre petite armée est arrivée ici, hier, de Lannion, en bon état ; elle a rapporté des témoignages honorables de sa bonne conduite et comportement dans les villes de Lannion, Tréguier et autres où elle a passé (2).

Cette expédition a eu l'approbation générale de toutes les municipalités de la province qui avaient fait partir de gros détachements de Milice nationale pour renforcer la nôtre, on les a fait rétrograder, celle de Brest s'étant trouvée plus que suffisante pour rétablir l'ordre dans le pays ; une seule chose nous embarrasse, c'est le paiement des frais de route que Brest ne peut ni ne doit faire et que Lannion est également dans l'impuissance de rembourser ; cette expédition ayant été nécessitée par la négligence ou la mauvaise intention de la régie des Vivres, il paraîtrait juste que cette régie ou le Gouvernement en fissent les frais.

L'arrivée des deux bâtiments chargés de grains que l'on attendait depuis longtemps, joint aux achats que nous avons

(1). — Lors de tout attroupement on devait déclarer que la force publique allait être employée pour le disperser : « ART. II. — Cette déclaration se fera en exposant à la principale fenêtre de la Maison de Ville, et en portant dans toutes les rues et carrefours un drapeau rouge ; et, en même temps, les officiers municipaux requerront les chefs de la garde nationale, des troupes réglées et de la maréchaussée, de prêter main-forte.

« ART. III. — Au signal du drapeau rouge, tous attroupements, avec ou sans armes, deviennent criminels et doivent être dissipés par la force. » (Loi martiale in *Bull.*, p. 492.)

(2). — *Cons. gén.*, 1^{er} novembre, p. 221. — *Bull.*, p. 544.

fait faire dans les environs assurent au moins pour trois
mois de subsistance dans les magasins des vivres.

.....

4 novembre 1789.

.....

La loi martiale que quelques-uns ont regardée comme
pouvant avoir de dangereuses conséquences nous paraît,
au contraire, de la plus grande nécessité pour ramener
l'ordre, le calme et détruire radicalement et sans retour
tous les restes de cabale aristocratique.

Nous pensons comme vous et Messieurs les Députés de
Lannion, qu'il serait injuste que les honnêtes citoyens de
cette ville, qui ont même couru des risques pour leur vie,
payassent les frais de l'envoi des troupes, occasionné par
quelques êtres méprisables de ce canton ; sans doute que si
M. Cadiou est reconnu coupable, comme il le paraît, ce doit
être à lui, s'il est en état, à subir cette punition en payant
la dépense ; mais comme le mandement de M. l'Evêque de
Tréguier a eu la plus grande influence et la plus grande
part à l'attroupement séditieux des villes de Lannion et de
Tréguier, nous pensons qu'il serait de toute équité que
Mgr. l'Evêque, qui a le moyen, contribuât pour la plus
grande partie à cette dépense et que cette vengeance de
l'Assemblée Nationale serait un acte de justice (1).

(1). — « Nous sommes dans la plus grande satisfaction d'ap-
prendre que vous ayez mis les Lannionnais à la raison, sans coup
férir. Votre démarche, jusque-là, est sûre de l'approbation de
l'Assemblée Nationale, quoique opposée aux décrets qu'elle a
rendus pour le rétablissement de l'ordre. C'est ici un cas extra-
ordinaire où le besoin particulier d'une grande ville et l'intérêt
général du Royaume, liés ensemble, exigeaient de sortir des me-
sures ordinaires et de se livrer à un effort exemplaire. Mais nous
désirerions que les coupables arrêtés n'aient pas été conduits aux
prisons de Brest. Cela aurait l'air d'une conquête personnelle et
prendrait le caractère d'une violence qui n'aurait su s'arrêter
à aucune réflexion. La détention à Morlaix serait fortement de
notre avis et nous serons empressés d'en recevoir les actes et

6 novembre 1789.

.....
Nous attendons tous avec impatience la décision si importante des biens ecclésiastiques, que toute la Nation verrait avec peine leur être dévolus, on craint même qu'en gagnant du temps ils ne cherchent à capter des suffrages.
.....

Nous nous sommes trouvés dans la nécessité d'envoyer à Daoulas 50 hommes de notre Milice nationale avec deux gardes de la prévôté de la Marine, pour favoriser l'embarquement des grains que nous avons fait acheter pour les Vivres de la Marine, dans les environs ; embarquement auquel les habitants de Daoulas mettaient opposition, laquelle opposition a été levée sans difficulté à l'arrivée de notre détachement qui était accompagné d'un membre de notre Conseil (1).
.....

9 novembre 1789.

.....
Nous avons appris avec la plus vive satisfaction que la grande question des biens ecclésiastiques est enfin terminée et que la Nation a eu le courage de rentrer dans ses droits (2). Nous craignons les pieuses ruses du clergé et qu'il ne fasse mouvoir des ressorts cachés pour éluder la sanction royale et surtout pour arrêter dans l'exécution

procès-verbaux pour dénoncer le tout à l'Assemblée, en impliquant dans cette affaire les Régisseurs des vivres de la Marine.

« Les députés de Lannion crient, à l'avance, qu'il ne serait pas juste que leurs familles et les honnêtes gens qui ont craint pour eux-mêmes l'effet du soulèvement de la canaille, entrent dans la contribution pour l'indemnité des frais considérables de l'expédition militaire. Sur qui donc frapperait cette indemnité autre que le sieur Cadiou s'il est trouvé coupable ? Nous n'osons encore prononcer sur cette difficulté, nous verrons par la nature des circonstances s'il ne serait pas possible de faire payer cette dépense par le Gouvernement. » (*Corr.*, 30 octobre.)

(1). — *Cons. gén.*, 31 octobre, p. 217.

(2) — Lettres de M. de Villette, in *Bull.*, p. 547 et 548.

l'effet du décret de l'Assemblée Nationale, nous espérons que les représentants de la Nation s'opposeront efficacement aux manœuvres que nous avons à craindre de la part du peuple calotin.

.....
Lorsqu'il sera question de la nouvelle organisation des tribunaux, vous n'oublierez pas de solliciter pour Brest un Présidial et un Consulat.

Nous ne pourrons vous envoyer que par le courrier de vendredi les procès-verbaux et l'état de dépense relatifs à l'affaire de Lannion, ces pièces ne pourront être expédiées plus tôt par la lenteur des fournisseurs et des étapiers à nous délivrer leurs comptes.

Ce n'est pas nous, au surplus, qui voulons faire payer par le Gouvernement les frais de l'expédition de Lannion ; ce sont les Députés des Municipalités médiatrices qui ont suggéré ce tempérament... Notre sentiment particulier serait au contraire que ces frais fussent à la charge, soit des régisseurs des Vivres qui sont en faute d'avoir mis en péril l'approvisionnement de Brest, soit du sieur Cadiau, s'il est jugé coupable de l'émotion populaire arrivée à Lannion, soit enfin du peuple et des habitants de cette ville.

Nous hésitons à donner la publicité de l'impression aux différents actes et procès-verbaux énoncés dans notre décret du 20 du mois dernier, dans la crainte de soulever contre nous, par le vernis odieux que nous jetterions sur Lannion, les autres municipalités de la province qui sont déjà trop jalouses des forces de Brest : nous différerons l'impression jusqu'à ce que vous nous ayez communiqué votre façon de penser sur ce point (1).

.....

(1). — Voir Levot : *Hist. de Brest*, t. III, p. 206, 211. — « Votre correspondance nous assurait, et nous le croyons toujours, que le passage de votre détachement pour Lannion s'était très bien comporté dans toutes les villes. Cependant, un député nous a montré, en confiance, une lettre de Landerneau qui exprime des plaintes contre la milice nationale, en même temps qu'elle donne des éloges à la troupe réglée. » (*Corr.*, 10 novembre.)

13 novembre 1789.

.....
Nous vous remercions des détails très étendus que vous nous avez donnés du résultat du Comité provincial relativement au projet de diviser le Royaume de France par départements dont l'administration sera indépendante, nous adoptons ici le plan de division absolue des provinces et nous croyons que les privilèges et l'intérêt particulier des pays d'Etats doivent céder à l'intérêt général du Royaume. Toutes les provinces sont sœurs et ne doivent avoir qu'un même esprit ; il ne doit plus y avoir de distinction entre elles.

Nous vous ferons passer un mémoire pour solliciter en faveur de notre ville la préférence sur celle de Quimper pour être chef-lieu de département ; l'importance de Brest et l'avantage qu'il a de posséder déjà dans son sein diverses administrations civiles et militaires, et les rapports qu'elles lui donnent avec le pouvoir exécutif paraissent être des raisons décisives d'écarter la concurrence de Quimper (1).

.....
M. Cadiou est décrété et emprisonné, ainsi que dix autres accusés. On nous écrit de Lannion que les informations contiennent des charges contre plusieurs gentilshommes du pays (2).

18 novembre 1789.

.....
On n'a pu encore rassembler les pièces nécessaires pour

(1). — « ...Les députés de Vannes ont communiqué un plan de division qu'ils avaient reçu de leur ville et où elle n'a pas négligé de faire sa part bonne, puisqu'elle comprendrait à peu près le quart de la province dans le département qu'elle s'est assigné. D'un autre côté, Quimper s'attache fortement au nôtre, avec la prétention de devenir le chef-lieu, et Morlaix, à qui ce droit semblerait appartenir, paraît insouciant. » (*Corr.*, 15 novembre.)

(2). — Lettres de M. Filon, aide-major de la milice nationale de Brest, commandant le détachement de cette milice resté à Lannion, datées des 9 et 11 novembre. (*Bull.*, p. 547.)

la liquidation du compte des dépenses que l'expédition de Lannion a occasionnées, nous sommes toujours persuadés que notre ville doit être remboursée de ces dépenses ou par le Gouvernement ou par le manutentionnaire des Vivres, sauf le recours sur les biens des coupables révoltés de Lannion.

On nous mande, aujourd'hui, de cette ville, qu'il se forme un complot pour dérober les coupables à la justice, que le Procureur du Roi de la Prévôté, instruit de ce complot, pour l'empêcher de réussir, doit faire transférer les prisonniers à Saint-Brieuc, où on prétend qu'ils seront mieux gardés.

Vous avez dû recevoir par le dernier courrier notre mémoire pour procurer à notre ville, dans la distribution des districts, les avantages que son importance et sa situation méritent, nous ne doutons pas de vos efforts et de votre zèle pour seconder nos vues, nous allons nous occuper de mettre ce mémoire en forme d'adresse à l'Assemblée Nationale, en y ajoutant quelques réflexions propres à favoriser de plus en plus notre demande et nous nous flattons que vous réussirez à obtenir que Brest forme le chef-lieu d'un département et réunisse dans son sein les tribunaux supérieurs et l'autorité convenable. Nous comptons faire imprimer cette adresse et vous faire passer une quantité suffisante d'exemplaires pour distribuer à ceux que vous jugerez propres à favoriser nos réclamations.

Demain, nous publions ici la loi martiale avec pompe, nous vous adresserons un détail de la cérémonie (1).

23 novembre 1789.

Messieurs et chers compatriotes, nous avons reçu votre lettre du 16 courant, nous voyons avec peine que vous semblez désespérer d'obtenir pour Brest le chef-lieu du dépar-

(1). — *Cons. gén.*, 16 novembre, p. 246.

tement que tous les citoyens et surtout les membres du Conseil comptent sur une réussite presque certaine (1).

Les moyens détaillés dans le mémoire que vous avez actuellement entre les mains et dans la lettre qui vous a été écrite par le dernier courrier ont paru propres à faire pencher la balance en notre faveur et l'on est ici très convaincu que pour peu que vous ayez mis de chaleur à défendre nos intérêts en abandonnant toutes prétentions à un Présidial, vous n'avez remporté l'avantage sur Quimper. Nous vous prions, s'il en est encore temps, de redoubler d'ardeur à poursuivre cet objet important.

La Loi martiale a été proclamée ici jeudi dernier, avec l'appareil ci-après :

A la tête de la marche étaient l'exempt et les gardes de la prévôté à cheval, le centre était occupé par un trompette, quatre huissiers précédaient MM. le Maire, le Procureur du Roi et deux Officiers municipaux, ils étaient tous à cheval et étaient suivis de six archers de ville aussi à cheval, dont deux portaient l'un le drapeau rouge, l'autre le blanc. Le cortège était fermé par la brigade de maréchaussée ; la haie était bordée à droite par 100 hommes de la garde nationale et à gauche par 100 canonniers-matelots et 100 soldats de Beauce. L'ensemble formait un coup d'œil imposant.

Le Conseil s'est assemblé extraordinairement aujourd'hui, à trois heures du matin, vous verrez par la copie du décret la cause et l'objet de cette séance. Les commissaires viennent de partir, nous aimons à croire que leur zèle et

(1). — « Nous sommes empêchés de répondre satisfaisamment à votre courrier du 13. Notre correspondance a devancé l'instance que vous nous faites de veiller à ce que Brest devienne un chef-lieu. Nous nous en occupons sans espoir et sûrement vous serez forcés, à la réflexion, de convenir des difficultés qui nous barrent. Nous attendons votre mémoire qui se conciliera peut-être mal avec le plan que nous avons tracé pour embrasser l'évêché de Tréguier. » (Corr., 18 novembre.)

leur intelligence ramèneront le calme dans cette ville, livrée depuis longtemps à des discussions très vives (1).

Nous avons l'honneur, etc.

25 novembre 1789.

Messieurs et chers compatriotes, nous avons reçu votre lettre du 18 courant qui nous ôte tout espoir dans nos prétentions si votre plan était adopté, il nous semble pourtant que nous devrions avoir la préférence sur Morlaix, quoique centre de l'arrondissement, dans le cas contraire où nous embrasserions la Cornouaille, Quimper ne pourrait nous le disputer, nos droits étant aussi puissants et aussi bien fondés.

D'après les lettres que nous avons reçues, aujourd'hui, de nos commissaires, à Lesneven, nous croyons qu'il sera inutile d'y envoyer des troupes, le Conseil a néanmoins arrêté de vous faire porter ci-joint les pièces analogues à l'affaire, avec prière de les remettre à M. le Président de l'Assemblée Nationale, afin d'éviter à l'avenir un pareil refus de la part de M. de Moynier (2).

Nous avons l'honneur, etc.

27 novembre 1789.

Messieurs et chers compatriotes, nous avons reçu votre lettre du 21 courant, il paraît absolument inutile de vous

(1). — Il s'était élevé des troubles à Lesneven, à la suite de discussions entre l'ancienne municipalité et le conseil permanent établi depuis le commencement de la Révolution. Celui-ci avait été obligé de se dissoudre. Les deux partis envoyèrent des députés au Conseil de Brest pour solliciter les forces nécessaires au rétablissement de l'ordre. Le Conseil décida l'envoi de 6 commissaires appuyés de 150 hommes, dont 100 des armées de terre et de mer et 50 de la milice. (*Cons. gén.*, 23 novembre, p. 254.)

(2). — Sollicité d'accorder 50 hommes de troupe, le Comte de Moynier les refusa en faisant observer que la municipalité de Brest n'était pas chargée de la pacification des villes voisines et n'avait aucun droit de réquisition pour cet objet. (*Cons. gén.*, 23 novembre, p. 254.)

engager à réitérer nos instances relatives à nos prétentions que nous avons cru et que nous croirons toujours fondées, malgré que nos raisons aient été peu senties. Nous croyons aussi que le plan que vous paraissez adopter de préférence n'y contribue pas peu (1), car les départements se faisant à raison de la population, en embrassant la Cornouaille nous aurions eu cet avantage de plus. Comme la chose ne paraît pas terminée, nous ne nous croyons pas battus.

.....

30 novembre 1789.

Messieurs et chers concitoyens, nous voyons avec peine, par votre lettre du 25 de ce mois, qu'il nous reste peu d'espoir d'obtenir un chef-lieu de département ; nous ne le perdons cependant pas entièrement, persuadés comme nous le sommes de tout l'intérêt que vous continuerez de mettre à la réussite de notre demande et à la défense des observations qui nous ont déterminés à la faire.

Nous ne nous étions pas dissimulé les obstacles qui pouvaient et devaient s'opposer à nos vœux ; nous nous attendions bien à avoir Quimper et Morlaix pour rivales et qu'elles trouveraient contre nous les raisons mêmes qui nous paraissaient le plus militer en notre faveur ; quoi qu'elles puissent dire, nous n'en resterons pas moins persuadés que le centre de notre département civil devrait se trouver réuni au centre du pouvoir exécutif pour contre-balancer. Quelle que soit la décision que portera l'Assemblée Nationale sur cet objet, nous n'en serons pas moins reconnaissants du zèle avec lequel vous aurez tâché de remplir le vœu de vos concitoyens.

Nous vous adressons, Messieurs, un projet de règlement pour la constitution, l'organisation, le service et la discipline de la Milice Nationale de Brest. Nous y avons inséré

(1). — Le plan de Le Gendre s'arrêtait : au midi, au Pont-de-Buis, et au nord, englobait tout l'évêché de Tréguier.

ce que nous avons cru devoir tendre à pénétrer cette Milice de l'amour de la Patrie, à la rendre respectable et vraiment utile (1).

.....
Le Conseil général et permanent de cette ville, pénétré du patriotisme dont est animée l'Assemblée Nationale et voulant, en tout ce qu'il dépendra de lui, marcher sur ses traces, a arrêté unanimement, le 28 de ce mois, de faire à la Patrie le léger sacrifice de ses boucles d'argent (2).

4 décembre 1789.

.....
Nous attendons avec impatience le résultat de vos délibérations concernant la division de la province ; il n'est du tout pas étonnant que MM. les Commissaires aient tant de peine à se concilier, lorsque tant d'intérêts différents se choquent ; Messieurs de Quimper n'en démordront sûrement pas, habitués à avoir une Cour supérieure, ils voudront y joindre un département comme chose inséparable (3).

Le 25 du mois dernier nous vous avons adressé les pièces relatives à l'affaire de Lesneven ; nous vous annonçons, avec bien du plaisir, qu'elle a été terminée à la satisfaction des parties intéressées, nos Commissaires ayant établi un Conseil à l'instar de celui de Brest, à cette seule différence que les places de Président et de Secrétaire se changeront tous les mois.

(1). — *Cons. gén.*, 4 novembre, p. 230.

(2). — *Cons. gén.*, 28 novembre, p. 257. — *Bull.*, p. 601.

(3). — « ...On regarde comme injuste et presque comme ridicule, de déplacer la Cour supérieure de cette portion de la Bretagne, et on ne veut pas séparer de ce premier droit, celui de la réclamation d'un chef-lieu de département. Nous allons cependant, d'après vos vues qui sont vraiment les meilleures, établir le plus adroitement possible, la justice de diviser ces deux avantages ; on risque d'indisposer contre nous les députés de Rennes sur lesquels nous pouvions compter jusqu'à présent. » (*Corr.*, 25 novembre.)

Le Registre de Correspondance ne donne que l'analyse des deux lettres qui suivent :

7 décembre 1789.

Il a été écrit ce jour à MM. Le Gendre et Moyot pour répondre à leur lettre du 30 novembre ; les prier de s'assurer si l'intention de l'Assemblée Nationale est de faire exécuter les décrets relatifs à la nouvelle organisation des Municipalités, à compter du 1^{er} janvier prochain ; leur adresser quelques réflexions sur le projet de demande d'un chef-lieu d'Assemblée de département, à Brest, et leur annoncer que sur la demande du Comité de Landivisiau, le Conseil y a envoyé trois Commissaires médiateurs et porteurs de paroles de paix (1). MM. Le Gendre et Moyot ont été invités à faire valoir cette circonstance, celle concernant Lesneven et l'arbitrage sollicité antérieurement par les communes de Saint-Pol de Léon et de Carhaix, pour déterminer l'établissement d'un chef-lieu, à Brest.

11 décembre 1789.

Il a été annoncé, ce jour, à MM. les Députés, que la mission des Commissaires envoyés à Landivisiau avait été sans effet et que les habitants de ce bourg s'étaient refusés à tout établissement de corps actif et de Milice nationale, jusqu'au moment de recevoir les nouvelles lois projetées par l'Assemblée Nationale. Il a été adressé, en même temps, à MM. Le Gendre et Moyot de nouvelles réflexions sur les Assemblées du département ; et ils ont été invités à redoubler d'efforts pour obtenir un chef-lieu à Brest, etc.

14 décembre 1789.

.....
L'affaire de Toulon est depuis quelque temps répandue dans le corps de la Marine où elle a fait une vive impression.

(1). — Des troubles s'étaient élevés entre plusieurs citoyens et la municipalité de Landivisiau. (*Cons. gén.*, 5 décembre, p. 270.)

(1). Tous les Officiers s'assemblent aujourd'hui, et M. de Margnigny a eu l'honnêteté d'en prévenir la Municipalité ; cela vous annonce, Messieurs, que les faits, les propos mêmes de M. le Comte d'Albert doivent subir un jugement prompt et capable d'arrêter tout exemple. Cette scène mettra d'ailleurs l'Assemblée Nationale à même de décider en quels cas seulement la Loi martiale doit être appliquée et à quelle espèce de réquisition on pourra la refuser ou l'accorder.

De temps à autre, on parle ici d'une guerre prochaine avec les Anglais. Ces bruits, sans doute, n'ont aucun fondement, néanmoins des Ministres mal intentionnés pourraient chercher à faire diversion par cette voie cruelle, et il ne faut pas attendre qu'on l'emploie pour décider si le Roi aura ou non le droit de faire la guerre. Cette réflexion qui

(1). — Le Comte d'Albert de Rioms avait voulu interdire aux gens de l'arsenal de Toulon de pénétrer dans cet établissement avec la cocarde, mais il fut obligé de céder et d'arborer lui-même cet insigne. On lui reprochait encore de défendre aux ouvriers de s'enrôler dans la garde nationale et comme plusieurs arrestations furent faites par son ordre, les officiers de cette milice et la municipalité firent une démarche auprès de lui pour obtenir la mise en liberté des gens incarcérés. Il refusa. Les citoyens, réunis sur la Place d'Armes, au nombre de 15.000, commençaient à murmurer, la présence de 200 hommes de troupes les inquiéta. Ces soldats étaient immobiles, tout à coup leurs officiers commandèrent de porter les armes. Dans la foule, on crut qu'ils recevaient l'ordre de faire feu et le s'ensuivit une terrible crise de fureur populaire. Un officier fut fort malmené et tout était à redouter, lorsque la troupe, mettant bas les armes, fraternisa avec ses concitoyens. Cependant, 1.200 hommes de la garde nationale, qui assistaient, *sans armes*, à ces scènes tumultueuses, s'avisèrent de se ranger et d'essayer de contenir, en étendant les bras, la multitude en effervescence. Ils y parvinrent, par bonheur. Le peuple demanda alors l'arrestation des officiers et leur dépôt dans la prison du Palais, ce qui fut fait ; la garde nationale réussit à garantir leurs personnes contre les coups, mais ne put les empêcher d'entendre tout ce qui leur était adressé d'injures.

L'affaire de Toulon avait eu deux phases : la première durait depuis longtemps, et c'était la lutte entre le patriotisme naissant et les préjugés anciens : la seconde, qui se déroula rapidement, n'en était que la conséquence naturelle, et s'il y eut plus de bruit que de mal, l'écho retentissant s'en répercuta sur tous les points du territoire. (*Bul.*, p. 717, 720.)

ne vous échappera pas, nous la mettons sous vos yeux, parce que des parieurs juraient dernièrement qu'avant quatre mois nos vaisseaux seraient aux prises.

MM. les jeunes citoyens de Brest, toujours attentifs à seconder les vœux du Conseil, toujours prêts à voler au secours de la Patrie et du Monarque ont apporté en grande pompe, à l'Hôtel de Ville, le buste de Louis XVI. Ce morceau précieux, sculpté par M. Baligan, a été accompagné dans sa marche par 400 guerriers sous les armes, et son entrée dans la grande salle a été embellie par le discours de notre brave jeunesse et la présence d'un nombre infini de femmes patriotes. Il n'est pas besoin de vous dire que le Conseil, M. le Président à la tête, a rendu l'hommage qu'il devait et au Roi et à ceux qui lui en offraient l'image chérie. Vous recevrez bientôt le détail de cette charmante fête (1).

MM. les chirurgiens de la Marine ont fait part au Conseil d'un mémoire qu'ils vont présenter à l'Assemblée Nationale et qui, à cet effet, va vous être envoyé. Il tend à établir dans ce port une école chirurgico-médicale et à détruire les prétentions futures de médecins qui, sans autres titres que leurs grades, obtenaient par faveur des places réservées à l'expérience et à de longs services ; le mémoire, au reste, n'attaque aucunement les médecins actuels et nous vous supplions d'avance de lui accorder toute votre attention et toute votre vigilance.

(1). — *Cons. gén.*, 3 décembre, p. 267 ; 13 décembre, p. 277. — *Bull.*, p. 641, 687, 688. — Sur le socle portant l'effigie du Roi, on grava cette inscription :

Il rapprocha de lui l'auguste vérité,
Sans crainte il écouta son langage sévère ;
D'un Peuple hors des fers il sut être le Père,
Et captiva des cœurs faits pour la Liberté.

Le buste fut placé près de celui de Necker, qui avait déjà été offert par Baligan, à la ville. (*Cons. gén.*, 1^{er} octobre, p. — *Bull.*, p. 428.) « Le plaisir de voir réuni au portrait du meilleur des Princes, celui du plus sage des Ministres, n'a fait qu'ajouter à l'allégresse publique. Les cris de : Vive le Roi, Vive la Nation, Vive Necker ont redoublé, et chacun s'est retiré satisfait de cette scène intéressante qui a prouvé, plus que jamais, l'amour du peuple pour son monarque. » (*Bull.*, p. 691.)

Nous vous supplions aussi, au nom de presque tous les corps de cette ville, de suivre avec activité l'effet du mémoire présenté par les habitants contre le marché des sœurs de la Sagesse (1) ; nous vous prévenons que ces Dames ont assuré qu'elles avaient été forcées à accepter ledit marché et que, d'après cela, le Comité de l'Hôtel de Ville leur avait écrit ; vous trouverez ci-jointe la réponse adroite, mais non persuasive, de la Supérieure.

.....

Vous êtes instamment priés de faire connaître d'une manière authentique que vous avez reçu à temps les doléances des maîtres canonniers et des maîtres d'équipage de ce Port (2), qui, impatients d'en avoir la certitude, portent les soupçons jusqu'au point d'accuser la Correspondance d'inexactitude et même de supprimer ces paquets.

16 décembre 1789.

.....

Quant à la décision préliminaire de la Députation de Bretagne pour le choix des chefs-lieux, nous espérons, ainsi que vous, qu'elle ne fera pas loi et nous avons peine à nous persuader que Quimper puisse l'emporter sur une place qui renferme au moins 40.000 habitants et dont les mouvements exigent de la Municipalité une activité et des

(1). — Dans les premiers jours de novembre 1789, le Conseil de la Marine, à Versailles, passa un marché avec les sœurs de la Sagesse, pour l'entreprise générale des fournitures des hôpitaux de la Marine, au Port de Brest. Les commerçants de la ville, auxquels cette disposition qu'ils appelaient « clandestine » portait préjudice, s'émurent et demandèrent l'annulation du marché. Le Conseil général appuya leurs réclamations « considérant qu'il serait contraire à tous les principes actuels du Gouvernement, aux vœux de la Nation et spécialement aux décrets de l'Assemblée Nationale, de donner à des *religieuses* les moyens d'accumuler des richesses en leur permettant de former des établissements et de faire un commerce incompatible avec leur institution. » (*Cons. gén.*, 28 novembre, p. 255.)

(2). — *Cons. gén.*, 21 septembre, p. 165.

travaux continuels. Nous serons toujours flattés de l'alternative proposée, mais nous croyons que l'exclusion est réellement déplacée.

Nous vous avons annoncé que le corps des Officiers de Marine s'est assemblé pour l'affaire de Toulon ; nous savons aujourd'hui que ces Messieurs veulent se soustraire à l'autorité des Municipalités ; qu'en conséquence, la majeure partie a proposé d'écrire au Roi, afin d'obtenir une médiation favorable ; mais le principal but de cette lettre, qui devait être portée par M. de Balleroy, chef d'escadre, était de demander la punition des auteurs de l'emprisonnement de M. d'Albert. Il est donc à présumer que si l'exprès n'est pas parti, rapport aux refus et aux fortes observations de quelques Officiers, entr'autres de M. Dubouchage, Directeur d'artillerie, le corps de la Marine n'en fera pas moins connaître ses interventions, soit par la voie du Ministre, soit par toute autre ; et, comme ses moyens pourraient blesser la dignité de l'Assemblée Nationale, nous vous prions de prendre des informations et de nous communiquer vos avis à ce sujet.

Les habitants de la ville qui ont signé les réclamations contre le marché des sœurs, osent attendre de vous qu'elles soient présentées directement à l'Assemblée Nationale. Ils présument qu'une affaire de cette nature, déposée simplement au Comité de Marine, pourrait ne pas avoir l'effet le plus prompt et plus décisif, et que le Ministre trouverait peut-être le moyen de persuader à leur détriment, tandis que le tribunal supérieur décidera par une discussion courte, si les corps religieux pauvres ont le droit d'acquiescer lorsqu'on dépouille les riches. D'ailleurs, le temps presse et les bonnes sœurs sont aux aguets : on assure même que le Ministre avait dû être prévenu desdites réclamations ; mais on répond à cela qu'un marché passé dans le silence du cabinet était un coup de foudre caché dans la nue et que les Brestois n'ont pu prévenir leur désastre que par une sortie éclatante. Au reste, ce n'est pas le Ministre qu'on craint, mais le Conseil.

.....

18 décembre 1789.

.....

Quelques papiers publics et surtout une lettre de Toulon nous ont amplement informés de l'affaire de cette ville. Partout M. le Comte d'Albert a des torts, mais cela n'empêche pas MM. les Officiers de la Marine de chercher à atténuer les fautes de leur camarade et de suivre vers la personne du Roi leurs plaintes et leurs réclamations. Elles vous sont certifiées par la lettre qui vous est adressée et que nous vous prions de dénoncer avec force.

Nous vous prions aussi de solliciter que la Marine soit appelée Marine nationale et que la troupe qui la compose ait un nom conforme....

.....Quant au choix des chefs-lieux, nous voyons pour la seconde fois qu'on n'est pas disposé en faveur de notre place et nous vous remercions infiniment des peines que vous prenez dans une affaire de cette importance.

.....

P. S. — Les Officiers de Marine sont encore assemblés aujourd'hui, il y a pareillement assemblée chez M. le Comte de Moynier, ce qui annonce de nouveaux desseins relatifs à l'affaire de Toulon. Il paraît aussi qu'on a cherché à mécontenter les soldats, car ils paraissent craindre le renvoi de la moitié de l'armée et sont singulièrement inquiets des mouvements actuels de leurs officiers.

.....

21 décembre 1789.

Messieurs, le privilège exclusif accordé aux fermiers, pour la distribution de l'eau-de-vie a déjà jeté la désolation dans notre ville ; non seulement les marchands en gros se trouvent anéantis, mais les traiteurs, aubergistes, et, comme vous le savez, la majeure partie de vos concitoyens regardent le projet de décret comme destructeur de leur exis-

tence. Les plus vigoureuses réclamations se sont fait entendre (1).

.....
Enfin, le chef-lieu est accordé à Landerneau ; certes, nos bons voisins ne devaient guère compter sur cet avantage. Ils n'ont pour eux que la position du lieu, et quatre lieues de distance ne devaient pas balancer les besoins, encore moins les motifs vraiment politiques que Brest a pu faire valoir ; mais, que pouvait Brest, Quimper était sa rivale ? Avec patience, attendons les alternatives (2).

Vous avez été instruits, Messieurs, des refus altiers de M. le Comte de Moynier (3), à nos dernières demandes de troupes et d'armes. La roideur de ce Commandant nous paraît à des mouvements anti-patriotiques et à une fermentation active dans le corps de la noblesse : aussi montrent-ils plus d'espoir que jamais. La contre-révolution est l'objet de leurs vœux et leurs démarches ne permettent pas de douter qu'ils la favoriseront dès que l'occasion favorable se présentera ; mais quel que soit leur désir, vos amis,

(1). — Le « bonhomme » Gérard, député breton, prononça, à l'Assemblée Nationale, ces paroles pittoresques : « J'avons décrété que j'étions égaux en droit, et, par conséquent, je devons payer les droits les uns comme les autres. Pourquoi c'est-ce donc que ceux qui ont le moyen ne payeront pas comme les autres ? Ils ont l'eau-de-vie et le vin dans leurs caves, en confusion, et le pauvre malheureux qui n'a qu'un morceau de pain sec et tout nai, faudra aller au cabaret et payer li tout seul les droits s'il veut boire un coup. Quand je payerons tous égaux. n'y aura plus de répondants. » (*Corr.*, 12 décembre.)

(2). — « Cessez votre surprise sur l'avantage que la ville de Landerneau a remporté dans la délibération au scrutin du 14 de ce mois. Les Quimpérois sont revenus à la charge dans l'assemblée de mercredi dernier, et forts de l'avis des gens du Barreau qui n'ont considéré que la dignité de Présidial, ils ont fait révoquer l'arrêté et décider en faveur de leur ville. » (*Corr.*, 25 déc.)

(3). — « Veuillez bien vous rappeler que vous avez adressé vos représentations contre M. de Moynier à M. le Président, qui était l'Archevêque d'Aix, et qui, en remettant le siège à son successeur, a passé en Bretagne. Non seulement il n'a point rendu compte au Roi ni au Ministre, mais il n'a pas laissé vos pièces au Secrétariat. » (*Corr.*, 25 décembre.)

tous les Bretons se montreront dignes du nom français et nous ne craignons point d'assurer que toute cabale fléchira devant leur courage (1).

A cette intrigue des aristocrates se joint une perspective plus affreuse : le port va manquer de blé ; l'Intendant fait savoir au Conseil que ses approvisionnements ne dureront pas trois mois et que de toutes parts ses achats ou ses chargements lointains sont interceptés. Il supplie, enfin, qu'on protège dans les environs et qu'on détermine un versement dans ses magasins. D'après cela le Conseil a cru devoir adhérer à l'arrêté de Lesneven (2), qui consiste à ne pas laisser partir des grains achetés par M. La Caze, et destinés pour Libourne. Ce blé, d'après l'intention commune, va donc être apporté ici et livré au munitionnaire de la Marine, mais comme 100 tonneaux de cette denrée ne forment qu'un secours momentané, il est nécessaire de songer à l'avenir et de savoir si le port et les provinces circonvoisines peuvent, sans obstacles, nous enlever un objet de première nécessité et si rare aujourd'hui. Vous voyez, Messieurs, que Brest se trouve dans l'alternative douloureuse, ou de contrevenir aux décrets de l'Assemblée Nationale ou de manquer de pain. Ainsi, nos commissaires de subsistances vont faire arrêter tous les grains chargés dans les environs. Vous sentez que cela excitera quelques murmures de la part des provinces d'alentour ; mais, enfin, il faut vivre et les accaparements, cachés sous un prétexte valide, nous menacent évidemment. Pesez dans votre sagesse le parti que nous avons à prendre ; instruisez l'Assemblée Nationale de nos besoins et de notre inquiétude et rappelez-vous que les vivres de la Marine ont été approvisionnés par les environs, ce qui est contraire à leurs règlements. Dans tous les cas, attendez-vous à un arrêté de notre Conseil, concernant cet article et disposez d'avance l'As-

(1). — V. Adresse au peuple breton des villes et campagnes, de la part de leurs députés à l'Assemblée Nationale (in *Bull.*, p. 698.)

(2). — *Cons. gén.*, 24 décembre, p. 289.

Assemblée Nationale. Nous vous prévenons même, sans qu'il soit besoin de le citer publiquement, que le sieur La Caze est connu comme accapareur et qu'il existe ici des plaintes et un mémoire contre lui. Nous vous prévenons aussi que les transports de Lannion ici sont presque impossibles et que, si vous ne venez à notre secours, nous n'avons d'autre perspective qu'une détresse qui n'eut jamais d'exemple.

MM. les Officiers de Marine, après avoir signé et envoyé la lettre dont nous vous avons deux fois parlé, ont encore fait signer par les sous-lieutenants des doubles de cette lettre, duplicata qui ont été présentés comme originaux et à qui on a fait quelques changements.

.....

Nous vous prions d'appuyer fortement la demande de la Municipalité de Châtelaudren pour l'obtention d'un tribunal. Les citoyens de cette ville se sont grandement montrés dans la révolution actuelle et méritent notre amitié, notre reconnaissance et votre bienveillance.

.....

23 décembre 1789.

.....

Nos Commissaires de subsistances ont eu, avant-hier, une longue conférence avec M. l'Intendant. Elle avait pour but l'approvisionnement des vivres et les craintes du Conseil relativement à la rareté du blé, mais cet administrateur a diminué les frayeurs que sa première lettre avait occasionnées ; il paraît même que des nouvelles ultérieures attestent le succès de plusieurs Commissaires éloignés, et que le port aura, sans tarder, des secours dans cette partie. Cependant vos avis sur un point aussi délicat ne sont ni moins utiles, ni moins urgents, car les chargements de grains se font avec force dans notre arrondissement et souvent l'espoir du Directeur des Vivres a été trompé. Il faut vous rappeler, d'ailleurs, que Lannion ne se prête point aux transports et que si les provinces voisines ont le droit

d'acheter le produit de nos propres récoltes, la détresse et les murmures renaîtront bientôt. C'est pour les éviter que nous venons d'envoyer un des Députés du Conseil, afin d'arrêter à Plouescat, près Lesneven, le chargement du sieur La Caze, dont les achats ont été faits par le nommé Podénès. Mais nous vous observons que ce chargement sera versé dans les magasins des vivres, conformément à l'intention première et surtout à la lettre affligeante de l'Intendant (1).

Le moment approche où l'élection pour les Municipalités va s'exécuter. Alors, les gentilshommes bretons seront-ils mis au nombre des citoyens actifs, quoique sous le coup du serment qui semble les isoler de l'Assemblée Nationale et du peuple français en général ? C'est la question que nous font plusieurs villes, et particulièrement Saint-Brieuc dont l'avis est de repousser ces nobles comme coupables de désobéissance et d'infraction à la loi. Cette question nous frappe d'autant plus que les ci-devant privilégiés sont ici en grand nombre..... Ces questions..... nous paraissent de nature à être communiquées à l'Assemblée Nationale, parce qu'elles pourront faire partie du décret que nous attendons et qui admettra ou rejettera les militaires, dans la formation des Municipalités (2).

Il nous parvient aussi des arrêtés de presque toutes les villes de la Bretagne. On y propose d'arrêter dans les mains des Trésoriers de la province les pensions, gratifications, etc., des nobles, les sommes destinées à l'éducation de leurs enfants, et on veut agir contre le Parlement, réfractaire aux décrets de la Nation assemblée. Enfin, toutes les Municipalités proposent une union fraternelle et bien cimentée qui s'étendrait d'un bout de la France à l'autre.

.....
Nous serions bien à même d'offrir, au nom de la Ville, les boucles et autres bijoux d'or et d'argent ; notre trésor

(1). — *Cons. gén.*, 17 décembre, p. 284 ; 24 décembre, p. 289.

(2). — *Bull.*, p. 753.

national est même assez bien garni ; mais ces dons se continuant sans relâche, nous attendons pour en faire l'hommage, qu'ils soient presque entièrement suspendus (1).

.....

25 décembre 1789.

.....

Nous espérons..... que le juste refus de la Municipalité de Toulon aurait subi le jugement de l'Assemblée, cette affaire nous intéresse à beaucoup d'égards et a de grandes connexités avec notre situation.

M. le Comte Hector, d'après le bruit vague qu'il avait fait la demande à M. l'Intendant de 12.000 cartouches à balles, a écrit au Conseil général pour le prier de le justifier sur une démarche qu'il a toujours démentie, par les sentiments qu'il n'a cessé de témoigner, manifestant de plus la surprise de n'avoir pas été informé par le Conseil lui-même. Nous vous prévenons que notre silence avait un motif fondé en raison, et que nous pouvons croire que ce bruit n'avait rien de faux que l'époque. On assure, sans que nous puissions vous en fournir des preuves authentiques, que le 14 juillet, les canons destinés pour le bagne devaient être distraits et transportés dans quelques quartiers de la ville, que la demande de cartouches avait été faite à cette époque et refusée par M. le Comte du Bouchage, et que le projet était de sonner le tocsin dans le port et de profiter du désordre qui en résulterait pour exterminer et massacrer les habitants qui se porteraient en foule dans les rues et voleraient au secours de l'Arsenal. Pour vous mettre plus à portée de juger de cette correspondance d'hier et des sentiments du Conseil sur le patriotisme de M. le Com-

(1). — Dans la séance du 17 décembre 1789 du Conseil général, Guilhem aîné, l'un des commissaires-trésoriers, fit connaître la situation de la caisse du don patriotique et de la contribution du quart qui s'élevaient ensemble à 116.000 livres, non compris les effets d'or ou d'argent. (*Cons. gén.*, p. 284.)

mandant, nous vous envoyons copies de la lettre de M. Hector et de la réponse du Conseil.

Les marchands de vin de cette ville ont présenté, hier, une adresse au Conseil..... contre le privilège exclusif de la régie des devoirs.

.....

Le Conseil désire témoigner sa reconnaissance au sieur Baligan, sculpteur en second de ce port, et va s'occuper des moyens propres à lui faire obtenir la survivance du sculpteur en chef. C'est à lui que nous devons les bustes du Roi et de M. Necker.

28 décembre 1789.

Messieurs, nous avons reçu, hier, vos deux lettres des 21 et 23 de ce mois. C'est avec autant de surprise que de mécontentement que nous y avons vu votre conférence avec le Ministre de la Marine (1). Accoutumés à voir tout fléchir sous le poids de leur autorité et à régler arbitrairement les opérations les plus importantes dans l'obscurité du cabinet, les Grands voient avec peine les élans de la Liberté et qu'on s'occupe d'éclairer leurs démarches.

(1). — Dans sa lettre du 19 décembre, Le Gendre rend compte des démarches qu'il a faites au sujet de l'affaire des sœurs de la Sagesse, dont on aurait pu se dispenser de le charger, dit-il, puisqu'on en avait déjà commis le soin à M. de Vaudreuil, président du Comité de la Marine, et à M. de Lanjuinais, député breton. Ceux-ci n'avaient d'ailleurs rien fait. Le Comité de l'Assemblée Nationale, auquel Le Gendre soumit le dossier, déclara que l'affaire n'était pas de nature à être rapportée à cette Assemblée et qu'elle dépendait seulement du pouvoir exécutif. M. de Vaudreuil répondit cependant le 31 décembre au Conseil général que le Comité de la Marine rendrait compte de la réclamation à l'Assemblée Nationale... (*Bull.*, p. 760.)

Les lettres de Le Gendre des 21 et 23 décembre, que vise le Bureau de Correspondance, ne renferment rien sur la question. Peut-être avaient-elles des feuillets annexes qui n'ont pas été conservées à cause de leur caractère trop confidentiel.

Mais aujourd'hui, rien de ce qui importe à l'Etat n'est étranger au citoyen, et l'affaire dont il s'agit, intéresse non seulement la classe précieuse des marins, mais même la totalité des citoyens de cette ville, outre qu'elle viole directement les décrets de l'Assemblée Nationale concernant les ecclésiastiques ; car il est absolument contradictoire que ceux qui ne peuvent pas posséder puissent avoir le droit d'acquérir. L'objet a paru assez important pour décider la convocation du Conseil..... Nous ne pouvons vous dissimuler que nous pensions que cette affaire serait discutée à l'Assemblée Nationale, tandis qu'elle a été renfermée dans le Comité de Marine seulement qui ne pouvait guère s'empêcher de renvoyer au Ministre une affaire qui, d'avance, se trouvait toute jugée, car c'était le rendre juge de sa propre cause.

.....

M. Gillart, Maire de Landerneau, vient de nous écrire pour demander notre avis dans l'affaire de la Régie. Il annonce que les traiteurs et aubergistes de la province se sont donnés le mot pour mettre bas, au nouvel an, enseignes et brandons et qu'ils se refusent de payer les droits.

30 décembre 1789.

.....

Deux affaires importantes agitent aujourd'hui le Conseil général. L'une est le renouvellement de réclamation contre le marché des sœurs de la Sagesse, l'autre, non moins urgente, consiste dans les réclamations contre le privilège exclusif de la Régie.

Le Ministre de la Marine a donné des ordres à M. l'Intendant pour faire l'inventaire des magasins de M. Chédeville et mettre les sœurs en possession de leur fourniture au 1^{er} janvier 1790. Les citoyens, alarmés, ont fait de nouvelles et pressantes réclamations, et le Conseil a cru devoir

s'opposer provisoirement à l'exécution de ce marché, convaincu que le service ne pouvait pas en souffrir et que de nouvelles réclamations, fondées sur les lois du Royaume, les ordonnances de la Marine et les décrets de l'Assemblée Nationale, seraient favorablement écoutées, si elles parvennent à cet auguste tribunal. Nous nous dispensons de vous détailler ici les circonstances qui ont précédé et accompagné cette décision du Conseil ; nous nous contentons de vous dire qu'une députation chargée d'en conférer avec M. l'Intendant, a rapporté que celui-ci, sur une lettre exigeante de la part du Conseil, ordonnerait de surseoir à l'exécution du marché, se réservant de se pourvoir, mais il a ajouté qu'il ferait tous ses efforts pour que le service n'en souffrit pas. Quant à l'inventaire, il continuera toujours à être fait, car il faut, dans tous les cas, notifier les approvisionnements de M. Chédeville (1)..... Nous vous prions d'avance de vous préparer à combattre, d'après les instructions que vous avez reçues, les oppositions que l'on pourrait former à notre juste demande (2).

Quant à l'affaire de la Régie, elle n'est pas circonscrite dans la ville de Brest, mais de toutes les parties de la province il s'élève des demandes ;..... nous avons reçu plusieurs lettres de quelques Municipalités qui annoncent des craintes à ce sujet.

.....

Nous venons d'apprendre que l'inventaire vient d'être suspendu et qu'une rumeur générale nous dicte les réclamations les plus pressantes à l'Assemblée Nationale elle-même, dont on attend la décision. Nous sentons bien que cette affaire va vous donner beaucoup de peines et de soins, mais nous sommes forcés par les circonstances.

.....

(1). — *Cons. gén.*, 29 décembre, p. 294.

(2). — « Il paraît singulier à quelques-uns que les citoyens disposés à faire valoir le rabais de ce marché n'ayent point paru quand, sous leurs yeux, les Frères de la Charité et successivement les Sœurs, ont fait les démarches. » (*Corr.*, 19 décembre.)

CORRESPONDANCE DE 1790

1^{er} janvier 1790.

Nous avons appris, par votre avant-dernière, avec autant de peine que de surprise, que M. l'Archevêque d'Aix avait soustrait notre dénonciation de M. Moynier : le Conseil se trouve forcé d'ajouter à celle-là, une seconde non moins grave ; en voici l'objet :

Les soldats de la garnison, tant de terre que de mer, ont fait, il y a quelques jours, au Conseil de cette ville, une adresse par laquelle ils témoignent que jaloux de contribuer avec toutes les classes de citoyens à la régénération de l'Etat, ils avaient résolu de présenter à la Patrie le produit de leurs économies, que des circonstances particulières avaient empêché les chefs de le réaliser, mais que voulant prouver qu'ils étaient Français, ils protestaient de leur soumission la plus respectueuse aux décrets de l'Assemblée et qu'ils venaient faire l'offrande de leurs cœurs et de leur dévouement sans bornes à la chose publique ; en conséquence ils ont joint à cette adresse un serment digne des plus grands éloges, et souscrit par les soldats de marine et du régiment de Normandie. Le lieutenant-colonel du régiment de Beauce, prévenu de cette démarche dans son régiment, a fait défendre à tous ses soldats de souscrire ce serment ; les grenadiers se sont présentés pour en donner communication à ce chef, ainsi qu'à M. de Moynier, et il leur a été fait des défenses itératives ; cependant, ces mêmes grenadiers, se livrant à l'impulsion de leur cœur, l'ont signé, et M. de Moynier, instruit de cette démarche qu'il qualifie de désobéissance, a écrit au Conseil la lettre ci-jointe et que vous jugerez (1).

(1). — *Cons. gén.*, 31 décembre 1789, p. 300.

Cette même lettre renferme aussi une inculpation calomnieuse envers le nommé Peyres, militaire, député du Conseil et qui a mérité l'estime et la considération générales. Nous avons répondu à M. de Moynier (1).

En conséquence de la lettre écrite ce matin à M. de Moynier, M. de Martinays, lieutenant-colonel, accompagné du sieur Melet, adjudant, est venu rendre la réponse demandée à M. le lieutenant du Roi (2).

Le Conseil général était assemblé : il a d'abord été donné lecture à M. de Martinays de la lettre de M. de Moynier, de la réponse du Conseil et du pacte fédératif souscrit par tous les militaires de la garnison.

M. de Martinays n'a pu dissimuler que cet acte n'avait rien de répréhensible et il est convenu même que ce n'était qu'une extension du serment national prononcé par la troupe, à Brest, en conséquence du décret du 10 août dernier ; cet officier a ajouté que l'obstacle qu'il avait pu apporter à la souscription de cet acte par le régiment de Beauce ne provenait que de ce que les circonstances ne lui avaient pas permis non plus qu'à M. de Raveneau, major du régiment de Normandie, de prendre connaissance de ce pacte fédératif.

Il en est résulté que le sieur Melet, auquel les députés militaires s'étaient adressés pour l'engager à donner connaissance de cet acte à MM. les chefs du régiment de Beauce et à M. de Moynier, s'est trouvé en butte aux reproches d'avoir, par mauvaise volonté ou autrement, rendu à cet égard un compte infidèle (3). Le sieur Melet est entré à cet égard dans toutes les explications de la discussion qui pouvaient tendre à sa justification.

L'un des secrétaires a donné ensuite lecture de la lettre de M. de Moynier, en la discutant paragraphe par paragraphe : il a fait convenir M. de Martinays : 1° que M. de Moynier s'est étrangement trompé sur la nature du

(1). — *Cons. gén.*, 31 décembre 1789, p. 303.

(2). — *Cons. gén.*, 31 décembre 1789, p. 306.

(3). — *Cons. gén.*, 31 décembre 1789, p. 311.

pacte fédératif, qu'il l'a traité de parjure, tandis que ce n'est, de l'aveu de M. de Martinays lui-même, qu'une confirmation du serment national.

2° Qu'il inculpe gratuitement, et dans les expressions les plus graves, des personnes qu'il ne désigne pas, d'avoir fomenté et excité cette démarche, tandis qu'il a été démontré qu'elle n'a eu lieu que du propre mouvement des troupes.

3° Enfin, que M. de Moynier accuse injustement le nommé Peyres de s'être prévalu de l'autorisation de M. de Martinays, pour avoir la signature des soldats de son régiment.

.....
Aujourd'hui, jour du Nouvel An, le Conseil a reçu les visites de tous les corps, civils et militaires, entr'autres des grenadiers réunis de toutes les troupes, ceux-ci informés des injures exprimées contre eux dans la lettre de M. de Moynier, ont ajouté à leur compliment au Conseil sur l'intérêt qu'il prend à tous les habitants sans distinction, la demande de la lettre de M. de Moynier, se proposant d'aller aussitôt chez ce chef pour lui en demander raison ; le Comité s'y est refusé, mais n'a pu les apaiser qu'en promettant de soutenir leurs intérêts avec vigueur. Nous avons appris depuis qu'ils sont très irrités contre M. de Moynier et qu'il est à craindre qu'il n'en survienne un événement fâcheux, si on ne s'occupe de rendre justice à ces braves militaires.

On vient de nous rapporter que beaucoup de soldats ont arboré à leurs chapeaux, un bouton particulier, dont le fond porte l'inscription : *Régiment de la Nation*. Vous devez juger que cette affaire peut prendre une tournure, et nous vous prions de la prendre en grande considération.

.....
4 janvier 1790.

Nous pouvions vous faire plusieurs observations concernant les approvisionnements de grains pour les vivres,

mais le Comité établi parmi nous et chargé de ce qui a rapport aux subsistances doit vous envoyer, au plus tôt, des renseignements positifs et d'autant moins équivoques qu'il a, avec M. Durand, directeur, des conférences fréquentes.

Les traiteurs et aubergistes avaient d'abord suivi l'impulsion que leurs confrères de Quimper avait donnée à toute la province. Nous pouvons vous rassurer entièrement sur cette démarche qui a été désavouée, en plein Conseil, par le député de cette nombreuse corporation dont nous vous envoyons la délibération. Quimper est également parvenu à apaiser les troubles que le privilège exclusif de la ferme semblait faire craindre, et il est vraisemblable que, partout, les succès auront été les mêmes. Quant à nous, cette affaire n'aura d'autre suite que l'envoi d'un mémoire qui vous a déjà été annoncé et qui a pour base le respect et l'obéissance.

Il n'en est pas ainsi du mécontentement des troupes de la garnison et des torts que nous pouvons reprocher à M. le Comte de Moynier. Demain, le Conseil s'assemble à cet effet. Les soldats, toujours irrités, sollicitent fortement ou une justice prompte, ou son renvoi ; il est donc presque certain que le résultat de la séance sera de supplier l'Assemblée Nationale de rappeler ce lieutenant du Roi désagréable au peuple et au militaire.

M. le Comte d'Hector a reçu une lettre du Roi, en réponse à celle du corps des officiers ; mais comme il s'est contenté d'en annoncer la réception, on peut supposer qu'elle n'est pas à l'avantage des suppliants. Nous voudrions bien, Messieurs, ne plus vous parler du marché des hôpitaux, nous pensons, qu'après tant de démarches, vous verrez avec peine de nouvelles réclamations. Mais l'inventaire des sœurs de la Sagesse est arrêté, mais de toutes parts on s'agite ; plusieurs personnes proposent 50.000 livres en don gratuit si on leur donne le marché, enfin on presse de réclamer votre appui contre l'exécution du traité passé avec ces Dames et on vous supplie de plaider cette cause à

l'Assemblée Nationale. D'après ces motifs, le Conseil a cru devoir vous faire passer une adresse, qui est, à peu près, une répétition de la première, mais qui renferme quelques faits non mentionnés dans celle-ci. (1)

.....

6 janvier 1790.

Nous attendions, avec impatience, le mémoire de M. Le Gendre pour la fixation d'un chef-lieu dans notre département ; nous l'avons reçu avec votre lettre, et ce qui vous prouvera qu'il a fait le plus grand plaisir, c'est que nous ne pouvons plus jouir des quatre exemplaires qui circulent sans interruption, ce qui nous prive d'en faire passer deux aux campagnes de l'arrondissement. Vous nous rendrez donc service en nous en envoyant encore une quantité semblable.

Le Conseil, dans sa séance d'hier, n'a pas cru devoir solliciter le renvoi de M. le Comte de Moynier, il a été seulement décidé que cet officier commandant serait dénoncé à l'Assemblée Nationale qui, seule, a le droit de le juger (2). Mais à la demande expresse de tous les militaires de la garnison, il a été convenu que la lettre dont ils se plaignent et dont nous n'avons pas lieu d'être satisfaits, serait imprimée, ainsi que le décret qui en a été la suite nécessaire.

Vous avez peut-être su, Messieurs, que le Sénéchal de Landivisiau, réuni à quelques amis et entr'autre au corps politique de cette paroisse, était venu à bout de casser ou, du moins, de faire suspendre le Conseil qui s'y était formé d'abord à la satisfaction de tous les habitants. Les bons

(1). — Cette lettre se croisa avec une réponse de Le Gendre et Moyot datée du même jour : « ...Mais en dépouillant ces communautés de la disposition de biens fonciers, on ne leur a pas enlevé la ressource de l'industrie, alors surtout qu'elles l'exercent sous la responsabilité d'un Ministre. » D'ailleurs le vœu de l'Assemblée Nationale « est de se décharger du poids des affaires particulières pour arriver au terme de sa mission. »

(2). — *Cons. gén.*, 31 décembre 1789, p. 312.

patriotes du lieu s'étaient déjà adressés au Conseil de Brest afin d'obtenir la réintégration du leur. Mais tous les moyens qu'employèrent nos commissaires envoyés à cet effet, ne peuvent rien contre l'esprit de cabale qui régna dans les assemblées toujours mues par le même Sénéchal. Comme ce dernier est lié d'amitié avec le député de Landivisiau, comme leur correspondance mutuelle ne tend rien moins qu'à anéantir la milice nationale dudit lieu, et par conséquent tout espoir de rétablir le Conseil, il a député vers nous son président muni d'une adresse à l'Assemblée Nationale, avec prière de solliciter notre adhésion qui a été accordée d'une voix unanime. En effet, elle renferme les sentiments du plus pur, du plus sincère patriotisme, et nous croyons d'autant plus nécessaire le rétablissement du Conseil de Landivisiau, que sans lui, l'intrigue du Sénéchal pourrait influencer sur la nomination des officiers municipaux futurs. D'après cela nous vous envoyons copie de l'adresse que le président de l'Assemblée recevra en même temps, et nous vous prions de prendre cette affaire à cœur (1).

Nous vous apprenons que M. Lelarge, à la sollicitation des maîtres du port, et par l'entremise du Conseil, rentrera incessamment en fonctions. Du moins nous avons lieu de le présumer, si, ce qui ne nous paraît pas douteux, M. le Comte d'Hector est sensible au sort d'un officier plus indiscret que coupable, et que la municipalité n'a jamais accusé, ni puni.

Nous avons fortement discuté la fameuse question que nous vous avons proposée, et où il s'agit d'admettre ou non aux assemblées relatives aux élections prochaines, les nobles et le haut clergé de Bretagne. Il a été arrêté qu'ils seraient regardés comme citoyens passifs, tant qu'ils n'auraient pas, formellement et préalablement rétracté leur serment anticonstitutionnel et adhéré, en présence des municipalités actuelles, aux décrets de l'Assemblée Nationale (2).

(1). — *Cons. gén.*, 5 janvier 1790, p. 313.

(2). — *Cons. gén.*, 5 janvier 1790, p. 315.

8 janvier 1790.

Votre dernière lettre (1) a détruit les petites ressources dont voulaient user nos petits aristocrates : les braves soldats de notre garnison ont vu, avec reconnaissance, le parti généreux que vous prenez dans l'affaire de M. de Moynier. Ils attendent, comme un bienfait, la lettre que vous annoncez et qui sera lue à la tête des régiments. Les bas-officiers de la marine ne sont pas moins sensibles à vos bons soins et ils en sollicitent le résultat heureux. Les cinq divisions se sont parfaitement réunies pour faire une nouvelle adresse que vous recevrez peut-être par ce courrier.

Votre lettre circulaire aux jeunes citoyens de la province a produit la plus vive satisfaction (2). Notre Conseil qui en a saisi le bon esprit, s'est empressé de révoquer son décret dont nous vous avons parlé et qui tendait à mettre au rang des citoyens passifs, tous nobles entachés du serment prononcé à Rennes et à Saint-Brieuc (3). Puissent ces Messieurs ne pas chercher à abuser de cet acte de soumission de notre part ! Quoi qu'il en soit, deux députés des jeunes citoyens de Brest se rendront à Pontivy, lieu de réunion où le pacte fédératif doit se renouveler. Mais vous connaissez assez la brave jeunesse que vous protégez et qui vous paye d'une reconnaissance bien sincère, pour n'être émus par aucun sentiment de crainte relative à cette assemblée (4).

(1). — *Corr.*, 7 janvier 1790.

(2). — *Bull.*, 1^{er} sem. 1790, p. 6.

(3). — *Cons. gén.*, 5 janvier 1790, p. 315.

(4). — Les menées de l'aristocratie maintenaient une effervescence sans cesse renaissante contre le peuple des villes et des campagnes partissant de la Révolution ; les jeunes gens des milices résolurent de créer une fédération solide pour résister à leurs adversaires, les villes de Bretagne et d'Anjou devaient y adhérer. C'est à Pontivy que devait avoir lieu la réunion des délégués, le 15 janvier 1789, mais elle ne put se faire que le 15 janvier 1790. En 1893, on éleva à Pontivy un monument commémoratif de cette assemblée.

Le décret par lequel le Conseil dénonce M. de Moynier, la lettre de ce commandant, le pacte et serment fédératifs de la troupe, sont à l'impression et vous seront envoyés sans tarder. Nous vous prévenons d'avance que dans ce serment il existe un article que l'Assemblée Nationale verra avec plaisir ; il y est dit que désormais toute haine, toute dispute de corps ou de régiment seront abjurées et que les soldats-citoyens et les citoyens-soldats ne feront plus qu'une famille réunie pour le bonheur général.

.....

11 janvier 1790.

Nous avons reçu, hier, dans votre paquet, des lettres patentes du Roi, concernant l'admission des non catholiques à tous les emplois, ainsi que l'instruction sur les municipalités. M. le Maire a reçu ces mêmes pièces par l'Intendant de la province, et lecture en a été faite, ce matin, au Conseil assemblé, pour en faire l'enregistrement et aviser aux moyens d'exécution du décret sur les municipalités.

Le Conseil avait, depuis quelque temps, ordonné à cet égard un travail préliminaire qui consistait à faire dresser par les capitaines de chaque compagnie, le rôle de population dans leurs quartiers respectifs ; mais, dans la plupart de ces quartiers, les enfants ayant été oubliés, nous sommes retardés dans notre marche ; de plus, quelques discussions se sont élevées, relativement aux individus qui devaient composer la population du lieu ; plusieurs ont pensé que les soldats de la garnison et les forçats mêmes devaient y être compris, et il a été nommé des commissaires chargés de présenter un plan qui fixera les quartiers ou arrondissements, et donnera des instructions plus étendues relatives à la localité, lesquelles ne sont point bien développées dans celle que l'Assemblée Nationale a fait passer.

Comme, sans comprendre la troupe et les forçats, notre ville renferme plus de 25.000 âmes, et que le nombre des

officiers municipaux serait toujours le même, quand il y aurait 12 ou 15.000 hommes de plus, le Conseil ne peut s'arrêter devant cette difficulté ; cependant les soldats, surtout ceux de marine, sont constamment attachés au département ; beaucoup d'entr'eux y ont femmes et enfants, quelques-uns possèdent des biens ou font quelque genre de commerce ; en un mot, quelque changement qui arrive dans la garnison, le même nombre d'hommes existant toujours, les militaires, les forçats mêmes, ne doivent-ils pas être compris dans le rôle de la population ? A ce sujet vos réflexions nous deviendront utiles, parce qu'elles pourront nous diriger sur l'admission des différents individus attachés au pouvoir exécutif, en y tenant directement ou indirectement soit comme militaires, comme membre d'administration. Par exemple, les Commissaires, Commis du port, Officiers de santé, etc.

En raison de quelques petites vexations que quelques soldats députés au Conseil ont éprouvées, et craintes fondées de quelques-uns, à l'instant où le Conseil va se dissoudre, il a été résolu, d'une voix unanime, de solliciter les congés de ceux d'entr'eux qui désireraient quitter le corps. L'indécision porte seule sur les moyens à employer pour les obtenir. Nous vous prions de prendre ceci dans la plus haute considération, de nous donner quelques lumières à ce sujet ; car, quoi qu'on en puisse dire, nous devons à ces braves députés, la tranquillité, et il serait de toute injustice de les livrer au ressentiment de leurs chefs.

Vous avez dû juger, par les pièces que nous vous avons envoyées, par les différents griefs que nous avons contre M. de Moynier, que notre conduite a été modérée et que le dernier décret du Conseil a été commandé par les circonstances les plus alarmantes pour lui-même, et par les sollicitations les plus vives de la part des militaires de la garnison, à qui ce chef est devenu odieux. Le Conseil ne peut donc se dispenser d'articuler les griefs, de les présenter à l'Assemblée Nationale qui les jugera, ou en tirera les inductions dont elles seront susceptibles.

Nous vous avons fait mention du départ de deux dé-

putés de nos jeunes citoyens pour Pontivy, à l'effet de renouveler le pacte fédératif de la jeunesse bretonne ; ce sont MM. Blades et Millet fils qui ont été nommés. Mais il est question, aujourd'hui, de députer deux des membres du Conseil à Saint-Brieuc où il y a une assemblée générale de députés de toutes les municipalités, pour se concerter sur les moyens d'exécution des règlements relatifs à la nouvelle organisation des municipalités (1).

Nous revenons encore au marché des sœurs, parce que vous semblez désapprouver les démarches du Conseil ; observez, Messieurs, que le marché est suspendu et qu'il est instant que l'Assemblée Nationale en décide. Le Conseil est bien éloigné de vouloir affaiblir la responsabilité des Ministres, mais quand ils agissent contre les ordonnances, par un marché clandestin, quand ils enrichissent des nonnes au détriment des citoyens, quand ils violent les décrets de l'Assemblée (on ne doit pas considérer les filles de la Sagesse comme des individus ecclésiastiques, à qui la Nation, sans doute, n'a pas voulu enlever les ressources de l'industrie, mais comme une communauté qui doit rentrer dans la classe des gens de mainmorte), quand enfin toute la ville, la campagne même s'alarment, la municipalité peut et doit s'opposer aux opérations du Ministère. C'est aussi, d'après ces motifs, qu'elle vous prie d'envisager sa cause (2).

13 janvier 1790.

.....
Notre dernière vous annonçait que le Conseil s'occupait

(1). — *Cons. gén.*, 11 janvier 1790, p. 320.

(2). — Cette affaire, qui passionnait l'opinion, semble avoir beaucoup ennuyé Le Gendre et Moyot, ils écrivaient le 4 janvier qu'il y avait peu d'espoir de voir aboutir la réclamation formulée contre le marché consenti aux sœurs : « Cette partie dépend spécialement du pouvoir exécutif, et nous pourrions dire, exclusivement, pendant que le corps législatif n'aura pas interposé la surveillance des municipalités. Il paraîtra déraisonnable et dérogatoire au système de la responsabilité de barrer les actes et les mesures de l'Administration, et il faudrait des moyens extraordinaires pour y porter une Assemblée dont le vœu est de se décharger du poids des affaires particulières. »

de nommer deux de ses membres pour se rendre à Saint-Brieuc, mais selon toute apparence, l'adresse des députés de la Bretagne aux jeunes citoyens a fait changer les dispositions à cet égard, car nous venons de recevoir de Morlaix un avis qui semble contremander cette convocation. MM. Gilard et Le Bronsort avaient été nommés au scrutin pour cette députation.

Vous trouverez, ci-inclus, deux exemplaires de l'adresse de notre brave milice nationale, à laquelle est annexé son règlement constitutif ; nous ne nous permettrons pas de vous tracer l'éloge de ces deux ouvrages réunis ; vous approuverez dans l'un, ce noble feu du patriotisme qui ennoblit les âmes et assure l'Assemblée Nationale de leur dévouement éternel ; dans l'autre, un ensemble de principes fondés sur la Liberté, sur les droits et sur la tranquillité des citoyens. Nous vous prévenons que M. le Président recevra aussi deux exemplaires, par ce courrier, mais c'est à vous, Messieurs, que l'adresse est particulièrement recommandée et nous vous prions, avec instance, d'en solliciter la lecture prompte.

Vous recevrez, en même temps, l'adresse du Conseil de Brest à l'Assemblée Nationale : en vous annonçant qu'elle est rédigée par M. Marec, c'est vous dire que le zèle, l'énergie et l'amour de la Patrie dont nous sommes tous pénétrés, y sont peints avec la chaleur et la vérité qui conviennent à des hommes libres.

.....

15 janvier 1790.

.....

Nous recevons, aujourd'hui, une réponse de M. l'Evêque de Châlons, président du Comité des rapports, en ce qui regarde notre première affaire avec M. de Moynier. Elle vous prouvera que jamais les municipalités n'auront raison tant qu'elles auront pour juges des Ministres intéressés à seconder leurs agents. Il semble d'ailleurs que dans

tous les Comités qui ont pour chefs des nobles ou des prélats, les plaintes sont toujours déferées au pouvoir exécutif qui devient par là juge de sa propre cause, et qui ne manque jamais de les étouffer. Ces réflexions sont celles du Conseil, très disposé à dénoncer l'Evêque de Châlons, comme ayant contrevenu à un des décrets de l'Assemblée Nationale. (1) Au reste, ces instructions pourront vous servir dans la cause que vous aurez bientôt à soutenir contre notre lieutenant du Roi.

Il est certain que nous devons être en garde plus que jamais. L'aristocratie travaille sans relâche. Des lettres imprimées circulent dans tous les régiments et ne tendent à rien moins qu'à vouloir intimider le soldat français et à lui faire envisager comme insubordination, mutinerie, etc., tout ce qu'il a fait pour la Patrie : mais le principal motif de ces reproches est de le disposer à la contre-révolution, en le ramenant à l'obéissance passive et aveugle de l'ancien système.

.....

20 janvier 1790.

Le Conseil s'est assemblé hier et aujourd'hui pour traiter la grande question sur l'éligibilité des divers individus attachés au pouvoir exécutif, et qui forment, comme vous le savez, les deux tiers de notre population. Il s'est élevé, à cet égard, des contestations fort épineuses, mais qui se sont trouvées jugées par le décret de l'Assemblée, concernant l'admission des non catholiques, qui porte formellement qu'il ne pourra être opposé, à l'éligibilité d'aucun citoyen, d'autre motif d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels ; on a aussi eu des doutes sur l'éligibilité du consignataire, des contrôleurs et des agents des fermes non percepteurs. Plusieurs membres étaient d'avis de con-

(1). — *Corr.*, 19 janvier 1790 : « Ménagez les termes dans la plainte que vous vous proposez contre M. l'Evêque de Châlons. »

sulter, par votre organe, l'Assemblée Nationale, mais il a été décidé qu'on se contenterait de demander vos lumières à ce sujet.

.....

Nous avons vu, dans votre chère lettre, le décret qui anéantit toutes les préventions des citoyens de Brest en enrichissant les filles de la Sagesse. Nous ne devons pas vous dissimuler qu'il a affligé beaucoup de personnes, en ce qu'il étend singulièrement le pouvoir des Ministres, qui ne pourra être arrêté que par une responsabilité précaire et de laquelle nous osons peu espérer ; mais nous vous adressons, ici, nos remerciements du zèle et de l'activité que vous avez employés dans cette affaire (1).

.....

22 janvier 1790.

Nous vous avons demandé un avis relatif aux élections prochaines, parce que le Conseil avait discuté sur les inconvénients et les avantages d'admettre, comme éligibles, toutes les personnes attachées aux services d'administration; vous vous êtes même occupés de cet objet, puisque vous annoncez une décision du Comité de Constitution. Cependant, la même question a reparu dans la séance de ce matin, et, après de grands débats, il a été arrêté qu'on ferait une adresse à l'Assemblée Nationale et qu'on n'agirait que d'après son décret. Une telle démarche peut suspendre nos travaux, et, en cela même, elle deviendrait inquiétante, si elle n'eut satisfait le peuple toujours inquiet et jaloux de se soustraire aux ordres des chefs attachés à la cause des Ministres.

Nous vous observons, Messieurs, qu'en vous parlant des soldats et même des forçats (2), nous voulions savoir, si

(1). — *Cons. gén.*, 25 janvier 1790, p. 328.

(2). — Le Gendre avait observé, avec raison, que les forçats étant « morts civilement » ne pouvaient être compris dans aucune liste de citoyens. (*Corr.*, 16 janvier 1790.)

décidément, ils devaient compter ou non, dans la population de la ville. Nous remarquons aussi que les commis de marine, ceux des vivres, les commissaires de la marine, etc., sont, en partie, sujets à aller à la mer ; que l'Intendant est aussi juge suprême de la Prévôté. Nous croyons, enfin, qu'il est essentiel d'avoir sur tous ces articles une instruction prompte et irrévocable, d'où puisse naître la satisfaction du peuple et l'assurance du Conseil.

Les apothicaires de marine ont vu, avec douleur, votre note qui les concerne. Ils vous prient de dénoncer le calomniateur dont vous vous plaignez, à tant de titres, et vous font passer leur protestation faite en plein Conseil.

26 janvier 1790.

.....
MM. Gillard et Le Bronsort, députés à Morlaix pour l'assemblée des deux évêchés, Saint-Pol et Tréguier, sont arrivés hier au soir et ont, dans la séance de ce jour, rendu compte de leur gestion (1). Les chefs de délibération de cette assemblée, portent sur les objets ci-après :

1° La Commission intermédiaire de l'Evêché du Léon a interrompu ses fonctions, parce que les membres de l'Eglise et de la Noblesse se sont permis d'apposer les scellés sur le bureau de la Commission. — Arrêté par l'assemblée de Morlaix qu'on stimulera les membres de cette Commission, même ceux additionnels, afin qu'ils s'assemblent le 28 de ce mois, à l'effet de procéder aux liefs desdits scellés et reprendre de suite leurs fonctions, en conformité du décret qu'ils ont voulu éluder sous prétexte qu'ils ne l'avaient pas reçu officiellement.

2° Arrêté également que le serment civique, dans les assemblées primaires, sera prêté individuellement et que, dans chaque municipalité, on doit former et tenir un état

(1). — *Cons. gén.*, 25 janvier 1790, p. 328.

nominal de chaque citoyen qui se présentera au serment ; a arrêté, de plus, que l'Assemblée Nationale sera suppliée de prononcer, contre les refusants, la déchéance de leurs pensions et la privation des places et bénéfices qu'ils tiennent du Gouvernement.

3° Le chapitre de Léon a fait adjuger l'annate de Guipavas. — Arrêté qu'il sera incessamment écrit à MM. les officiers municipaux de Saint-Pol de Léon pour les instruire de cette contravention au décret national et les engager à prendre des mesures capables de faire annuler l'adjudication.

4° Quelques-uns des ci-devant privilégiés affectent de s'écarter de la formule ordonnée pour la déclaration du quart de leurs revenus. — Arrêté qu'il ne sera désormais reçu de déclaration que suivant la formule stricte et littérale du décret que ces messieurs cherchent encore à méconnaître, en disant, nonchalamment « que le trésor royal avait des besoins et qu'ils se présentaient pour les faire cesser. »

5° Il a été question d'arrêter la cupidité des meuniers, dont les vexations se sont accrues depuis le décret qui les concerne. A ce sujet, l'Assemblée Nationale sera suppliée de fixer la juste indemnité qui doit être payée par les mouteux.

6° L'Assemblée Nationale sera suppliée d'ordonner aux Ministres, que chaque année ils aient à présenter un état des places vacantes et de ceux qui les auront obtenues, pour que la Nation soit assurée de l'exécution du décret qui admet à tous les emplois les Français indistinctement, en raison de leurs talents, etc.

7° Malgré la division de la province, d'établir, entre toutes les municipalités, une confédération intime, susceptible de réunir de cœur et d'intention tous les citoyens d'une même patrie.

Quant à l'assemblée des jeunes citoyens, à Pontivy, les nouvelles que nous en avons reçues ne parlent que d'une association plus que jamais fraternelle, d'un pacte fédératif qui doit s'étendre d'un bout de la France à l'autre, et

auquel les jeunes citoyens d'Angers ont déjà adhéré avec une force éloquente.

Le jugement prononcé en faveur de M. d'Albert, le décret qui approuve tous les marchés passés par les Ministres, les abus qui ne tarderont pas à en résulter, ont affligé tous nos concitoyens et, en particulier, le Conseil qui a les plus grandes raisons de suspecter la conduite de M. de la Luzerne. Déjà ce chef de la marine a suspendu le payement des journées pour tout ouvrier qui serait de garde. De nouveaux marchés sont passés, dans le port, à un prix énorme et beaucoup plus haut que ceux précédents : enfin, tout annonce que le pouvoir exécutif va, sous prétexte de responsabilité, écraser quiconque déplaira à lui ou à ses subalternes ; qu'aucune malversation ne pourra être arrêtée dans tout ce qui regardera l'Administration ; mais ce qui frappe essentiellement, c'est que le foyer de tous ces maux est placé dans les bureaux de la Cour, et qu'on ne parviendra à les détruire qu'en déplaçant ces agents terribles, ces premiers-commis intéressés à les maintenir ; ce qui frappe encore, c'est que le Conseil de la marine, dont les vues ambitieuses et toujours partiales n'ont encore attiré que des plaintes justes et inutiles, ait l'audace d'intriguer au milieu du Comité de marine, en frondant l'autorité nationale qui, depuis longtemps, aurait dû l'anéantir ; ce qui frappe, enfin, c'est que le Comité de marine paraisse n'agir qu'au gré des créatures du Ministre, sans que l'Assemblée Nationale mette un frein à tant de menées sourdes et anticonstitutionnelles.

Aussi, Messieurs, ne tarderez-vous point à recevoir un mémoire vigoureux adressé à l'Assemblée Nationale, et tendant à lui faire connaître tout ce dont est capable M. de la Luzerne ; vous y verrez et tous nos braves représentants verront combien est affreux le décret arraché à une Assemblée surprise, qui, sans le vouloir, a jeté le désespoir dans notre ville et sans doute dans toute la France.

Les malades de l'hôpital militaire de Morlaix et ceux de Brest sont actuellement dans l'hôpital de marine. Trente-

quelques sujets sont renvoyés inhumainement, non compris les apothicaires de ce dernier, sur le sort desquels il n'a point encore été prononcé, parce que l'Intendant attend les ordres du Ministre. Voilà une réforme bien affligeante, et à l'instant qu'elle s'effectue on fait des promotions de lieutenant de vaisseau et beaucoup d'autres dépenses plus ridicules et plus injustes.

Dans notre séance d'aujourd'hui, on a encore agité la question de savoir si les employés des fermes de toutes les parties, autres que les receveurs, sont éligibles ou non.

Nous ne vous parlons point des moines, parce que nous les croyons électeurs et éligibles, et si cela n'était pas, nous vous prions d'en dire un mot au Comité de Constitution, qui le portera à l'Assemblée Nationale.

Quant à M. l'Evêque de Châlons, dont la réponse au Conseil est sèche et contraire à ses désirs, il n'en est plus question, et cette affaire rentre dans celle qui concerne M. le Comte de Moynier.

Nous sommes aussi impatients que vous, d'avoir le compte exact et précis des dépenses de Lannion. A cet effet, on avait formé un Comité de finances qui, dans l'avant-dernière séance, a fait son rapport et a annoncé que cette dépense se montait à 25.000 quelques livres, mais comme il restait encore quelques articles à éclaircir et à vérifier, nous sommes forcés d'attendre quelques courriers avant de vous envoyer le compte définitif (1).

.....

27 janvier 1790.

.....

Nous vous faisons passer ci-inclus, le mémoire manuscrit de MM. les officiers de mérite du corps royal des canoniers-matelots, et la lettre qu'ils vous écrivent. Vous avez toujours pris à cœur la cause de ces braves militaires si

(1). — *Cons. gén.*, 19 janvier 1790, p. 320.

longtemps et si injustement livrés aux caprices de leurs chefs ; nous vous la recommandons avec une nouvelle ardeur et nous osons attendre, Messieurs, que vous la plaidez avec tout le feu dont vous êtes capables, et si le Ministre ou tout autre intéressé à renverser les projets de ces dignes officiers, voulaient leur tendre des pièges auprès du Comité de la marine, nous sommes intimement persuadés que vous ne négligerez aucun moyen d'en arrêter l'effet abominable. Le sort des officiers de mérite est lié à celui du soldat ; n'oubliez ni les uns ni les autres, et comptez sur notre reconnaissance comme sur la leur. N'oubliez pas, surtout, que les officiers ont des appointements très faibles et ajoutez à leur mémoire un article qu'ils y ont omis, celui de leur faire obtenir 1,200 livres par an, somme nécessaire à raison du prix des vivres, des logements, etc.

.....

29 janvier 1790.

La cause que vous venez de soutenir, dans la fixation du chef-lieu de notre département, était celle de la justice et de la raison, mais avec des adversaires tels que MM. de Champeaux et de Kervelegan, vous aviez à combattre la force et l'intrigue ; vous étiez obligés d'éclaircir des preuves cachées ou absolument mises à l'écart, enfin vous aviez à lutter contre un rapporteur impartial, mais prévenu à notre désavantage. Toutes ces difficultés vous les avez affranchies, Messieurs, et en ranimant l'espoir de vos concitoyens, vous leur avez prouvé que l'éloquence échauffée par l'amitié peut vaincre tous les obstacles (1).

Nous sommes spécialement chargés de vous faire les plus grands remerciements et de vous témoigner une entière reconnaissance. Si Brest n'emporte pas la palme, du moins Quimper n'est-il pas sûr de l'obtenir, et dans ce dernier cas, le chef-lieu ne sera pas éloigné de nous.

(1). — *Corr.*, 22 janvier 1790. — *Bull.*, 1^{er} sem. 1790, p. 73.

On a pesé l'argenterie provenant des dons patriotiques apportés par la ville et par la campagne de notre sénéchaussée. Ils consistent en 377 marcs d'argent et 3 marcs $\frac{1}{2}$ d'or, qui, sous peu de jours, vous seront envoyés par la messagerie qui les transportera gratis.

.....

Vous savez sans doute que les vassaux des environs de Rennes attaquent à force ouverte leurs seigneurs ; que la maison du Chevalier de Guer est brûlée, etc. ; cela vous annonce qu'il est temps de se constituer, afin que chacun connaisse ses droits sans les outrepasser.

.....

1^{er} février 1790.

M. Béranger nous a communiqué la lettre que vous lui avez écrite, concernant les créanciers de la maison Guéméné. Comme il était nécessaire que vos avis fussent connus de tous les intéressés, nous avons pris le parti de les insérer dans le registre public. Nous ne pouvons pas vous dire quelle décision prendront tous ces messieurs, mais nous en voyons plusieurs disposés à demander une assemblée de tous leurs confrères et à demander qu'on agisse vivement, par la voie de justice, sans laquelle les Rohan se croiront en droit de dicter des lois.

Nous vous avons marqué dans les derniers courriers que le Conseil avait le plus grand désir d'obtenir le congé des militaires qui sont dans son sein ; vous savez aussi que le dernier parti pris est d'écrire conjointement avec les officiers principaux des différents corps, aux Ministres de terre et mer, afin de les décider plus sûrement (1). Nous vous envoyons la lettre du Conseil à MM. de la Tour du Pin et de la Luzerne, et nous vous supplions d'ajouter à cet écrit les démarches que vous croirez propres à en hâter l'effet.

.....

(1). — *Cons. gén.*, 25 janvier 1790, p. 330.

3 février 1790.

Dans la séance d'hier, il a été donné lecture du mémoire qui avait été confié à quatre membres du Conseil et dans lequel le despotisme ministériel, l'intrigue des nobles bretons, l'opiniâtreté blâmable de M. de Moynier sont vigoureusement dénoncés, mais, quoique le principal rédacteur n'ait omis aucune circonstance, aucun moyen de conviction ; quoique l'enchaînement des faits et l'énergie des termes aient mérité et obtenu les plus grandes approbations, cependant le Conseil a nommé une seconde Commission examinatrice, d'où résultera, sans doute, un travail plus parfait ou, du moins, plus convenable à tous les membres.

.....

Nous avons reçu une lettre imprimée de la municipalité de Nantes ; elle nous annonce qu'une assemblée générale doit se tenir, le 15 de ce mois, à Pontivy, et nous engage à nommer deux de nos membres pour s'y rendre. Une pareille députation avait déjà été projetée sans succès, et vous étiez enchanté que cela se fut passé ainsi ; cependant, Messieurs, si toutes les municipalités s'entendent, si, dans toute la province, il y a un arrêté pris, le Conseil de Brest agira à l'exemple de tous ses frères et ne manquera pas d'envoyer à Pontivy où les choses se passeront aussi bien que dans l'assemblée des jeunes citoyens dont vous devez avoir le pacte et l'objet de toutes ses séances (1).

.....

Nous vous envoyons le décret du Conseil, concernant l'opposition de M. de Moynier à l'exécution du pacte fédératif des militaires entre eux et avec les citoyens. Nous vous prévenons que le mécontentement est général, que les observations offensantes du Commandant sont toujours présentes à l'esprit de nos braves soldats et nous vous prions fortement d'agir avec vigueur contre un homme sur qui la raison et la douceur n'ont aucun empire.

(1). — *Cons. gén.*, 5 février 1790, p. 339. On nomma MM. Ké-rillis et Marec.

D'ailleurs la pièce que vous recevrez n'est point une dénonciation formelle, mais l'exposition de faits authentiques à l'appui desquels l'Assemblée Nationale pourra facilement et promptement prononcer.

8 février 1790.

.....
On débite ici que le Comité de marine est changé (1) : nous ne vous dissimulerons pas que tous les bons citoyens verront avec plaisir cette nouvelle se confirmer. Car le peu qui avait transpiré de ces dispositions régénératrices n'annonçait pas grande amélioration dans le système futur de la marine.
.....

10 février 1790.

Nous avons reçu, avec votre chère lettre, le discours du Roi à l'Assemblée Nationale, et tous les bons citoyens partagent l'attendrissement et l'admiration qu'il a inspiré à tous les Français (2). Cette démarche aura, sans contre-dit, fixé la Révolution, et il ne reste plus à nos ennemis qu'à ensevelir leur rage et leur désespoir (3).

Les détails que vous avez bien voulu nous donner sur l'éligibilité aux fonctions municipales ont déterminé la convocation du Conseil pour demain, et nous vous en donnerons le résultat pour le courrier prochain, et nous :

(1). — Un des nombreux faux bruits qui couraient. (*Corr.*, 13 février 1790.)

(2). — *Corr.*, 4 février 1790. — *Bull.*, 1^{er} sem. 1790, p. 119.

(3). — « Nous ne chercherons pas à peindre la douce émotion, les sentiments délicieux qu'il a fait naître et dont le Roi lui-même était pénétré ; il faut, pour en juger, avoir eu le bonheur de l'entendre, de partager cette effusion de cœur avec laquelle il s'exprimait, cet attendrissement de Sa Majesté dans la partie du discours où elle nous a communiqué sa sollicitude, son amour pour le Peuple français, son dévouement à la liberté publique et son association entière aux travaux et aux succès de la révolution. » (*Corr.*, 4 février 1790.)

vous y annoncerons, sans doute, l'organisation prochaine de la municipalité. Nous nous ferons un devoir d'instruire la sénéchaussée de vos intentions sur la nomination de deux suppléants. Nous apprenons avec une grande satisfaction que M. Le Gendre préside la Chambre de la Province. Sa modestie ordinaire ne lui a pas permis de nous donner lui-même cette nouvelle flatteuse.

.....

12 février 1790.

.....

MM. les députés militaires, membres du Conseil, ont reçu avec reconnaissance votre réponse les concernant, et vous supplient de solliciter et presser MM. les Ministres de décider de leur sort ; ils sont d'autant plus impatients que la municipalité va s'organiser bientôt.

MM. les canonniers-matelots ont fait hier l'offrande de leur don patriotique qui se monte à 8.622 livres ; la générosité de ces bons et fidèles patriotes mérite bien qu'on en fasse une mention honorable, et le Conseil, qui l'a reçu, avec les plus grands applaudissements, vous prie de solliciter du président de l'Assemblée Nationale, qu'il soit dit un mot dans l'une des séances (1).

15 février 1790.

Le vœu des habitants de Brest était qu'on fît partir deux députés pour offrir à l'Assemblée Nationale le don patriotique de la sénéchaussée, et faire part, de concert avec vous, des plaintes portées dans le mémoire que nous vous avons annoncé. Malgré ce désir général, le Conseil assemblé s'est profondément occupé de la nécessité ou de l'inutilité de cette députation. La matière épuisée, on est allé aux voix et il a été décidé, à la grande majorité, que MM. Cavelier et Siviniant partiraient jeudi prochain (2).

(1). — *Cons. gén.*, 11 février 1790, p. 344.

(2). — *Cons. gén.*, 14 février 1790, p. 346.

Si leur mission n'a pas tout le succès possible, du moins auront-ils l'avantage, Messieurs, de vous voir et de vous assurer de la reconnaissance, sans bornes, de tous vos compatriotes.

Dans votre lettre du 8 février, où vous parlez de l'affaire des toiles, ces mots : « qui ne devaient regarder personne » ont fort affligé ceux qui sont détenus ou qui l'ont été pendant deux ans (1) ; la personne, entr'autres, qui a quitté la ville, craint fort de n'y pouvoir rentrer (2). Aussi nous vous prions de vous occuper de nouveau de cette affaire, afin que l'espoir renaisse dans les cœurs que cette malheureuse affaire a ulcérés.

17 février 1790.

Nous espérons que votre avis sur le retard de la formation de notre municipalité tranquillisera le citoyen, qu'il l'amènera à devenir impartial (3). Il est apparent que, comme vous l'annoncez, le Comité produisant à l'Assemblée Nationale notre mémoire, cette dernière s'expliquera sur son contenu et lèvera nos doutes sur l'éligibilité des agents du pouvoir exécutif.

.....

19 février 1790.

La suppression des moines a presque déterminé un feu de joie dans la ville (4). Il était réellement temps de nous

(1). — Le Gendre et Moyot écrivaient le 8 février 1790 qu'ils avaient fait une démarche « ...chez M. le Garde des Sceaux que nous n'avons pas trouvé, mais M. Coquebert nous a assuré... qu'incessamment il reverrait l'affaire des toiles qui ne devait intéresser personne. » Le 20 février, ils se croient obligés de revenir sur cette expression et en expliquer le sens qui n'avait pas été saisi à Brest : « dont personne n'est intéressé à provoquer la poursuite. » (*Corr.*)

(2). — L'un des inculpés, Jean Bernicot, chapelier, qui réussit à s'évader de la prison du château.

(3). — Les deux mémoires établis à Brest avaient été égarés à Paris par le Comité de Constitution. (*Corr.*, 16 février 1790.)

(4). — *Corr.*, 13 et 15 février 1790. — *Bull.* 1790, n° 19, p. 151 et 20, p. 159.

débarrasser de cette gente oisive qui faisait payer trop cher le privilège qu'elle avait de s'adresser directement à Dieu.

Hier, la séance du Conseil fut très orageuse. Il fut encore question du mémoire que nous vous avons plusieurs fois annoncé. Plusieurs membres se déclarèrent opposants à une députation extraordinaire pour une affaire qui était commise à vos uniques soins. La discussion s'engagea ; elle devint chaude et bruyante ; enfin il fallut aller aux voix pour savoir si le mémoire serait envoyé ordinairement ou extraordinairement. La majorité fut cette fois-ci pour qu'il vous fut envoyé directement et fortement recommandé : les signatures individuelles furent exigées et nous devons vous le faire passer aujourd'hui. Mais, à l'instant, six cents personnes assemblées sur la place du Château nous prescrivent ou d'envoyer des députés extraordinaires ou de ne pas faire partir le mémoire ; or, comme le Comité n'ose prendre sur lui aucune détermination quelconque, comme nous ne pouvons agir de notre propre autorité, nous nous bornons à attendre et à solliciter une assemblée générale (1).

L'affaire des toiles a été également mise sur le tapis. M. de Coatiogan a été vivement sollicité de demander des lettres d'abolition pour tous les anciens détenus (2) : et on nous a chargés de vous engager à suivre cette affaire et à en presser la termination.

Le temps approche où la municipalité va s'organiser, nous n'attendons même pour cela que le mémoire du Comité de Constitution. Cependant les soldats, membres du Conseil, sont toujours dans une incertitude alarmante. Ils vous prient de hâter l'envoi de leurs congés que le Conseil sollicite avec le même empressement.

Nous savons que M. Binard vous a mis sous les yeux l'injustice criante que le Ministre vient de lui faire ; elle vient d'être portée à son comble par une lettre de M. de la

(1). — *Cons. gén.*, 18 février 1790, p. 349.

(2). — *Cons. gén.*, 18 février 1790, p. 348.

Luzerne qui ôte à ce fournisseur jusqu'à l'espoir de livrer ses feuilles et ses clous, malgré les ordres bien stipulés de M. l'Intendant de faire venir ces objets, malgré le bénéfice qui en provient, malgré la conviction où est le Ministre que la prétendue manufacture de Romilly fait venir les mêmes marchandises de l'Angleterre. Nous vous recommandons la cause de ce bon citoyen ; nous croyons même essentiel de citer ce trait affreux dans le mémoire qui altère aujourd'hui notre tranquillité.

Nous ne vous le dissimulons pas, Messieurs, les esprits brestois sont échauffés : d'un côté, le Ministre et ses coadjuteurs déplaisent infiniment ; de l'autre, on voit avec regret l'éloignement des élections municipales, aidez-nous donc de vos conseils et dites-nous, en toute assurance, ce que nous devons faire pour éviter les maux qui pourraient nous surprendre.

.....

22 février 1790.

.....

Nous vous avons annoncé que le mémoire qui avait pour principal objet de réclamer contre le pouvoir exécutif en général, dont l'autorité n'a rien perdu de son influence abusive, et dont la morgue se soutient encore au même degré, traitait assez au long de M. le Comte de Moynier, et qu'on y avait inséré l'insulte faite par lui aux soldats de la garnison. Ceux-ci, cédant à leurs sentiments de générosité, ont pardonné l'injure faite par M. de Moynier qui leur a adressé une lettre flatteuse et pleine de témoignages d'estime et d'amitié. Le Conseil n'a pu qu'applaudir aux sentiments de ces braves militaires, dont une députation s'est présentée, hier, à l'Assemblée. En conséquence, il a été arrêté que les commissaires-rédacteurs du mémoire le reprendraient pour en extraire l'article de l'injure faite aux soldats par M. de Moynier.

24 février 1790.

.....
Nous voyons, comme vous, Messieurs, que les moines auxquels ont été joints les ci-devant jésuites, ont été traités avantageusement et que la Nation s'est imposée une cruelle tâche (1). Nous nous apercevons déjà que la caisse nationale est à sec ; le trésor de la marine ne paye qu'en papier, et ce papier n'est reçu que moyennant une escompte qui fait frémir. On dit, il est vrai, que les receveurs de la province ont ordre de verser leurs fonds au trésor du port, mais qui peut assurer que cela se fera et quand cela sera ?

Les environs de Rennes sont encore en proie aux insultes des bandits, d'après cela, la municipalité a défendu à tous distributeurs de poudre d'en donner sans une permission expresse de sa part. Le Conseil de Brest n'a pas cru user de la même précaution dans son canton, dans la crainte d'y jeter peut-être une sorte d'alarme, et vu que ce serait ici une précaution inutile par la facilité que les mal intentionnés auraient de se procurer de la poudre par d'autres voies que celles des bureaux autorisés (2).

26 février 1790.

.....
Les listes des citoyens électeurs et éligibles étaient affichées, lorsque l'avis du Comité de constitution nous est parvenu (3) ; le Conseil s'est néanmoins assemblé et a, pendant deux jours, discuté sur les changements et, l'on peut dire, les troubles que l'opinion de M. Le Chapelier allait faire naître; enfin, après avoir consulté vos précédentes lettres, entr'autres celles où vous nous établissiez juges des difficultés qui s'offraient dans l'organisation de la Municipalité, il a été décidé qu'on procéderait aux élections suivant

(1). — *Cons. gén.*, 24 février 1790, p. 351.

(2). — *Corr.*, 20 février 1790. — *Bull.*, 1790, n° 22, p. 175.

(3). — *Cons. gén.*, 24 février 1790, p. 353.

le premier plan, laissant au peuple instruit de la note que vous nous avez fait passer, la liberté de son choix. Cependant, nous n'avons pas cru devoir faire imprimer la susdite note, 1° parce que les Comités ne doivent faire publier leurs avis que d'après la sanction de l'Assemblée Nationale; 2° parce que dans celui-ci, les domestiques étant soustraits de la population, ainsi que les soldats, etc., des factieux auraient pu demander que le nombre des officiers municipaux fut réduit au plus à douze, et vous savez qu'il ne leur eût guère été possible de faire face à tous leurs devoirs.

Il paraît, par une lettre de Pontrieux, que cette ville a été choisie par les membres de la députation de Bretagne, pour chef-lieu de district et du tribunal de justice. Cependant la Municipalité de Pontrieux nous mande que Guingamp, Paimpol, Tréguier et Lannion réclament contre cette décision et ont député, à cet effet, vers l'Assemblée Nationale. Nous sommes donc invités de vous solliciter en faveur de Pontrieux et nous le faisons avec la plus grande satisfaction, vu que les citoyens de toutes les classes se sont montrés, dans toute occasion, comme nos vrais amis et d'excellents patriotes. Si, d'ailleurs, la localité de Pontrieux est convenable à leur demande.

.....

1^{er} mars 1790.

Nous touchons au terme qui va fixer le sort des Brestoises, c'est aussi l'époque où le Conseil, déposant son autorité, va trouver dans les municipaux qui le remplaceront et dans le peuple, en général, des juges sévères qui lui feront bientôt connaître le bien qui aura été fait et les erreurs qu'il aura pu commettre. Cette perspective est bien capable d'inquiéter cent personnes qui se sont livrées, avec ardeur, à un service dont le but était l'intérêt public et la tranquillité qu'il fallait allier aux principes d'une liberté naissante.

Vous savez mieux que nous, Messieurs, combien il est

difficile de rassembler les opinions, de les appliquer toutes au même point ; vous savez qu'il est impossible d'apaiser en un jour, une foule d'hommes qui, se repliant sur le passé, ne voient autour d'eux que des abus à réprimer et des crimes à punir ; vous savez enfin que les ruses, les luttes continuelles de privilégiés anéantis, ont dû augmenter la vigueur des mécontents et nécessiter, parfois, des secousses dangereuses. C'est au milieu de ces prétentions respectives que le Conseil s'est vu obligé de prononcer. Il avait sous les yeux les représentants de la Nation, unis pour le bonheur des Français, il voyait que ce bonheur serait imaginaire, tant que ces privilégiés impunis pourraient s'opposer à la Révolution ; il n'a donc pu la protéger qu'en les menaçant et en soumettant à l'Assemblée Nationale des griefs multipliés ; mais quelles qu'aient été les décisions du Conseil, elles n'ont jamais attaqué la confiance qui vous est due à tant de titres. S'il fut arrêté que des députés extraordinaires porteraient le mémoire dont vous semblez craindre les effets, sans le blâmer et même sans le connaître, c'est que quelques membres du Conseil et la plupart des citoyens ont pensé que cette députation rendrait le don patriotique de la Sénéchaussée plus ostensible et plus éclatant, c'est que plusieurs villes ont donné cet exemple. Il est vrai, Messieurs, qu'en même temps, le Conseil dénonçait des abus ministériels et que, dès lors, les députés extraordinaires semblaient chargés d'une mission importante. C'est sous ce point de vue que quelques séances ont été en proie à des débats orageux. Quoiqu'il en soit, MM. Cavelier et Siviniant connaissaient vos principes, vos droits, votre pouvoir et l'amitié qui vous liait à toute la ville ; ils devaient donc vous voir, vous consulter et n'agir que d'après vos lumières en vous portant le désir du Conseil de vous conserver longtemps à la place éminente que vous possédez. Et ce qui vous prouve, Messieurs, qu'il ne fut jamais question de vous arracher la confiance publique, c'est que malgré les réclamations les plus vives, malgré les demandes les plus expresses de faire partir les députés dont le voyage avait été supprimé par une seconde délibération du Conseil, il n'a jamais voulu déli-

bérer sur ces pétitions et a décidé que si le mémoire devenait nécessaire, il vous serait directement envoyé.

.....

3 mars 1790.

.....

Hier, nos assemblées particulières ont été constituées, et les officiers de chacune d'elles ont été nommés ; tout s'est passé dans le plus grand silence ; mais l'élection de ces officiers ayant porté principalement sur divers agents du pouvoir exécutif, notamment sur plusieurs commissaires, un grand nombre d'habitants a murmuré et a cru y entrevoir d'avance une prépondérance de suffrages et qui excluraient un grand nombre de citoyens des places municipales. On vient de nous assurer que ce mécontentement a éclaté, aujourd'hui, dans l'Assemblée des Carmes, où la motion s'est faite assez tumultueusement pour qu'il fut définitivement statué si, aux termes de l'avis du Comité de constitution, les diverses personnes y énoncées étaient éligibles avec ou sans option. Une députation de cette assemblée des Carmes a porté aux différentes assemblées la difficulté qui venait de s'élever, et dans quelques-unes la délibération a été ajournée à après-midi, deux heures ; cela ne prouve pas, sans doute, que l'effervescence soit dangereuse, mais cela annonce, au moins, que l'élection ne se fera pas sans quelques débats. Vous savez que les citoyens employés dans le Port sont à peu près en nombre égal à celui des habitants purement et simplement ; ne pouvait-on pas craindre que l'élection ne fut suspendue jusqu'à la décision formelle de l'Assemblée Nationale elle-même ? Car nous avons peine à croire que l'avis du Comité de constitution, que vous nous avez transmis, soit regardé comme décisif.

.....

En ce moment le beffroi sonne pour le terme des assemblées, on y va, sans doute, agiter la grande question dont

nous venons de vous parler, et nous regrettons d'être forcés d'attendre un prochain courrier pour vous en envoyer le résultat.

5 mars 1790.

M. Malmanche neveu et M. Duplessix-Smith ont été les deux concurrents à la place de Maire, désignés par la majorité des suffrages au second scrutin ; le résultat du troisième et définitif s'est trouvé en faveur de M. Malmanche qui a réuni une majorité de 996 voix sur 1.554 votants, et il a été proclamé aussitôt, au milieu des applaudissements et de la satisfaction publiques. Ce matin, on procède à la nomination du Procureur de la commune, et nous n'en connaissons, sans doute, le résultat que demain à midi, presumant bien qu'il faudra trois tours de scrutin, vu la division d'opinions.

Les difficultés élevées au sujet de l'éligibilité, sans restriction, des commis de la marine ont été aplanies par la promesse qu'on a faite de consulter l'Assemblée Nationale, en cas qu'il y en eut qui réunissent les suffrages, ce que nous présumons d'avance. Cependant, il est possible que ces réclamations ne soient pas exigées.

.....

8 mars 1790.

A cela près de quelques débats élevés à l'égard de l'éligibilité absolue des commis de la marine, les assemblées primaires ont été fort tranquilles. Le Procureur de la commune et son substitut ont été élus. Le premier est M. Cavellier, commis de la marine, qui a eu pour concurrent M. Smith et qui l'a emporté à une grande majorité. Le second est M. Marec, commis de la marine, qui a eu aussi une grande prépondérance sur M. Le Bronsort. Nous vous observerons, à l'égard de ce dernier, que lorsque la concurrence a été établie, il y a donné sa renonciation formelle, mais on

l'a regardée comme anticipée, et il a été décidé que le troisième scrutin aurait lieu, pour ne pas intervertir l'ordre des élections.

Nous devons vous prévenir que, malgré les réclamations faites contre tout ce qui tient au pouvoir exécutif, le Procureur de la commune et son Substitut ont obtenu des honneurs et excité les applaudissements d'un peuple nombreux, ce qui prouve la joie et la satisfaction qu'il ressent de ce choix. Nous vous en faisons la remarque, car la discussion s'est encore renouvelée aujourd'hui et il paraît que quelques citoyens se décident à faire une adresse à l'Assemblée Nationale, qui tendra à solliciter d'elle un décret formel, qui prononce sur la compatibilité ou non compatibilité des officiers d'administration.

10 mars 1790.

.....

Nous sommes spécialement chargés de conférer avec M. le Président de l'Assemblée Nationale, pour que la mention du don patriotique soit incessamment faite ; vous vous rappelez que nous ne vous avons prié d'en suspendre l'annonce que pour procurer au mémoire sur le pouvoir exécutif, un passe-port valide. Maintenant qu'il n'est plus question de mémoire, il est nécessaire de faire jouir les citoyens patriotes de la satisfaction que mérite leur dévouement.

12 mars 1790.

.....

Le premier scrutin pour les officiers municipaux n'a présenté aucune majorité absolue : il ne manquait que 4 voix à M. Malassis et 24 à M. Le Baron père. Dans ce moment, on s'occupe du second scrutin qui ne sera dépouillé que demain matin.

Le papier public, sous le titre de *Journal des Journaux*, mande que les troupes de la garnison de terre et de mer, à

Brest, se sont rendues à l'Hôtel de Ville, qu'ils y ont rétracté le serment patriotique décrété par l'Assemblée Nationale et exigé que le registre où le serment était inscrit, fut déchiré, en ajoutant que ces troupes s'en tenaient au premier serment de fidélité qu'elles avaient juré au Roi. Tout ceci étant absolument faux, puisque non seulement les soldats tiennent à leur premier serment, mais même en ont fait un second dont vous connaissez les termes, nous écrivons au Comité des recherches afin qu'il fasse cesser des bruits aussi injurieux à la Municipalité et à notre brave garnison, et nous vous prions de faire savoir au journaliste qu'il est de son devoir de rétracter. Il serait peut-être bon aussi que tous les papiers annonçassent la fausseté de ce bruit infâme, fondé vraisemblablement sur la grâce que les grenadiers de Beauce, Normandie et des députés du corps royal sont venus demander pour M. de Moynier qui les avait calomniés (1).

La Municipalité de Guingamp nous fait part des émigrations considérables qui ont lieu dans ses environs. La plupart des nobles ont d'abord rassemblé tout leur numéraire et ensuite pris de fortes sommes chez des banquiers, après quoi ils sont partis pour l'Angleterre. Quoique dans cette lettre, les émigrants ne soient pas nommés, nous apprenons que MM. Dugage et Kérouar et autres sont de ce nombre ; au reste, on nous invite à solliciter, par vous, Messieurs, un décret qui puisse arrêter le départ de tant de personnes et surtout du numéraire.

15 mars 1790.

Le second scrutin, pour l'élection des officiers municipaux, nous a donné MM. Le Baron père et Malassis qui ont

(1). — Dans une séance extraordinaire du soir, le 19 mars 1790, un des membres du Conseil général, donna lecture d'un numéro de la *Gazette de Paris*, du 14 mars, qui contenait également le récit d'un prétendu mouvement des grenadiers de Brest, qui auraient lacéré les registres et insulté les officiers municipaux. (*Bull.*, 1790, n° 31, p. 248.)

été témoins de la joie universelle et ont reçu les applaudissements qu'ils méritaient. Le troisième scrutin n'exigeant que la pluralité relative; l'ordre des suffrages a présenté : MM. Dagonne aîné, Billard père, Berthome aîné, Douesnel, Léquier, Bersolles, Duplessix-Richard, Duval-Leroy, Bricchet de Kerillis, Binard père, Duplessix-Smith, l'abbé Béchenec et Dandin neveu. Nous vous observons que M. Gillaud était du nombre des élus, et qu'ayant remercié, ainsi que M. de Kérillis, MM. Béchenec et Dandin qui, après eux, réunissaient le plus de voix, ont été proclamés municipaux. Nous vous observons aussi que tous les habitants, sur pied, précédés d'une musique brillante, ont fait retentir la ville de leurs cris joyeux et répétés.

Aujourd'hui, nous avons commencé le scrutin pour les notables. Mercredi, nous pourrons vous en envoyer le résultat.

Il s'est présenté, ce jour, au Conseil, une députation très nombreuse des soldats et bas-officiers de tous les corps de la garnison ; elle avait pour but l'assertion injurieuse du journal de M^{me} Beaumont contre laquelle nous vous avons déjà écrit, ainsi qu'au Comité des recherches. Ces braves militaires sont dans l'intention de porter leur plainte au président de l'Assemblée Nationale et à la Municipalité de Paris. Leur lettre, dont ils ont fait part au Conseil, annonce les sentiments du vrai patriotisme, de l'attachement à la Constitution et d'un dévouement sans bornes au Monarque chéri qui nous gouverne. Ceci, comme vous voyez, Messieurs, est bien loin de ce qui est marqué dans le *Journal des Journaux*. Aussi n'avions-nous pas craint de vous dénoncer cette feuille, car tous ces braves guerriers nous étaient connus et nous savions d'avance qu'ils s'élèveraient avec force contre un bruit qui insulte tout à la fois à leur délicatesse et à leur honneur. Ils désirent même d'en connaître l'auteur et nous vous prions instamment de les appuyer dans leur juste demande, qui est entièrement conforme à celle du Conseil.

.....

17 mars 1790.

.....
La seule chose intéressante que nous ayons à vous marquer est la nomination des notables, qui sont : MM. La Rivière père, Branda, Féburien-Lassaigne, La Ligne, avocat, Bunelle père, Le Normand, Marchand aîné, Boissier, Gesnouin, Le Moine, trésorier, Beurrier, Duret, Laurans, Hardy père, Dupré, Edern, Bergevin père, Gaudalet, Frémy, Floch, J., contrôleur, Marzin, Le Fournier, libraire, Grimaud père, Rahier père, Corré de Vilson et Le Gouès. Ces quatre derniers sont en remplacement de MM. La Riochais, Beaupréau, Cerubé et Barré (1) qui ont remercié, et après lesquels ils avaient la pluralité des suffrages.

Quant à la réception, nous devons vous dire qu'elle n'a été ni moins brillante, ni moins joyeuse que les précédentes et il nous est bien flatteur de vous mettre, sous les yeux, la satisfaction de tous nos contitoyens, au sort desquels vous vous intéressez de plus en plus (2).

Dimanche prochain, la grande et religieuse cérémonie du serment aura lieu sur la place du Château. Déjà nos architectes et nos peintres se préparent pour y dresser un monument simple, mais d'un goût délicat, et conforme aux circonstances heureuses qui rassemblent des citoyens paisibles, courageux et satisfaits (3).

19 mars 1790.

.....
On s'occupe actuellement des préparatifs de la cérémonie d'installation qui se fera dimanche sur la place du Château, où on dresse un autel sur lequel sera dite une

(1). — *Cons. gén.*, 17 mars 1790, p. 363. M. Barré fit remarquer que c'était par erreur qu'on parlait de son refus, et alors M. Le Gouès se désista en sa faveur.

(2). — *Cons. gén.*, 17 mars 1790, p. 359.

(3). — *Cons. gén.*, 17 mars 1790, p. 360.

messe basse, suivie du serment solennel. Nous n'anticiperons pas sur la narration de cet acte dont l'appareil sera pompeux et majestueux ; il en sera dressé un procès-verbal qui vous en informera, sans doute, dans les plus grands détails.

Nous apprenons avec douleur les reproches que l'administration des finances a élevés sur la diminution ou presque nullité du produit des devoirs, impôts et billets ; mais nous sommes portés à croire que ce reproche n'est pas fondé, vous connaissez notre ville, et vous savez quel est son genre de commerce, mais nous pouvons assurer que la fraude n'est pas aujourd'hui plus considérable qu'avant la Révolution, nous hasarderions même de dire avec des personnes que le décret sur les eaux-de-vie est la cause de cette diminution, car, dans les campagnes, les malheureux aujourd'hui qui peuvent avoir cette boisson à vingt-cinq sols la préfèrent au vin et ne consomment qu'elle, ce qui doit nécessairement diminuer la consommation des vins.

Nous sommes arrivés, Messieurs, à l'époque où nos fonctions cessent et où nous allons terminer une correspondance qui nous était chère à plusieurs égards ; lorsque le Conseil nous a chargés d'être ses organes auprès de vous, nous avons été moins flattés de l'honneur que nous en recevions que de l'occasion qu'elle nous procurait de connaître vos cœurs et de conférer immédiatement avec ceux qui ont tant de droits à notre respect et à notre reconnaissance. Pussions-nous vous avoir prouvé que l'amour du bien public, le dévouement n'ont cessé de nous diriger.

.....

22 mars 1790.

Nous ne pouvons que vous faire part de la cérémonie relative au serment prononcé, hier, à dix heures du matin, sur l'Autel de la Patrie dressé avec goût et une simplicité imposante sur la place du Château. Toutes les troupes de la garnison, celles de la Milice nationale étaient dans la plus belle tenue ; les canons de cette dernière troupe ont ma-

jestueusement grondé, et il faut savoir que la compagnie qui les faisait mouvoir est composée d'anciens artilleurs pour n'avoir pas été émerveillé, enfin tout s'est passé dans le plus grand ordre et il est probable que la fête d'hier n'aura pas été imitée par quatre villes de la province (1).

Ceci était bien propre à flatter des citoyens chargés de la confiance publique ; aussi notre joie et notre reconnaissance égalaient-elles celles d'un peuple nombreux, tranquille, et faisant éclater les mouvements de son bonheur prochain. Mais un léger nuage a obscurci, pour un instant, l'aurore de notre félicité : la *Gazette de Paris*, calomniant la Municipalité de Brest, la troupe et même l'Assemblée Nationale, nous a démontré qu'il existait encore des scélérats qui, à l'instant des élections, ont cherché de semer le désordre parmi les amis de la Patrie. A cet effet, nous vous faisons passer le *Bulletin* de la ville qui vous instruira suffisamment, en attendant que la nouvelle Municipalité ait pris un parti (2).

Nous devons aussi vous dénoncer le projet de M. de Saint-Priest qui veut établir, en Bretagne, un camp volant dont il donne le commandement à M. d'Hervilly, colonel du régiment de Rohan-Soubise. Nous écrivons au Ministre et au colonel pour lui faire sentir combien le projet est ridicule et dangereux, et pour lui certifier que les désordres contre lesquels le camp est formé, sont aujourd'hui imaginaires ; en un mot, pour lui rappeler que les municipalités seules doivent s'y opposer. Qu'enfin, ce n'est qu'à leur réquisition que les troupes de ligne, toutes patriotes, doivent être appelées (3).

(1). — Procès-verbal de l'installation, in : *Cons. Mun.* 1, p. 1.

(2). — *Bull.*, 1790, n° 31, p. 248, *Bull.*, 1790, n° 36, p. 289. — *Cons. gén.*, 27 mars 1790, p. 375. — Le sieur Drouen, gazetier, fut condamné, le 1^{er} mai 1790, à 3.000 livres d'amendes et à l'impression de 3.000 exemplaires du jugement. (*Bull.* n° 51, p. 408.)

(3). — *Cons. gén.*, 19 mars 1790, p. 363. — *Bull.* 1790, n° 31, p. 245 ; id. n° 32, p. 256, 257 ; id. n° 39, p. 312, 313.

24 mars 1790 (1).

.....

Après avoir prêté le serment civique, dimanche dernier, avec toute la pompe qui devait accompagner un engagement aussi solennel, nous nous sommes assemblés pour la première fois lundi. Nous avons formé le bureau municipal et nommé le secrétaire-greffier et le trésorier. Les membres qui composent ce bureau sont : MM. Malassis, Lécuyer, Berthomme aîné et Duval-Leroy.

M. Le Bronsort a été élu secrétaire-greffier, à l'unanimité presque entière, nous ne pouvions faire un plus excellent choix. Ses talents universellement connus, sa mâle fermeté, son patriotisme ardent nous en répondent également. Attendri jusqu'aux larmes, il a fait couler les nôtres en nous exprimant sa reconnaissance, et cependant nous n'avions fait que rendre la justice due à ses lumières et à son zèle.

M. Philippe, neveu de M. Malassis, a été élu trésorier. Nous avons également à nous applaudir de ce choix. La probité intacte de ce bon citoyen et la capacité dont il a donné des gages multipliés, ne peuvent qu'inspirer la confiance la plus absolue.

.....

Nous venons dans cet instant de jouir d'un spectacle bien attendrissant. Il s'était élevé un petit nuage entre les deux régiments de Beauce et de Normandie, à l'occasion d'un maudit jeu de balle qui se tenait hors nos murs et auquel la compagnie de grenadiers de chaque régiment prétendait présider. Les troupes de la marine, jointes à la milice nationale, ont été les médiateurs de cette querelle et sont aisément parvenus à raccommoder ces deux régiments, qui ont reconnu qu'ils ne devaient disputer que de zèle pour la défense de la Patrie. Dans le moment où nous vous écrivons, tous les soldats de Beauce, de Normandie, de la

(1). — Ici commence le second registre de la Correspondance.

marine et de la milice nationale marchent en ordre et bras à bras dans toutes les rues, tambour battant et la musique à leur tête. C'est une véritable fête.

.....

29 mars 1790.

.....

Nous avons reçu, hier, une lettre de MM. l'abbé Le Coz, Quéréon-Le-Dall et Carné de Carnavalet, commissaires du Roi, pour la convocation des assemblées primaires et la formation des districts et départements. Nous eussions été plus flattés de leur voir la qualité de commissaires de l'Assemblée Nationale ; mais comme ce n'est que pour cette première formation, et que, d'ailleurs, ils nous paraissent dignes de l'emploi dont ils sont revêtus, nous nous dispenserons de faire à cet égard, ni réflexion, ni réclamation.

Nous vous avons dit un mot, dans notre lettre du 24, de la réconciliation des deux régiments de Beauce et de Normandie et de la joie que tous les corps de la garnison, joints à la milice nationale, en ont fait éclater. Les canonniers-matelots, autorisés et même invités par leurs chefs, s'étaient mis en avant, comme médiateurs, et avaient réussi, sans peine, à terminer le différend qui s'était élevé entre les deux susdits régiments. Le rendez-vous était sur le Champ-de-Bataille ordinaire de la ville. M. Hector, examinant de sa terrasse ce qui se passait, saisit l'instant de l'accord et se transporta, accompagné de M. Marigny, sur le lieu de la scène, où il invita tous les militaires à se réjouir et en donna le signal, en faisant un tour de danse avec le premier qu'il rencontra. Le Maire, quelques officiers municipaux et d'autres habitants suivirent cet exemple et tous burent un coup de bière à la santé de l'union, cela fait, on se répandit en ordre dans la ville, tambour battant et musique en tête. On se divisa ensuite en différents pelotons qui tous parcouraient les rues, faisant éclater les transports de leur joie, sans sortir des bornes de la décence.

Cette fête donnée par le corps royal des canonniers-matelots fut rendue le lendemain par les deux régiments qui y invitèrent aussi la milice nationale et se passa de la même manière. On nous a cependant assuré qu'à cette seconde fête, une rixe particulière entre deux militaires avait occasionné un coup de sabre.

La milice nationale, jalouse à son tour de rendre les politesses qu'elle avait reçues, a fait les frais d'une troisième fête qui a eu lieu hier. Elle a été encore plus brillante que les autres sans qu'il nous soit parvenu qu'il y ait eu le moindre accident fâcheux, ce qui doit paraître bien étonnant dans une fête aussi bruyante et aussi nombreuse et qui prouve les sentiments dont sont aujourd'hui animés les militaires, qui ne se sont permis aucun excès.

.....

Nous vous prévenons que les bâtiments destinés à porter dans nos colonies les décrets de l'Assemblée Nationale, sont prêts depuis longtemps, et qu'ils perdent en rade une nuaison bien favorable. Nous en gémissons, sentant de quelle conséquence il est de mettre la plus grande célérité et les suites fâcheuses que pourrait entraîner le moindre retard. Ceci n'est cependant qu'un avis, car nous ignorons si ce retard n'est pas nécessité par des circonstances impérieuses, mais nous avons cru de notre devoir de vous en instruire, pour que vous fassiez, à cet égard, telles démarches que vous jugerez convenables.

Ci-joint 13 lettres de change formant la somme de 8.622 livres 4 sols 7 deniers, montant du don patriotique des cinq premières divisions du corps royal des canonniers-matelots.

.....

Nous apprenons qu'un grenadier de Normandie, ayant voulu, ce matin, chercher dispute à ceux du régiment de Beauce, dans l'intention, sans doute, de renouveler l'ancienne animosité entre les deux régiments, les grenadiers du premier dégradèrent celui de leurs camarades comme indigne d'être grenadier, après avoir manqué à la parole

qu'il avait donnée de vivre comme frère avec ceux de Beauce. On lui ôta, en conséquence, le pompon, la grenade et tout ce qui distingue le grenadier du soldat des autres compagnies. Rendu à celles-ci, elles ont toutes déclaré qu'elles se croyaient autant d'honneur que la compagnie des grenadiers, et que quiconque avait mérité d'être chassé, n'était pas digne d'être soldat. D'après cet arrêté unanime du corps, on en a fait part aux chefs, en les priant de renvoyer le délinquant comme mauvais sujet avec la cartouche jaune, ce qui a été fait. Cette action du régiment de Normandie mérite d'être connue et publiée avec les plus grands éloges.

.....

2 avril 1790.

Jaloux de vous faire part de tout ce qui se passe en notre ville, nous vous adressons ci-joint copie de la dénonciation faite par quatre sergents des canonniers-matelots des propos déplacés, pour ne rien dire de plus, qu'a tenus M. le chevalier de Kerlerec, en présence de beaucoup de bas-officiers de ce corps. Ces propos ont occasionné une fermentation qu'une justice prompte pouvait seule apaiser. Vous verrez, à la suite de la dénonciation, l'arrêté que nous avons pris à ce sujet (1).

.....

5 avril 1790.

Vous avez probablement connaissance d'une requête présentée à l'Assemblée Nationale par les Fribourgeois et autres Suisses résidant à Paris, tendant à obtenir la liberté des nommés Jean-Jacques Sudan et François Huguenot,

(1). — *Cons. mun.*, 1^{er} avril 1790, p. 12. — *Cons. gén.*, 25 mai 1790, p. 430.

condamnés aux galères de cette ville, par sentence rendue à Fribourg, le 2 juin 1781, et y détenus depuis le mois d'octobre de la même année, pour raison de félonie et de haute trahison.

Cette requête a été aussi présentée à notre Procureur de la commune, qui a cru devoir y faire droit et l'a mise sous les yeux du Conseil avec son réquisitoire tendant aux mêmes fins. Le Conseil municipal ayant pris cet objet en considération, a cru ne voir dans les deux galériens sus-dénommés, que des hommes plus malheureux que coupables, dont le crime, commun aujourd'hui à tous les Français, n'a été que la manifestation du désir de recouvrer leur liberté indignement usurpée par leurs magistrats. En conséquence, il nous a chargés de vous écrire en son nom, et de vous prier de vous joindre à MM. Frétau, Mirabeau, Barnave, Lameth et autres, qui ont déjà pris à cœur les réclamations de ces malheureux, et obtenir de l'Assemblée Nationale leur liberté et un asile assuré en France, tant pour eux que pour les autres fugitifs Fribourgeois, et notamment M. l'avocat de Castella, qui, pour les mêmes motifs, avaient été obligés de quitter leur Patrie, et n'avaient osé se réfugier en France, parce qu'alors ils y auraient à craindre la même persécution qu'en leur Patrie. Plus heureux qu'eux, aujourd'hui, ayant recouvré notre liberté, nous pouvons donner asile et protection à tous les hommes honnêtes qui viennent la chercher parmi nous. C'est, d'après ces principes, Messieurs, qui sont gravés dans vos cœurs comme dans les nôtres, que nous sommes persuadés du zèle avec lequel vous vous porterez à défendre la cause de ces malheureux.

.....

9 avril 1790.

.....

Il nous a paru que notre garnison était satisfaite de la rétraction de M^{me} de Beaumont ; mais nous ne pouvons

l'être de celle du gazetier qui nous a si indignement calomniés, qui se dédit d'une manière peu propre à nous contenter, en affirmant de nouveau qu'il a plusieurs lettres à l'appui de ce qu'il a avancé ; qu'il produise les lettres qu'il a reçues, afin que nous puissions connaître nos lâches ennemis, et les dévoiler à toute la Nation.

.....

En vertu des décrets de l'Assemblée Nationale, nous devons avoir la police du Spectacle et y avoir la première place.

Nous ne doutons pas du droit que la Loi nous donne, mais voulant allier à ce droit les procédés honnêtes, le Conseil de la commune, assemblé hier, a député quatre de ses membres pour conférer avec M. le Comte d'Hector sur les moyens de concilier tous les intérêts particuliers qui ne seraient pas contraires à ceux de la commune. M. Hector a reçu ces députés avec beaucoup de politesse, en les assurant de tout son dévouement à la chose publique, mais il a fini par déclarer qu'il eut fait volontiers le sacrifice de la police du Spectacle, si elle lui avait appartenu, mais qu'elle tenait à sa place, qu'il n'était pas le maître d'en disposer ; et qu'en conséquence, on ne devait s'attendre à aucun consentement de sa part sur cet objet.

D'après ce rapport fait à M. le Maire, il a sur le champ convoqué l'assemblée du Conseil de la commune, pour l'après-midi de ce jour ; il y a été arrêté que le Spectacle s'ouvrirait mercredi prochain et que les officiers municipaux exécuteraient sur cette partie de l'ordre public les décrets de l'Assemblée Nationale, en s'emparant de la police, etc. (1).

.....

M. Gestin est chargé d'une somme assez considérable destinée à la rédemption des captifs. Depuis fort longtemps, il dépose cet argent à Morlaix, d'où on le fait passer aux Pères de la Mercy.

(1). — *Cons. gén.*, 8 avril 1790, p. 381 ; id., 9 avril, p. 383.

Aujourd'hui, M. Gestin propose de remettre à la Municipalité la somme susdite, et comme elle ignore ce qui a été décidé par l'Assemblée Nationale relativement aux Pères de la Mercy, le Conseil général de la commune a arrêté que M. Gestin garderait l'argent jusqu'à plus ample information de votre part ; nous vous prions donc, Messieurs, de nous marquer l'emploi qu'il nous sera permis d'en faire, et préalablement si nous pourrions nous en emparer.

Il est bon de vous dire que M. Douesnel conserve un dépôt du même genre et un des membres de l'ancienne correspondance nous assure que vous avez déjà écrit à ce sujet, et qu'alors vous sembliez autoriser le Conseil à employer l'argent des captifs au profit des pauvres de la ville. En effet, si les Pères de la Mercy ont, ainsi que les autres religieux, un traitement individuel et national, il serait du dernier ridicule de leur faire passer, aujourd'hui, des fonds qui ne seraient sûrement pas versés dans la caisse de rédemption (1).

12 avril 1790.

.....

Les ennemis du bien public et de la Révolution, forcés de se cacher et réduits au silence, machinent tous les jours dans les ténèbres. Nous avons reçu des avis récents de différentes municipalités de notre province, de nouveaux complots contre les meilleurs citoyens. Vous en aurez, sans doute, été informés par d'autres députés bretons qui en auront été instruits avant nous. Sans donner une confiance entière à ces bruits, nous nous tenons cependant sur nos gardes, pour ne pas nous laisser surprendre. Tous ces soupçons, malheureusement trop fondés, nous font désirer ardemment l'organisation de la garde nationale, dont l'ensemble, lié par des règlements uniformes, ferait un rempart contre tous les efforts de nos ennemis.

(1). — *Cons. gén.*, 9 avril 1790, p. 387.

On nous assure, Messieurs, qu'il se pratique des manœuvres dans tous les régiments, tendantes à renvoyer tous les sujets que l'on croit dévoués à la chose publique, et cela est poussé jusqu'à refuser de rengager les sujets dont le congé est expiré. Les chefs aristocratiques se flattent qu'en formant par la suite leurs corps de recrues, ils pourront en tirer un meilleur parti pour parvenir à leurs fins. Nous n'avons, par nous-mêmes, aucune connaissance certaine, ce n'est que d'après des avis particuliers que nous vous dénonçons cet abus, comme nous vous donnerons toujours ceux qui nous parviendront.

L'affaire de la Comédie nous occupe entièrement aujourd'hui, pour vous en donner une connaissance plus particulière, nous vous adressons copie de l'arrêté du Conseil municipal à ce sujet, de la proclamation du Bureau municipal, des deux dernières lettres de M. le Comte d'Hector et de nos réponses. Vous jugez qu'il est défendu, sinon par écrit, du moins d'une manière équivalente, à tous officiers de terre et de mer d'aller au Spectacle. Tous abonnements sont rompus, jusqu'à ceux des élèves. M. de Beaupréau et son corps pensent différemment et se joindront à nous pour tâcher de soutenir le Spectacle devenu nécessaire à Brest, et dont tous les officiers militaires, malgré leur résolution, auront bien de la peine à se passer. MM. d'Hector et de Beaupréau, opposés de principe, écriront, chacun de son côté, au Ministre de la Marine, contre et en faveur des secours jusqu'ici accordés du Port. Nous ne pouvons pas positivement les réclamer ; nous sentons que c'était un abus auquel il serait de notre devoir de nous opposer. Ce qui pourrait, aujourd'hui, nous justifier de le tolérer pour le moment, c'est la nécessité reconnue d'une Comédie à Brest, que les officiers militaires, les plus intéressés et presque les seuls intéressés à la soutenir, cherchent à anéantir. Nous nous bornons donc à vous en écrire, laissant à votre sagesse d'en parler au Ministre de la Marine ou de rester neutre dans cette affaire.

Le Commandant de la marine a fait abandonner, aujour-

d'hui, le poste occupé par la troupe qui y montait la garde, et avant l'heure ordinaire de la relever. Nous l'avons fait occuper par la milice nationale. En nous l'abandonnant, on a enlevé le râtelier aux armes, les bancs, les tables, la planche au pain, le poêle, etc. Jusqu'ici les deux Commandants, de concert, nous refusent une garde pour la police du Spectacle ; nous devons leur en faire la réquisition en forme. Nous vous instruirons du résultat dès que l'ouverture aura eu lieu (1).

14 avril 1790.

Nous n'avons encore rien statué avec les commissaires de Quimper, sur l'objet de la Commission, et nous en sommes d'autant plus charmés, aujourd'hui, qu'il nous sera bien plus agréable et bien plus facile de traiter avec un de nos concitoyens, avec lequel nous allons nous entendre incessamment pour hâter les opérations qui doivent précéder la formation des districts et du département.

.....

Il est, sans contredit, des intérêts de Brest, d'augmenter le nombre de ses citoyens actifs, pour avoir une représentation proportionnée à sa population. La capitation ne pouvant rigoureusement servir de base pour fixer le droit d'activité, parce que les trois-quarts de la ville tiennent à la marine, il serait de la plus grande importance de trouver des moyens propres à atteindre ce but. Cet objet a été discuté au Conseil général de la commune, et il a été fait à ce sujet plusieurs motions sur lesquelles le Conseil ne s'est pas cru compétent pour donner sa décision. L'imposition des quatre deniers pour livre nous paraît une imposition directe, lorsqu'elle porte sur les appointements ou gages, et dans ce cas presque tous les gardiens et ouvriers du port seraient actifs.

(1). — *Cons. gén.*, 9 avril 1790, p. 383.

La seule objection à y faire, c'est que la retenue des quatre deniers pour livre, pourrait être regardée comme une simple avance dont chaque individu a droit d'attendre un fort intérêt, en retraite ou pension, mais en supposant que l'impôt des quatre deniers pour livre fut adopté comme moyen suffisant, cela ne contenterait que la partie des habitants attachés à la marine, et il serait à souhaiter de tâcher de satisfaire, à cet égard, la totalité de nos concitoyens. Pour y parvenir, une partie des membres du Conseil croyait qu'il serait bon de proposer que quiconque payerait un loyer de soixante livres, serait réputé citoyen actif. Nous craignons que ce motif ne soit pas suffisant et qu'il souffre encore plus de difficultés que celui des quatre deniers pour livre, entre lesquels le Conseil se trouvait partagé, ce qui a probablement occasionné son indécision. Vous ferez donc l'usage que vous jugerez convenable sur ces diverses réflexions.

Nous vous avons instruits de l'état de notre discussion avec les Commandants de terre et de mer, relativement à la police du Spectacle. Nous leur avons adressé, hier, séparément, un réquisitoire, pour leur demander alternativement un piquet pour le maintien de l'ordre au Spectacle, Vous verrez par leurs réponses avec notre *nequinte ire*, que ces deux chefs n'ont pas cru devoir nous accorder notre demande : d'où vous jugerez de la validité de leurs raisons. Il vous paraîtra singulier que le Commandant de terre qui ne refuse jamais de sentinelles à tous les charlatans qui les lui demandent, en refuse à la municipalité pour la police d'un Spectacle régulier et décent : il vous paraîtra encore bien plus étonnant que le Commandant de la marine, qui depuis plus de vingt ans ne cesse de répéter que la Comédie est d'une nécessité indispensable à Brest, fasse aujourd'hui tous ses efforts pour l'anéantir, parce que la police n'est plus entre ses mains ; et que ce même Commandant qui, depuis l'établissement de la salle, y fournit un détachement de soldats de marine, ose avancer aujourd'hui qu'il n'est pas autorisé à nous en accorder un.

Nous vous adressons la dénonciation que nous faisons à

l'Assemblée Nationale de l'opposition que mettent ces deux Commandants à l'exécution de ses décrets, vous priant de l'appuyer de toutes vos forces. Nous voyons, avec peine, qu'ici comme à Paris, nous aurons à combattre les ennemis du peuple, qui ne se rendront jamais qu'à la force, et peut-être après avoir été les victimes de leur opiniâtreté.

.....

16 avril 1790.

La nomination d'un cinquième commissaire, à Morlaix, pour la formation des districts et des départements, prouve, de plus en plus, l'illégalité des trois choisis dans la seule ville de Quimper. Nous croyons qu'on aurait dû en nommer un dans chaque district.

.....

Nous avons pris, hier, possession de la police, en assistant à l'ouverture de la Comédie, dont les spectateurs étaient fort nombreux, quoiqu'il n'y ait paru aucun des officiers de nos deux régiments d'infanterie, ni du grand corps de la marine. Les grenadiers de notre milice y ont fait le service militaire, sur le refus des Commandants d'y fournir un détachement des troupes de ligne : tout s'y est passé dans le plus grand ordre ; il y avait peu de dames, une certaine crainte les a empêchées d'y venir ; mais on pense qu'à la première représentation elles y seront plus nombreuses.

D'après les principes de toutes nos démarches auprès de M. le Comte d'Hector relativement à la salle du Spectacle, dont nous n'avons prétendu, pour le moment, n'avoir que la police et la surveillance, nous lui écrivons, aujourd'hui, de remplacer la garde bourgeoise que nous avons posée pour la conservation de cet édifice. Nous vous ferons part de la résolution que le Commandant de la marine aura prise à cet égard (1).

.....

(1). — *Cons. gén.*, 15 avril 1790, p. 389. — *Bull.* 1790, n° 43, p. 346.

Nous voyons avec peine et nous ne sommes que l'écho de tous nos concitoyens, que sur la corvette destinée à l'instruction des élèves de la marine on n'embarque que la classe des ci-devant privilégiés et que malgré la déclaration des Droits de l'Homme et les décrets qui en ont été les conséquences, on n'y reçoit point de volontaires. Lorsqu'on en a parlé à M. le Comte d'Hector, il a répondu qu'il ne connaissait que les ordres du Ministre. Il est étrange, qu'après la volonté manifestée par la Nation, on conserve encore la distinction de deux classes par les qualifications d'élèves et de volontaires ; il ne doit plus exister de différence entre les hommes que celles que doit donner le mérite et le patriotisme ; les écoles devraient être publiques, et celles aujourd'hui destinées aux élèves devraient être indistinctement ouvertes à qui voudrait en profiter, sans exception de qui que ce soit, on éviterait par là de grandes dépenses et le résultat serait de trouver, au besoin, une pépinière d'excellents marins qui n'auraient coûté à l'Etat que les frais de leurs professeurs.

On éviterait encore l'injustice la plus criante et la plus préjudiciable à l'Etat, celle d'élever au grade de lieutenant de vaisseau des jeunes gens de vingt ans, dont toutes les campagnes exigées par l'ordonnance de 1786 auront été faites dans notre rade, au préjudice d'anciens marins de trente ans de service que l'on voue, à terre, à l'oisiveté, sans aucun espoir d'avancement.

19 avril 1790.

Les anciennes erreurs, les préjugés gothiques, les préventions de tous genres subsistent toujours de toute leur force ; la noblesse, accoutumée aux préférences, ne peut se défaire de la douce habitude de les obtenir, les chefs favorisent tant qu'ils peuvent ce penchant à tout envahir. Dernièrement encore, on vient de faire un lieutenant en prenant la précaution de dater sa réception du 31 décembre dernier ; ainsi, point de terme à l'abus et à l'injustice si on ne surveille, avec la plus grande attention, ceux qui ont de si puissants intérêts à s'en rendre coupables.

Rien de si monstrueux, surtout, que la conduite que l'on tient à l'égard du volontaire de la marine, l'indignation qu'elle excite est générale. C'est en vain qu'ils font valoir la légitimité de leurs droits qui sont ceux de la nature, leurs plaintes, leurs réclamations ont été, jusqu'à ce jour, sans effet, même ont été méprisées. On ne doute plus, depuis longtemps, que le Ministre de la Marine et le Commandant ne soient convenus de n'y avoir aucun égard et de continuer de faire jouir les soi-disants nobles de tous les avantages qu'ils se sont toujours plu à leur accorder. Tant d'injustice révolte les esprits et on veut qu'elle cesse. On veut que les volontaires partagent l'instruction donnée tant à terre qu'à la mer, qu'ils parviennent comme eux, en raison de leur savoir et de leurs services. On veut que l'on conserve le grade de sous-lieutenant : les élèves passent comme eux par ce grade avant d'arriver à celui de lieutenant, enfin que l'avancement de tout citoyen qui se destine à la marine soit absolument le même que celui du soi-disant noble. En un mot, on veut s'affranchir, à quelque prix que ce soit, du despotisme ministériel qui sévit avec plus de fureur que jamais et dont l'injustice est le crime habituel. Tel est le vœu général et auquel, de la manière dont on est disposé, il faut qu'on se conforme.

.....
Il est vrai, Messieurs, que entraînés par les circonstances, nous nous sommes autorisés de la loi qui abolit les distinctions pour déplacer les Commandants au Spectacle et rendre toutes les places égales, mais nous avons eu soin, auparavant, de les inviter à occuper une place dans la loge que la municipalité s'est attribuée, seulement, pour exercer la police et veiller au bon ordre et non comme une distinction puisqu'elle ne voulait en laisser subsister aucune.
.....

23 avril 1790.

Nous vous avons déjà fait part et vous nous avez répondu, que vous étiez instruits des manœuvres qui se pra-

tiquaient dans les divers régiments pour en congédier les meilleurs sujets. La copie d'une lettre écrite le 19 de ce mois par M. de Miniac, avocat, capitaine de la garde nationale, à Lannion, à M. Bourrain fils, de notre ville, en est une nouvelle preuve. On ne cesse de dire que la discipline militaire en est énervée. Comment ne le serait-elle point ? Tous les chefs sont dévoués à l'aristocratie, ils ont perdu la confiance de la troupe et dans l'état des choses c'est un bonheur qu'elle s'en mêle. Jusqu'à ce que tous les officiers militaires soient devenus citoyens, on aura tout à craindre de leur part et il ne faut pas les perdre un instant de vue. Une guerre civile serait inévitable si les bas-officiers et soldats ne pensaient pas mieux que ceux qui les commandent. C'est sur cet objet essentiel qu'il est important de porter son attention lorsqu'on organisera l'armée. Il est de la dernière importance qu'elle soit commandée par des patriotes.

Nous ne savons pas si vous êtes instruits du jugement prévôtal rendu à Saint-Brieuc, le 17 de ce mois, dans l'affaire de Lannion. Ce jugement décharge l'alloué, son frère Morvan et autres, de toute accusation et décret de prise de corps ; la servante du Procureur du Roi de Lannion, comme complice, dit-on, d'insinuation, de faux témoignage.

Le Procureur du Roi de Lannion, est décrété d'ajournement personnel, ainsi que le sieur Solier, chirurgien à Lannion, et Chrétien, major de la garde nationale de Pontrieux, qui fut sur le point d'être assassiné lors de la sédition de Lannion.

Il ne manquait plus à cette prévôté que de décréter aussi nos députés, nous croyons qu'elle ne l'a pas osé. Après des jugements aussi iniques, nous ne sommes pas étonnés qu'on supprime ces juridictions. Nous pensons que cette affaire n'en restera pas là et que ce jugement doit être révisé lorsqu'il sera rapporté au Conseil (1).

Il nous arriva, hier au soir, Conseil municipal tenant,

(1). — *Cons. gén.*, 1^{er} mai 1790, p. 400.

deux députés de la municipalité de Saint-Pol de Léon, qui réclamaient le secours de deux cents hommes de ligne, pour calmer une émeute populaire occasionnée par quelque embarquement de grain dans un petit port près de ladite ville. Leurs sollicitations pressantes nous déterminèrent à en faire, sur le champ, la réquisition à M. Moynier, qui n'a fait, à ce sujet, aucune difficulté (1). Ces deux députés, malgré nos représentations, n'ont pas voulu accepter quelques milices nationales, parce que la ville de Saint-Pol n'était pas en mesure de les défrayer. En conséquence, le détachement, composé de cent hommes de chacun des régiments de Normandie et de Beauce, est parti ce matin, fort mécontent de n'être pas accompagné par la garde nationale.

Nos jeunes citoyens ayant su que les députés de Saint-Pol ne les avaient refusés que parce que leur ville était hors d'état de supporter aucune dépense, se sont offerts d'y aller à leurs dépens. Il en est parti, en conséquence, vingt-cinq cet après-midi, qui rejoindront ce soir la troupe à Lesneven.

Depuis ma lettre commencée, une députation des troupes de la marine est venue nous témoigner combien elle était sensible de ce que le corps n'avait pas aussi fourni un piquet pour ce détachement. Ces braves militaires, pleins de zèle et de patriotisme, désirent dans toutes les occasions nous en donner des preuves, et demandent à concourir toutes les fois que nous requerrons des secours soit intérieurs soit extérieurs. Nous nous croyons bien fondés à les demander à leur Commandant, parce que les troupes de la marine sont nationales comme toutes les autres, et que leur conduite, d'ailleurs, leur en mérite le titre, mais le Comte d'Hector se croyant autorisé à les refuser, sous prétexte que les canonniers-matelots ne sont préposés qu'à la garde du Port, nous vous prions, à la première entrevue que vous aurez avec le Ministre de la Marine, de le prier d'intimer à M. le Comte d'Hector que les décrets de l'Assem-

(1). — *Cons. mun.*, 22 avril 1790, p. 16.

blée Nationale, bien loin d'exclure les troupes de la marine, les comprend, au contraire, dans le décret qui ordonne que les municipalités pourront requérir, lorsqu'elles le jugeront nécessaire, la milice nationale et autres forces publiques.

26 avril 1790.

.....
M. le Comte d'Hector nous a communiqué un extrait des dépêches ministérielles des 15 et 18 de ce mois qu'il a reçues. Nous vous en envoyons copie pour que vous en jugiez ; vous verrez que ces dépêches s'étendent plus que la conversation que vous aurez eue avec le Ministre. Vous serez, sans doute, aussi étonnés que nous de l'ordre de ce Commandant de passer un acte avec la municipalité par lequel elle reconnaîtrait la propriété de la marine sur la salle de la Comédie. Vous pouvez penser que nous n'en ferons rien et que nous attendrons, avant tout, la décision de l'Assemblée Nationale.

Il nous renvoie à l'ordonnance de 1786, pour ce qui regarde ses chers élèves, comme si la déclaration des Droits de l'Homme n'avait pas abrogé cette ordonnance aristocratique qui n'a pas même été suivie en ce qu'elle avait de moins contraire aux volontaires de la marine. Il ne faut plus de dénominations différentes, il ne faut plus d'armements de corvettes pour l'instruction d'une classe particulière ; avec les dépenses que nécessite cette corvette, on équiperait une frégate, dont l'emploi serait infiniment plus utile à la Nation et emploierait un plus grand nombre d'individus. Les écoles doivent être ouvertes à tous indistinctement.

.....
M. de Moynier ne nous a pas encore communiqué aucune décision du Ministre de la guerre, concernant la réquisition que nous lui avons faite de fournir un piquet de la garnison pour la police du Spectacle ; il ne nous en fera part, sans doute, que lorsqu'il ne pourra plus reculer. Quant à nos

prétentions de nous ressaisir des clefs de la ville, nous avons pu y songer, mais nous n'avons point communiqué nos réflexions, à ce sujet, à M. de Moynier ; il n'a pu en écrire au Ministre que de précaution, mais puisqu'il nous a devancés sur ce point, et qu'il nous met sur la voie, nous croyons devoir mettre en avant les prétentions qu'il nous prêtait. En effet, un maître de maison, pour être en sûreté chez lui, doit avoir, la nuit, la clef de sa porte à sa disposition. Nous vous prions donc de joindre vos réclamations à celles des autres villes de guerre pour nous mettre en possession de ce droit que le nouvel ordre des choses semble exiger.

Nous vous avons parlé d'une émeute populaire survenue à Saint-Pol de Léon, à raison du grain, occasionné par des embarquements considérables qui se font dans les ports voisins ; nous vous apprenons, avec plaisir, que tout est rentré dans l'ordre à l'approche de nos troupes auxiliaires, et que le calme y est rétabli. A ce sujet, nous croyons devoir vous faire quelques observations sur l'exportation des grains.

Il est sans doute aussi juste qu'utile que la circulation de cette denrée soit libre dans tout le royaume, tant pour l'avantage du vendeur que pour celui du consommateur. et tout régnicole doit jouir de la liberté de ce commerce intérieur, mais en le permettant, en le favorisant même, il faut prévenir les dangers de l'exportation dans l'étranger, que les accapareurs de grains pourraient entreprendre pour en hausser le prix à leur gré. Ces embarquements se font toujours, lorsqu'ils sont frauduleux, dans de petits ports obliques, éloignés des villes et, par conséquent, soustraits à leur inspection immédiate. Les municipalités de campagne ont bien le droit de faire cette inspection, de viser et de vérifier les acquits à caution ; mais, Messieurs, vous savez, comme nous, que la plupart de nos municipalités de campagne, dont les membres sont toujours épars, et presque jamais en activité, ne peuvent s'occuper de ces exportations ; quelquefois ils ne savent ni lire ni écrire ; d'un autre côté,

ils peuvent être intéressés à l'augmentation du prix des grains, s'ils en ont à vendre, il s'ensuit que ces chargements se font sur la simple visite de quelques employés qui, ayant à peine le nécessaire, sont faciles à séduire. L'expérience a prouvé, l'année dernière, par la quantité de chargements qui ont passé à l'étranger malgré les défenses, que le moyen des employés est insuffisant pour empêcher cette contrebande. Que de primes ont été payées pour des grains soi-disant venant de l'étranger et qui ne faisaient que passer d'un port à l'autre. D'après ces considérations, nous pensons que tous les embarquements de grains ne devraient se faire que sous l'inspection des municipalités des villes les plus voisines du port où ils se feraient ; elles viseraient les acquits à caution qui devront toujours leur être renvoyés déchargés par la municipalité du lieu de la destination desdits grains. Pour prévenir la réclamation des malheureux, à cet égard, nous serions d'avis que l'exportation devrait s'arrêter lorsque le prix des blés excéderait un prix fixé.

Nous attendons, avec impatience, l'émission des assignats, dans l'espoir du bien qui en doit résulter ; cependant, malgré notre grande confiance dans ce projet ingénieux, il nous reste quelques doutes à dissiper sur les moyens qu'on emploiera pour en empêcher la contrefaçon ; c'est la seule objection fondée qu'on puisse faire, les hypothèques étant très certaines.

.....

28 avril 1790.

Une lettre que nous recevons, aujourd'hui, de la municipalité de Lesneven, confirme notre opinion sur les abus qui se commettent dans l'enlèvement des grains pour l'étranger, sous le prétexte de la libre circulation dans le Royaume.. Nous vous prions, en appuyant l'adresse de la municipalité de Lesneven, d'ajouter vos réflexions aux nôtres, pour être autorisés d'arrêter l'exportation que l'avi-

dité des accapareurs ou la haine des aristocrates porterait au point de pousser le peuple au désespoir.

Les deux bâtiments destinés à porter les décrets de l'Assemblée Nationale aux colonies, sont enfin partis avant-hier. Il est bien à craindre que le retard apporté à la sanction et à l'envoi de ces décrets n'aient occasionné de grands malheurs dans nos îles ; et peut-on croire que ce retard soit l'effet d'un oubli involontaire ?

Nous vous envoyons la lettre de quelques paroissiens de Plouzané, voisins de la chapelle de la Trinité, qui désireraient que cette chapelle fut desservie comme une trêve ou succursale ; leur demande peut être juste, mais doit-elle être portée à d'autre tribunal qu'à celui du département ? Vous en jugerez.

M. de Beaupréau nous a signifié, aujourd'hui, qu'il avait reçu des ordres précis de M. de la Luzerne de discontinuer tous les secours du port pour le Spectacle, par la raison que les fonds de la Nation (mot qu'il a prononcé peut-être pour la première fois), ne devaient être employés qu'à leur vraie destination.

Nous voudrions pouvoir vous persuader que ces paroles du Ministre de la marine fussent au fond de son cœur, mais malheureusement toute sa conduite prouve le contraire. Si ce Ministre veut faire cesser, aujourd'hui, un abus que lui et ses prédécesseurs autorisent depuis plus de vingt ans, il n'est pas difficile d'en deviner le vrai motif. Mais en détruisant cet abus que l'on a regardé jusqu'ici comme nécessaire dans une ville comme Brest, où une foule de jeunes gens ont besoin d'un délassement honnête, d'un Spectacle, pourquoi en laisser subsister tant d'autres qui n'ont aucun but d'utilité réelle ? Pourquoi une corvette armée à grands frais aux dépens de la Nation ? moins pour l'éducation de vingt à trente élèves qui n'en profitent guère, que pour servir de prétexte à leur avancement rapide exclusivement à une infinité d'excellents marins consommés dans l'expérience et la pratique de leur métier ?

Pourquoi un hôtel immense, appartenant à la Nation,

dont les frais d'entretien ne se peuvent calculer, ne sert-il qu'à un seul individu qui s'y perd, sans aucun motif que celui d'un faste mal entendu et ruineux ?

Pourquoi ne pas faire au Commandant de la marine un traitement en argent pour son logement comme on le fait aux Commandants de terre ?

Pourquoi un Commandant, qui a au moins 40.000 livres de bienfaits de la Nation, prend-il gratis 2, 3 ou 400 cordes de bois, tous les ans, d'une forêt appartenant à la Nation ?

Pourquoi un jardin, appelé le « Point du Jour », fait à grands frais aux dépens de la Nation dans l'enceinte du port de Brest, qui emploie journellement nombre de personnes payées par cette même Nation ?

Pourquoi ? C'est que tous ces abus et tant d'autres qu'avec plus de temps on pourrait mettre au jour, tournent à l'avantage de ceux qui en jouissent et flattent leur cupidité et leur orgueil ; au lieu que celui que l'on veut anéantir, aujourd'hui cesse de leur être agréable uniquement parce qu'il cesse de leur être utile.

Nous ne finirions pas sur cet article si nous voulions tout dire.

Nous venons, à l'instant, de recevoir un nouveau pacte fédératif des bas-officiers des cinq divisions du corps royal des canonniers-matelots que nous vous adresserons l'ordinaire prochain (1).

30 avril 1790.

La dénonciation renouvelée contre M. de la Luzerne, n'affectera, à Brest, que les officiers de marine du ci-devant Grand-Corps, le reste des habitants en est enchanté, et la joie paraît peinte sur leur visage ; nous nous attendons à la chute de ce Ministre qui ne peut plus rester en place,

(1). — *Cons. gén.*, 29 avril 1790, p. 391. — *Bull.* 1790, n° 47, p. 377 ; id., n° 49, p. 392 ; id., n° 50, p. 402 ; id., n° 51, p. 409 ; id., n° 53, p. 424.

après les inculpations graves prononcées contre lui, et dont la vérité ne paraît pas douteuse ; ce ne sera pas le seul Ministre à renvoyer. L'opinion publique en a déjà jugé d'autres, et nous osons nous flatter qu'on parviendra un jour à les remplacer par des citoyens patriotes qui s'occuperont enfin des intérêts de la Nation que n'ont cessé de compromettre et de contrarier presque tous ceux qui ont tenu, jusqu'ici, le timon des affaires. Ceux dont on se plaint aujourd'hui sont d'autant plus coupables qu'ils ont été rappelés et maintenus par la Nation qui croyait trouver en eux des défenseurs zélés.

Notre *respectable* évêque de Léon soutient la même opinion que l'évêque d'Ypres ; il a déclaré, par écrit, à une sœur converse des Ursulines de Lesneven sortie de son couvent en vertu des décrets, que l'Assemblée Nationale n'avait que le droit de la soustraire aux lois civiles prononcées contre ceux ou celles qui enfreignaient le vœu de clôture, mais que les lois ecclésiastiques existaient dans toute leur force, et qu'aucune autorité ne pouvait les soustraire à l'excommunication, même à l'article de la mort, à moins d'un repentir et d'une résolution formelle de retourner dans leur couvent en cas de guérison. Nous vous envoyons copie de cette lettre qui confirmera, de plus en plus, vos opinions sur l'intention perverse du haut clergé de s'opposer à tous les décrets de l'Assemblée Nationale et surtout de perpétuer tous les abus qui leur sont avantageux.

.....

3 mai 1790.

.....

Nous avons reçu, hier, une lettre du maire de l'île d'Ouessant, en date du 30 du passé, par laquelle il nous témoigne l'appréhension où sont tous les habitants de l'arrivée qu'on annonce prochaine de leur gouverneur qui, nommé depuis dix-huit mois ou deux ans, n'y a pas encore mis les pieds. Il ajoute que de la maison du gouverneur, on

avait fait courir le bruit dans l'île que trois lettres annonçaient que l'Assemblée Nationale n'était plus rien, que la noblesse allait recouvrer ses anciens droits et que, déjà, celle de l'Amérique avait fait écraser tous les blancs par ses noirs. Il n'en faut pas tant pour épouvanter des hommes aussi simples que bons. Vous jugez que nous leur avons répondu d'une manière à les rassurer. Le maire finit sa lettre par la réflexion que l'île d'Ouessant étant une des clefs de la France, il est de la plus grande importance de n'y envoyer que de bons citoyens, et il fait le vœu de n'en recevoir que du choix de la municipalité de Brest (1).

Nous étions instruits de ce qui s'est passé, à Rennes, chez le recteur de Saint-Etienne ; mais nous ne connaissons pas la prétendue correspondance avec quelques membres de l'Assemblée Nationale (2). Il n'y a pas de doute qu'il en existe une entre tous les ennemis de la Révolution, et que le haut clergé, surtout, fait tous ses efforts pour réveiller le fanatisme. Nous ne le craignons pas, heureusement, dans notre ville, s'il était dans notre clergé quelques individus qui eussent cette façon de penser, ils n'oseraient la manifester.

Les citoyens militaires et les militaires citoyens sont plus unis que jamais et il n'est point de force à opposer à une fédération aussi formidable.

Nous vous avons annoncé le pacte fédératif entre les bas-officiers des cinq premières divisions du corps royal des canonniers-matelots. Les officiers de mérite de ce corps ont donné, hier, leur adhésion à ce pacte, et nous l'ont présenté, hier matin, à dix heures (3).

A midi, une nombreuse députation du régiment de Normandie est aussi venue nous présenter le pacte de confédération de leurs corps, malgré la défense de leurs officiers qui leur ont défendu de se jamais présenter à l'Hôtel de Ville..... (4).

(1). — *Cons. gén.*, 1^{er} mai 1790, p. 396.

(2). — *Corr.*, 27 avril 1790. — *Bull.*, n° 47, p. 378.

(3 et 4). — *Bull.*, n° 49, p. 392.

Nous sommes on ne peut plus satisfaits de la conduite de toute notre garnison de terre et de mer, nous n'avons à craindre que leurs officiers qui ne peuvent se persuader de la Révolution, et qui mettent tout en usage pour détourner les soldats d'en être les défenseurs, mais ceux-ci sont fermes dans leurs principes, et se croiraient, avec raison, deshonorés, s'ils étaient les agents du despotisme, dont, d'ailleurs, ils seraient les premières victimes.

La disette des grains commence à se faire sentir dans nos environs, nous conseillons aux municipalités qui nous en écrivent d'en faire part à leurs députés, pour que, de concert avec les nôtres, ils puissent solliciter un règlement aux embarquements frauduleux ou excessifs de cette denrée dont la rareté dans cet instant pourrait produire les conséquences les plus funestes.

5 mai 1790.

.....

Vous ignorez, peut-être, Messieurs, les trames qui s'ourdissent en province, les complots les plus affreux couvent et semblent bientôt devoir éclore. Nous avons reçu, aujourd'hui, trois députations des régiments de Normandie et de Beauce, et du corps royal de la Marine. Ils nous ont porté chacun une lettre supposée de l'armée au Roi ; ils sont venus tous déposer ces pièces à l'Hôtel de Ville, en renouvelant, en tant que besoin, leur pacte fédératif et leur dévouement à la cause commune. Vous jugerez de cette lettre abominable, nous vous en envoyons un exemplaire, son enveloppe et le cachet, qui, je crois, vous prouvera qu'elle part du sein même de l'Assemblée Nationale. Les députés de Beauce, en nous remettant leur exemplaire, ont cru reconnaître l'écriture d'un nommé Ergaste, ci-devant caporal au régiment de Beauce et que l'on croit actuellement employé comme secrétaire au Bureau des Archives de l'Assemblée Nationale. Il est de la plus grande importance d'aller sans retard à la confrontation des écritures, et si elle est à la charge du

sieur Ergaste de le faire arrêter sur le champ. On prétend que cette lettre est le résultat de l'assemblée des Capucins, (1), elle cause en cette ville la plus grande fermentation dont nous ne pouvons encore prévoir les suites.

Une lettre qu'un particulier de cette ville a reçue aujourd'hui, ne justifie que trop nos soupçons, nous croyons devoir vous en adresser l'extrait ; le style en est mauvais, mais ce qu'elle contient mérite attention, il faut plus que jamais se tenir sur ses gardes. Le bruit public attribue à l'abbé Maury la lettre infernale que nous vous envoyons ; quel qu'en puisse être l'auteur, ce ne peut être qu'un monstre dont le projet ne tend à rien moins qu'à bouleverser toute la France.

Si l'on trouvait quelque coupable, il faudrait le traduire à tout autre tribunal qu'au Châtelet qui a perdu la confiance de la Nation et qui est vendu à l'aristocratie.

.....
Il paraît que le Ministre de la Guerre a reconnu la justice de nos réclamations, et qu'il s'est enfin déterminé à donner des ordres de nous fournir un piquet de troupes de terre pour la police de notre Spectacle. M. Moynier a fait aujourd'hui une visite à M. le Maire pour lui en faire la proposition, mais sans faire mention de la lettre qu'il a dû recevoir à ce sujet.

7 mai 1790.

A l'Assemblée Nationale (2).....

La population de la ville de Brest est considérable ; une nombreuse garnison d'un côté, les corps militaire et administratif de l'autre, composent, en très grande partie, la masse de ses habitants. Le Gouvernement avait jugé que des individus obligés, par devoir, de quitter leur famille et leurs plus chères habitudes, pour venir à l'extrémité de la

(1). — Tenue à Paris dans la nuit du 12 avril 1790 ; *Bull.*, n° 43, p. 342.

(2). — *Cons. gén.*, 6 mai 1790, p. 402.

France remplir un service pénible, avaient besoin de quelque dédommagement dans leurs loisirs.

Un des moyens les plus faciles et en même temps les plus conformes aux mœurs et aux goûts de la Nation, était l'établissement d'un Spectacle qui, en procurant à toutes les classes de la société, des plaisirs simples, sous la surveillance active des magistrats, remédierait aux inconvénients que peut occasionner la réunion d'un grand nombre d'hommes, de militaires surtout qui, par la nature de leur service, sont pour la plupart, voués au célibat.

Ces considérations importantes avaient été tellement senties, elles avaient été si bien développées par les chefs des différents pouvoirs, en exercice à Brest, que depuis plus de vingt-cinq ans, le Gouvernement avait cru nécessaire de faire quelques sacrifices pour favoriser un Spectacle public. Il avait voulu distraire de leurs peines, ou plutôt de leur inaction en temps de paix, tous les agents du pouvoir exécutif, il avait voulu que le théâtre devint pour eux, presque sans qu'ils s'en aperçussent, une école de mœurs et de vertu, où ils recevraient des leçons utiles sous l'apparence du plaisir.

C'est d'après les mêmes principes de sagesse que le Conseil général de la commune de Brest vous supplie d'employer votre puissante médiation auprès de Sa Majesté, pour qu'elle veuille bien continuer des secours qui, d'après les règles d'une économie plus sévère que celle des années précédentes, sont susceptibles d'une grande diminution.

(Il est à observer que depuis l'établissement du Spectacle au Port de Brest jusqu'en 1785, la dépense pour cet objet se montait annuellement à 50.000 livres ; que depuis 1785 jusqu'en 1789 elle a monté à 24.000 livres ; que, d'après les économies du régime proposé elles seront au plus de 15.000 livres.)

Nous sommes d'autant plus fondés à solliciter vos bontés à cet égard, que notre ville déjà obérée par une dette immense, pour la chose publique, privée de manufactures, n'a aucune des ressources d'un commerce vivifiant et qu'elle

est dans l'impossibilité de soutenir seul les frais d'un pareil établissement.

Une circonstance qui nous paraît sérieuse et que nous osons recommander à votre attention, c'est que les comédiens n'ont pu prendre l'engagement qui leur avait été proposé par le corps de la marine, que sous la condition des mêmes avantages accordés à leurs prédécesseurs et dont la privation injuste les exposerait à des pertes considérables.

.....
Si l'expérience et la raison concourent à démontrer l'indispensable nécessité d'une salle de spectacle à Brest, nous devons implorer votre appui, Messieurs, pour obtenir que M. l'Intendant de la Marine soit autorisé à lui continuer les mêmes secours. Enfin, nous déposons dans le sein des augustes représentants de la Nation, nos inquiétudes sur les suites que pourraient entraîner les nouvelles dispositions du Ministre, tendant à priver cette ville d'un établissement utile sous le rapport de la politique et de la morale.

7 mai 1790.

.....
Vous verrez par la lettre du 12 janvier 1766, écrite par M. le duc de Choiseul à M. de Clugny, dont nous vous adressons copie signée par M. de Beaupréau, que la salle de Spectacle, bien loin d'avoir été construite au moyen d'une retenue sur les appointements des officiers de la marine, l'a été au contraire sur les dépenses extraordinaires du Port. Le projet estimatif de 26.843 livres, n'était qu'une pièce ostensible pour masquer la dépense qui, sans vouloir la charger, a monté à plus de 200.000 livres.

10 mai 1790.

.....
La municipalité de Brest étant dans l'intention de faire

valoir les parties du domaine et des biens ecclésiastiques qui sont à sa bienséance, croit devoir vous prévenir qu'elle craint qu'il ne soit fait des offres sur la terre du Châtel particulièrement par d'autres municipalités. Comme nous supposons que vous connaissez le mode d'acquisition de ces biens par la municipalité de Paris, vous pourrez juger si les conditions nous conviennent et faire des offres qui puissent nous donner la priorité, en cas qu'il en soit fait par d'autres sur les mêmes objets.

14 mai 1790.

Nous vous adressons notre Bulletin n° 53, parce que vous y verrez plusieurs adhésions aux pactes fédératifs des bas-officiers et soldats des régiments de Normandie et de Beauce. Vous y verrez la déclaration de MM. Hector, La Porte-Vezin, Renault d'Allen, de Girardin, Bernard de Marigny, Le Large, La Motte Groult et le chevalier de Kersaint, pour et au nom du corps des officiers de la marine. Toujours des protestations de dévouement au bien public, de zèle pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, et toujours une affectation marquée de n'agir que d'après les principes de l'ancien régime et de maintenir les privilèges de son corps. Fatigué de tant de promesses sans effet, notre Procureur de la Commune s'est déterminé à lui écrire.

Après toutes les confédérations des différents corps de notre garnison, ils ont voulu se réunir pour les cimenter de plus en plus : en conséquence, tous les bas-officiers, un caporal et un fusilier de chacun des corps, auxquels se sont joints les officiers du corps royal et les officiers, bas-officiers et fusiliers de notre garde nationale, se sont assemblés, hier, sur le Champ de Bataille, où, après avoir fait le tour au son de la musique des deux régiments, de celle de la marine et de la garde nationale (il est bon que vous sachiez que notre musique ne le cède en rien à celle des autres corps), on a formé le bataillon carré, au milieu duquel ceux qui commandaient ont fait le cercle. On y a d'abord lu le pacte

d'union de toute la garnison (1), et on l'a ensuite répété aux quatre faces du bataillon carré. Tous ont prononcé fortement, le sabre à la main : « Je le jure ! » Pour cimenter plus fortement l'union, les corps étaient mêlés en sorte que sur quatre personnes, on en distinguait une de Normandie, une de Beauce, une de la marine et une de notre milice. Cette fête attendrissante et majestueuse s'est passée avec un ordre que nous aurions eu peine à nous figurer, si nous n'en avions été les témoins oculaires. Normandie a d'abord passé sur le quai de Brest où Beauce est venu les joindre. Après cette jonction, ces deux corps ont monté la Grande Rue, au son du tambour et de leur musique, et sont allés jusqu'au quartier de la marine pour y prendre le détachement qui devait être de la fête ; de là, ils sont venus joindre la milice nationale dont le rendez-vous était au Champ de Bataille. Après la cérémonie, on a reconduit la marine à son quartier et l'on s'y est séparé sans confusion. Jamais fête n'a été plus gaie et en même temps plus tranquille. Tous ceux qui la composaient étaient vraiment pénétrés du serment qu'ils faisaient ; celui qui l'a prononcé a reçu l'accolade bien appuyée de tous ceux qui formaient le cercle.

.....

17 mai 1790.

.....

M. de Martinais, lieutenant-colonel du régiment de Beauce, peu satisfait des différents pactes d'union des divers corps de la garnison, qui ne sont pas dans ses principes, en a écrit à M. Le Durre, capitaine d'un détachement de ce régiment actuellement à Saint-Pol, avec des expressions injurieuses pour la milice nationale, pour le régiment de Normandie, pour les canonniers-matelots, et même pour

(1). — *Bull.* 1790, n° 54, p. 434.

le régiment de Beauce, en ce qu'il dit qu'il a forcé ce régiment à adhérer au pacte fédératif. Le hasard nous en a procuré un extrait, mais ne voulant ni ne pouvant nous fier sur une pièce informe, nous avons député, à Saint-Pol, M. Baron, pour s'assurer de la vérité ou fausseté de cet écrit ; il s'est acquitté de la commission avec autant d'intelligence que de zèle. Il nous a rapporté au bas de cet extrait seize signatures qui attestaient que cet extrait contenait fidèlement ce qui leur avait été lu sur la place publique de Léon, par ordre de leur capitaine. D'après cette certitude, nous avons fait prier M. Martinais par trois membres du Conseil envoyés à cet effet, de s'y rendre. Il y a avoué avoir réellement écrit, que cet extrait contenait quelques expressions différentes de sa lettre, mais que c'en était le sens (1).

.....
Le Conseil général de la commune vient enfin de se décider pour l'achat des biens nationaux qui sont dans son arrondissement en souscrivant pour 3 millions ; nous vous adressons la soumission de notre Municipalité, nous vous prions d'en faire usage le plus tôt que vous pourrez, parce que cette affaire est instante, et que nous craignons d'être devancés. Vous aurez, s'il vous plaît, la complaisance de vous entendre avec le Comité chargé de cette opération, et avec tous ceux que vous croirez disposés à s'intéresser à la réussite de notre pétition.

17 mai 1790.

A l'Assemblée Nationale. — Messieurs, le hasard a fait tomber entre nos mains l'extrait d'une lettre écrite par M. de Martinais, lieutenant-colonel au régiment de Beauce, à M. Le Durre, officier du même régiment, commandant le détachement résidant à Saint-Pol de Léon, et lue publiquement par ce dernier aux soldats de Beauce à ses ordres.

(1). — Affaire de M. de Martinais, in *Cons. gén.*, 15 mai 1790, p. 407 à 416.

L'accusation grave qui y est contenue contre les bas-officiers et fusiliers du régiment de Normandie, des cinq divisions des canonniers-matelots et de la garde nationale, la manière positive dont cette inculpation calomnieuse est énoncée et l'authenticité que M. Durre a affecté de lui donner, nous ont fait un devoir indispensable de nous assurer de l'existence de cette lettre et de sa véritable teneur. Nous avons à cet effet dépêché à Saint-Pol de Léon M. Le Baron fils, capitaine aide-major de la garde nationale, muni de l'extrait ci-dessus et spécialement chargé de mettre en usage tous les moyens que sa prudence lui suggérerait, pour savoir si cet extrait était fidèle et conforme à l'original. M. Le Baron, de retour, a remis sur le bureau, en présence du Conseil général de la Commune assemblé, le procès-verbal circonstancié de sa conduite et l'extrait de la lettre de M. de Martinais, certifié véritable par seize signatures. Ce lieutenant-colonel ayant été mandé sur le champ à l'Assemblée, a déclaré effectivement avoir écrit à M. Le Durre la lettre dont extrait lui a été lu et n'a fait d'observation que sur quelques différences qu'il prétendait exister dans les expressions.

Il est en même temps convenu de ses torts en offrant de se rétracter et a blâmé M. Le Durre d'avoir donné de la publicité à sa lettre.

Le Conseil général de la Commune, ayant d'après ces divers éclaircissements suffisamment discuté l'affaire, a cru devoir, autant pour la sûreté de M. de Martinais que pour le maintien de la tranquillité publique, le faire garder à vue jusqu'à nouvel ordre, vous demander, Messieurs, le renvoi du service de cet officier, dont les intentions manifestées sont en opposition avec les décrets constitutionnels, dont toutes les démarches ont pour but de soulever les troupes, et dont la dernière tendait visiblement à renouveler les scènes qui ont eu lieu à Lille, dont enfin la présence à Brest ne pourrait que troubler notre union et la concorde qui ont jusqu'à présent régné entre tous les corps.

Nous devons vous représenter, Messieurs, que tous les

officiers supérieurs composant l'armée ne voient la Révolution actuelle qu'avec une peine extrême et qu'ils y opposent tous les moyens de résistance qui sont en leur pouvoir. Ceux qui nous environnent nous en donnent tous les jours de nouvelles preuves par les tracasseries continuelles qu'ils nous suscitent et les difficultés de tous genres qu'ils s'étudient à faire naître sans cependant oser se montrer à découvert (1).

.....

22 mai 1790.

.....

M. le comte d'Hector a reçu l'ordre de faire armer neuf vaisseaux de ligne, dix frégates, deux flûtes et neuf corvettes.

Les armements, comme vous pouvez le juger, ne feraient pas de tort à Brest ; malgré cet intérêt, tous nos bons citoyens ne voient dans tous ces préparatifs de guerre qu'une nouvelle et détestable ruse de l'aristocratie pour nous engager dans une guerre par laquelle ils se flattent d'arrêter les travaux de l'Assemblée Nationale, même la dissoudre, et de renverser tout l'édifice sur lequel devaient reposer notre tranquillité et notre bonheur. C'est une invention des Ministres pour se conserver toute l'autorité dont ils ont joui jusqu'ici, et dont ils ont tant abusé et dans l'intention de rendre nécessaire les officiers militaires de leur classe.

Il y a longtemps que nous vous avons marqué que nous

(1). — Une adresse des officiers supérieurs de terre et de mer, apportée le 19 mai par une députation au Maire de Brest, semble indiquer que les chefs militaires ne demandaient pas mieux que d'éviter le moindre conflit. Ils sollicitaient du Conseil l'indication, *par écrit*, de ce qu'il fallait faire pour maintenir l'union et la confiance parmi les citoyens. — *Cons. gén.*, 19 mai 1790, p. 421. — *Bull.* 1790, n° 57, p. 453, 454.

regardions les Ministres comme nos plus grands ennemis, nous en avons des preuves journalières ici, indépendamment de toutes celles que nous voyons dans les papiers publics.

Le commandant de la marine met beaucoup de moelleux dans tous ses discours et quelquefois même dans ce qu'il écrit ; mais malheur à qui se fierait à tous ces beaux discours qu'il dément tous les jours par ses actions. Il vint mercredi dernier, 19 de ce mois, accompagné de tous les chefs militaires des différents corps, nous déposer une nouvelle déclaration que nous désirerions joindre à la présente (1) ; mais que nous ne pouvons nous procurer aujourd'hui, parce que les assemblées primaires qui ont commencé hier, ne me permettent pas de rencontrer l'officier municipal qui a mis cette pièce sous clef.

.....
M. Hector n'a pas encore fait connaître ses intentions relativement à la réponse que nous lui avons faite, mais nous la préjugeons par l'extrait d'une dépêche ministérielle du 17 de ce mois, qu'il a reçue aujourd'hui et dont il nous a fait part. Elle n'est pleine que de sophismes présentés sous des couleurs spécieuses. Il n'est certainement pas difficile de les réfuter et de les retourner contre la cause qu'ils défendent ; ce sont les propres expressions des discours que nous tient journellement notre Commandant de la marine (2). Nous attendons avec impatience le courrier qui nous portera la décision de la grande question : à qui appartiendra le droit de faire la guerre ou la paix. Si cette décision dépendait de Brest, la discussion ne serait pas longue ; et la Nation gagnerait ce procès à la pluralité de 99 contre 1.

Nous n'avons jamais fait d'opposition formelle aux envois de munitions pour Lorient, mais nous primes dans le temps des inquiétudes sur le mystère avec lequel on les fabriquait, et sur les informations que nous fîmes à Lorient,

(1). — Voir la note précédente.

(2). — *Cons. gén.*, 22 mai 1790, p. 426.

on nous répondit qu'il n'y avait lors aucun vaisseau en armement et que c'était pour compléter une très ancienne demande. Il fallait donc ou que le Ministre ne fut pas informé de ce qui se passait à Lorient, ou qu'il eut voulu s'excuser en vous trompant (1).

.....

24 mai 1790.

.....

Nous avons eu une conférence avec M. Moynier qui nous a témoigné les sentiments d'un patriote et beaucoup d'envie de vivre en bonne intelligence avec tous les citoyens, puisse-t-il ne nous avoir rendu que le vœu de son cœur, nous le désirons bien ardamment (2). Il nous a enfin accordé des troupes pour la police du Spectacle, qui recevront la consigne de la Municipalité ; nous présumons que M. Hector se laissera aussi aller pour cet article ; mais nous en désespérons pour tout ce qui pourra concerner l'admission des sous-lieutenants et des volontaires. Il tiendra de toutes ses forces pour l'avancement exclusif dans la marine des êtres privilégiés de sa classe.

26 mai 1790.

Les besoins de cette ville pour les nouveaux établissements qu'elle a à faire dans sa position actuelle, les dettes que des circonstances impérieuses l'ont forcée de contracter l'année dernière, les maux inséparables d'une Révolution qui ont aggravé la disette des malheureux et augmenté le nombre des pauvres au secours desquels la justice et l'humanité nous font un devoir de voler ; toutes ces raisons,

(1). — Le Ministre de la Marine pria M. Le Gendre de venir le voir et l'invita à rappeler ses concitoyens à la saine raison, en n'entravant pas les opérations de son département.

(2). — *Cons. gén.*, 25 mai 1790, p. 429.

jointes à la diminution du produit de nos octrois, nous ont réduit dans la plus grande pénurie.

D'après ces considérations exposées au Conseil général, il a arrêté un emprunt de 500.000 livres destiné tant aux besoins les plus urgents que pour aider à faire face au premier paiement de la soumission que nous vous avons adressée pour 3 millions d'acquêts des biens nationaux de notre district. Nous vous adressons donc un extrait de la délibération du Conseil à ce sujet, que nous vous prions de mettre sous les yeux de l'Assemblée nationale et de la supplier de nous y autoriser. Chargés (nous osons le dire) de la confiance des citoyens de la ville la plus importante du royaume, nous nous flattons qu'elle daignera accueillir favorablement nos représentations fondées sur l'exposé le plus sincère et nous accorder notre demande (1).

...../.....

28 mai 1790.

.....

Quand nous avons fait notre soumission pour 3 millions de biens ecclésiastiques, nous n'avons pas prétendu déterminer absolument la somme ; ce sera plus ou moins suivant la quotité des biens qui se trouveront dans notre district, nous pourrons nous étendre, selon votre avis, sur ceux du Châtel situé dans le district de Lesneven et en Cléder ; pour cela nous avons chargé des commissaires de nous donner d'après les registres du Domaine un aperçu de ces biens suffisamment exact pour savoir à quoi s'en tenir, et nous agirons d'après ce résultat.

Quant à ce qui vous regarde (M. Le Gendre, car vous nous parlez au singulier à la fin de votre lettre du 23), nous pouvons vous assurer tant en notre nom qu'en celui de tous nos bons citoyens, que nous sentons tout le prix de vos peines et des services que vous rendez à la Nation et à notre

(1). — *Cons. gén.*, 17 mai 1790, p. 418 ; *id.*, 25 mai, p. 428.

ville en particulier. Nous ignorons si vous avez des détracteurs à Brest, mais nous n'en serions pas surpris, le mérite a toujours des persécuteurs. Il n'y a personne, quelqu'honnête qu'il puisse être, qui soit à l'abri de la calomnie ; l'homme vertueux fait le bien pour le plaisir d'en faire, méprise les calomniateurs et s'en tient à l'approbation des citoyens qui savent et qui veulent bien l'apprécier.

Nous serions tous bien fâchés que vous fussiez obligé d'abandonner nos intérêts que l'on trouverait difficilement à mettre en d'aussi bonnes mains. Nous sentons que vous devez être surchargé, nos électeurs porteront en conséquence vos justes réclamations à l'assemblée qui doit avoir lieu le 7 du prochain pour former le département, à l'effet de nommer un suppléant qui pût partager vos travaux et rendre votre position moins fatigante. Mais nous éprouverions un sentiment bien pénible si vous ne pouviez remplir entièrement la tâche que vous avez si bien commencée (1).

.....

Nos chefs militaires paraissent se rapprocher de la Municipalité. Mardi dernier, MM. Lemoynier et Hector vinrent au Conseil général de la commune et y firent les plus belles protestations de civisme. Dieu veuille qu'elles soient sincères et de longue durée (2). Ils vinrent l'un et l'autre, lundi dernier, à la Comédie, dans la loge des officiers municipaux, ainsi que plusieurs officiers de terre et de mer. Ceux de la garnison se sont abonnés hier, nous ne savons quel parti prendront ceux de la marine. Le piquet pour la

(1). — Le Gendre, très fatigué et souffrant, avait demandé la nomination d'un ou deux suppléants, laissant même entrevoir qu'il était possible qu'il fut amené à donner sa démission. Il cessa quelque temps sa correspondance à laquelle il suppléait par l'envoi du *Journal des Débats*. Le Conseil municipal décida la suppression du *Bulletin* en raison du défaut de la correspondance publique des députés et aussi de la dépense occasionnée par l'impression de cet organe. Heureusement il ne fut pas donné suite à cette fâcheuse mesure qui nous priverait d'une foule de renseignements intéressants pour l'histoire locale et régionale. — *Cons. mun.*, 17 mai 1790, p. 18.

(2). — *Cons. gén.*, 25 mai 1790, p. 429.

police du Spectacle a été fourni, mardi dernier, par le régiment de Normandie, il l'a été hier par le régiment de Beauce et le sera aujourd'hui et dimanche par la marine, ce qui continuera ainsi, c'est-à-dire que les troupes de terre et de mer alterneront, par la raison qu'elles doivent être également regardées comme troupes de la Nation faites pour s'entr'aider réciproquement, quel que soit le service auquel elles peuvent être particulièrement affectées ; ainsi, Messieurs, voilà déjà bien des points réglés relativement à la Comédie.

Mais il est arrêté que ce malheureux Spectacle sera toujours une pomme de discorde. Dès que nous parvenons à aplanir une affaire, il s'en présente une autre. Celle qui nous occupe dans ce moment n'a pu s'arranger ici que provisoirement. Il s'agit du droit de faire le service à la Comédie. Les grenadiers qui, de toute éternité, en sont en possession, le veulent conserver ; d'un autre côté, les fusiliers des basses compagnies prétendent que tous les privilèges étant abolis, les grenadiers n'en doivent plus prétendre, et que pour avoir une taille moins avantageuse, ils n'en sont ni moins braves, ni moins bons militaires, et prétendent, en conséquence, avoir part aux honneurs comme aux dangers. Les choses en l'état, on leur a proposé de soumettre le jugement de cette prétention à l'Assemblée Nationale ou au Comité militaire. Nous vous prions de tâcher d'obtenir une décision qui puisse arranger les deux parties (1).

Cette affaire, qui ne paraît pas en elle-même de grande conséquence, mérite cependant une attention particulière, en ce qu'elle sera réglée pour toute l'armée ; c'est bien ce qu'ont senti les grenadiers des régiments de Normandie et de Beauce, qui se seraient probablement prêtés de bonne grâce à la demande des autres compagnies, mais ils ont craint les reproches des grenadiers des autres régiments de l'armée qui leur sauraient mauvais gré d'avoir donné lieu à cette innovation (2).

(1 et 2). — *Bull.* 1790, n° 59, p. 474.

MM. Hector et Marigny ont, dit-on, demandé leur retraite ; il y a eu aujourd'hui une assemblée des officiers de la marine, où il a été décidé de prier le Ministre de ne la leur pas accorder, surtout à M. Hector, car on a moins appuyé sur celle de Marigny. Il a dû partir aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, un courrier extraordinaire pour apporter cette résolution à M. de la Luzerne.

Il ne paraît pas, en général, que M. Hector soit désagréable au public ; on est persuadé qu'il serait plus traitable s'il n'était pas mal conseillé, et l'on attribue à M. Marigny les impulsions étrangères qui déterminent souvent le Commandant de la marine contre sa propre inclination. Nous vous faisons part de tous ces détails parce que, dans l'occasion, leur connaissance pourrait vous être utile.

31 mai 1790.

.....
M. de Martinais s'attend à un jugement prompt et favorable ; on nous a assuré que ses malles sont prêtes et qu'il fait toutes ses dispositions pour partir à l'instant où il le recevra.

Ce départ nous fera assurément le plus grand plaisir, mais malgré l'avis du Comité, nous serions fâchés qu'il en fut quitte à si bon marché ; il a trop souvent manifesté ses mauvaises intentions, pour ne pas mériter une punition quelconque ; et tous ceux qui ont la même façon de penser que lui ne se rendront jamais à la raison qu'après des exemples sévères. Nous nous flattons de recevoir mercredi prochain la décision de cette affaire.

Nous apprenons que M. d'Albert de Riomps a le commandement de l'escadre que l'on arme en notre port ; on observe ici et l'on voit d'un mauvais œil, que ce sont ceux qui ont le plus opposé d'obstacles à la Révolution qui sont les préférés. On n'a pas oublié que M. de Broves, dont on a tant

eu de sujets de se plaindre à Toulon, a eu le commandement de la *Calypso*, le premier qui ait été donné depuis cette époque. On peut juger de là les intentions de M. de la Luzerne.

.....

2 juin 1790.

.....

Nous n'avons eu depuis notre dernière aucune altercation avec les chefs militaires et nous ferons ce qui dépendra de nous pour les éviter ; mais nous aurons toujours l'œil à ce qu'ils se conduisent d'après les décrets de l'Assemblée Nationale, auxquels les officiers paraissent se soumettre avec plus de résignation que les officiers du Grand Corps de la marine, car les sous-lieutenants de vaisseau et des troupes qui, comme vous le savez, forment le petit corps, se sont toujours montrés zélés défenseurs de la nouvelle Constitution.

4 juin 1790.

Nous vous envoyons de précaution la délibération du Conseil général de la Commune, du 17, qui nous autorise de solliciter l'emprunt d'une somme de 500.000 livres ; mais nous prévoyons qu'elle vous sera inutile, parce qu'elle n'est pas motivée ; c'est cette raison qui a fait prendre le second arrêté du 22 dans lequel on a désigné les trois motifs principaux qui nécessitent cet emprunt. Si le troisième qui nous a paru le plus important, au moins quant à la somme, n'est pris dans aucune considération, alors un emprunt de 150.000 livres nous suffirait pour payer des dettes dans lesquelles des circonstances impérieuses ont constitué la commune l'année dernière et subvenir aux premiers besoins des hôpitaux dont les dépenses ont augmenté en raison de la grande quantité de pauvres qu'on a été obligé d'y recevoir, notamment des filles de mauvaise vie, attaquées du mal vénérien qu'on envoyait ci-devant à grands frais à Rennes, et que

l'on traite actuellement à notre hôpital (1). Nous avons pensé qu'il fallait faire sur le champ un premier paiement, en faisant l'acquisition de biens nationaux, et, dans ce cas, il était nécessairement indispensable de faire un emprunt, parce qu'il n'était pas possible de procéder sur le champ à la revente de ces biens pour laquelle il faut faire des dispositions préalables. Si on nous donne le temps d'y procéder, et si l'on exige de paiement qu'à mesure que nous reverrons, dans cette hypothèse, réduisez notre demande à 150.000 livres que nous devons et que nos octrois, réduits de beaucoup par les circonstances malheureuses du temps ne nous permettent pas d'acquitter, n'étant même pas suffisants pour payer nos dépenses courantes. Nous n'avons trouvé que dans un emprunt le moyen de nous tirer d'embarras, parce que nous ne pouvons nous occuper de nos revenus d'octrois qu'après l'établissement d'un nouveau mode d'imposition générale.

Nous voyons, comme vous, avec peine, le peu d'activité qu'on a mise à mener à sa fin l'affaire de Lannion, nous la remettrons sous les yeux du Conseil la première fois qu'il s'assemblera et donnerons nos soins pour qu'on y mette plus d'exactitude et de célérité.

Les papiers publics nous donnent le décret concernant M. de Martinais, qui fait à Brest une sensation étonnante. Nous sommes bien persuadés que si cette affaire avait été discutée en pleine Assemblée, le résultat en eut été différent, mais quel qu'il soit nous nous y conformerons, dès qu'il nous sera notifié dans les formes. Nous ferons nos efforts pour que cette affaire n'ait pas de suites ultérieures. Si cet officier se trouve exempt de blâme par un décret, il ne le sera jamais dans l'opinion publique, dans laquelle il passera toujours pour un des ennemis de la Nation.

Ce décret est énoncé sur un faux supposé en ce qu'il dit

(1). — *Cons. gén.*, 1^{er} mai 1790, p. 397 ; id., 6 mai, p. 401. — Les chirurgiens de la ville proposèrent de s'entendre avec les médecins et chirurgiens de la marine, pour traiter gratuitement les malades dans les hôpitaux de Brest.

que la Municipalité a outrepassé ses pouvoirs, étant incompétente pour mander devant elle et faire arrêter les chefs et officiers des troupes réglées pour des faits relatifs à leurs fonctions et à la conduite des corps qui sont à leurs ordres. Il y aurait bien des réflexions à faire à cet égard, mais nous nous contenterons de vous faire observer que ce n'est pas relativement à ses fonctions militaires que le Conseil a mandé M. Martinais, mais parce qu'il a eu l'intention manifeste et prouvée par sa lettre de troubler la tranquillité publique. Assurément, si sous prétexte de lettre confidentielle, il est permis de tout dire, nos ennemis auront un vaste champ. Il n'est que trop connu que toutes les conspirations ne se font que par lettres confidentielles.

.....
On a reçu ici la liste des capitaines qui doivent commander nos vaisseaux et armements que nous n'avons pas encore pu nous procurer ; le chef obligé de fuir Toulon, ne sera pas bien accueilli à Brest, et nous croyons qu'il est bien dangereux de lui donner un commandement aussi conséquent. Exécré de tous ceux qu'il aura sous ses ordres, si l'on n'en excepte quelques individus qui pensent comme lui, quel succès peut-on en attendre ? Nos marins sont mécontents, ceux employés dans l'atelier de la garniture réclament une paie qu'ils ont toujours eue et qu'on a diminuée depuis environ 18 mois, il est très certain qu'ils refuseront le service si on ne la leur rend pas. D'un autre côté, les citoyens, furieux, pourraient, malgré nos efforts, se porter à quelques extrémités fâcheuses dont nous serions au désespoir et que nous voudrions prévenir. Faites l'usage que votre prudence vous dictera, de ce paragraphe qui contient la plus exacte vérité.

7 juin 1790.

.....
Nous sommes étonnés de ne pas avoir reçu officiellement, par le dernier courrier, le décret qui ordonne l'élargissement de M. Martinais ; c'est sans doute un oubli des

sécrétaires, que nos ennemis auraient dû relever. Quoique ce manque de forme nous autorisât à le laisser encore tenir ses arrêts, nous avons cru que nous devons regarder comme notifié un décret annoncé dans tous les papiers publics et confirmé par vous. Nous avons, en conséquence, assemblé ce matin le Conseil général qui a levé la consigne (1). Nous croyons qu'il partira aujourd'hui, parce qu'il nous a fait demander un passe-port et un permis pour des chevaux de poste. Il va à Paris, où les Ministres ne manqueront pas de le récompenser de son patriotisme. Nous nous flattons qu'il sortira tranquillement, mais nous ne lui conseillons pas de revenir à Brest, nous ne pourrions pas répondre de contenir la multitude indignée contre ce chef militaire, et peu satisfaite d'un décret qui juge une toute autre question que celle soumise à l'Assemblée Nationale. On dénonce un perturbateur du repos public, et on décide que la Municipalité n'est pas compétente pour se mêler de faits militaires !

.....
La formation du Département a dû commencer aujourd'hui, à Quimper, quand les électeurs du district seront de retour à Brest, on agitera l'article du suppléant que vous demandez.

9 juin 1790.

.....
M. Martinais est parti à 8 heures du soir, le jour même où nous lui avons fait annoncer qu'il était libre. Il paraît que nous avons bien fait de prendre sur nous de faire exécuter le décret en sa faveur, sans avis officiel, sans quoi sa détention eut été trop prolongée. Nous nous félicitons qu'il est sorti de nos murs sans accident ; le seul désagrément qu'il a essuyé, suivant le rapport qui nous a été fait, a été de s'entendre dire par une députation de jeunes citoyens tout le plaisir que l'on ressentait de son éloignement

(1). — *Cons. gén.*, 7 juin 1790, p. 432. — *Corr.*, 25-26 mai 1790.

et qu'on se flattait qu'il ne remettrait jamais les pieds à Brest (1). Cette députation lui a également fixé l'heure de son départ en l'assurant qu'elle le protégerait, mais que cette heure passée, elle ne répondrait pas des suites.

Voilà donc une affaire finie. Il n'en reste plus en ce moment qu'une qui nous inquiète. C'est l'arrivée de M. d'Albert de Rioms pour le commandement de nos forces navales. Nous voudrions en vain vous rendre à quel point les têtes sont exaltées sur son compte. Chacun le peint à sa manière, non relativement à ses talents militaires, mais à raison de la conduite qu'il a tenue dans l'affaire de Toulon ; le résultat est que ce Général ayant été chassé de Toulon pour avoir donné des ordres de tirer sur le peuple, ne devait pas être reçue dans notre ville et commander notre armée navale dont on ne peut ni ne doit attendre aucun succès, parce qu'il dépend de la confiance qu'on a dans le Général, et qu'il n'est pas possible d'en avoir dans un homme exécré. On ajoute qu'il est du plus dangereux exemple de voir donner tous les commandements aux personnes qui ont opposé la plus opiniâtre résistance à la Révolution, et que ce serait encourager ses ennemis que de souffrir que les actions les plus coupables soient aux yeux des Ministres des titres pour obtenir toutes les grâces (2).

(A suivre).

(1). — M. de la Tour du Pin avait répandu dans l'Assemblée, avant le décret, que ce chef ne demeurerait que huit jours à Brest, après être mis en liberté, et qu'il ne rejoindrait le régiment que l'an prochain ». (*Corr.*, 4 juin 1790).

(2). — Le Gendre répondit le 30 juin que la justification de M. d'Albert, prononcée par l'Assemblée Nationale, rendait sa nomination inattaquable. (*Corr.*).

Maurice & Eugénie de GUÉRIN



L'un des plus douloureux, et sans doute le plus mystique des poètes contemporains (1), nous donne à pressentir par quelques vers dont l'harmonie chante dans toutes les mémoires, cette impérieuse aspiration du génie masculin vers l'influence féminine comme vers l'élément indispensable à son complet développement :

Je fais souvent ce rêve étrange et pénétrant
D'une femme inconnue et que j'aime et qui m'aime,
Et qui n'est chaque fois, ni tout à fait la même,
Ni tout à fait une autre, et m'aime et me comprend.

Car elle me comprend, et mon cœur transparent
Pour elle seule, hélas ! cesse d'être un problème,
Pour elle seule, et les moiteurs de mon front blême,
Elle seule les sait rafraîchir, en pleurant.

Est-elle brune, blonde ou rousse ? Je l'ignore.
Son nom ? je me souviens qu'il est doux et sonore
Comme ceux des aimés que la vie exila.

Son regard est pareil au regard des statues,
Et pour sa voix lointaine, et calme, et grave, elle a
L'inflexion des voix chères qui se sont tues.

Les inspiratrices sont presque aussi nombreuses que les chefs-d'œuvre ; mais je ne voudrais point saluer d'un si beau nom toutes les figures féminines qui, traversant l'esprit de l'artiste à l'heure de sa production, lui prêtent une ligne, un geste, un sourire ; plusieurs modèles, parfois, concourent au même tableau et souvent telle image

(1). — Verlaine.

n'est que la cristallisation momentanée d'une songerie. Celles qui passent ainsi ressemblent aux nymphes des rondes antiques, elles tournent autour du poète, rient, se cachent, reviennent, s'enfuient; elles ne sont point la Muse, astre plus fixe, influence étroite et surtout durable.

Eugénie de Guérin fût l'une de ces Muses, et sa couronne est double, car, en même temps qu'une inspiratrice, elle fût aussi une inspirée. Mais il semble que, dans cette âme, l'un et l'autre ne peuvent guère se disjoindre; elle voulut rassembler son génie dans son cœur. « Maurice! » toute la vie d'Eugénie tourne autour de ce nom.

J'ai retenu cette parole d'un vieillard : « il n'y a qu'une manière d'aimer. » Eugénie de Guérin m'en commente la vérité; pour contenter sans doute le scrupule de quelques incompréhensifs, de ceux qui veulent maintenir leur esprit dans l'« honnête médiocrité », ou par manie de classification, on accumula les adjectifs : filial, conjugal, fraternel, maternel, l'amour n'eût qu'à choisir parmi les étiquettes; mais les rapports physiques ou sociaux qu'ont entre eux les êtres sont supplémentaires et non essentiels, ce serait une pauvreté que d'y subordonner l'amour qui est un dans son essence.

Comme une mère, comme une sœur, comme une amie ardente et fervente, cela importe peu : Eugénie aimait Maurice.

Et d'abord, il fût son héritage, son bien; enfant fragile, légué à la sœur aînée par une mère mourante comme son plus précieux trésor :

« N'étais-tu pas, dit Eugénie, son dernier et bien-aimé enfant? Je me souviens que tu me rendais quelquefois jalouse, que j'enviais les caresses, les bonbons, les baisers que tu recevais de plus que moi. C'est que j'étais un peu plus grande, et je ne savais pas que l'âge fit changer l'expression de l'amour, et que les tendresses, les caresses, ce lait du cœur, s'en vont vers les plus petits. Mais mon aigreur ne fût pas longue, et dès que la raison vint à

poindre, je me mis fort à t'aimer, ce qui dure encore. Maman était contente de cette affection fraternelle, et te voyait avec charme sur mes genoux, enfant sur enfant, cœur sur cœur, comme à présent, les sentiments grandis seulement. »

Pendant cinq années à peu près, l'enfant croît au Cayla, dans cette campagne du Languedoc à la fois riante et rude, enguirlandée par les vignes mûres, mais appuyée aux contreforts des Cévennes, et balayée par le vent d'autan, aveuglant et froid.

Puis, il part, bien petit encore pour l'exil, et non sans avoir salué cette première séparation par une sorte de poème en prose qui fait pressentir un enfant de génie.

Du petit séminaire de Toulouse, il passe au Collège Stanislas à Paris, et, ses études terminées, revient pour quelques mois au Cayla. C'est une halte, la plus douce de sa vie : il a 22 ans, et, malgré qu'il hésite gravement sur sa vocation, il apprend, il réapprend les douces joies familiales; ses sœurs, leurs amies l'entourent de grâces juvéniles; l'une d'elles, Louise, éveille en lui un trouble qu'il combat, se croyant destiné au sacerdoce. Il pleure un peu, chante sa peine en vers élégiaques, mais avant toute chose, il développe au contact de la nature, son âme merveilleusement impressionnable, et son journal débute par un hymne :

« Je me suis assis au fond des bois, au bord des ruisseaux, sur la croupe des collines, j'ai remis le pied partout où je l'avais posé, enfant, rapidement et avec toute l'insouciance de cet âge. Aujourd'hui, je l'y ai appuyé fortement, j'ai insisté sur mes traces primitives. »

On dirait déjà une page du « Centaure ». Mais Maurice porte en lui une âme tourmentée, il a lu « René », il en aura les rêveries décevantes, les élégances désenchantées, il sera sincère, mais flottant, et ce n'est point à la Chesnaye, auprès de monsieur de Lamennais, qu'il trouvera son chemin de Damas.

Le voici dans ce beau paysage mélancolique où semble s'être recueilli le silence, où les pins courbés servent de grandes orgues au vent qui vient de la mer. Il goûte, dit-il, « un charme si étrange et si puissant à travailler à l'ombre de ces vieilles forêts bretonnes », qu'il s'y enrichira de mille sensations nouvelles, et passera dans la solitude une année ardente, influente entre toutes sur la formation de sa personnalité. Eugénie d'abord y applaudit : la renommée de sainteté, le génie de Lamennais, le choix de cette petite congrégation dont tous les membres étaient des hommes supérieurs par l'éducation et par le talent lui sont garants des exemples et des leçons qu'y recevra Maurice. Cependant, une grande tempête morale souffle sur leur solitude : monsieur de Lamennais a près de lui des fervents, disciples jeunes, ardemment enthousiastes de son œuvre, les chocs qui traversent l'âme du maître se répercutent sur les leurs, et ce jeune homme muet — pas assez philosophe, semble-t-il, au gré de monsieur Féli, et presque toujours absorbé par la traduction d'Antigone ou par l'impérieuse transe d'un poème en gestation, — ce jeune homme grave, pâle et brun, plus que tout autre peut-être, reçoit le contre-coup de la lutte où se débat l'« athlète blessé », subit nerveusement le mystère tragique de cette atmosphère.

Seules, de longues promenades avec ses condisciples, renouant l'écheveau lyrique de ses enthousiasmes, ramènent sa sérénité. Rien ne nous en donnera mieux l'impression qu'une page de son journal. Avec son samarade Edmond de Cazalès, Maurice, un matin, prend le chemin de Saint-Malo. La longue étape se passe en conversations délicieuses, à la fois juvéniles et profondes :

« Un peu après le coucher du soleil nous nous trouvâmes en face de la ville. Elle nous apparut tout à coup au détour d'une rue de Saint-Servan. Ce qui me frappa d'abord, ce fût une rangée de vaisseaux dont les corps énormes présentaient un front noir et de formes à peine saisissables dans l'ombre, mais dont la mâture et les cor-

dages s'élevant dans le ciel dessinaient comme des broderies dans la lumière vespérale. Derrière ces vaisseaux nous apercevions une masse noire cerclée de remparts. C'était Saint-Malo, vrai nid d'oiseaux de mer; et plus loin, sans que nous pussions rien découvrir, une grande voie monotone : c'était l'Océan. Nous arrivâmes à la ville par la plage, à la faveur de la marée basse; nous prîmes notre logement à l'hôtel de France, d'où l'on a vue sur la mer, et, pour la première fois de ma vie, je m'endormis ayant l'Océan à deux cents pas de mon lit, et sous le charme de la grande merveille. Le lendemain, vite à la mer. La marée commençait à monter, nous eûmes cependant le temps de faire à pied le tour de la roche qui porte Saint-Malo. Ce que j'éprouvai en plongeant mes regards dans cet infini, serait difficile à formuler. L'âme ne suffit pas à ce spectacle, elle s'efface à cette apparition et ne sait plus où elle va. Je me souviens pourtant que j'ai pensé d'abord à Dieu, plus au déluge, à Colomb, aux continents par delà l'abîme, aux naufrages, aux combats de mer, à Byron, à René qui s'embarqua à Saint-Malo et qui, emporté sur ces mêmes flots que je contemplais, attachait ses regards à la lucarne grillée où lui-sait la lampe de la religieuse. Au reste, cette première visite a été si courte et l'impression si fougueuse, si désordonnée, qu'il ne m'en est resté rien de bien sûr et de bien reposé dans l'âme. Après trois heures qui s'en allèrent comme un instant, nous partîmes par une petite embarcation qui remontait la Rance jusqu'à Dinan, et achevâmes d'arriver à pied, le corps un peu souffrant, mais l'âme heureuse. »

Pour Lamennais, la situation se tendait de plus en plus; la petite congrégation dût se séparer. Le 7 septembre 1833, Maurice fit ses adieux à monsieur Féli et quitta « ce petit paradis de la Chesnaye » avec résignation, dit-il, mais fortement ému par ce qu'il considérait comme une persécution contre son maître et inquiet de son propre avenir.

« Priez Dieu, écrit-il à monsieur de la Morvonnais, pour que j'aie la constance des oiseaux qui bâtissent un second nid quand on leur a défait le premier. »

C'est chez ce même Hyppolite de la Morvonnais qu'il devait trouver, peu après, l'accueil fraternellement tendre où s'épanouit sa nature contenue, plus apte aux profondes amitiés qu'aux impétueuses amours. Il y arrive, dit-il, « comme le voyageur qui descend du Carmel pour se rendre à Babylone et qui a posé à la porte son bâton et ses sandales, pour s'asseoir à la table hospitalière. »

Dans cette « Thébàide des grèves » un charme le retient qu'il exprime ainsi : « Je n'ai jamais goûté avec autant d'intimité et de recueillement le bonheur de la vie de famille. Jamais le parfum qui circule dans tous les appartements d'une maison pieuse et heureuse ne m'a si bien enveloppé. C'est comme un nuage d'encens invisible que je respire sans cesse. Tous ces menus détails de la vie intime dont l'enchaînement constitue la journée sont pour moi autant de nuances d'un charme continu qui va se développant d'un bout à l'autre du jour. »

Son hôte et lui épanchent en longues causeries leurs âmes de poètes, ils travaillent dans le calme des après-midi et, près d'eux, passe la silhouette charmante de madame de la Morvonnais, sa petite fille entre ses bras. Sœur d'Eugénie par la pureté du cœur, cette jeune femme eût sur Maurice une influence d'ordre et de paix.

Entre des amitiés où se complaisait son caractère, et une nature où s'exaltait son art, Maurice vécut les heures les plus complètes de sa vie.

Hyppolite de la Morvonnais devait, plus tard, écrire à Eugénie : « Maurice aimait d'amour à venir, au crépuscule, sur un cap désert et sous un ciel sans lune, écouter la mer refluant vers de lointaines grèves, ou battant les bords de cet Arguenon sauvage, aux rivages duquel a, dans son adolescence, erré le génie enveloppé encore de Châteaubriand. » De ces contemplations, la poésie jail-

lissait, non point en rimes excellentes, — Guérin, par amour du vers familier, ne s'est pas défendu de la platitude, — mais dans la prose qui lui fût un instrument merveilleux.

Les nécessités de la vie l'arrachent à ce pays breton, au Val, à Mordreux, aux amitiés précieuses, au décor admirable, et l'effroi surgit des luttes futures :

« Je suis un peu de ceux, écrit-il à Quemper, qui, par je ne sais quelle étrange maladie de l'âme, nourrissent un grand dégoût pour tout emploi de la vie dans une sphère spéciale et à contours bien tracés. Je redoute prodigieusement tout rapport avec les hommes dans un ordre autre que celui de l'amitié et du commerce ordinaire de la vie. »

Maurice n'entendra plus les rudes bourrasques marines qui lui donnaient, au Val, la « volupté de la terreur », il usera ses forces contre de petits orages chaque jour renouvelés, car, avant de tenter la fortune littéraire, il lui faut s'assurer du pain quotidien.

Les Guérin sont pauvres; l'heureuse vie du Cayla est d'une touchante simplicité, l'argent y est rare; les douze cents francs qui doivent permettre à Maurice d'attendre, à Paris, un poste rémunérateur, on les trouve, mais que de peine!

Bien des fois, dans sa pauvre chambre d'étudiant, la hantise le prendra du Val, de Mordreux, des Coques, de toutes ses haltes de voyageur : « Quand on erre, dira-t-il, on se sent dans la vraie condition de l'humanité; c'est là, je crois, le secret du charme », il n'eut peut-être pas ainsi parlé dans son Cayla, mais à Paris les soucis matériels l'obsèdent, l'écrasent : « Vous savez que tout se rend maître de moi et que je ne sais jamais renverser la chance pour prendre le dessus à mon tour »; le sentiment de sa faiblesse l'envahit, il s'écrie dans sa lassitude : « Quand donc est-ce que je plierai ce bagage de folles pensées et me mettrai dépouillé de tout rêve, à la

suite des autres hommes! » Mais Maurice de Guérin se plaindra vainement du poids de cette couronne : ne dépose pas qui veut sa royauté.

Paris, cependant, lui réserve d'assez vifs plaisirs : il brille dans une société élégante, son esprit se développe, et si des doutes assaillent sa foi, il subit du moins cette sorte d'ivresse qu'apporte la sensation de la rapidité, de l'amplitude cérébrale : « Je goûte une étrange volupté à sentir mon âme enlevée comme ce prophète qu'un ange emporta par les cheveux et traversant d'une effroyable vitesse d'immenses étendues. Mais que me revient-il de ces voyages effrénés? lassitude, éblouissement, surcroît de vertige, et pourtant, au fond de tout cela, un bien aisé secret de l'amour-propre qui s'applaudit du brûlant voyage et irrite soudainement la passion naissante de mon âme pour ces périlleuses aventures. »

Du Cayla son ange gardien tremble, sent à distance les troubles et les découragements de cette âme, les lassitudes de ce corps atteint déjà par le mal qui ne désarme pas.

« J'ai fait cette lettre la nuit, écrit Eugénie, pour la faire jeter à la poste le matin et gagner un jour. J'étais si pressée de te venir distraire et fortifier dans cet état de faiblesse et d'ennui où je te vois! Mais je ne le vois pas, je l'augure d'après tes lettres et quelques mots de Félicité. Plût à Dieu que je puisse le voir et savoir ce qui te tourmente! Alors, je saurais sur quoi mettre le baume, tandis que je le pose au hasard. Oh! que je voudrais de tes lettres! Ecris-moi, parle, explique toi, fais-toi voir que je sache ce que tu souffres et ce qui te fait souffrir. »

Et la tendre philosophe fait le procès du spleen qui rend l'homme inhabile à toute chose, à charge à soi-même et se consumant sans profit. Maurice écrit, la lettre arrive au Cayla, mais cela n'est point assez : « Comme je brûlais de lire cette lettre où j'allais te voir enfin! Je t'ai vu, mais je ne te connais pas; tu ne m'ouvres que ta

tête : c'est le cœur, c'est l'âme, c'est l'intime, ce qui fait ta vie que je croyais voir. Tu ne me montres que ta façon de penser; tu me fais monter, et moi je voulais descendre, te connaître à fond dans tes goûts, tes humeurs, tes principes, en un mot faire un tour de tous les coins et recoins de toi-même. »

Et si Maurice se dérobe, ce n'est point qu'il manque de tendresse ou de confiance, mais il craint de redoubler l'inquiétude fraternelle avec la peinture trop exacte de son âme tourmentée. Son journal seul, nous en définit l'angoisse :

« Je m'échappe à moi-même, ma pesante et nonchalante volonté s'essouffle à la poursuite de mon âme qui prend les ailes des rêves les plus légers, des plus fuyantes illusions. Telle est ma vie : elle se compose de projets sérieux toujours changés, et de vains rêves permanents, de longs enivrements d'imagination et de scènes ridicules entre ma volonté et mon âme... dans le plus vif et le plus intime de ma vie, toujours souffrance aiguë ou malaise sourd que le désordre croît et décroît. » Et ce cri de résignation écrasée : « Quand j'ai du pain à ma faim et de l'eau à ma soif, je dois, plus que tout autre, me contenter et me taire. »

Les collaborations aux journaux et revues, souvent difficiles à établir, toujours mal payées, sont insuffisantes pour faire vivre le poète; il donne des répétitions, fait les cours : privations, fatigues, sa santé n'y résiste pas. En juin 1838, il quitte Paris, arrive au Cayla, décline pendant trois mois, puis, par un brusque ressaut de sa jeune vie, entre dans une sorte de convalescence. Et voici qu'il repart vers Paris, vers sa fortune littéraire et vers un projet de mariage dans lequel les siens entrevoient pour lui la douce quiétude d'un homme paisible, d'une tendresse vigilante.

Il part, dans le Cayla solitaire, le cœur d'Eugénie souffre d'étranges pressentiments : le voir s'éloigner, si

délicat et sensible, si mal défendu contre lui-même! Comme sa pensée veille : « Tu sais, que je ne te quitte guère » et, plus loin : « Je conçois que Dieu qui est amour soit partout! »

A Paris, Maurice rencontre sa fiancée. Nous trouvons dans ses lettres peu de choses se rapportant à elle : Caroline de Gervain arrive des Indes orientales, elle a dix-huit ans et nous apparaît blonde aux yeux clairs; son attrait est celui — un peu anonyme — des toutes jeunes filles, peut-être se rehausse-t-il de grâces créoles; mais Maurice ne porte pas en soi la trame des passions ardentes; il sera toujours l'intellectuel un peu mystique, le « malade d'infini »; mademoiselle de Gervain est une trop jeune fille pour communier à cette âme. Eugénie s'applique à se réjouir, son cœur demande à aimer l'inconnue qui, en cadeau de noces, lui envoie « des capotes à fleurs, des gants blancs, de petits souliers, des bas à jours et une robe de dessous toute brodée. » Elle s'exalte, rêve pour Maurice et Caroline d'un bonheur exceptionnel, comme si leurs deux cœurs pouvaient s'imprégner de la chaleur du sien, et, partagée entre la crainte et la joie, elle les rejoint à Paris. Comme Maurice est pâle! il porte à ces fêtes nuptiales une élégance émaciée, un charme de crépuscule qui font frémir Eugénie.

Les pressentiments se justifient; sans doute avait-elle silencieusement espéré demeurer à Paris pour surveiller son malade et sent-elle plus amèrement encore la douleur de cet adieu : « Ce départ, écrit-elle, cette séparation si imprévue, si douloureuse par tant d'endroits, me fait comme un martyr au cœur, à l'esprit, aux yeux qui se tournent toujours vers Paris. » il lui vient le désir aigu d'écrire un livre qui se vende rapidement pour avoir l'argent nécessaire à un nouveau voyage, n'importe quel livre, le cœur passe avant la gloire, mais c'est un rêve, rien qu'un rêve. Ah! combien l'absence lui fait mal « ne rien savoir, cela se grave au cœur avec une lame! »

Barbey d'Aurevilly lui donne des nouvelles de Maurice et, s'il n'écrit pas, l'imagination d'Eugénie s'affole, invente des romans pour tromper son anxiété : d'Aurevilly malade peut-être lui-même et ne pouvant aller voir Maurice. Hors cela, rien ne l'intéresse; « il y a des moments où l'âme est morte civilement ne prenant part à rien de ce qui se fait autour d'elle. » Les lettres de Barbey d'Aurevilly sont les meilleures, les plus nettes, les plus détaillées : « Le bien et le mal me sont rendus avec précision; je te vois jusque dans tes veines. »

Quelques jours sans nouvelles. Eugénie nous communique sa tragique angoisse : « Rien n'est accablant comme le silence. C'est la mort avancée. Mon ami, mon frère, mon cher Maurice, je ne sais que penser, que dire, que sentir. Après Dieu, je ne vis qu'en toi comme une martyre, en souffrant. Et qu'est-ce que cela si je pouvais l'offrir pour te racheter? Quand je plongerais dans une mer de douleur pour te sauver du naufrage... Acceptez, mon Dieu! coupez, tranchez en moi, mais qu'il se fasse une résurrection. »

Malgré ces cris, ces admirables cris, si poignants que nul, s'il a vu mourir ce qu'il aimait, ne peut les entendre sans un frisson, la résurrection ne devait pas se faire.

Maurice veut revoir son Cayla, on l'y ramène mourant. Et c'est là que, entre les bras de celle qui l'avait le plus aimé, doucement, pieusement, il s'endormit dans la paix, le 19 juillet 1839.

— J'interromprai là tout ce qui pourrait ressembler à une biographie d'Eugénie de Guérin, j'arrêterai son histoire à celle de Maurice, puisqu'elle voulut faire de lui sa raison de vivre. Je vous parlerai de sa douleur en même temps que de son œuvre mais sans vous dire même que, pendant un séjour à Paris, en 1841, le contact de Barbey d'Aurevilly, les relations littéraires nouées parmi les anciens amis de son frère, lui donnèrent une activité intellectuelle qui, si elle se fut prolongée, l'eût peut-être rattachée à une

existence dont elle n'attendait plus rien. Non; sa vive et charmante intelligence d'artiste, nous pouvons la retrouver chez quelques autres femmes, ses contemporaines ou ses cadettes; je croirais contrister son souvenir en ne laissant pas toute la place à son cœur : c'est là le vrai monument réclamé par sa mémoire.

Et d'ailleurs quelle est exactement l'œuvre du frère, et, dans cette œuvre, la part d'influence de la sœur?

Maurice était un poète de vocation; je m'explique : Certains esprits souples, doués d'une assimilation rapide, développés par certains milieux, impressionnés par certaines lectures, tentés par un ardent désir de renommée, voire par celui de plaire, de se faire aimer, arrivent à produire une œuvre honorable, moyenne, facile. On lit cela, ce n'est pas mauvais; ce n'est pas original — non, pour original rien de cela, — mais ce sont des sentiments d'un usage courant, exprimés en phrases très agréables, la foule s'y attarde volontiers, ces écrivains peuvent avoir beaucoup de succès. Ce sont des gens adroits, de bons élèves intelligents, ce ne sont pas des poètes. Le véritable poète chante comme on respire par une inéluctable loi de son être : « Je dois tout à la poésie, dit Maurice de Guérin, je lui dois tout ce que j'ai encore de pur, d'élevé, de solide dans mon âme » ; il justifie ainsi le mot de saint Augustin déclarant que la moins vaine des œuvres humaines est certainement la poésie. Maurice est né avec ce mystérieux trésor; tout enfant, il rêve, immobile, sous un amandier, et, tandis que, petite fille, Eugénie s'accroche à la fenêtre pour contempler les étoiles, son cadet s'imprègne en silence de toutes les visions de la nature.

Elle lui est un bien infini, une zone de repos et de joie, il la quitte, dit-il « comme une amante », et vibre à son contact d'un lyrisme incessant, d'une émotion qui se suffit. Il a lu sans doute, dans les Confessions, le voyage aux Charmettes, il s'est passionné pour Bernardin de Saint-Pierre et plus encore, je le présume, pour Châteaubriand; il l'a, pour ainsi dire, goûté à ses sources mêmes, vivant, à

la Chesnaye, dans une atmosphère de grandeur et de mélancolie et parcourant, de Dinan à Saint-Malo, le pays où René promena, sous une chevelure romantique, l'orgueil patricien de son génie.

Mais si, par la magnificence de sa langue, Château-briand fût un de ses éducateurs, il lui devint aussi un dangereux artisan de désenchantement.

Educateur, ai-je dit, et non point maître; en effet, l'art de Maurice de Guérin n'emprunte à qui que ce soit, sa phrase est à lui, et bien à lui la conception du poème. Il faut lire en entier le *Centaure* et la *Bacchante*, qu'une édition récente (1907) met facilement entre nos mains.

Quel choix du verbe! quelle netteté des images! quel souci — tout moderne — de serrer l'expression! Toutes choses qui font du poème une œuvre dont rien n'a vieilli. Cette prose d'art, tout à fait parfaite, enfermant un beau mythe, riche de symboles, colorée, assez sûre de soi pour ne pas redouter le néologisme, nous verse, dans la plus noble coupe qui soit, le philtre où s'enivrait l'âme de Maurice dans sa mystérieuse communion avec la beauté du monde.

Maurice de Guérin aime la *vie* sous tous ses aspects, le seul nom en fascine son imagination : « Mon amour des choses naturelles, dit-il, ne va pas au détail ni aux recherches analytiques et opiniâtres de la science mais à l'universalité de ce qui est. »

De là cette qualification de « panthéiste », dont s'émut la scrupuleuse orthodoxie d'Eugénie, bien à tort, me semble-t-il. Le panthéisme des poètes? c'est le plus souvent une formule! ce qu'on appelle chez Maurice de Guérin déification de la nature, c'est la fantaisie de son amour. Le mal-entendu, dans ce cas, est prodigieusement puéril d'ériger en dogme des émotions; si le poète, au contact du monde extérieur n'éprouve pas ce que les anciens appelaient le « frisson sacré », qu'il n'insiste point : il n'a pas reçu la grâce, sa lyre n'est qu'un accordéon. Le poète évoque

les dryades parce que, dans le crépuscule, l'harmonie des branches s'enlace comme des bras, il sent, aux jours d'été, dans les fortes sèves chauffées au soleil, flotter le grand souffle de Pan ; et qui de nous, là-bas, à cette pointe du Finistère si prodigieuse en légendes, n'a pas entendu, à la Salle Verte, quand par une transparente nuit, la marée montante tord des formes blanches et sinueuses qui jouent, qui s'ébattent autour des rocs avec des bruissements, des jaillissements, des éclats mouillés, l'harmonieux mélange des brises et des embruns, qui de nous n'a pas entendu chanter les sirènes ?

Avons-nous édifié là-dessus toute une philosophie ? c'est bien douteux.

L'idolâtrie des poètes ressemble le plus souvent à celle d'une jeune mère pressant dans ses bras son petit enfant : « Il est adorable », affirme-t-elle, vraiment, ce n'est pas de l'hérésie : l'un comme l'autre font du sentiment. C'en est, du reste, une forme magnifique. Aussi bien, nous dit Barbey d'Aurevilly, Maurice de Guérin est particulièrement le « poète du mystérieux et de l'immense. » On l'a comparé à Chénier, ce poète de la « ligne ramassée et du contour », Chénier qui fait tenir tout un combat de Lapithes et de Centaures dans le camée qu'il grave avec une pointe de diamant !

Non, et la preuve en est que Chénier, ciseleur, choisit pour s'exprimer le vers, encore assez strictement asservi à la formule classique, tandis que Maurice de Guérin adopte le filet plus lâche de la prose à cause de tout ce qu'il y pouvait laisser flotter entre les mailles. Amateur passionné de la sculpture grecque, il revêcut par son imagination les temps héroïques et les transposa dans des paysages de Bretagne.

C'est là l'un des côtés les plus intéressants de son tempérament d'artiste — il faudrait pour l'étudier un cadre plus considérable. Guérin, d'origine méridionale, reçoit directement, par la seule vertu de sa race, les splendeurs

de la beauté antique; tandis que, par sa propre formation, par l'empreinte reçue au contact de la nature occidentale, devenu celte, il rejoint deux modes de sentir différents pour que la magie de son talent en fasse un tout homogène et complet. Car la mer qu'écoute mugir le Centaure, les cavernes humides, l'odeur profonde des eaux, c'est bien à l'Océan breton qu'il les doit, et, à cause de cela, il se fait notre compatriote, nous pouvons nous en glorifier.

Voilà donc, — bien courte hélas! — l'œuvre travaillée du poète. Ses lettres, son journal en sont une autre, d'une forme plus familière, prenante par tout ce qui s'y mêle d'intimité, par tout ce que nous y apprenons sur la nature mystérieuse de Maurice de Guérin. Mystérieuse, oui, et si fièrel Inapte aux démarches, gauche à solliciter, et se faisant du travail de l'artiste une si noble conception :

« Notre avenir littéraire vous inquiète, écrit-il à H. de la Morvonnais, des doutes vous apparaissent, des aigreurs vous altèrent, mille nuages vous assombrissent. Pourquoi vous prêter à ce surcroît de tourments, tandis que dans la valeur de votre esprit vous avez de quoi vous rassurer pleinement, si vous étouffez des inquiétudes qui empêchent vos forces? Aucune œuvre ne peut grandir que dans le calme et par des moyens employés avec une claire conscience de leur étendue. Vous troublez ce calme et cette vue intérieure par les questions inquiètes dont vous vous fatiguez. Ecrire comme sous les yeux du public est, je crois, une mauvaise méthode, bien qu'on la conseille. A mon avis, l'insouciance de ce public et l'interdiction à toute préoccupation d'avenir de pénétrer dans le sanctuaire du travail garantissent bien mieux la bonté de l'œuvre. Si nous jouons à la renommée, que ce soit en joueurs superbes ou railleurs, toujours au-dessus de la fortune bonne ou mauvaise, en gardant un éclat de rire à tout événement. »

Je dois dire que, parmi les traits qui caractérisent Maurice de Guérin, ce dernier m'est entre tous attachant. Non point que je cède à cette tendance de marchander pa-

radicalement mon admiration aux talents universellement acclamés : il faut aimer le beau partout où on le trouve, non parce qu'on le loue, mais parce que nous le sentons beau. Toutefois, d'intimes sympathies m'attirent vers ces nobles figures d'artistes qui ne surent point asservir leur travail et qui, à cause de cela, vécurent presque ignorés, appliqués à leur belle tâche. Il me semble que si l'on doit placer sur les places publiques, parmi le grouillement des foules, l'image de ceux dont la renommée fût, dès leur vivant, populaire, si l'on doit entourer leurs piédestaux de bruit, de poussière soulevée, de tout le relent brutal des villes, les beaux jardins calmes conviennent aux âmes isolées, avec les verdure, les fraîcheurs, le silence et le seul hommage, de loin en loin, d'un passant respectueux et pensif.

Mais, enfin, penserez-vous, l'influence d'Eugénie ? L'influence d'Eugénie, on pourrait, pour la traduire par une image, s'imaginer deux ancres, deux fortes ancres qui sont la sûreté et l'espérance de la carène : à la surface, elles n'apparaissent qu'à certaines heures, mais, si elles manquaient!...

Dans toute la vie de Maurice, depuis l'instant où sa mère mourante le donnait à Eugénie, jusqu'à celui où lui-même quitta ce monde, sa sœur fût pour lui ce qu'il y a ici-bas de plus rare, de plus désirable, de plus précieux, elle fût celle dont il était sûr : une certitude.

Elle fût sa foi, elle fût son espérance, sa raison de pressentir l'absolu puisqu'elle ne lui avait jamais failli, et d'espérer le parfait puisqu'il l'avait connu au miroir de cette âme.

Ceux qui sont profondément aimés ne savent pas à quel degré leurs gestes deviennent graves : ils sont le point de mire d'un cœur, ils peuvent — quelquefois, hélas ! par seule gaucherie incompréhensive — y introduire tous les ravages ; ils sapent la foi par l'injustice, l'espérance par l'égoïsme, et tout cela dans la mesure de ce qu'ils sont aimés parce que c'est aussi la mesure de ce qu'ils auront

fait souffrir. Maurice avait sa gardienne, l'incessant soutien de son esprit : il la savait là.

Et d'ailleurs n'avait-elle pas formé son enfance? qui dira la douceur profonde des jeunes années, de ces entretiens où se mêlent les âmes encore toutes nues dans leur belle candeur? Les bois du Cayla ne furent pas, — tels ceux de Combourg, — témoins de troubles angoisses, Eugénie n'eut point, comme Lucile de Châteaubriand, à ensevelir dans le cloître un cœur torturé, une merveilleuse pureté l'enveloppait qui fût sa force et l'un des secrets de son ascendant.

Aussi bien, la jeune fille et l'enfant s'épanouissaient ensemble : leur double vocation fût un des premiers liens de leur tendresse. Que de fois, plus tard, Maurice rend hommage aux dons de poète de sa sœur : « Ah! si j'étais toi! » lui dit-il, et il insiste : « Tu n'as pas été chercher la poésie, toi, mais la poésie est venue te trouver », et, plus loin, dissertant sur son art, il lui conseille de refaire un poème pour y accentuer sa personnalité. Leurs points de contact sont nombreux : quelle sensibilité! et non point la sensibilité à la mode du XVIII^e siècle, affublation bélante de cœurs trop légers, mais la multiplicité et l'intensité des émotions.

Chez Maurice, une santé délicate exaspère cette sensibilité; non seulement il a le goût de l'émotion, mais il la cherche, s'y plonge, s'affole dès qu'il ne sent plus aussi fort, s'imaginant qu'il est fini; il analyse, il ausculte son esprit avec angoisse, comme s'il comptait les battements de son cœur.

« Nous avons tous les deux la mélancolie », dit-il à Eugénie; chez elle, c'est l'aspiration vers l'absolu d'un être qui sent respirer son âme; chez lui, le même besoin se greffe sur une sorte de tristesse naturelle, il porte en lui la constante préoccupation de la mort, tandis que sa sœur, tout en subissant la tristesse des deuils survenus, conserve des aptitudes de joie; elle est bien portante, elle ne doute pas de soi, parce qu'elle ne pense pas à douter. Maurice a,

de son impuissance, la perpétuelle hantise, et sa philosophie semble tenir dans ces deux lignes : « La vraie sagesse, c'est la patience pour qui ne dure pas. »

Pour résumer, c'est sur le plus intime de lui-même, et cela sans une minute de distraction, que veille la tendresse de sa Muse; Muse toute de charme, si nous en croyons Lamartine : « Elle n'était pas jolie selon le vulgaire, bien que ses yeux où se reflète le génie, la bouche où s'épanouit la bonté, le contour harmonieux et délicat du visage, qui encadre le caractère, les cheveux grâce de la figure, la taille svelte et souple, qui fait ressortir les formes du corps, la vivacité de la démarche qui transporte la personne avec la rapidité de la pensée, fissent de cet ensemble un aspect très agréable. »

Evocation charmante! Oui, Eugénie de Guérin fût une jeune fille simple qui, pour seul bijou, portait une petite croix d'or, une de ces « demoiselles » d'autrefois dont le poète Francis Jammes aime à tracer les tendres silhouettes; elle est vêtue d'indienne à fleurs, elle a des chapeaux à rubans, des mitaines de filet et, sans doute, ses cheveux sont doucement lissés le long de ses joues. Chaste et non point ignorante, elle regarde les lois naturelles avec des yeux purs. Elle est née avec le don poétique, elle en convient d'une façon charmante : « Je ne me sens pas comme les autres », dit-elle, en sortant d'un salon, et nul orgueil ne lui en advient, sa modestie est franche, elle constate sans commentaires : la coquetterie s'humilierait à perte de vue. Ce don poétique, elle en confie toute l'interprétation à son cœur.

J'ai eu cette fortune de ne pas lire trop jeune le journal d'Eugénie de Guérin, lequel est un livre dit « de jeune fille »; sans doute, à 17 ans, ne l'eussè-je pas goûté comme il convient. J'y aurais vu une sœur inquiète et tendre, un peu exagérée dans son expression, très soucieuse de l'âme de son frère, et cela eut été un peu injurieux par son insuffisance.

Je sais à présent que, fervente lectrice de Bernardin

de Saint-Pierre, Eugénie doit à l'époque où elle écrivit, ce léger démodé qui nous apparaît dans certaines expansions sentimentales; cela n'est d'ailleurs pas plus déplaisant que les « feux » et les « flammes » dont sont ornés nos grands classiques; la mode influe inévitablement sur l'écriture familière, si proche du langage. Ce qu'il convient d'admirer dans le journal d'Eugénie, c'est le « fondu » délicieux de la vie intérieure et de la vie pratique, de la sagesse et du sentiment. Elle ne fût point romantique, malgré la date de sa naissance. La famille de Guérin, ancienne et illustre, — elle comptait au ^{xiii}^e siècle un chancelier de France qui se distingua à la bataille de Bouvines, deux grands maîtres de l'ordre de Malte, des alliances avec les plus grandes maisons de France et d'Angleterre — la famille de Guérin avait conservé des traditions serrées, une paix antique régnait sur ce foyer. Je ne sais qui a parlé, au sujet d'Eugénie, de « grâce virgilienne », le terme est exact.

Le fleuve du lyrisme, impétueux chez Maurice, coule, chez elle, plus retenu, mais répand une fraîcheur idyllique et salue toutes les créatures avec un doux et fraternel enthousiasme, tel François d'Assise qui disait : « Mes frères les oiseaux. »

Les tableaux familiers s'inscrivent un à un sous sa plume : avec elle nous franchissons le seuil autour duquel les troupeaux bêlent, les poules picorent, et nous entrons dans la vaste cuisine qui sert aussi de salle aux maîtres de la maison.

De grands bancs de pierre, dans l'âtre, sont accueillants à l'étranger, les bergers viennent s'y asseoir, leurs chiens, auprès d'eux, sèchent leurs poils rudes à la chaleur d'un grand feu de sarments, et le père, le patriarche, auprès d'une lourde table, assis dans un fauteuil de bois, regarde ses filles vaquer aux soins du ménage, car elles sont habiles à toute chose : Eugénie remue les casseroles, sert le repas, file sa quenouille, traite les brebis, étend la lessive, écrit des vers avec les mêmes doigts rapides, et toute besogne est, par eux, ennoblie.

« Vie mélangée, dit-elle le 20 juin 1838, Marthe et Marie
Après la messe que j'ai entendue pour l'anniversaire de
notre grand'mère, je me suis mise à coudre des tabliers
de cuisine, à raccommoder un pantalon d'Erembert, cela
entremêlé de diverses lectures, histoire et poésie, cette
poésie grecque d'A. Chénier dont j'aime le *Mendiant* et
l'Aveugle. » Décrites d'un trait de plume, les figures s'ani-
ment autour d'elle : c'est Marianne de Gaillard, Rose
Dreuille, Toinon d'Aurel qui lui donne une pomme pour la
remercier d'avoir posé des sangsues à son fils, Françoise et
Jacquette, si sages et si pieuses, Sauveur Roquier qui se
lèche les doigts après avoir mangé, car Eugénie a préparé
pour lui du jambon au sucre : il faut avoir des attentions
particulières pour les délaissés. La Vialarette, vieille et
agile, emporte à Marie de Thézac des plants de grenadiers,
et le petit Pierrie, malin comme un singe, bavard, ques-
tionneur, court avec son petit cochon cherchant les truffes.
Wolff et Trilby n'ont point la dent hargneuse, ils font bon
ménage avec les chats, ils partagent les os avec eux, et
n'inquiètent pas le vieux Tamisier lorsque celui-ci vaga-
bonde et, assis près du portail, conte ses aventures en bu-
vant le coup de vin qui lui donnera des jambes.

Suivant les saisons varient les tableaux : on cueille la
première fleur en revenant des vêpres d'Audillac, les
agneaux naissent et la chatte mange un jeune pigeon. Dans
le vallon, le berger siffle : il a annoncé, ce matin, l'arrivée
d'un troupeau de bergeronnettes, oiseaux respectés, génies
familiers des troupeaux, car, l'un d'eux tué, la plus belle
brebis disparaît; au milieu des moutons, deux petits en-
fants chantent en faisant leurs fagots de branches; le chemin
de Cahuzac est tout bordé d'aubépines, le rossignol chante
à la Moulinasse, tandis qu'Eugénie porte son aumône à
Annette la boîteuse : toute la joyeuse vie du printemps
fleurit avec les tilleuls.

A l'automne, quand il pleut, on fait des bluettes avec
les pincettes pour voir les beaux caprices de la flamme, et
les tranches de milias rissolent sur le gril.

Puis, l'hiver, les petits oiseaux, sur la neige, dessinent des fleurs avec leurs petites pattes pareilles à des crayons de corail, et, sur le chemin de la messe de minuit, on cueille un bouquet de givre, éclatant et féérique, mais qui fond en route, au long de la branche morte.

Un voyage à Albi, un voyage à Gaillac, la foire de Cordes, tout fait événement, le courrier est attendu avec passion : on reçoit une lettre de l'Ile-de-France, où le cousin Philibert est bien malheureux ; il envoie deux éventails et des graines de plantes marines — tout comme Paul à Virginie — des graines cueillies dans la baie du Tombeau en échange d'une feuille de rose languedocienne, glissée l'année précédente dans une lettre d'Eugénie. Mais, au Cayla, l'« extraordinaire dure peu », les petits faits reprennent leur place : la tourterelle est morte, encore un méfait de cette chatte, terrible décidément — et, ensuite, c'est une perdrix blessée à l'aile qu'Eugénie soigne dans sa chambre pour la soustraire aux terribles griffes ; entre temps on joue au « passe-l'âne », on chante des chansons dans l'idiome coloré du Languedoc.

La vérité, la vivacité, la couleur éclatent dans ces char-mants raccourcis, ils égaient l'esprit et le délassent, ils nous initient aux harmonies d'une âme qui fut aussi ré-ceptive pour les spectacles extérieurs de la vie que pour les hautes émotions de la spiritualité, car Eugénie est une mystique. Elle l'est avec un bel équilibre, jamais elle ne s'égare vers l'un des deux excès qui en sont l'écueil, parce que, nulle part, son détachement de tangente l'in-différence, ni son ardeur la névrose. Eugénie de Guérin a une santé parfaite, elle est gaie, absolument gaie, comme les saints ; sans ses inquiétudes au sujet de Maurice, elle eut chaque jour, comme elle le dit avec tant de douceur, « chanté comme un oiseau qui s'abat partout et fait son ra-mage suivant les lieux et les émotions. »

Son âme « abonde de prière et de poésie », tout de-vient hymne sur ses lèvres, ce qui pare sa foi de grâces

vivantes et ce qui assure aussi la pureté de sa passion fraternelle.

Rien de factice dans son cœur; elle a, pour se pencher vers les souffrants, des gestes attendris : « Soulager, dit-elle, est une jouissance intime; la moëlle du cœur d'une femme » et, comme toute faiblesse, l'enfance l'attire, son innocence la ravit : « Il me semble qu'un lys s'est posé sur ma joue », c'est le baiser d'un tout petit.

Quant à l'amitié on en eût, dans la famille, une compréhension toute spéciale et profonde. Non point qu'Eugénie s'illusionne, elle est bien trop intuitive pour cela elle sent dans les êtres ce que chacun peut lui donner : « Entre femme, écrit-elle, l'amitié est bientôt faite; un agrément, un mot, un rien suffit pour une liaison; mais ce sont des nœuds de rubans pour l'ordinaire, ce qui fait dire que les femmes ne s'aiment pas »; aussi bien se garde-t-elle d'éparpiller ses sympathies, elles vont à quelques-uns seulement, mais pour ceux-là, quel dévouement chaleureux : « Mes amis, vous ne savez pas combien vous m'êtes doux et amers! » et un jour, à Maurice, ce beau cri si féminin : « J'avais tort, tant mieux, j'avais peur que ce ne fût toi! » Ce cœur organisé pour la joie, ce cœur qui voudrait « vivre d'aimer » qui ne conçoit le ciel que comme « le lieu de l'amour » fût aussi pour elle la source de toutes les tortures. A ces heures d'angoisse, il nous apparaît plus beau encore parce que nous y jugeons de sa plénitude passionnée : « Maurice était ma source; de lui coulait amitié, sympathie, conseil, douceur de vivre par son commerce intellectuel si doux, par ce « de lui en moi » qui était comme le ferment de mes pensées, l'alimentation de mon âme », aussi « travail, repos, hommes, tout lui est à dégoût », l'âme veuve désormais, sans intime union, elle compare sa douleur à la mer qui avance et toujours creuse davantage : « Si l'on voyait battre le cœur d'une femme, s'écrie-t-elle, on en aurait plus de pitié!... O solitude vivante que tu seras longue! »

Et, profondément, elle réfléchit : le bonheur de la

femme n'est point dans l'indépendance, son besoin de liberté naquit de la nécessité ou de la déception, mais à toute indépendance, les plus hardies, si elles sont saines, préféreront un lien étroit pourvu qu'il soit noué par une main sûre et bien-aimée.

La fin de son journal, ces derniers cahiers adressés à Barbey d'Aurevilly, ses lettres, toutes les pages écrites après la mort de Maurice sont ponctués de cris pénétrants; c'est dans cet amer abandon qu'elle atteint la grande éloquence et fait dire à Lamartine : « Mademoiselle de Guérin est le saint Augustin des femmes... un saint Augustin sans péché. »

Elle est de celles qui ne veulent point être consolées, sa foi l'aide à porter la douleur, mais le ressort de l'être est brisé, la plume, peu à peu, retombera inerte, et la Muse elle-même, rejoindra, dans le petit cimetière du Cayla, celui dont elle avait dit : « Nous nous retrouvons partout comme deux yeux. »

— Je ne sais si je suis arrivée à vous communiquer un peu de l'admiration et de la sympathie qui m'attirèrent vers Maurice et Eugénie de Guérin; peut-être puis-je l'espérer à cause des nombreuses citations prises dans leur œuvre et qui auront parlé plus éloquemment que moi; elles les auront évoqués devant vous, tous deux jeunes, tous deux charmants, lui mélancolique, elle passionnée, unis de la plus rare et de la plus délicieuse tendresse, et, de par leur mutuelle ferveur, se devant l'un à l'autre une partie de leur gloire. Je voudrais vous les avoir fait aimer, vous avoir donné le désir de les lire, — de les relire, — de tirer d'eux des plaisirs et des leçons divers. L'une de ces dernières s'impose, c'est Eugénie qui la donne, elle s'adresse aux femmes, aux jeunes filles qui peuvent y puiser un exemple.

Eugénie de Guérin fait, par sa vie, le procès des incomprises, elle les disqualifie, elle les ramène à ce qu'elles sont le plus souvent des incompréhensives. Elle nous

enseigne, par le seul fait qu'elle a su vivre harmonieusement sa destinée, l'union qui doit se conclure, pour le bon équilibre d'un cerveau féminin, entre la vie pratique et la vie intellectuelle.

Celle qui aimait la solitude « parce que la solitude fait penser », qui lisait avec tant de fruit, priait comme une Clarisse, écrivait des poèmes, ne s'est jamais plainte de l'humble vie matérielle qui fût son partage.

Elle a regardé autour d'elle, et elle a su voir; au lieu de se croire rabaissée par les soins domestiques auxquels elle prenait sa part, elle les a élevés jusqu'à elle.

La vraie poésie n'est pas inévitablement juchée sur les nuages, elle peut jaillir de toute chose, elle est dans les yeux et dans le cœur de chacun, car il n'est pas indispensable d'aligner des rimes pour sentir en poète, pour magnifier en soi-même les apparences de la vie.

Eugénie de Guérin fût simple et chrétienne en même temps que poète et passionnée, tout fût en ordre dans son esprit, et — plus encore peut-être que son talent — c'est là son indiscutable beauté.

Brest, avril 1908.

Joanne PERDRIEL-VAISSIÈRE.

DÉCOUVERTE D'UNE SÉPULTURE

Dans la parcelle dite Parc-Bras (section B du cadastre, n° 5-23)

Village de Kéranmoal

Commune de Châteauneuf-du-Faou

Informé par des fermiers que leur charrue d'un nouveau modèle, forant très profondément la terre, venait de leur révéler la présence d'une pierre passée inaperçue jusqu'à ce jour, l'idée me vint, d'après la topographie du lieu, et quelques autres indications, que cette pierre pouvait bien recouvrir un tombeau.

Vendredi 24 Mai, m'aidant donc de deux hommes, je faisais quelques sondages et acquies bientôt la persuasion que je me trouvais bien en présence d'un monument funéraire. Les terres enlevées laissèrent voir, en effet, à une assez faible profondeur une dalle de schiste, mesurant un mètre soixante-sept de long, sur quatre-vingt de large et orientée de l'est à l'ouest, en inclinant un peu vers le sud. Une seconde pierre, posée à plat et de travers, était à quelques centimètres en avant de la grande dalle.

A l'orientation, ma conviction s'affirma, et, quand passant les doigts au-dessous de l'entablement, je sentis de chaque côté d'autres pierres posées de champ, le doute ne fut plus possible : c'était bien à une sépulture que j'avais affaire.

Le couvercle enlevé, voici ce que j'observais : un cercueil trapézoïdal composé de six pierres de schiste posées sur le champ, les deux de tête parallèles et les deux autres formant costières deux par deux.

Les pierres des costières débordaient les traverses de chaque bout de manière à s'arc-bouter sur elles et à résister à la poussée des terres de l'extérieur, la pierre de l'extrémité ouest débordant elle même à l'extérieur et s'appuyant sur l'autre.

Une terre jaunâtre remplissait entièrement la cavité sépulcrale et la surface en était absolument plane, sans la moindre dépression.

Au toucher, la terre était très résistante et témoignait d'un tassement fait avec soin.

La pelle y pénétrait cependant facilement et permettait d'enlever des tranches très minces, et de les examiner très minutieusement.

Aucun mobilier, aucun ossement, pas même le moindre caillou, alors que le champ en est absolument couvert.

Deux choses cependant attirent mon attention : 1° La présence de nombreux morceaux de charbon, qui, sous la pression des doigts, se réduisent en une poudre onctueuse ; 2° un petit morceau de poterie légèrement orange d'un côté, grisâtre de l'autre, et absolument noir sur la tranche.

Il est dur, bien cuit, et parsemé de petits grains de quartz ou de feldspath et de petites paillettes de mica qui miroitent à la lumière.

Il ne paraît pas avoir fait partie d'une urne cinéraire, mais avoir été jeté, là, fortuitement, avec les cendres et la terre.

La fosse a quarante centimètres de profondeur et n'a point de plancher. Sa longueur est de un mètre quarante-six centimètres à l'intérieur et sa largeur de soixante centimètres au levant, pour quarante seulement à l'autre extrémité. Sur la traverse, on remarque la trace du marteau; cette pierre a été taillée et légèrement arrondie en arc de cercle. Les costières portent aussi la trace incontestable d'une rectification pour mieux recevoir le couvercle.

Pour être complet, j'ajouterai qu'avant mes fouilles, on avait enlevé à quarante centimètres environ de l'extrémité ouest, un bloc de quartz posé debout, qui semblait faire partie de l'ensemble du monument.

Ce tombeau à coffret de pierres, n'est pas le seul de ce genre dans la région, on peut encore en voir un à Koat-Brohès, près de la gare de Langalet ; il est à l'extérieur du talus nord d'un champ nommé *ar plasenn*, qui contient lui-même six tumulus rangés à peu près en cercle et qui, fouillés par M. Derrien, propriétaire du lieu, lui ont donné deux celtes magnifiques, l'un paraissant être en granit et l'autre en diorite.

Un autre tombeau a été découvert, il y a trois ou quatre ans, au sommet de la Montagne Noire, près du rocher nommé *Rorc'h Guinvarc'h*. Celui-ci contenait, disait-on, une urne remplie de cendre et de débris de charbon. Quant à celui de Koat-Brohès, il ne contenait que de l'argile et quelques masses de terre noire qui devaient provenir de la décomposition de matières organiques, comme du cuir ou de la corne.

Chose digne de remarque, c'est que ce coffret de Keranmoal est comme celui de Koat-Brohès, dans le voisinage d'un tumulus, car à quelques centaines de mètres se trouve une petite butte appelée *menez an tosen*, nom assez significatif. Ces deux plateaux de *ar plasenn* et de *menez an tosen* sont sans doute des nécropoles, chaque peuple qui a séjourné dans la contrée ayant continué à enterrer ses morts à la même place que ses devanciers.

Ce qui différencie le coffret de Koat-Brohès, de celui de Keranmoal, c'est la forme d'un trapèze au lieu d'un parallélogramme.

Celui de Keranmoal a la forme d'un cercueil de nos jours et l'on peut dire que dans son genre c'est un travail soigné et bien compris.

Mais à quelle époque faire remonter cette sépulture et sur quoi se baser pour formuler une opinion ??

Il y a eu incinération, deux choses le prouvent : 1° la présence du charbon dans la fosse ; 2° l'état parfaitement plan de la surface de cette fosse.

Si un corps y avait été introduit à sa disparition, il y aurait eu affaissement de la terre et formation d'une cavité d'autant plus grande que le corps eut été plus volumineux.

Dès lors, on doit songer à une époque antérieure au Christianisme ; mais risquer autre chose, c'est bien se hasarder. Le petit morceau de poterie trouvé dans la fosse a bien le caractère de la poterie celtique, mais, comme en maints endroits on en a trouvé de semblables, au milieu de poteries samiennes et de petits bronzes romains, il est difficile d'étayer une opinion.

Je n'en émettrai donc pas, mais certifiant la véracité de mes observations, espère attirer l'attention des archéologues.

Châteauneuf-du-Faou, 6 Juin 1907.

A. JARNO.

LISTE DES MEMBRES
composant la
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE BREST

Exercice 1907-1908

Président d'honneur : M. le Vice-Amiral, Commandant en chef, Préfet Maritime du 2^e arrondissement

*
**

Président : M. HÉBERT (J.), Docteur-Médecin.

Vice-Présidents : MM. DE LORME (A.), O. *, Professeur honoraire au lycée de Brest; GOUYET, *, Professeur au Borda; MERLANT, Professeur au Lycée.

Secrétaires : MM. DELOURMEL, *, Bibliothécaire-Archiviste de la ville; GUÉNIN, Professeur au Lycée; ESQUIEU, *, publiciste; FERRAND, Publiciste.

Bibliothécaire-Archiviste : M. KERNÉIS (A.-A.), *, Sous-Commissaire de la Marine, en retraite.

Trésorier : M. COLLOS, *, Commissaire en chef de la Marine, en retraite.

PRESIDENTS HONORAIRES

MM.

DE LA JAILLE, C. ✱, Vice-Amiral.

LANGERON, Professeur honoraire de l'Université.

MALLARMÉ, Vice-Amiral.

PÉPHAU, Vice-Amiral.

MEMBRES HONORAIRES

MM.

THOUAR (Arthur), ✱, Voyageur géographe.

SAVORGNAN DE BRAZZA, O. ✱, Capitaine de frégate.

COTTEAU, Voyageur géographe.

MEMBRES RESIDANTS

MM.

ABALAN, Juge au Tribunal de Commerce, rue de Paris, 36,
en Lambézellec.

ALLAIN (L.), Avoué, rue Neptune, 2.

ALLAIN, ✱, Docteur-Médecin, Conseiller général, rue de la
Porte, 97.

ALLANIC, Pharmacien, rue Jean Macé, 39.

ALLÈGRE, O. ✱, Professeur de musique, rue Neptune, 14.

ARDOUIN, Agent comptable de la Marine, rue Duguay-
Trouin, 18.

BAISNÉE, Négociant, rue Jean Macé, 55.

BASTIT (Joseph), Négociant, place du Château, 9.

BENOIT, ✱, Négociant, ancien Président du Tribunal de
Commerce, rue de la Mairie, 12.

BERGER (Charles-Victor), O. ✱, O. ✱, ancien Médecin de la
Marine, ancien Maire de Brest, rue de Paris, 54.

BERNÈDE-SACHS, Lieutenant de Vaisseau, rue d'Aiguillon,
32.

BIACABE (Armand), Propriétaire, rue Foy, 5.

- BIGOT, Pharmacien, rue Vauban, 27.
BLOIS (DE), Conseiller général, rue Voltaire, 34.
BORVO, Préparateur de physique au Lycée, professeur de mathématiques, rue Colbert, 46.
CADIOU, *, Administrateur principal de la Marine, à Morlaix.
CARADEC (Théophile), O. , Docteur-Médecin, rue du Château, 15.
CAROF (J.), Assurances générales, rue Jean Macé, 28.
CHALMET (Mme), rue Foy, 11.
CHALMET, Docteur-Médecin, à Landerneau.
CHEVILLOTTE (Charles), ancien député, cité d'Antin, 2.
CHÉREL, Elève en pharmacie, rue Louis Pasteur, 11.
CHIC (Léon), *, , Chef de musique des équipages de la flotte, en retraite, rue Voltaire, 31.
COLLOS, *, Commissaire en chef de la Marine, en retraite, rue Emile Zola, 43.
CROSNIER Propriétaire, rue Traverse, 2.
DELALANDE (Julien), Q. , Professeur au Lycée, rue du Château, 62.
DELOBEAU, *, Avoué honoraire, Sénateur, Maire de Brest, rue d'Aiguillon, 54.
DELOURMEL, , Bibliothécaire-Archiviste de la ville, rue du Merle-Blanc, 7.
DENOUEL, Propriétaire, rue de la Porte, 77.
DESHAYES (Eugène), rue Traverse, 5.
ELY-LABASTIRE, Négociant, rue de la Rampe, 53.
ESQUIEU, , publiciste, place du Château, 17.
FEILLARD, Avocat, rue d'Aiguillon, 38.
FERRAND (Allain), publiciste, rue Emile Zola, 33.
FOUCARD, Notaire, rue de la Mairie, 15.
FRÉVILLE (Mme), cité d'Antin, 2.
GAUSSIN (Mlle Emilie), Institutrice libre, rue Jean Macé, 34.
GOUYET (L.-M.), Professeur à l'Ecole Navale, rue du Château, 35.
GUÉNIN, Professeur au Lycée, rue Amiral Linois, 12.

- HALLEZ, *, Capitaine de frégate, place Sadi Carnot, 9.
HÉBERT (Jules), Docteur-Médecin, rue d'Aiguillon, 6.
JARNO, ancien Pharmacien, à Châteauneuf-du-Faou.
JEHANNE, *, Médecin de la Marine, en retraite, rue de Siam, 55.
KERNÉIS (A.-A.), *, Sous-Commissaire de la Marine, en retraite, rue Louis Pasteur, 74.
LAMARQUE, ancien Notaire, Conseiller d'arrondissement, rue de Siam, 36.
LANDOUARÉ, Docteur-Médecin, rue de Siam, 24.
LE BAIL, Pharmacien, place de La Tour d'Auvergne, 12.
LE FRANÇOIS, *, Capitaine de frégate, place du Château, 3.
LE JEANNIC DE KERVIZAL, Rentier, au château de Lesgal¹, en Lesneven, et rue de Paris, 148.
LE PIVAIN (René), Propriétaire, rue Jean Macé, 5.
LEVOT-BÉGOT, Propriétaire, rue Chaussée d'Antin, 20, Paris.
LORME (A. DE), O. *, Professeur, en retraite, rue Jean Macé, 50.
LULLIEN, *, Négociant, rue Louis Pasteur, 26.
MASSERON, Avocat, rue Jean Macé, 39.
MERLANT, Professeur au Lycée, rue du Château, 1.
MINIAC (DE), O. *, Directeur des Travaux hydrauliques, rue Voltaire, 40.
MIGNARD, Docteur-Médecin, rue Louis Pasteur, 24.
ORHAND, Négociant, rue de Puebla, 18, Lambézellec.
PERDRIEL-VAISSIÈRE (Mme), *, rue Voltaire, 13.
PITEL, Négociant, rue Emile Zola, 11.
PITON, *, Médecin principal de la Marine, en retraite, Conseiller général, rue de Traverse, 17.
PITTY, Directeur de la Compagnie du gaz, rue du Château, 28.
POULLAUEC, ancien Notaire, rue de Siam, 30.
RÉGURON, Négociant, rue Jean Macé, 10.
ROBERT fils, Libraire, rue d'Aiguillon, 44.
ROLLAND, ancien Avoué, Adjoint-Maire, rue Voltaire, 13.
ROSUEL, Propriétaire, rue du Château, 15.

ROUGET, Propriétaire, rue du Château, 28.
SÉGALEN, Médecin de 1^{re} classe de la Marine, rue d'Aiguillon, 6.
SINOU (Mlle), rue Emile Zola, 32.
THÉSÉE, Docteur-Médecin, rue d'Aiguillon, 18.
THIELEMANS, Docteur-Médecin, Tour de la Motte-Tanguy.
VERGNIAUD, *, Médecin principal de la Marine, en retraite, Adjoint-Maire, rue de Traverse, 43.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

BERTIN, *, Directeur des Constructions Navales, à Paris.
CALVET, O. *, Professeur d'histoire au Lycée Michelet, à Vanves.
CLAPARÈDE, Ingénieur, à Paris.
COMBETTE, *, Inspecteur général de l'Instruction publique, à Paris.
DALIMIER, Professeur au Lycée Michelet, à Paris.
D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.
DAURIAC (Lionel), *, Professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier.
DAURIAC, *, Bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, à Paris.
DENNIÈRE, Archéologue, en retraite, à Paris.
DERAUGLAUDRE, Professeur d'agriculture, à l'Université catholique, à Paris.
DESCHANEL, *, ancien Sous-Préfet de Brest, Député.
DUCHATÉLIER (Paul).
DUPUIS, O. *, Contre-Amiral, rue de Berlin, 6, à Paris.
FIERVILLE, O. *, Proviseur, en retraite.
FLEURIOT DE LANGLE, C. *, Contre-Amiral, en retraite.
GAUGUET, Publiciste, à Paris.
GUENNOU, Publiciste, 35, rue Linnée, à Paris.

JOUAN, O. *, O. *, Capitaine de vaisseau, en retraite, à Cherbourg.

KLEINHANS (Mlle), Professeur à Sainte-Barbe, à Paris.

LANGERON (Maurice), Botaniste, à Dijon, rue Chabot-Charny, 79.

LECAT, ancien Greffier de justice de paix, à Guingamp.

LE BALLE, O. *, Inspecteur d'Académie, à La Roche-sur-Yon.

LE GROS, O. *, Colonel d'infanterie de Marine, en retraite.

LE JANNE, *, Pharmacien de la Marine, en retraite.

LOZÉ, O. *, ancien Sous-Préfet de Brest, Ambassadeur de France, à Vienne.

MILLIEN, Architecte, à Beaumont-Laferrière (Nièvre).

MILNE, Professeur d'anglais au Lycée Henri IV.

ORTOLAN, *, Lieutenant de vaisseau.

PARIS, C. *, Général de Brigade.

PIÉDANIEL, Hommes de lettres, à Paris.

SAULNIER, *, Conseiller honoraire à la Cour de Rennes.

THOMAS (Félics), O. *, Professeur au Lycée de Versailles.

WILLOTTE, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Vannes.

LISTE
des
Académies & Sociétés Savantes

AVEC LESQUELLES SE FAIT L'ÉCHANGE DU BULLETIN

(Ordonnance royale du 16 mai 1847)

1^{re} SECTION. — GÉOGRAPHIE

- 1 BOUCHES-DU-RHÔNE : *Marseille*. — Société de Géographie.
- 2 CÔTE-D'OR : *Dijon*. — Société Bourguignonne d'Histoire et de Géographie.
- 3 CHARENTE-INFÉRIEURE : *Rochefort*. — Société de Géographie.
- 4 GIRONDE : *Bordeaux*. — Société de Géographie commerciale.
- 5 GARONNE (HAUTE-) : *Toulouse*. — Société de Géographie.
- 6 INDRE-ET-LOIRE : *Tours*. — Société de Géographie.
- 7 LOIRE-INFÉRIEURE : *Saint-Nazaire*. — Société de Géographie commerciale.
- 8 LOIRE-INFÉRIEURE : *Nantes*. — Société de Géographie commerciale.
- 9 MEURTHE-ET-MOSELLE : *Nancy*. — Société de Géographie de l'Est.
- 10 MORBIHAN : *Lorient*. — Société Bretonne de Géographie.
- 11 NORD : *Douai*. — Union Géographique du Nord de la France.

- 12 NORD : *Lille*. — Société de Géographie.
 - 13 RHONE : *Lyon*. — Société de Géographie.
 - 14 SEINE : *Paris*. — Société de Géographie.
 - 15 SEINE : *Paris*. — Société des Etudes coloniales et maritime.
 - 16 SEINE : *Paris*. — Bibliothèque des Sociétés savantes.
 - 17 SEINE-INFÉRIEURE : *Le Havre*. — Société de Géographie commerciale.
 - 18 SEINE-INFÉRIEURE : *Rouen*. — Société Normande de Géographie.
 - 19 VAR : *Toulon*. — Société de Géographie.
 - 20 CONSTANTINE : *Constantine*. — Société de Géographie.
-

2^e ET 3^e SECTIONS. — SCIENCES, LITTÉRATURE ET BEAUX-ARTS

Sociétés françaises

- 1 AISNE : *Château-Thierry*. — Société historique et archéologique de Château-Thierry.
- 2 AISNE : *Laon*. — Société académique.
- 3 AISNE : *Saint-Quentin*. — Société académique des sciences, belles-lettres, agricole et industrielle.
- 4 AISNE : *Soissons*. — Société archéologique, historique et scientifique.
- 5 ALLIER : *Moulins*. — Société d'émulation et des beaux-arts du Bourbonnais.
- 6 ALPES-MARITIMES : *Nice*. — Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
- 7 AUDE : *Carcassonne*. — Société des arts et des sciences.
- 8 AUDE : *Narbonne*. — Commission archéologique et littéraire.

- 9 AVEYRON : *Rodez*. — Société des lettres, sciences, et arts de l'Aveyron.
- 10 BOUCHES-DU-RHONE : *Aix*. — Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres.
- 11 BOUCHES-DU-RHONE : *Marseille*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 12 CALVADOS : *Caen*. — Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres.
- 13 CALVADOS : *Caen*. — Société des Antiquaires de Normandie.
- 14 CALVADOS : *Caen*. — Société Linnéenne de Normandie.
- 15 CALVADOS : *Caen*. — Société des beaux-arts.
- 16 CHARENTE : *Angoulême*. — Société archéologique et historique de la Charente.
- 17 CHARENTE-INFÉRIEURE : *La Rochelle*. — Société des belles-lettres, sciences et arts.
- 18 CHARENTE-INFÉRIEURE : *Saintes*. — Revue de Saintonge et d'Aunis. — Bulletin de la Société des Archives historiques.
- 19 CHER : *Bourges*. — Société historique, littéraire, statistique et scientifique du Cher.
- 20 COTE-D'OR : *Dijon*. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.
- 21 COTE-D'OR : *Dijon*. — Société bourguignonne d'histoire et de géographie.
- 22 COTE-D'OR : *Beaune*. — Société d'histoire, d'archéologie et de littérature.
- 23 COTES-DU-NORD : *Saint-Brieuc*. — Société d'émulation des Côtes-du-Nord.
- 24 COTES-DU-NORD : *Saint-Brieuc*. — Société archéologique et historique.
- 25 DOUBS : *Besançon*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 26 DOUBS : *Besançon*. — Société d'émulation.
- 27 DOUBS : *Montbéliard*. — Société d'émulation.
- 28 FINISTÈRE : *Morlaix*. — Société d'études scientifiques du Finistère.

- 29 FINISTÈRE : *Quimper*. — Société archéologique du Finistère.
- 30 GARD : *Nîmes*. — Académie de Nîmes.
- 31 GARONNE (HAUTE-) : *Toulouse*. — Académie des floraux.
- 32 GARONNE (HAUTE-) : *Toulouse*. — Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
- 33 GARONNE (HAUTE-) : *Toulouse*. — Société archéologique du Midi de la France.
- 34 GIRONDE : *Bordeaux*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 35 GIRONDE : *Bordeaux*. — Société Linnéenne de Bordeaux.
- 36 HÉRAULT : *Béziers*. — Société archéologique, scientifique et littéraire.
- 37 HÉRAULT : *Montpellier*. — Académie des sciences et lettres.
- 38 ILLE-ET-VILAINE : *Rennes*. — Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine.
- 39 INDRE-ET-LOIRE : *Tours*. — Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire.
- 40 ISÈRE : *Grenoble*. — Académie delphinale.
- 41 LANDES : *Dax*. — Société de Borda.
- 42 LOIRE-INFÉRIEURE : *Nantes*. — Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure.
- 43 LOIRE-INFÉRIEURE : *Nantes*. — Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure.
- 44 LOIRE-INFÉRIEURE : *Nantes*. — Revue de Bretagne et de Vendée.
- 45 MANCHE : *Cherbourg*. — Société des sciences naturelles et mathématiques.
- 46 MEURTHE-ET-MOSELLE : *Nancy*. — Académie de Stanislas.

- 47 MORBIHAN : *Vannes*. — Société polymatique du Morbihan.
- 48 NORD : *Cambrai*. — Société d'émulation.
- 49 NORD : *Dunkerque*. — Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts.
- 50 NORD : *Lille*. — Société des sciences, de l'agriculture et des arts.
- 51 NORD : *Roubaix*. — Société d'émulation.
- 52 OISE : *Beauvais*. — Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise.
- 53 OISE : *Compiègne*. — Société Française d'archéologie.
- 54 PAS-DE-CALAIS : *Arras*. — Comité des antiquités départementales et monuments historiques du Pas-de-Calais.
- 55 PAS-DE-CALAIS : *Boulogne-sur-Mer*. — Société académique.
- 56 PAS-DE-CALAIS : *Saint-Omer*. — Société des antiquaires de la Morinie.
- 57 RHONE : *Lyon*. — Société littéraire, historique et archéologique.
- 58 RHONE : *Lyon*. — Société des sciences, belles-lettres et arts.
- 59 RHONE : *Tarare*. — Société des sciences naturelles et d'enseignement populaire.
- 60 SAONE-ET-LOIRE : *Autun*. — Société éduenne.
- 61 SAONE-ET-LOIRE : *Châlon-sur-Saône*. — Société d'histoire et d'archéologie.
- 62 SAONE-ET-LOIRE : *Mâcon*. — Académie des arts, sciences, belles-lettres et d'agriculture.
- 63 SARTHE : *Le Mans*. — Société historique et archéologique.
- 64 : SAVOIE : *Chambéry*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 65 SAVOIE : *Chambéry*. — Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.
- 66 SAVOIE : *Saint-Jean-de-Maurienne*. — Travaux de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne.

- 67 SAVOIE (HAUTE-) : *Annecy*. — Société florimontane.
- 68 SEINE : *Paris*. — Société académique indo-chinoise de France.
- 69 SEINE : *Paris*. — Société philotechnique.
- 70 SEINE : *Paris*. — Bibliothèque de la Sorbonne.
- 71 SEINE : *Paris*. — Société des antiquaires de France.
- 72 SEINE : *Paris*. — Société de topographie de France.
- 73 SEINE : *Paris*. — Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France.
- 74 SEINE-INFÉRIEURE : *Le Havre*. — Société havraise d'études diverses.
- 75 SEINE-INFÉRIEURE : *Le Havre*. — Société des sciences et arts agricoles.
- 76 SEINE-INFÉRIEURE : *Rouen*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 77 SEINE-INFÉRIEURE : *Rouen*. — Société libre d'émulation, du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure.
- 78 SEINE-ET-MARNE : *Fontainebleau*. — Société historique et archéologique du Gâtinais.
- 79 SEINE-ET-OISE : *Versailles*. — Société des sciences morales, des lettres et des arts.
- 80 SOMME : *Abbeville*. — Société d'émulation.
- 81 SOMME : *Amiens*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.
- 82 SOMME : *Amiens*. — Société des antiquaires de Picardie.
- 83 TARN-ET-GARONNE : *Montauban*. — Académie des France.
- 84 TARN-ET-GARONNE : *Montauban*. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne.
- 85 VAR : *Draguignan*. — Société d'études scientifiques et archéologiques.
- 86 VAR : *Toulon*. — Académie du Var.
- 87 VIENNE : *Poitiers*. — Société des antiquaires de l'Ouest.
- 88 VIENNE (HAUTE-) : *Limoges*. — Société archéologique et historique du Limousin.

- 89 VOSGES : *Epinal*. — Société d'émulation.
- 90 VOSGES : *Saint-Dié*. — Bulletin de la Société philomatique vosgienne.
- 91 YONNE : *Auxerre*. — Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.
- 92 YONNE : *Sens*. — Société archéologique.
- 93 YONNE : *Avallon*. — Société d'études.
- 94 CONSTANTINE : *Constantine*. — Société archéologique du département de Constantine.
- 95 COCHINCHINE : *Saïgon*. — Société des études indochinoises de Saïgon.
- 96 ILE DE LA RÉUNION : *Saint-Denis*. — Société des lettres, sciences et arts.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE & DES BEAUX-ARTS :

- 97 Revue des travaux scientifiques.
- 98 Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- 99 Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- 100 Répertoire des travaux historiques.
- 101 Musée Guimet.
- 102 Ordonnance du 27 juillet 1845, art. 2 : Bibliothèque des Sociétés savantes.

MINISTÈRE DE LA MARINE :

- 103 Archives de médecine navale.
- 104 Revue maritime et coloniale.
- 105 Société des études maritimes et coloniales.

MINISTÈRE DES COLONIES :

- 106 Service géographique.
-

Sociétés étrangères

- 107 ALSACE-LORRAINE : *Metz*. — Académie de Metz.
 - 108 AMÉRIQUE : *Washington*. — Smithsonian Institution.
 - 109 AMÉRIQUE : *Washington*. — U.-S. Geological Survey.
 - 110 AMÉRIQUE : *Washington*. — National Academy of Sciences.
 - 111 BRÉSIL : *Rio-de-Janeiro*. — Revisia do observatorio.
 - 112 CROATIE : *Zagreb-Agram*. — Société d'histoire naturelle.
 - 113 ITALIE : *Rome*. — Reale academia dei Lincei.
 - 114 NORWÈGE : *Christiania*. — Académie royale des lettres, histoire et antiquités.
 - 115 RÉPUBLIQUE ARGENTINE : *Cordoba*. — Academia nacional de ciencias en Cordoba.
 - 116 SUISSE : *Sion* (canton du Valais). — Société Murithienne (société Valaisanne des sciences naturelles).
 - 117 SUISSE : *Genève*. — Institut national genevois.
 - 118 SUISSE : *Genève*. — Société d'histoire et d'archéologie.
 - 119 SUISSE : *Neuchâtel*. — Société des sciences naturelles.
 - 120 SUISSE : *Zurich*. — Stadtbibliothek Zurich.
 - 121 SUISSE : *Sion*. — Bulletin des travaux de la Murithienne (société Valaisanne des sciences naturelles).
-

COMPTE DE GESTION

Présenté au Bureau de la Société Académique

DANS SA SÉANCE DE JUILLET 1908

Pour l'Année 1907-1908

PAR LE TRÉSORIER DE LA SOCIÉTÉ

RECETTES

Argent en caisse.....	58 fr. 26	
Caisse d'épargne.....	1.100	36
Société Générale.....	1.500	»»
		2.658 fr. 62
Intérêts de la Caisse d'épargne 1907.....	36 fr. »»	
Intérêts de la Société Générale 1906-1907.....	71	90
Arrérages de rentes Ouest 2 1/2, 2° semestre.....	11	20
Dégrèvement de contributions..	1	15
Cotisation des membres rési- dants.....	610	»»
		730 25
TOTAL DES RECETTES....		3.388 fr. 87

DEPENSES

Loyers des locaux de la rue Du-		
guay-Trouin au 1 ^{er} octobre.	128 fr. 50	
Concierge de la bibliothèque		
pendant cinq mois.....	100	»»
Gratification au concierge de la		
bibliothèque.....	30	»»
Concierge de la Bourse pour 16		
conférences et 2 réunions..	55	»»
Dépenses de déménagement...	5	»»
Mme Guillou, dépenses diverses.	14	85
Impression du Bulletin et im-		
primés divers.....	646	»»
Remboursement. d'avances au		
secrétaire.....	19	20
Remboursement d'avances au		
trésorier.....	2	50
		1.001 fr. 05
Achat de deux obligations 2 1/2		
des chemins de fer de		
l'Ouest.....		762 »»
TOTAL DES DÉPENSES...		1.763 fr. 05

BALANCE

Recettes.....	3.388 fr. 87
Dépenses et placements.....	1.763 05
Reste en caisse au 1 ^{er} juillet 1908.....	1.625 fr. 82
Se décomposant ainsi :	
Argent en caisse.....	125 fr. 21
Caisse d'épargne.....	1.500 61
TOTAL ÉGAL.....	1.625 fr. 82

NOTA. — La Société possède deux obligations des che-

mins de fer de l'Ouest à 2 1/2 de 500 francs; jouissance du
1^{er} octobre 1907.

Brest, le 1^{er} juillet 1908.

Le Trésorier,

Signé : COLLOS.

Vu et approuvé par les Membres du Bureau de la So-
ciété Académique :

Le Président,

Signé : J. HEBERT.

Les Vice-Présidents,

Signé : DE LORME, GOUYET, MERLANT.

Les Secrétaires,

Signé : DELOURMEL, GUENIN, ESQUIEU,
FERRAND.

Le Bibliothécaire,

Signé : KERNEIS.

